TERMINALES G8 (année 2020-2021)

(*with a little help from les 1° HGGSP*)

DICTIONNAIRE DU PROGRAMME D'HISTOIRE DE TERMINALE

© Lycée Françoise, juin 2021

UN PROJET

Le projet du Dictionnaire du programme a été mis en œuvre en cours d'Histoire-Géographie au lycée Françoise de Tournefeuille pendant l'année scolaire 2020-2021 par une classe de Terminale générale.

Les conditions très particulières de l'enseignement durant une année marquée par de longues périodes d'enseignement hybride ou distanciel ont nécessité pour maintenir une unité de la classe dans le travail la définition d'un objectif commun qui dépasse la simple obtention de notes pour le contrôle continu ou Parcoursup. Cet objectif, permettant de travailler différentes méthodes essentielles au lycée comme dans l'enseignement supérieur, était de réaliser un dictionnaire reprenant les thèmes, personnages, événements, définitions, espaces étudiés d'une manière ou d'une autre pendant l'année. Avec plus de 300 pages, sans que toutes les entrées aient pu être développées comme on aurait pu y penser, on mesure à quel point ce programme est conséquent et demande un important travail de mémorisation et de compréhensions aux élèves. Sont ainsi couverts, avec quelques "trous" (parfois béants), les décennies allant du début des années 1930 à nos jours.

Trois temps différents ont permis la constitution de ce dictionnaire. La première période d'enseignement hybride, qui a vu le lancement du projet, s'est fondée sur la réutilisation de travaux menés en classe (type TP) dans le but de présentations orales. Ce sont ces différents éléments, portant sur la période des années 30 à 1945, qui ont formé la première base du dictionnaire. Dans un deuxième temps, les articles de la période entre 1945 et le début des années 70 sont venus en complément du cours effectué en classe ; lorsque la classe a pu reprendre avec son effectif complet, certains élèves ont présenté en cinq minutes leur sujet dans un moment d'entrainement au Grand Oral. Le dernier temps, correspondant à un retour à l'enseignement à distance (mois d'avril 2021), a reposé sur la réalisation de deux articles sur les périodes allant des années 70 à nos jours. Les articles réalisés et intégrés au dictionnaire formaient des approfondissements au cours dispensés par le professeur via des fichiers audio. La moitié des élèves environ de la classe a même demandé à créer des articles supplémentaires pour enrichir le « produit fini ».

Toujours en avril, il a été demandé à des élèves ayant choisi en Première la spécialité Histoire-Géographie-Géopolitique-Science politique de réaliser des

articles portant sur des médias (en liaison avec leur thème sur l'information). Il est apparu en effet que les médias « historiques » comme les grands journaux, les radios voire les chaînes proposant des programmes d'informations sont mal connues même des élèves de Terminale… ce qui conduit parfois à des problèmes pour évaluer la fiabilité d'une source.

Quelques articles ont été réalisés par le professeur à partir d'éléments tirés d'un ancien projet personnel. Cela contribue à donner un peu plus de cohérence à l'ensemble. Le temps, forcément réduit lorsqu'on doit réadapter sans cesse les enseignements, n'a pas forcément permis de toujours réactualiser ces articles.

Nous regrettons également fortement de ne pas avoir pu créer de cartes pour aider à la localisation d'un certain nombre de phénomènes (le programme de géographie commandait de consacrer un temps important à cet exercice).

Le résultat de ce travail mené via une multitude d'échanges en classe ou par le biais de l'ENT a pour simple vocation à venir étoffer le CDI du lycée. Peut-être quelques autres exemplaires seront-ils créés pour garder un souvenir d'un beau projet mené pendant une année qui ne fut pas forcément belle. Lecteur, lectrice, qui tomberiez sur cet ouvrage, merci par avance de votre indulgence.

A

ACCORDS DU GATT

Accord signé à Genève en 1947 pour organiser le commerce mondial en le libéralisant (limitation des barrières douanières). Cet accord initial a été ensuite remanié à plusieurs reprises au terme de longues négociations (« rounds »). C'est du GATT que naîtra l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce).

ACCORDS MATIGNON

Accords mis en place par le Front populaire, signés le 7 juin 1936 entre la Confédération générale de la production française (CGPF), la Confédération générale du travail (CGT) et l'État. Ces accords, événement clé du Front Populaire, auront pour but de relancer l'économie française ainsi que d'améliorer les relations collectives dans le monde du travail. Les principales réformes de ces accords sont :

- le nombre d'heures légales maximales de travail qui passe de 48h à 40h ce qu'on appelle la « semaine des 40h »
- l'opinion du candidat et son appartenance à des syndicats lors d'un entretien d'embauche n'est plus regardée, ce qui améliore la liberté d'opinion.
- une nouvelle manière de résoudre les litiges au sein d'une entreprise : l'employeur et l'employé s'engagent à reconnaître les faits et à trouver une solution équitable.
- à partir du 25 Mai 1936, les salaires sont augmentés selon une échelle commençant à 15 % pour les salaires les moins élevés pour arriver à 7 % pour les salaires les plus élevés.
- l'institution de deux (ou plus) délégués ouvriers dans les établissements de plus de 10 ouvriers pour mieux appliquer les lois et décrets de la Loi du Travail, les tarifs des salaires et les mesures d'hygiène et de sécurité.
- la définition d'un français électeur et d'un français éligible
- l'interdiction de sanction des grèves

Ces accords furent donc un moment important dans l'histoire sociale française.

AB / SB / AD / AR

ACQUIS COMMUNAUTAIRE

Ensemble des lois et des normes européennes qu'un

candidat à l'entrée dans l'Union doit accepter

ACTE UNIQUE EUROPÉEN

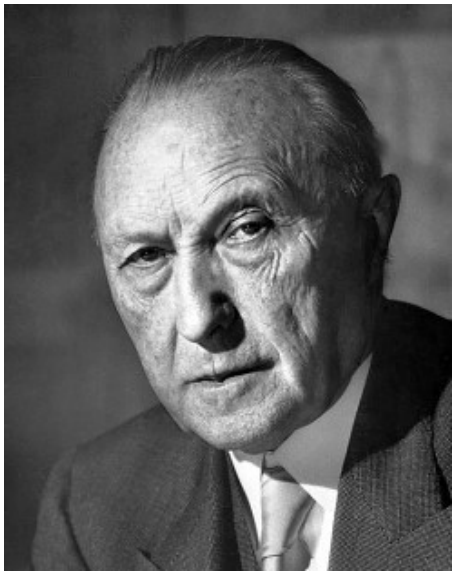
L'acte unique Européen a été signé entre le 17 et 28 février 1986 à Luxembourg et à la Haye. Douze pays de l'Union Européenne ont signé ce traité qui est entré en vigueur dès le 1er juillet 1987. Dans ces pays nous retrouvons, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Danemark, l'Irlande, le Royaume-Uni, la Grèce, l'Espagne et le Portugal. Son but est de relancer le projet de marché intérieur, de renforcer le rôle des institutions et d'étendre le pouvoir de la Communauté européenne. En effet, l'objectif de la Communauté économique européenne est d'améliorer le marché intérieur avant le 1er janvier 1993 et de le renommer Marché unique. C'est pourquoi, ce traité revoit les procédures décisionnelles en instaurant un système de majorité et en renforçant les pouvoirs au sein du conseil d'administration. Il étend également le pouvoir de la Communauté européenne à de nouveaux domaines tels que la recherche, l'environnement et même la politique étrangère. Cela tient en grande partie à la volonté de Jacques Delors de relancer le processus d'intégration européenne après une période douteuse sur l'intégration de l'Union européenne appelée aussi "euroscepticisme", qui a suivi la crise pétrolière des années 1970.

L'objectif du décret unique est d'achever le marché intérieur d'ici la fin de 1992. À cet égard, la commission prévoit l'adoption d'environ 300 directives pour supprimer les obstacles matériels, politiques, financiers et laisser la libre circulation des marchandises, capitaux et personnes. Il a été voté par un vote à la majorité au conseil des ministres. Par conséquent, il contient quatre libertés : la libre circulation des marchandises et des services suite à plusieurs suppressions d'obstacles douaniers et d'entraves techniques. Ensuite, il y a la libre prestation et la liberté pour une entreprise de s'installer dans le pays de son choix. La troisième liberté est celle de la circulation de la population à travers tous les pays de l'Union Européenne même pour ceux qui ne travaillent pas forcément à l'étranger. Et enfin, la dernière liberté est celle de la libre circulation des capitaux, c'est la plus récente et elle évolue encore de nos jours. Elle sert à la préparation de la création de l'union monétaire.

AR

ADENAUER (Konrad)

Homme politique allemand (1876-1967). Opposant au régime nazi d'Hitler, il est le fondateur et le premier président de la CDU, parti démocrate-chrétien (1946).



Chancelier (1949-63), il parvient à établir la souveraineté de la RFA tout en l'ancrant solidement dans le bloc occidental. Il est l'artisan du rapprochement franco-allemand concrétisé notamment à travers le traité de l'Elysée (1963).

AFGHANISTAN

L'Afghanistan est un Etat enclavé au cœur du continent asiatique. Dépourvu d'accès à la mer, le pays est entouré par 5 Etats : le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, l'Iran et le Pakistan. Territoire convoité possédant une grande richesse et diversité de ressources naturelles (métaux, pierres ornementales et précieuses, énergies fossiles, charbon, ...) et étant au carrefour de l'Asie centrale, du Moyen-Orient et de l'Inde, l'Afghanistan est donc au centre de multiples rivalités qui n'ont jusqu'à aujourd'hui jamais cessé.

A la fin des années 70, l'Afghanistan est plongé dans une guerre, opposant une fois encore indirectement l'URSS et les États-Unis, que l'on considère comme l'un des derniers conflits de la guerre Froide. Alors que le gouvernement en place dans le pays (le Parti Communiste Afghan) a signé un traité d'amitié avec l'URSS, des tensions se font sentir au sein de l'Etat. En effet, au cours du mois de septembre 1979, une partie du peuple afghan se soulève contre le gouvernement et ses alliés soviétiques. Cette instabilité politique, qui règne dans le pays, entraîne l'intervention militaire de l'URSS qui envahit l'Afghanistan (décembre 1979). Cette guerre est condamnée par l'ONU. C'est d'ailleurs pour cette raison que les États-Unis et le Pakistan viennent en

aide au peuple afghan en fournissant à la population des armes dans l'objectif de soutenir les mouvements de résistance. Le conflit dure près de 10 ans et se termine suite à la perte de contrôle du pays par les Soviétiques le 15 février 1989. Le bilan est lourd, la guerre a fait plusieurs milliers de morts, conduisant notamment des centaines de milliers d'Afghans à s'exiler dans les pays voisins dont le Pakistan et l'Iran.

Les relations entre ethnies ne se sont pas améliorées pour autant ; les tensions ont donc continué de persister dans le pays. En effet, en 1992, une guerre civile éclate opposant les islamistes modérés et les radicaux. Finalement, 5 ans plus tard, ce sont les Talibans soutenus par les États-Unis, qui prennent le pouvoir et instaurent leurs propres lois (dont la loi islamique) sur le territoire afghan.

Toutefois, cette alliance avec les États-Unis se rompt suite aux attentats à New York du 11 septembre 2001. Accusant le chef d'Al-Qaïda, Oussama ben Laden, d'en être responsable, une nouvelle guerre est déclenchée. Le régime taliban est renversé avec l'aide des forces terrestres de l'Alliance du Nord ainsi que le soutien aérien de l'OTAN. L'Afghanistan est alors envahi par de nombreux pays dont les États-Unis et la France. Mis à mal, les Talibans perdent peu à peu le contrôle du pays et un gouvernement républicain coopératif est mis en place par les Américains. En août 2003, l'OTAN prend le commandement de la ISAF (International Security Assistance Force ou Force Internationale d'Assistance et de Sécurité) et entreprend la reconstruction du pays. Mais les guérillas et les activités rebelles persistent. En 2015, l'ISAF est remplacée par la *Mission Resolute Support* qui vise à prodiguer conseils et formations à l'armée et aux institutions en place sur le territoire. Néanmoins, en dépit de l'intérêt des États-Unis à rester sur le sol afghan (gisements de pétrole), Donald Trump annonce fin 2018 son intention de se retirer du pays.

Aujourd'hui encore certaines offensives des Talibans continuent dans les zones où la présence des américains est maintenue. C'est pour cette raison que le président des Etats-Unis, Joe Biden a annoncé que les dernières troupes engagées sur le territoire afghan seraient parties d'ici le 11 septembre 2021.

EG

AL QAIDA

Al Qaida est une organisation terroriste islamiste fondée en 1987 par Oussama ben Laden et qui prône des idéologies salafiste djihadistes, panislamistes et anti-occidentales. Cette organisation a recours au terrorisme pour faire entendre ses revendications (enlèvements, attentats-suicides, assassinats, détournements d'avions…). L'attentat le plus tristement célèbre d'Al Qaida est celui commis le 11 septembre 2001 à New York contre les tours du World Trade Center et à Washington contre le Pentagone. Leur zone d'opération s'étend sur 29 pays (dont la France, les Etats-Unis, le Royaume-Unis…) et entre 2004 et 2008, on comptait déjà 313 attaques faisant au total 3010 victimes.

JS

ALLEMAGNE

Vaincue militairement, profondément détruite, culpabilisée par les abominations du régime nazie, l'Allemagne est cependant rapidement un enjeu dans les relations internationales. Pendant la guerre, les Américains avaient établi le plan Morgenthau qui prévoyait de transformer le pays en Etat exclusivement agricole (plus aucune industrie), à le diviser en trois (deux Etats indépendants et une zone internationale en Rhénanie). Après l'abandon de ce projet, l'Allemagne se trouva finalement divisée entre les vainqueurs selon les principes définis à Yalta et Potsdam (1945) : Etats-Unis, Royaume-Uni, URSS et France obtenaient chacun une zone à occuper militairement et à gérer, le même principe était établi pour Berlin. Les frontières orientales étaient modifiées et fixées sur la ligne Oder-Neisse, ce qui conduisit à d'importants mouvements de populations vers l'ouest. Des usines étaient démontées pour être remontées en URSS au titre de réparations. Le pays était dénazifié et les principaux responsables encore vivants du régime hitlérien jugés au procès de Nuremberg.

La conclusion d'un traité de paix définitif avec l'Allemagne étant temporairement écarté, la gestion de l'Allemagne par les vainqueurs de la guerre se poursuivit à travers un Conseil de contrôle allié dont les discussions ne tardèrent pas à faire apparaître des dissensions (les Français étaient partisans de maintenir une Allemagne divisée, les Soviétiques gérant comme ils l'entendaient leur zone). Les Américains décidèrent donc de précipiter le rapprochement des

trois zones occidentales, d'abord au plan économique (trizone) puis politique. Cette volonté provoqua la première crise de Berlin (juin 1948-mai 1949). En dépit du blocus soviétique de Berlin, la construction d'une Allemagne à l'Ouest se poursuivit (préparation d'une constitution). Le 23 mai 1949, la République Fédérale d'Allemagne fut proclamée et en septembre le chrétien-démocrate Konrad Adenauer devint chancelier. La RDA (République Démocratique Allemande) fut créée le 7 octobre 1949 dans une zone soviétique où le SED, le parti communiste allemand, détenait tous les pouvoirs.

L'Allemagne, en dépit de la constitution de ces deux Etats, n'en demeure pas moins une des zones chaudes de la guerre froide. La question du réarmement allemand inquiète ; après l'échec du projet de la CED, la RFA intègre l'OTAN… tandis que du côté communiste, la RDA appartient dès l'origine au Pacte de Varsovie (1955). La RFA, pour marquer son attachement à l'Ouest, est une des pionnières de la construction européenne (CECA, CEE) ; de son côté, la RDA rejoint le COMECON. Berlin devait être le théâtre de la seconde grande crise de la guerre froide en Allemagne. En août 1961, afin d'enrayer les mouvements de population de l'Allemagne de l'Est vers celle de l'Ouest, les autorités décidaient la construction d'un mur afin de rendre hermétique la séparation entre les deux parties de la ville. Le « mur de la honte » devint le symbole de la guerre froide et de la division de l'Allemagne.

Au plan économique, les deux Allemagne connaissent des évolutions contrastées. A l'ouest, se produit le « miracle économique » allemand ; profitant de la puissance du mark, d'un climat social favorable, d'une efficacité industrielle rapidement retrouvée, la RFA devient une des grandes puissances industrielles mondiales. A l'est, l'industrie avait en grande partie démantelée par les Soviétiques, la collectivisation des campagnes lancée peu après affaiblit l'agriculture. En juin 1953, des émeutes éclatèrent à Berlin-Est qui furent violemment réprimée par les Soviétiques. La politique économique en RDA fut rendue moins rigide mais le niveau de vie des Est-Allemands resta très inférieur à celui des Allemands de l'Ouest.

La période de la Détente permit une évolution dans la situation de l'Allemagne. Le nouveau chancelier ouest-allemand, Willy Brandt, lança une politique vers les pays de l'Est (Ostpolitik) qui

permit en 1972 la signature d'un traité fondamental entre les deux Allemagne et l'assouplissement des mouvements de population à Berlin. En 1973, les deux Allemagne furent admises à l'ONU. La partition allemande semblait être faite pour durer… d'autant qu'au début des années 80, dans le contexte de la guerre fraîche, l'Allemagne redevint une zone très sensible à travers la crise des Euromissiles.

Dans la partie est-allemande, une opposition au régime commençait cependant à s'organiser. La libéralisation souhaitée par Mikhaïl Gorbatchev dans le monde communiste, amena cette opposition à entreprendre de grandes manifestations en octobre 1989. Le dirigeant communiste Erich Honecker dut quitter ses fonctions et au début de novembre, les événements s'accélérèrent (démission du gouvernement, du bureau du parti communiste et enfin, le 9, l'ouverture du Mur de Berlin). La réunification allemande devenait désormais possible… à condition que quelques conditions soient remplies (deux gouvernements démocratiquement élus, une adhésion des Allemands, l'acceptation des quatre vainqueurs de la guerre). En mars 1990, le parti du chancelier ouest-allemand Helmut Kohl remportait les élections en RDA, le 21 juin les deux Parlements acceptaient le traité de réunification, le traité 4+2 apportait l'accord des puissances occupantes. Le 3 octobre 1990, l'Allemagne était officiellement réunifiée.

La réunification fut source d'importantes difficultés pour l'Allemagne. La différence de niveau de vie entre les deux parties, le coût de la mise à niveau de la partie orientale minèrent l'économie allemande dans les années 90. L'Allemagne ne lâchait pourtant pas l'idée de la construction européenne, continuant à être avec la France le moteur de l'Union. Cependant, les intérêts allemands commencèrent à se tourner davantage vers l'est de l'Europe. Au début du XXI^{e} siècle, l'Allemagne a en grande partie digéré la crise liée à la réunification… et le fait que sa chancelière, Angela Merkel, soit une ancienne est-allemande en est peut-être la meilleure preuve.

ALTERNANCE

De manière générale, l'alternance désigne des successions de changements réguliers dans le temps.

L'alternance politique correspond à la succession de différents courants, tendances ou partis politiques au sein d'un même

régime. Il s'agit d'un renversement de majorité, par exemple entre la droite et la gauche, après une élection présidentielle ou législative. Ce processus nécessite que le pouvoir en place accepte de laisser sa place suite à une défaite électorale. Ainsi, il permet de légitimiser la Constitution et de donner au parti politique au pouvoir un meilleur soutien de la part des citoyens. Le processus d'alternance est donc lié à la mise en place d'une démocratie.

2012 : une alternance droite-gauche

Un régime démocratique est généralement un régime d'alternance puisqu'il donne la possibilité à des électeurs de choisir par une succession plus ou moins régulière de scrutins, la défaite ou la victoire d'un parti. C'est ainsi qu'une alternance politique peut voir le jour selon la popularité du parti au pouvoir ou selon le degré d'aptitude de l'opposition pour gouverner.

MB

AMERICAN WAY OF LIFE

L'American way of life est le modèle de vie américain synonyme de consommation de masse aux États Unis et également à l'échelle mondiale. L'American way of life, ou mode de vie américain en français, est une expression désignant une éthique nationale qui prétend adhérer aux principes élaborés dans la Déclaration d'indépendance des États-Unis : la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Elle peut aussi bien se référer plus généralement au mode de vie du peuple des États-Unis. Le sens de l'expression dépend largement de qui l'utilise : pour la gauche américaine, elle peut signifier un esprit démocratique ou bien anti-autoritaire ; pour la droite, elle est souvent associée au rêve américain (en anglais : «American Dream») et à la notion de l'«exceptionnalisme américain» Cette consommation de masse se définit comme une production industrielle de masse et un système de vente de masse qui suppose une disponibilité toujours plus grande de biens dans une culture qui privilégie l'achat et la vente. L'expression

d'Américain Way of Life s'est popularisée pendant la guerre froide afin de faire une distinction étroite entre la politique américaine et celle de l'URSS, soulignant les principes de démocratie et de production capitaliste. Ce mode de vie est illustré par de nombreux artistes tels que Norman Rockwell.

Le développement de l'American way of life en Europe et dans le monde est un phénomène lié au XX^{e} siècle. À partir des années 1960, le mode de vie américain, diffusé grâce à la publicité, à la télévision et au cinéma, fait rapidement l'objet d'une vive admiration dans les autres pays développés qui l'adoptent rapidement. Dès lors la culture américaine devient un objet économique. Si ce mode de vie américain est aussi connu mondialement c'est principalement dû à la libération de l'Europe à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En effet, les Etats-Unis, première puissance économique, fondée sur le confort matériel lié à l'utilisation de nouveaux produits comme l'automobile, la télévision ou l'électroménager, réussissent à obtenir de nombreux avantages en échange de l'aide financière accordée à la France, tels que l'autorisation de faire projeter des films américains dans les salles de cinéma françaises... D'autres produits de grande consommation se répandirent en Europe : chewing-gum, cigarettes, Coca-Cola, déployant ainsi une forme de culture américaine au travers de l'Europe. Ce mode de vie passe aussi par le sport. S'il n'apparaît pas comme le premier des loisirs pour les Américains, les sportifs sont en revanche célébrés comme des vedettes aussi bien au niveau national qu'au niveau international (Citons par exemple Michael Jordan dans l'univers du basket). Ces sportifs constituent de véritables panneaux publicitaires pour les produits de marque américaine accentuant ainsi le mode de vie américain à l'échelle planétaire.

LV

ANDROPOV (Youri)

Iouri Vladimirovitch Andropov, né en juin 1914 à Nagoutskaïa (Russie) et mort en février 1984 à Moscou était un homme d'État soviétique. Il fut le successeur de Léonid Brejnev comme secrétaire général du Parti communiste de 1982 jusqu'à sa mort, soit 15 mois.

Dans les années 1930, il entre dans le Komsomol (organisation des jeunesses communistes) et en 1950, il entre au

service diplomatique et devient ambassadeur de Hongrie, pays dont il apprend la langue ce qui est assez rare venant d'un dirigeant soviétique. Il participe notamment à la répression de la révolution de Budapest de novembre 1956.

Entre 1967 et 1982, il devient le président du KGB, le principal service de renseignement de l'URSS. Il aura traité de nombreuses crises internationales au Moyen-Orient ou en Tchécoslovaquie et aura réprimé les mouvements dissidents en URSS. Certains des opposants au régime sont placés dans des hôpitaux psychiatriques, d'autres forcés de quitter le pays. Le fait qu'il ne puisse supporter aucune critique dans le pays ajouté à son professionnalisme l'a rendu indispensable aux yeux de Leonid Brejnev. C'est aussi ce qui explique qu'il soit choisi pour lui succéder.

Youri Andropov en 1983

En arrivant au pouvoir en 1982, conscient d'une économie en difficulté, il commence à lutter contre la corruption. Parallèlement, il durcit la discipline, la police commence alors à interpeller des personnes présentes dans la rue pendant les heures de travail.

Au plan international, son arrivée au pouvoir marque le début d'une détérioration des relations avec les Etats-Unis et les pays de l'OTAN, alors en pleine crise de Euromissiles.

Souffrant d'une insuffisance rénale, Andropov passe les huit derniers mois de son règne et de sa vie à l'hôpital. L'unique agent du KGB à avoir dirigé l'URSS s'éteint dans l'après-midi du 9 février 1984. Ses funérailles sont célébrées sur la Place Rouge devant une foule importante et plus de 100 délégations étrangères (dont George Bush et Fidel Castro). Le nouveau dirigeant de l'URSS, Konstantin Tchernenko, 72 ans et déjà malade, lit alors son discours, puis Andropov est inhumé au pied du mur du Kremlin.

JS

ANSCHLUSS

L'Anschluss est la réunion de l'Allemagne et de l'Autriche. Cette union des deux pays germaniques

de l'Europe centrale était impensable au XIX^{e} siècle tant les deux Etats s'étaient opposés pour la domination du monde germanique. Pourtant dès la formation de l'Empire allemand (1870), le nouvel empire et l'empire d'Autriche-Hongrie s'étaient alliés, une alliance maintenue durant toute la Première Guerre mondiale. Au lendemain de celle-ci, l'ancien empire austro-hongrois était démembré donnant naissance à une simple république d'Autriche. Les traités de pays interdisaient expressément la fusion de celle-ci avec l'Allemagne.

Pour Adolf Hitler, né autrichien et désireux de reconstituer une grande Allemagne, l'union avec l'Autriche était un projet essentiel. Il soutient donc le parti nazi qui réalise un coup d'Etat à Vienne le 11 mars 1938. Le lendemain, les troupes allemandes entrent en Autriche. L'union entre les deux pays est aussitôt entérinée. Les vainqueurs de la Première Guerre mondiale, qui auraient dû s'opposer à cette entorse au texte des traités de paix se contentent de simples protestations. Hitler marque un nouveau point dans sa politique de remise en cause du traité de Versailles.

JV

ANZUS

Accord diplomatique conclu en 1951 entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis pour le contrôle et la surveillance du Pacifique Sud.

APARTHEID

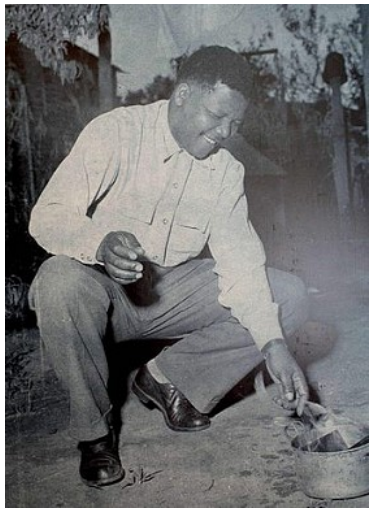
L'apartheid était une politique sud-africaine dite de « développement séparé » pour des populations aux critères raciaux ou ethniques différents dans des zones géographiques bien précise.

L'apartheid était une idéologie soutenue par le gouvernement du parti national et a été introduit en Afrique du Sud en 1948. Il semblait en théorie appeler à un développement égal et à la liberté d'expression culturelle mais dans les faits sa mise en application rendait cela impossible. L'apartheid a fait des lois obligeant les différents groupes raciaux à vivre séparément et à se développer séparément et cela de manière extrêmement inégale. La principale différence entre l'apartheid et la ségrégation est que l'apartheid a poussé la ségrégation à faire partie de la loi. L'apartheid a en effet forcé à séparer les populations et l'Etat sud-africain était intransigeant pour

punir ceux qui n'étaient pas d'accord.

La notion d'apartheid a été introduite dans un temps où la plupart des autres pays étaient en train de s'écarter des politiques racistes établies. La Seconde Guerre mondiale a mis en lumière les problèmes de racisme, ce qui a encouragé les mouvements de décolonisation. C'est à cette période qu'a été mise en place en Afrique du Sud la plus rigide politique raciale d'apartheid. Les principales raisons de ces lois sont la peur et le sentiment de supériorité raciale. Dans un premier temps, dans le monde entier, le racisme a été influencé par l'idée qu'une race doit être supérieure à une autre. Dans un second temps, en Afrique du Sud, les populations blanches étaient en minorité et avaient peur de perdre leur emploi, leur culture et leur langage. On peut citer ici deux exemples de loi sur l'Apartheid. En 1953, les lieux publics sont réorganisés en faveur des Blancs avec le *Separate Amenities Act*. Ainsi, les plages, les écoles, les cliniques, les transports publics et les toilettes sont tous organisés et subdivisés pour que chaque groupe racial ait ses lieux publics et éviter les échanges. La même année, la *Loi sur l'éducation bantoue* a établi des normes d'enseignement. Les établissements d'enseignement étaient séparés en fonction des groupes raciaux. Les écoles réservées aux Noirs et aux Métis formaient les gens pour le marché du travail non qualifié. Ces mesures empêchaient ainsi les Africains de recevoir une éducation qui leur permettrait d'aspirer aux postes importants.

La résistance contre l'apartheid est venue de ceux qui souffraient le plus des effets négatifs de la discrimination. Les critiques sur cette politique sont venues également d'autres pays et certains d'entre eux ont apporté leur soutien aux différents mouvements de lutte pour la liberté. La plus importante organisation pour la libération des noirs était "*the Africans National Congress*" (ANC). Il a défini son programme d'action en 1949 en s'appuyant sur la grève, les manifestations de protestation et d'autres formes de résistance non violente. Nelson Mandela, Walter Sisulu et Olivier Tambo ont commencé à jouer un rôle très important à cette période.



Nelson Mandela brûle son passeport intérieur (1960) en signe de résistance

La répression policière était cependant de plus en plus forte. Nelson Mandela a alors décidé de former un groupe armé, l'*Umkhonto We Siswe*. Il fut arrêté, jugé et condamné à la prison à vie. Suite à cette défaite, plusieurs dirigeants des mouvements anti-apartheid ont quitté l'Afrique du Sud.

La situation a basculé en 1990 lorsque les organisations anti-apartheid ont été autorisées. Le *Congrès National Africain* a alors renoncé à la lutte armée. C'est également à ce moment que Nelson Mandela a été libéré. En 1994, lors des premières élections multiraciales, Nelson Mandela l'a emporté avec 62,65% des voix. Il devint ainsi le premier président noir de l'Afrique du Sud. Pendant ses années à la présidence, il a pris plusieurs mesures pour protéger les races et les cultures spécifiques à l'Afrique du Sud. Depuis 1995, le pays met en valeur et protège onze langues officielles.

SC

APOLLO

Programme spatial américain lancé en 1961 par John Kennedy et visant à déposer des Américains sur la Lune avant la fin de la décennie. L'objectif est rempli en juillet 1969 (20 ou 21 selon qu'on est américain ou européen) avec la mission Apollo XI qui amène Neil Armstrong et Edwin Aldrin sur la Lune. Programme coûteux et dont l'intérêt apparaît limité une fois parvenu sur la Lune, le programme Apollo est interrompu en 1972.

APOLLO XI

Apollo XI est une mission issue du programme spatial américain Apollo, lancé par le président des Etats-Unis John Fitzgerald Kennedy. Pour la première fois de l'histoire de l'humanité, des hommes se sont posés sur la surface de la Lune, le 21 juillet 1969 sur le site d'atterrissage de la mer de la Tranquillité. En dépit de cet exploit à l'échelle de l'humanité, la NASA, agence spatiale

américaine, voulait démontrer la supériorité des Etats-Unis dans la conquête spatiale face à l'URSS qui dominait depuis Spoutnik et Youri Gagarine la course à l'espace. Afin d'envoyer l'équipage d'Apollo XI, composé de Neil Armstrong, Michael Collins et Buzz Aldrin, la NASA a dû mettre au point la fusée la plus puissante de tous les temps, la *Saturn V*.

Blason de la mission Apollo XI

Le but scientifique de cette mission était d'explorer la Lune, avec une sortie extravéhiculaire de plus de 2 heures 30, et de ramener des échantillons de roche lunaire, s'élevant à 21,55 kg. Cette mission lunaire était très médiatisée ; des centaines de millions de personnes regardèrent en direct Neil Armstrong, premier homme à avoir posé ses pieds sur la Lune dire "C'est un petit pas pour l'homme, un bond de géant pour l'humanité". La mission d'Apollo XI permettra ensuite à près de 12 astronautes américains de mettre les pieds sur la Lune lors des missions suivantes. Le programme Apollo fut cependant arrêté en 1972 pour des raisons financières après Apollo XVII.

MB

APPROFONDISSEMENT

Terme général désignant l'attitude qui doit permettre de renforcer l'intégration européenne. L'approfondissement des politiques européennes doit permettre de parvenir à une harmonisation des législations et à la prise en compte de nouveaux chantiers. Dans les faits, l'approfondissement se révèle souvent difficile (par exemple, sur la question sociale) tant les Etats sont attachés à leurs spécificités.

ARMISTICE

Traité par lequel plusieurs Etats cessent les combats. L'armistice ne doit pas être confondu avec la capitulation qui est l'arrêt des combats par une armée et non par un Etat.

ATTENTATS DE 2015

Les Attentats de 2015 représentent deux séries d'attentats

ayant eu lieu en France et tous les deux revendiqués par l'Etat islamique (Daesh).

La première vague a eu lieu en janvier 2015 et commence le 7 par une attaque par deux terroristes du siège du journal satirique *Charlie Hebdo* accusé d'avoir représenté et dénigré le Prophète ; plusieurs personnes et notamment des dessinateurs de renom comme Cabu ou Wolinski sont assassinés. A la suite de ce premier attentat, un proche des deux terroristes tue une policière et prend en otage plusieurs personnes dans une supérette. En tout, ces attentats ont tué 10 personnes. Ces événements ont profondément marqué la population en France comme à l'étranger ce qui a conduit à l'organisation de marches républicaines les 10 et 11 janvier et à la naissance d'un mouvement sur les réseaux sociaux autour de l'expression Je Suis Charlie en soutien aux victimes. A travers ce mouvement, les citoyens revendiquent la liberté d'expression, attaqué par les terroristes.

La seconde série d'attentats a eu lieu le 13 novembre 2015. Elle correspond à une attaque suicide coordonnée de trois terroristes qui se font sauter à la bombe près du Stade de France. Trois autres terroristes mitraillent des terrasses de restaurants dans Paris. La dernière action, également menée par trois terroristes est une attaque de la salle de spectacle du Bataclan à Paris. Ces attaques ont été très violentes ; elles ont causé 130 morts et 413 blessés. Cela a engendré une peur générale en France qui a mené à l'instauration de l'état d'urgence. Mais l'émotion n'a pas été partagée qu'en France ; le mouvement #PrayForParis témoigne d'un soutien international.

Ces deux séries d'attentats ont marqué profondément la France. D'une part la solidarité face à la période subie a renforcé la cohésion en France (mais temporairement en fait). D'autre part, la peur générale a alimenté les pensées racistes et anti-musulmanes.

JS

ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE

=> ONZE SEPTEMBRE

APPROFONDISSEMENT

Terme général désignant l'attitude qui doit permettre de renforcer l'intégration européenne. L'approfondissement des politiques européennes doit permettre de parvenir à une harmonisation des législations et à la prise en compte de nouveaux chantiers. Dans les faits, l'approfondissement se révèle souvent difficile (par exemple, sur la question sociale) tant les Etats sont attachés à leurs spécificités.

ARC DES CRISES

Zone courant des Balkans au nord de l'Inde en passant par le Proche et le Moyen Orient qui correspond à un espace connaissant des tensions permanentes.

ARMSTRONG (Neil)

Astronaute américain (1930-2012). Passionné par l'aviation dès l'enfance, il effectue des études scientifiques qu'il finance en servant dans la marine (il participe à la guerre de Corée). Ses connaissances en physique de l'aéronautique lui permettent de devenir pilote d'essai et de prendre les commandes des avions les plus pointus.

Neil Armstrong fait partie du troisième groupe des astronautes de la NASA et participe à la mission Gemini VIII (1966). Commandant de la mission Apollo XI, il est le premier à marcher sur la Lune (21 juillet 1969). Après le retour du Terre et une célébration triomphale tout autour du monde, il quitte la NASA pour devenir enseignant.

ARTICLE 16

Article de la constitution de la Cinquième République qui permet au Président de la République d'exercer les pleins pouvoirs pour un temps limité. Lors de la

présentation de la constitution, les opposants à de Gaulle critiquèrent cet article dans lequel ils voyaient un moyen pour le chef de l'Etat de gouverner de manière dictatoriale. Dans les faits, l'article 16 ne fut utilisé qu'une fois, en 1961 lors du putsch des généraux.

ARTICLE 49-3

Article de la constitution de la Cinquième République qui permet au gouvernement de faire adopter un projet de loi sans qu'il y ait discussion et vote au Parlement. Le seul moyen de contrer un article 49-3 est qu'une motion de censure soit votée à l'Assemblée (ce qui est peu probable puisque le gouvernement s'appuie sur une majorité à cette Assemblée). Plutôt rare depuis le début des années 2010, il a cependant été utilisé par Manuel Valls pour faire passer la loi Macron (2015).

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Assemblée élue chargée de rédiger la constitution d'un pays. La France en a connu deux au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avant l'adoption de la constitution de la Quatrième République.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Nom porté par la chambre basse (mais la plus importante) sous la Quatrième République et la Cinquième République. Elle est élue pour 5 ans.

ASYMÉTRIQUE [guerre]

Une guerre asymétrique est un conflit non-classique qui oppose l'armée armée d'un État à des combattants ne disposant pas d'un niveau d'armement comparable et ne représentant pas une structure étatique (ex : Al Qaïda, DAESH). Ces combattants ne conduisent pas une action combattante selon les « règles de la guerre » mais en cherchant à frapper les points faibles de l'adversaire pour le désorganiser, le terroriser et le faire douter afin de parvenir à un objectif souvent politique ou religieux.

ATTAC

Association altermondialiste née en France en 1998 (Association pour une Taxation des Transactions financières d'Aide aux Citoyens) opposée à la mondialisation financière et commerciale.

AURIOL (Vincent)

Né le 27 août 1884 en Haute-Garonne, Vincent Auriol est un homme d'Etat français. Docteur en droit, avocat, journaliste, membre de la SFIO et militant socialiste, il est d'abord ministre des Finances, de la Justice puis de la Coordination des Services, dans les gouvernements du Front populaire. Vincent Auriol fait notamment partie des 80 parlementaires à refuser les pleins pouvoirs au maréchal Pétain le 10 juillet 1940.

Au cours de cette même année, il se fait arrêter en même temps que Léon Blum et subit un internement administratif dans l'Indre. En 1941, Vincent Auriol sort de prison et est placé sous résidence surveillée pour des raisons de santé. En dépit de la surveillance exercée, il conseille des socialistes résistants. L'année suivante, il vit en clandestinité en Aveyron et dans le Tarn et y rédige son livre *Hier et Demain*. Il s'engage alors activement aux côtés de la Résistance en zone Sud, soutenant ainsi l'effort exercé pour lutter contre le fascisme et le nazisme. En octobre 1943, Vincent Auriol rejoint la Résistance extérieure à Londres, puis part à Alger où il devient membre de l'Assemblée consultative provisoire. Par la suite, il jouera également un rôle dans Conférence monétaire et financière de Bretton Woods, dans le gouvernement de de Gaulle, à l'ONU.

Portrait officiel (1947)

Le 16 janvier 1947, Vincent Auriol est élu Président de la Quatrième République et de l'Union française jusqu'en 1954. Ne souhaitant pas renouveler son mandat présidentiel, Vincent Auriol se retire du milieu politique après avoir laissé René Coty lui succéder à la présidence. Il se montre réticent au retour du général de Gaulle en 1958 ce qui l'amène à rompre avec la SFIO qui le soutient. Le 1er janvier 1966, il s'éteint, à Paris, à l'âge de 81 ans.

EG

AYATOLLAH

Dignitaire religieux chiite. Le titre est porté en Iran par les principaux guides de la Révolution islamique (depuis Khomeiny).

AUSCHWITZ

Camp allemand situé en Pologne à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Cracovie. Ouvert en avril 1940, il s'agit d'abord d'un camp d'enfermement de prisonniers et de travail forcé. A ce camp de concentration s'ajoute à partir de la fin de 1941 un camp d'extermination immédiate pour les Juifs et les Tsiganes appelé Birkenau. En 1942, un camp de travail, Monowitz, est ouvert pour le compte de l'entreprise *IG Farben*. Plus d'un million de personnes trouve la mort dans les camps d'Auschwitz dont plus de 800 000 le jour même de leur arrivée. Par sa taille et le nombre de victimes, Auschwitz, « libéré » par les Soviétiques le 27 janvier 1945, est resté le symbole de la politique génocidaire nazie.

B

B 52

Bombardier lourd américain utilisé dans de nombreux conflits de la guerre froide (et en particulier pendant la guerre du Vietnam).

BAGRATION [Opération]

Opération militaire qui a eu lieu du 22 juin 1944 au 19 août 1944 se traduit par une offensive des forces soviétiques pour libérer la Biélorussie de l'occupation allemande et permettre à Staline de prendre le contrôle de la Pologne. Ce fut un conflit intense, considéré comme la plus grande opération militaire de l'année 1944. En effet, durant cette bataille, les belligérants ont mis en place des moyens monstrueux en montrant chacun leur grande puissance industrielle.

L'opération est lancée après une grande campagne de désinformation des Soviétiques qui ont fait croire aux Allemands qu'ils concentraient leurs forces vers l'Ukraine pour les conduire dans une sorte de piège alors qu'ils les concentraient en réalité plus au nord vers la Biélorussie et les pays baltiques. L'Opération Bagration débute dans un contexte dans lequel les Allemands sont sur la défensive après la défaite de Stalingrad (début 1943) qui a brisé leur offensive.

L'Opération Bagration est composée de quatre phases. La première phase se traduit par une avancée du front de la Baltique pour s'emparer de Vitebsk et pour ainsi faire la liaison avec le troisième front biélorusse et aussi, pour amorcer la poussée le long de la Dvina. La deuxième phase de la bataille est la libération de Minsk (capitale biélorusse) et la destruction de la IV^{e} armée allemande qui a pour objectif de faire comprendre aux Allemands que les Soviétiques ne leur céderont rien. La troisième phase elle, correspond au lancement de l'opération Lvov-Sandomin le 12 juillet 1944 dans laquelle les Soviétiques ont mis en jeu une quantité astronomique de blindés sur le premier front d'Ukraine de Koniev. Ainsi, en un mois, les Soviétiques franchissent la Vistule. Pour la dernière phase de cette bataille, à partir du 18 juillet 1944, le

premier front biélorusse lance une offensive vers Lublin puis vers Varsovie le 1er août 1944. Les forces soviétiques trop étirées n'atteignent pas la capitale polonaise, mais les Allemands sont eux aussi éreintés par l'offensive d'été. Le 19 août 1944, les Soviétiques peuvent considérer l'Opération Bagration comme un succès qui a fructueusement affaibli les forces allemandes et libéré la Biélorussie de l'occupation allemande.

CD/MD/MF/EJ

BALLADUR (Edouard)

Édouard Balladur est né le 2 mai 1929 à Izmir (Turquie) d'une famille d'origine arménienne, devenue française à la fin du dix-huitième siècle. Il s'installe à Marseille en 1934 puis fait ses études à Paris chez les maristes dès 1946, puis il effectue des études de droit à Sciences Po dont il est diplômé en 1950, et il rentre enfin à l'ENA en 1955 pour en sortir en 1957, date à laquelle il devient membre du Conseil d'État.

En 1964, il entre au cabinet de Georges Pompidou (alors Premier Ministre) et se rapproche beaucoup de ce dernier. En 1973, Georges Pompidou (président de la République depuis 1969) le nomme secrétaire général de la présidence de la République. Après le décès de Pompidou en 1974, Balladur rejoint le Conseil d'État pour ensuite prendre la présidence de la Compagnie européenne d'accumulateurs, de la Générale de service informatique et de la Société du Mont-Blanc. Dès 1983, il théorise la possibilité constitutionnelle de la cohabitation. En 1986, après avoir été élu député de Paris, il participe à la première cohabitation sous Mitterrand et devient ministre d'État chargé de l'économie, des Finances et de la Privatisation jusqu'en 1988, date à laquelle il est réélu député de Paris (il sera constamment réélu à ce poste jusqu'en 2007).

La victoire de l'Union Pour la France (union des partis de droite) aux élections législatives de 1993 instaure une deuxième cohabitation sous Mitterrand, suite à laquelle il

est nommé Premier Ministre, poste qu'il gardera jusqu'en 1995. Les trois principes d'action de son gouvernement sont « renouveau, tolérance et rassemblement ». En effet, Balladur souhaite améliorer la situation économique de la France et affirmer la puissance et la position de ce pays sur le plan international. Il nomme donc 29 ministres dont Nicolas Sarkozy ou Alain Juppé en respectant une cohabitation basée sur le respect et l'entente. En 1995, il se présente à l'élection présidentielle dont il apparaît initialement comme le grand favori mais n'arrive qu'en troisième place au premier tour avec 18,58 % des voix.

Il retrouve donc son siège de député de Paris et préside la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale de 2002 à 2007. En 2010, il est mis en cause dans l'affaire Karachi dans laquelle on le soupçonne d'avoir financé sa campagne présidentielle par des rétrocommissions liées à des contrats de vente par la France de frégates à l'Arabie Saoudite et de sous-marins au Pakistan. Balladur est finalement relaxé par la Cour de justice de la République en 2021.

CD

BALLOTAGE

Dans une élection, situation dans laquelle après le premier tour de scrutin aucun candidat ne dispose de la majorité absolue… ce qui nécessite l'organisation d'un second tour.

BANDUNG [conférence de]

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les puissances occidentales se sont battues pour la liberté. Les peuples colonisés par ces pays réclament après la guerre cette liberté et leur indépendance. Ils peuvent compter sur les deux superpuissances, les États-Unis et l'URSS, qui sont favorables à la décolonisation.

C'est dans ce contexte que se tient la conférence de Bandung en Indonésie du 18 au 24 avril 1955. Lors de cette conférence 29 pays asiatiques et africains sont présents dont l'Égypte de Nasser, l'Inde de Nehru et la Chine de Zhou Enlaï ; des mouvements en lutte pour leur indépendance sont également présents. Cette conférence conduit à la naissance de l'idée de Tiers monde et les pays présents affirment leur non-alignement. En effet, ces pays n'ont pas choisi de camps entre les États-Unis et l'URSS et préfèrent rester neutres.

Les pays présents à cette conférence peuvent cependant être séparés en deux groupes. D'une part il y a des pays aux caractéristiques communes, des pays défenseurs de la paix, qui ne veulent pas être dans un camp, qui veulent la décolonisation et le droit à l'indépendance pour tous les peuples. Ce sont des pays pauvres, en difficulté économique. D'autre part, il y a des pays avec des arrière-pensées, des intérêts personnels. Par exemple Nehru qui imagine le Tiers monde comme un nouveau bloc avec son pays, l'Inde en leader. La Chine de Zhou Enlai, un pays communiste auparavant allié avec l'URSS, cherche aussi à devenir le leader d'un nouveau bloc.

MF

BARBAROSSA [Opération]

L'opération Barbarossa a été voulue par Hitler en décembre 1940 et a été mise en œuvre le 22 juin 1941. L'Allemagne commence à envahir l'URSS qui était pourtant son alliée jusque-là. Cette opération se révélera dans un premier temps efficace, notamment grâce à l'effet de surprise de cette attaque à laquelle Staline ne voulait pas croire En effet l'armée allemande parvient à beaucoup avancer : elle arrivera jusqu'aux portes de Moscou en octobre 1941 Toutefois, ce plan finira par être un échec. Les conditions climatiques extrêmes et le manque de connaissance du terrain seront fatals aux allemands : ils ne sont absolument pas préparés au froid russe, le modèle allemand de la blitzkrieg n'est pas compatible avec un front autant étendu (difficulté à assurer le suivi logistique des troupes qui avancent rapidement) et ils sous-estiment leurs adversaires (les Russes font partie des « races inférieures » dans l'idéologie nazie). Les Allemands n'arriveront jamais à marcher à nouveau sur Moscou et la bataille de Stalingrad (août 1942, février 1943) marquera la première défaite de la Wehrmacht et le retournement de la guerre sur le front de l'Est.

EG / AG / TP / KRF

BARRE (Raymond)

Raymond Octave Joseph Barre est un homme d'État français. Né le 12 avril 1924 à Saint-Denis de la Réunion, il quitta son île natale après avoir été mobilisé à l'âge de 20 ans. Une fois démobilisé, il alla à Paris et décrocha de nombreux diplômes, dont celui de l'Institut d'études politiques de Paris et l'agrégation de droit et de sciences économiques. Il fut donc nommé

professeur à la faculté de droit et de sciences économiques de Caen.

Après la publication d'un manuel d'économie ayant fortement amélioré sa réputation, surnommé "Le Barre", il devint le directeur de cabinet du ministre de l'Industrie de 1959 à 1962, et, par la suite, repris le métier de professeur mais cette fois à l'Institut d'études politiques de Paris, la faculté de droit et de sciences économiques de Paris et à l'école centrale Paris.

En 1967, Raymond Barre est nommé vice-président de la Commission européenne, responsable des Affaires économiques et financières, et son mandat fut marqué par le "premier plan Barre", une proposition au nom de la Commission européenne pour une convergence des orientations nationales et une concertation des politiques économiques. Ce "premier plan Barre" servira alors de travail préparatoire pour l'objectif de l'Union économique et monétaire entre les 6 États de la CEE. Suite à ce "premier plan Barre", la Commission européenne présenta en mars 1970 au conseil de l'Union européenne le "deuxième plan Barre", plan en trois étapes pour aboutir à une Union économique et monétaire et avant-dernière étape avant l'euro.

Son parcours politique français commença le 12 janvier 1976, lorsqu'il fut nommé ministre du Commerce extérieur dans le gouvernement de Jacques Chirac et continua le 25 août 1976 après la démission du gouvernement de Jacques Chirac. En effet, il fut nommé Premier Ministre par le président de l'époque, Valéry Giscard d'Estaing, mais excellant dans le domaine de l'économie, le président de la République le nomma aussi ministre de l'Economie et des Finances. Son mandat ministériel sera marqué par les conséquences du premier choc pétrolier, auquel il fera face en bloquant les prix et en effectuant deux emprunts, dont un tristement célèbre appelé l'emprunt "sécheresse", mais il sera aussi marqué par son souhait de réconcilier les Français avec le monde économique, améliorant les rapports entre les administrations financières et les citoyens.

Après un échec à l'élection présidentielle de 1988 (16,55% des voix), il continua d'enchaîner des mandats dans la fonction politique qui est député de la 4ème circonscription du Rhône qu'il occupa de 1981 jusqu'en 2002. Il occupa de plus la fonction de maire de Lyon entre juin 1995 et 2001.

A la suite de problèmes rénaux et de problèmes cardiaques, Raymond Barre s'éteint à l'âge de 83 ans le 25 août 2007 à Paris.

MB

BATAILLE D'ANGLETERRE

Episode de la Seconde Guerre mondiale faisant suite à la défaite des Français en juin 1940. Hitler lance les préparatifs d'une invasion du Royaume-Uni pour laquelle les Allemands doivent obtenir la supériorité aérienne. L'aviation allemande, la Luftwaffe, attaque d'abord les convois maritimes anglais dans la Manche en juillet, puis passe à l'offensive contre les bases aériennes et les stations radar en août. Alors que la Royal Air Force commence à faiblir, la stratégie allemande change le 7 septembre 1940 lorsqu'Hitler décide qu'il faut écraser les villes britanniques ; c'est le début du Blitz. Hitler finira par annuler le projet de débarquement au Royaume-Uni.

BAYEUX [discours de]

Discours prononcé par le général de Gaulle quelques mois après avoir quitté la tête du gouvernement (16 juin 1946). Il présente les options de de Gaulle en matière d'organisation institutionnelle au moment où s'élabore la constitution de la Quatrième République. Il annonce déjà la future constitution de la Cinquième République (pouvoir exécutif fort autour d'un président élu par un collège élargi, parlement bicaméraliste etc...).

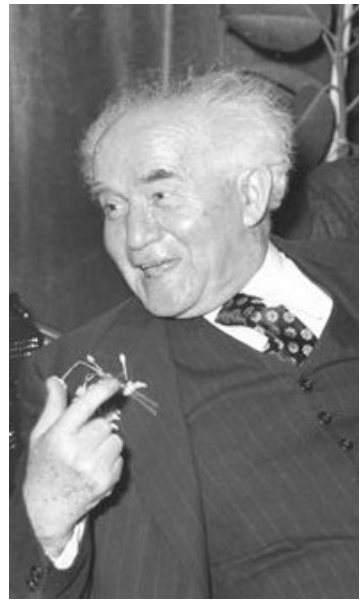
BEN GOURION (David)

Considéré comme l'un des pères fondateurs de l'Etat israélien est aussi connu pour ses fonctions à l'Agence Juive et sa place en tant que Premier ministre et ministre de la Défense.

Né le 16 octobre 1886 à Plonsk en Pologne (alors russe) baigne dès son plus jeune âge dans

un milieu favorable au sionisme qui vont l'amener à mener des activités politiques. Tout au long de sa vie, il va occuper des postes plus importants les uns que les autres. Il s'engage tout d'abord dans un mouvement appelé *Poale Zion*. En 1906, il quitte la Pologne pour la Palestine où il poursuit ses activités au sein du mouvement *Poale Zion*. Après avoir refusé de servir dans l'armée britannique pendant la Première Guerre mondiale, il finit par la rejoindre lorsque les Britanniques promettent en 1917 la création d'un Etat juif en Palestine.

En 1935, il devient le chef de la milice d'auto-défense juive qui veut faire face à la révolte des Arabes de Palestine. En 1937, contre l'avis de la plupart des membres dirigeants de la communauté juive, il prend parti en faveur d'un premier plan de partage de la Palestine mais celui-ci échoue finalement. Lors de la nouvelle guerre civile entre Juifs et Arabes, il est responsable de la défense des Juifs de Palestine tout en essayant de permettre à ceux qui veulent s'établir en Palestine d'y venir. Cela le dresse contre les Britanniques et contribue à la décision de ceux-ci de quitter la Palestine.



Le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclame la création de l'Etat d'Israël. Le lendemain, il est nommé comme Premier ministre du nouvel Etat et doit faire face à la guerre lancée par les pays arabes voisins. Ben Gourion domine le gouvernement israélien jusqu'en 1963 (avec une courte de trêve en 1954-1955). Il permet au pays de résister à ses voisins, de se forger une armée supérieure et de commencer à avancer vers la possession de l'arme nucléaire. En 1963, suite à un scandale politique, il démissionne. Après l'échec d'une tentative de retour à la tête d'un nouveau parti, il se retire en 1970 et meurt le 1er décembre 1973.

LR

BEN LADEN (Oussama)

Né le 10 mars 1957 en Arabie Saoudite et décédé le 2 mai 2011 au Pakistan à l'âge de 54 ans, Oussama ben Laden est un des leaders et fondateurs de l'organisation terroriste islamiste Al-Qaïda.

Fils du riche et puissant entrepreneur Mohammed ben Laden, son avenir est d'abord prometteur. Il suit en effet des études de commerce dans l'université du roi Abdulaziz de Djeddah. A cette période, il commence à étudier les textes du wahhabisme (courant islamique souhaitant revenir aux sources de l'islam, c'est à dire, le mode de vie des musulmans du premier siècle après l'Hégire).

Lors de l'invasion soviétique en Afghanistan, entre 1979 et 1989, il se met au service de la cause des moudjahidines afghans, des musulmans combattant au nom de l'islam, suite à la demande du prince Turki Al-Fayçal. Il s'associe à Abdallah Azzam, membre de l'association des Frères Musulmans, pour fonder Maktab Al-khadamat, ou le « Bureau des services » qui se charge du regroupement de volontaires et de la formation militaire et idéologique des moudjahidines, avec le soutien de la CIA. Ces regroupements sont en effet la base d'Al-Qaïda. En 1989, Azzam meurt dans un attentat et le soutien que ben Laden avait jusqu'à présent lui est retiré, suite au départ des soviétiques de l'Afghanistan.

Ben Laden en novembre 2001

A son retour en Arabie Saoudite, il est accueilli en héros mais commence à s'opposer aux politiques menées par la famille royale, qui préfère l'aide de l'armée américaine lors de la première guerre en Irak. Il est donc contraint de quitter l'Arabie Saoudite. Considéré comme l'ennemi officiel des États-Unis, le FBI le classe en 1998 parmi les 10 criminels les plus recherchés à cause de son implication dans des attentats contre les ambassades en Tanzanie et au Kenya. Suite aux attentats du

11 septembre 2001 au *World Trade Center* et au refus du gouvernement afghan de le livrer aux autorités américaines, le président George Bush lance une intervention internationale afin d'anéantir Al-Qaïda et toute information sur ben Laden est mise à prix. Il finit par être retrouvé au Pakistan, après de nombreuses années de traque, et est abattu le 2 mai 2011 lors d'une opération militaire.

EJ

BERLIN

Capitale du Reich allemand, Berlin est conquise par les Soviétiques après d'importants combats à la fin d'avril et au début de mai 1945. La ville, en grande partie détruite, est divisée en quatre secteurs d'occupation lors de la conférence de Potsdam (américain, britannique, français et soviétique). Sa situation est d'autant plus particulière qu'elle est entièrement enclavée dans la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne… ce qui en fait un point de tension important dans la période de la guerre froide. En juin 1948, les Soviétiques entament le blocus de la zone occidentale de la ville qui sera ravitaillée pendant dix mois par un pont aérien. En mai 1949, Berlin-Ouest devient un territoire dépendant de la toute nouvelle RFA et Staline met fin au blocus. En octobre 1949, lorsque est proclamée la République Démocratique Allemande, la partie Est de Berlin en devient la capitale. Le contraste entre les deux parties de la ville (prospérité à l'Ouest, difficulté du quotidien à l'Est) provoque en juin 1953 un soulèvement à Berlin-Est qui est violemment réprimé par le pouvoir communiste. En dépit des tensions, il reste possible de passer d'une partie à l'autre de Berlin car de nombreuses familles sont installées de part et d'autre de la limite. Ces possibilités de passage ayant permis à de nombreux Allemands de l'Est de passer à l'Ouest, les communistes entament la construction en août 1961 d'un mur pour isoler complètement Berlin-Ouest. Le mur devient le symbole de la division du monde dans la guerre froide. La politique de Willy Brandt (Ostpolitik) permet en 1971 de garantir un retour à une certaine liberté de circulation entre les deux parties de la ville. Le 9 novembre 1989, de manière spectaculaire, le mur s'ouvre et une foule de Berlinois de l'Est franchit la frontière avec l'Ouest. Après la réunification allemande (1990), il est décidé que Berlin redeviendra la capitale de

l'Allemagne. Le gouvernement et le Parlement s'y réinstallent en 1999.

BFMTV

Diffusée 24h sur 24, la majeure partie du temps en direct et présente lors des grands événements politiques nationaux et internationaux, BFMTV est devenue, depuis sa création en 2005, une chaîne de télévision incontournable.

BFMTV est une déclinaison de la station de radio privée française BFM (business FM) lancée dans les années 90. En 2002, le groupe NextRadioTV, propriétaire de la station de radio, décide d'étendre ce concept à une chaîne de télévision d'information en continu notamment économique et financière. Le 28 novembre 2005, BFMTV est officiellement inaugurée sur la TNT gratuite, le satellite, le câble et le web. Le premier journal est présenté par la journaliste expérimentée Ruth Elkrief.

Un an après sa création, la chaîne, jusqu'alors centrée sur l'économie, devient une chaîne d'information générale en continu. La chaîne va s'inspirer avec un certain succès de principes mis en œuvre 20 ans plus tôt par la chaîne américaine, CNN (première chaîne d'information en continu) : des journaux et éditions tout en images, l'exploitation des événements à travers une mise en récit et une dramaturgie ainsi que la personnalisation et la mise en avant de présentateurs vedettes. Avec sa formule "priorité au direct", elle développe et banalise le direct. Enfin, son modèle économique repose majoritairement sur la publicité.

Dès son lancement, BFMTV est directement en concurrence en termes d'audience et de revenus publicitaires avec I-Télé (qui deviendra CNews) autre chaîne d'information en continu. À partir de 2011, elle devient la chaîne d'information la plus regardé en France. Les arrivées de nouvelles chaînes d'information, LCI et France Info en 2016 sur la TNT gratuite ne changent pas cette position.

Cependant, la façon de traiter l'information sur BFMTV suscite de fortes réactions et critiques. Ainsi, en 2015, le journaliste et écrivain Hubert Huertas publie L'effet BFM en 40 pages ou il désigne le "spectacle" de l'information, son exagération et son aspect mensonger. La même année, BFMTV est accusée d'avoir mis en danger la vie des otages d'un attentat terroriste en ayant divulgué des informations importantes comme leur position en direct. De plus, leur hélicoptère aurait gêné le

GIGN dans son offensive. La chaîne est alors mise en demeure par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) qui considère que "les faits en cause étaient constitutifs d'un manquement à l'obligation de rigueur dans la présentation et le traitement de l'information". En outre, lors des premières vagues des gilets jaunes, BFMTV, qui couvre les manifestations, est accusée d'avoir manipulé certaines images accusant à tort les manifestants de destruction de lieux. Dans un communiqué, la chaîne a déclaré avoir commis une maladresse et n'avoir jamais eu l'intention de manipuler l'information. Cette action n'a pas été sanctionnée par la CSA.

Aujourd'hui, BFMTV est la première chaîne d'information en continu de France. Ainsi, selon les résultats publiés par Médiamétrie, la chaîne cumule, en mars 2021 12,7 millions de téléspectateurs par jour soit 2,8% de part d'audience. La chaîne se classe ainsi 2ème chaîne TNT et 8ème chaîne de France. Par ailleurs, elle rassemble 62% de l'audience des 4 chaînes d'information en continu (CNews, LCI et France Info).

LC

BIDAULT (Georges)

Georges Bidault est un homme d'État français. Il est né le 5 octobre 1899 et est décédé le 26 janvier 1983.

L'un des premiers rôles qu'il a eu dans sa carrière politique est celui de Président du CNR en septembre 1943 à la suite de la disparition de Jean Moulin (le CNR est le Conseil National de la Résistance créé pendant la Seconde Guerre mondiale pour aider à regrouper tous les mouvements de résistance existant en France). Dans un second temps, il a été ministre des Affaires étrangères du 10 septembre 1944 au 24 juin 1946. Durant cette période il signe le traité franco-britannique de Dunkerque qui marque l'alliance et l'assistance mutuelle entre la France et le Royaume-Uni

Le 24 juin 1946 il prend la tête du gouvernement provisoire. C'est pendant cette période qu'est adoptée la constitution de la Quatrième République ; Bidault termine son rôle de président le 16 décembre 1946.

Après cela Georges Bidault devient président du MRP (Mouvement Républicain Populaire) en 1949, un parti qu'il a contribué à fonder car il correspond à ses idées démocrates-chrétiennes. Il est fréquemment membre des gouvernements de la Quatrième République comme Président du conseil, ministre des Affaires étrangères ou ministre de la Défense.

Au moment de la crise de mai 1958, Georges Bidault est favorable au retour du général de Gaulle qu'il pense attaché à maintenir l'Algérie dans la dépendance de la France. Lorsqu'il constate que de Gaulle s'oriente vers le retrait de la France, il se rallie à l'OAS (Organisation Armée Secrète), une organisation politico-militaire clandestine française proche de l'extrême droite créée le 11 février 1961 pour la défense de la présence française en Algérie par tous les moyens. Après le cessez-le-feu du 18 mars 1962, avec Jacques Soustelle, Antoine Argoud et Pierre Sergent, il constitue le 20 mai 1962 à Rome le comité exécutif du Conseil national de la Résistance visant à défendre l'Algérie française. Georges Bidault est désigné comme président de cet organisme. Il vit en exil jusqu'en 1968, moment où il est autorisé à rentrer. Il cesse alors pratiquement toute action politique et meurt en 1983.

KRF

BIDEN (Joe)

Joe Biden, né le 20 novembre 1942 en Pennsylvanie, est un homme d'État américain ayant adhéré au parti politique centriste démocrate. Diplômé à l'Université de Delaware puis à celle de Syracuse (dans l'État de New York), il commence sa vie politique en 1972 étant élu Sénateur dans le Delaware. Il sera réélu 6 fois de suite jusqu'à son accession à la vice-présidence en 2008. Pendant ces années-là, il a présidé la commission judiciaire du Sénat, et il a été membre puis président du comité des affaires étrangères des États-Unis.

Concernant sa vie personnelle, sa femme et ses enfants sont victimes, en 1972, d'un violent accident de voiture n'épargnant que ses deux fils. Malgré cela, Biden continue son implication dans la vie politique américaine. En 1977, il se remarie avec Jill Jacobs et ensemble ils ont une fille.

En 1988, il s'était présenté comme candidat à la primaire démocrate en vue de l'élection présidentielle, avant d'abandonner à cause d'un scandale sur le plagiat d'un de ses discours. Après cela, il a été contraint de faire une pause sa carrière suite à des problèmes de santé. En 2008, il a retenté de se présenter aux élections présidentielles avant d'abandonner encore une fois pendant les primaires. C'est Barack Obama qui les remporte et Joe Biden devient son vice-président. Il le reste ensuite lors du deuxième mandat d'Obama.

Suite à la mort de son fils aîné, Joe Biden ne se présente pas aux élections de 2016. Toutefois, en 2019, il annonce sa candidature à la présidentielle de 2020. Après avoir battu les autres candidats démocrates, dont Bernie Sanders qui représente l'aile gauche des démocrates, il est le candidat démocrate face à Donald Trump. Son programme comprend, entre autres, le retour des États-Unis dans les accords de Paris, des avancées écologiques majeures (concernant notamment le climat), des aides sociales et des aides destinées aux immigrés. Joe Biden choisi, à ses côtés, Kamala Harris comme vice-présidente.

Il est élu, fin 2020, président des États-Unis. Harris devient donc la première femme, et personne afro-américaine et asio-américaine vice-présidente. Cette élection marque le monde entier puisqu'elle entraîne une poursuite en justice. En effet, Donald Trump conteste les dépouillements et parle même de fraude. Ses déclarations sont ensuite démontrées incorrectes et la victoire de Biden est bel et bien

confirmée. Après avoir appelé ses partisans à « se battre de toutes leurs force », Donald Trump déclenche un assaut au Capitole lors de la certification des résultats des votes des Grands Électeurs le 6 janvier 2021. Cela est considéré comme une tentative de coup d'État et le président sortant va faire l'objet d'un procès en destitution, qui n'aboutira pas.

Lors de l'investiture de Biden, le 20 janvier, les anciens présidents américains sont présents, sauf Donald Trump. Et juste après cela, le nouveau président se rend dans le Bureau ovale pour signer 17 décrets concernant le climat, la pandémie mondiale… Toutes ses annonces depuis sa prise de fonction démontrent une volonté de rompre avec la politique de Donald Trump (retour dans les accords mondiaux ; investissements massifs pour relancer l'économie américaine ; augmentation de quatre ans de la scolarité obligatoire ; arrêt de la construction du mur avec le frontière avec le Mexique…). Cependant cette politique reste conditionnée au vote du Congrès où Biden ne peut disposer de majorité solide.

MT

BIPOLARISATION

Division en deux. Le terme est aussi bien utilisable pour désigner le partage du monde en deux blocs pendant la guerre froide que pour l'évolution de la vie politique française vers l'affrontement de deux partis sous la Cinquième République.

BLITZ

Le nom de Blitz est donné à la campagne soutenue de bombardements aériens des villes britanniques par la Luftwaffe à partir de septembre 1940.

Faute d'avoir réussi à faire céder le gouvernement britannique au cours de la Bataille d'Angleterre pendant l'été 1940, Hitler décide de contraindre celui-ci à traiter par un bombardement systématique des grandes villes anglaises. D'abord entamé par des bombardements de jour, le Blitz devient très rapidement nocturne afin de protéger davantage les appareils allemands des chasseurs de la Royal Air Force. Manchester, Liverpool, Coventry, Plymouth et surtout Londres furent les principales villes victimes des bombardements allemands jusqu'au 21 mai 1941. A cette date-là, Hitler retourne ses armes vers l'Est pour préparer l'attaque de l'URSS et fait

cesser la campagne de bombardement sur le Royaume-Uni.

Population londonienne réfugiée dans le métro pendant le Blitz

BLITZKRIEG

Nom donné à la manière allemande de conduire les opérations au cours de la Seconde Guerre mondiale. La Blitzkrieg (guerre-éclair) est fondée sur la complémentarité entre le couple avions-chars. L'aviation attaque et désorganise les lignes ennemies avant que les chars ne pénètrent en force pour les percer. Contrairement à la Première Guerre mondiale les armées se déplacent plus vite, les fantassins suivant souvent dans des camions. Victorieuse en Pologne (septembre 1939) puis en Europe de l'Ouest (mai-juin 1940), la Blitzkrieg permet aussi une avancée foudroyante en URSS à partir de juin 1941 avant de se briser devant l'hiver russe.

Selon les historiens militaires, la Blitzkrieg serait en fait un mythe car elle n'aurait été réellement théorisée qu'après les premiers succès : au moment de la campagne de France en mai-juin 1940, le grand état-major allemand s'inquiétait en effet de la vitesse à laquelle ses chars avançaient à travers la France.

BLOCUS DE BERLIN

Trois ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le monde tend vers une confrontation entre l'Est et l'Ouest. Le « Blocus de Berlin » joue un rôle déterminant ; il marque le véritable début de ce qui sera appelé « Guerre froide ».

Berlin, tout comme l'Allemagne vaincue est divisé en 4 (contrôlées par les Soviétiques, les Britanniques, les Américains et les Français). Souhaitant réorganiser la vie économique dans leurs zones, les Britanniques et les Américains choisissent de faire une réforme monétaire. Le 20 juin 1948, les Occidentaux introduisent une nouvelle unité de compte, le Deutsche Mark (DM), dans toutes

les zones occidentales. Staline, le leader soviétique, perçoit comme une menace l'unification progressive des zones occupées par les occidentaux.

Alors, le 24 juin 1948, Staline tente un coup de force et fait établir un blocus pour empêcher tout ravitaillement des 2 millions de Berlinois vivant à l'ouest de la ville dans les zones contrôlées par les Occidentaux. De ce fait, tous les axes terrestres vers Berlin sont bloqués : les axes ferroviaires et routiers sont systématiquement coupés et contrôlés par les Soviétiques, tout comme le canal de la Spree. Seule la voie des airs reste libre et un pont aérien est rapidement mis en place pour ravitailler la ville. Durant près de 11 mois, les avions occidentaux surnommés « Rosinenbomber » par les Berlinois vont transporter environ 2.5 millions de tonnes de marchandises de toutes sortes (charbon, alimentation …).

Avion américain se posant à Berlin-Ouest

Staline décide de lever le blocus de Berlin le 1er mai 1949 suite à l'échec de son coup de force. De la réforme monétaire on est passé à une union des zones occidentales pour constituer un nouveau pays, la République Fédérale Allemande.

JB

BLUM (Léon)

Né le 9 avril 1872 à Paris et mort le 30 mars 1950 dans une petite commune des Yvelines, Léon Blum est le fils d'un commerçant prospère de rubans et de soieries et est de confession juive. Il commence sa carrière politique, après de grandes études, au Conseil d'Etat à l'âge de 23 ans où il va travailler pendant près de 25 ans. Il accède au cercle dirigeant de la SFIO, le parti socialiste français, en 1919 et tente d'insuffler aux socialistes une nouvelle approche des domaines sociaux, économiques et politiques. Il sera élu député de la Seine cette même année.

Suite à la victoire du Front populaire en mai 1936, Léon Blum devient président du Conseil. C'est alors le premier gouvernement à dominante socialiste de la IIIème République mais aussi le premier à comprendre des femmes. Suite aux mouvements de grèves joyeuses, il

organise une réunion entre les syndicats et l'association des patrons français afin de permettre la reprise du travail. C'est la rédaction et l'adoption des Accords Matignon. Cependant, suite à des difficultés comme la dévaluation du franc français ou l'augmentation d'attaques d'une rare violence envers le Front populaire, Léon Blum remet sa démission en juin 1937. Malgré un bref retour de son gouvernement en 1938, l'arrivée d'Edouard Daladier (un radical) signe la fin de l'exercice de Léon Blum au pouvoir.

Lors de la Seconde Guerre mondiale, Léon Blum adopte une position non pacifiste, lui mettant alors à dos une partie des socialistes. Il sera jugé par la Cour suprême de justice instituée par Pétain, en juillet 1942 et transféré au camp de concentration de Buchenwald le 31 mars 1943 dans des maisons hors de l'enceinte de celui-ci. Après la guerre, il est sollicité le 16 décembre 1946 pour diriger le dernier gouvernement provisoire pendant un mois et prépare aux institutions de la IVème République.

AB / SB / AD / AR

BOLLORÉ (Vincent)

Vincent Bolloré est un industriel et un homme d'affaire français. Né en 1952, il commence sa carrière en 1970 en tant que fondé de pouvoir à la Banque de l'Union Européenne. En 1981, il devient président-directeur général du groupe Bolloré, groupe qui fait aujourd'hui partie des 500 plus grandes compagnies mondiales. Patron du groupe Canal +, dirigeant de la multinationale Vivendi, CNEWS, des voitures électriques partagés Autolib'...ses activités lui ont permis de devenir milliardaire et de faire partie des 20 hommes les plus riches de France. Ses investissements et bénéfices s'étendent jusqu'en Afrique notamment grâce à ses activités de distributions d'énergie ou encore d'opérateur portuaire. Cependant, sa proximité avec le monde politique a souvent été mal perçue

notamment dans l'affaire du yacht qu'il avait prêté à Nicolas Sarkozy après son élection.

Vincent Bolloré en 2014

Aujourd'hui, Vincent Bolloré ne cache pas que sa prise de contrôle de médias en France se fait dans l'optique de faire élire Marine Le Pen à la présidence. De là la transformation de la chaîne i-télé en CNEWS chaîne d'informations dont les émissions véhiculent les idées populistes à travers des émissions comme celles de Pascal Praud, Jean-Marc Morandini ou Eric Zemmour. Il est également en train de prendre le contrôle de la radio Europe 1 pour en faire l'équivalent de CNEWS en radio… tout en contrôlant aussi possiblement tout le domaine de l'édition appartenant au groupe Hachette. Vincent Bolloré impose dans les médias qu'il contrôle une obéissance absolue. Ceux qui font preuve d'une attitude, même minime, d'opposition sont mis à pied ou mis à l'écart (plusieurs exemples actuellement dans le service des sports de Canal+).

JB

BOMBE ATOMIQUE

La Première Guerre mondiale a montré la volonté des pays de faire évoluer leurs armements en fonction des progrès de la science. Dans l'entre-deux-guerres, des programmes de recherche nucléaire ont vu le jour dans de nombreux pays notamment au Japon, en France, ainsi qu'en Allemagne (avec l'apparition du projet Uranium dès 1939). Aux Etats-Unis c'est une lettre d'Einstein adressée à Franklin Delano Roosevelt qui va lancer les recherches nucléaires. Dans cette lettre, Einstein prévient Roosevelt de l'avancée des Allemands dans le domaine nucléaire et explique que la simple destruction d'atomes spécifiques pourrait détruire toute une ville. Suite à quoi, une mobilisation scientifique et économique a permis des travaux sur l'uranium et le plutonium en vue de la fabrication d'une bombe. Ces travaux se sont avérés concluants et ont donc permis en1943 la mise en place du Projet Manhattan. Grâce à

l'engagement de nombreux savants alliés autour de ce projet (à l'exemple du scientifique Robert Oppenheimer) les premières bombes opérationnelles ont vu le jour en juillet 1945. Il a donc été décidé de faire un premier le 16 juillet 1945 au Nouveau Mexique. Ce test ayant répondu à l'attente des scientifiques états-uniens, le monde est entré dans l'ère de la guerre atomique avec les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki.

JB / EG / JS / MT

BRANDT (Willy)

Homme politique social-démocrate allemand (1913-1992). Opposant au nazisme, il s'exile en Norvège. A son retour en Allemagne, il devient une des figures du SPD. Bourgmestre de Berlin (1957-1966), il devient chancelier de la RFA en 1969 et mène alors une politique d'ouverture vers l'Est (Ostpolitik) qui lui vaut le prix Nobel de la paix en 1971. Il doit quitter le pouvoir suite à la découverte d'une affaire d'espionnage dans son entourage.

BREJNEV (Léonid)

Né le 6 décembre 1906 en Ukraine, Léonid Brejnev était un homme politique soviétique, secrétaire général du Parti communisme de l'Union soviétique et principal dirigeant de l'URSS de 1964 à 1982. Fils d'un métallurgiste, il étudie dans ce même domaine jusqu'à devenir ingénieur. Il entre aussi dans les rangs du parti communiste et appartient ainsi à la première génération entrée en politique alors que Staline était déjà au pouvoir.

En juin 1941, l'Allemagne envahit l'URSS et en août 1941, Brejnev est enrôlé dans l'Armée rouge. En octobre de la même année, il accède au rôle de commissaire de brigade du front du Sud (un front est une unité militaire de l'armée rouge). En 1943, l'Armée Rouge essaye de reconquérir l'Ukraine et Brejnev est affecté au front ukrainien. Le responsable politique de ce front n'était autre que Nikita Khrouchtchev qui avait déjà soutenu Brejnev au début de sa carrière et va continuer à l'aider à progresser. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, Brejnev, qui est devenu colonel, fait partie du front qui entre à Prague pour installer le communisme.

En août 1946, Léonid Brejnev quitte l'Armée rouge après avoir passé toute la guerre comme commissaire politique et en 1950, il devient délégué au Soviet suprême.

Deux ans plus tard, il devient membre du Comité central, soit la plus haute instance du Parti communiste de l'Union soviétique. On voit donc que son ascension politique a été très rapide, ce qui s'explique par le soutien de Khrouchtchev (qui dominait depuis 1930 l'organisation politique de l'Ukraine). Après la mort de Staline en mars 1953, Khrouchtchev lui succède et débute une "déstalinisation". Il supprime toutes les caractéristiques les plus autoritaires, politique approuvée par Brejnev.

Quand Brejnev prend le pouvoir en 1964 avec la mise à l'écart de Khrouchtchev, le processus de déstalinisation s'interrompt. L'URSS assiste à un étouffement progressif de certaines libertés avec le procès de deux écrivains en 1966 et l'augmentation des pouvoirs de contrôle de répression envers la population. En mai 1972 le président Richard Nixon visite Moscou, et les deux dirigeants signent les accords SALT I (traité de limitation des armes stratégiques) qui confirment la Détente. Dans les années 70, Brejnev consolide sa position et en mai 1976 se nomme lui-même maréchal. Il devient président en juin de l'année suivante (poste purement symbolique) et signe les accords SALT II avec les Etats-Unis en 1979. Cependant, les énormes dépenses pour l'armée et les programmes spatiaux font négliger les besoins de base de la population, comme l'habitat et amènent la création d'un marché noir important.

Léonid Brejnev en 1973

Les dernières années de sa domination sur l'URSS sont marquées par un fort culte de la personnalité. La propagande ne parvient plus à contrôler les sentiments des Soviétiques et Brejnev est détesté par la population. Il s'intéresse en effet

surtout aux questions internationales en laissant les affaires internes à ses subordonnés, dont le responsable de l'agriculture, Mikhaïl Gorbatchev, convaincu que le pays a besoin d'une grande réforme alors que la santé du dirigeant se dégrade. En novembre 1982, Brejnev meurt suite à une crise cardiaque alors que son pouvoir n'était plus que fantomatique.

Sa période de domination sur l'URSS fut la deuxième plus longue mais sa réputation *post-mortem* est catastrophique, il aura empêché toute évolution pour le pays et aura souvent été jugé pour sa vanité et son acharnement à gaspiller l'argent dans des objets de luxe inutiles.

JS

BRETTON WOODS [accords de]

Les accords de Bretton Woods sont des accords signés à la suite de la conférence de Bretton Woods, qui s'est tenue du 1er au 22 Juillet 1944 dans la ville du même nom, aux Etats-Unis.

Ces accords ont été signés dans le but d'instaurer un système monétaire international destiné à éviter tout nouveau désordre économique et financier mondial. Beaucoup de nation étaient en effet alors en crainte d'un nouveau crash économique comme celui du 24 octobre 1929.

La monnaie mondiale choisie est le dollar américain, qui vient compléter l'or, comme écrit dans l'Acte final de la conférence : « La parité de la monnaie de chaque Etat sera exprimée en or [...], ou en dollar des États-Unis ».

Cet acte final sera aussi un moyen d'interdire de possibles arrangements monétaires discriminatoires, sauf après consultation du FMI (Fonds monétaire International).

On parle alors à la suite de cette conférence du Gold Exchange Standard, ce système de l'étalon de change qui permet à chaque pays de garantir et d'émettre de la monnaie en fonction de son stock d'or et des monnaies convertibles en or.

Parmi les Etats signataires de ces accords, on retrouve 44 pays qui avaient déclaré la guerre à l'Allemagne et au Japon, et bien sûr les 2 pays principaux dans ces accords : les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

En outre, il y avait une forte opposition entre ces deux nations partiellement expliquée par un mythe d'une Angleterre maîtresse de mers toujours très présent mais remis en question par une livre sterling devenue inconvertible.

Ces accords viendront compléter les accords du GATT, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1947, qui viendront eux aussi tenter de refondre l'économie internationale à l'aube d'un nouveau monde.

AD

BREXIT

Le Brexit est la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne ; ce mot provient en effet de la contraction de « british » et « exit ». Il traduit le scepticisme d'une partie de l'opinion publique britannique à l'égard de l'Union européenne accusée de coûter de l'argent aux Britanniques et de ne rien lui rapporter. Le 23 juin 2016, lors d'un référendum, 51,89 % d'électeurs ont voté pour le retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne. Globalement, les Ecossais, les jeunes et les classes sociales se sont montrés favorables au maintien dans l'Union.

A l'issue du référendum, le Premier ministre David Cameron, qui avait lancé la consultation en pensant en faire un moyen de pression contre ses partenaires européens, annonce sa démission le 24 juin 2016. Le 13 juillet 2016, Theresa May, qui contrairement à Cameron était favorable au Brexit, entre en fonction comme Premier ministre du Royaume-Uni. Elle réaffirme sa position en faveur du Brexit lors d'un discours le 2 octobre 2016.

Theresa May en 2016

Le 29 mars 2017 commence donc la procédure officielle de sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne. La date du Brexit est initialement fixée au 29 mars 2019. Cependant cette date est reportée deux fois : le 12 avril 2019 et le 30 octobre 2019. Le 24 mai 2019, la Première ministre annonce sa démission et le 24 juillet 2019, Boris Johnson la remplace à ce poste. Boris Johnson déclare vouloir sortir de l'Union Européenne le plus vite possible. Néanmoins, la date de sortie est reportée une nouvelle fois

le 28 octobre 2018 au 31 janvier 2020.

Le Royaume-Uni est donc devenu le 31 janvier 2020 un pays n'appartenant plus à l'Union Européenne. Il y a eu une période de transition jusqu'au 31 décembre 2020 lors de laquelle l'Union Européenne et le Royaume-Uni entretiennent encore des relations étroites. Le 24 décembre 2020, les deux partis ont trouvé un accord permettant le maintien d'échanges commerciaux sans barrières douanières ni quotas.

MF

BRIGADES INTERNATIONALES

Les brigades internationales sont des formations militaires constituées par des volontaires étrangers, en majorité communistes et antifascistes, venus de plus de 53 pays différents pour combattre dans les rangs des forces républicaines pendant la guerre civile espagnole de 1936-1939.

Leur effectif atteint 30 000 hommes, ce qui est supérieur à la légion Condor. Après s'être distinguées notamment à Teruel et à Brunete, les Brigades internationales furent retirées du front lors de l'offensive finale des franquistes afin de souscrire aux exigences du comité de non-intervention et passèrent en France, où elles furent désarmées. Un grand nom des brigades internationales était André Marty, un communiste français qui a notamment été élu inspecteur général des brigades internationales.

ER

BUDAPEST [crise de]

Crise interne au bloc soviétique provoquée par la volonté du gouvernement hongrois d'Imre Nagy de quitter le camp communiste (mise en place du multipartisme et dénonciation du pacte de Varsovie). Le 4 novembre 1956, l'armée soviétique intervient pour réprimer le soulèvement hongrois (2500 à 3000 morts). Les Etats-Unis qui avaient encouragé le mouvement hongrois n'interviennent pas, reconnaissant de fait le droit de l'URSS à gérer comme elle l'entend son camp.

BUSH (George H.)

George Herbert Bush est né en juin 1924. En 1942, il s'engage dans l'US Navy et combat comme pilote durant la guerre du Pacifique. Après avoir repris ses études de droit, il se lance dans l'exploitation pétrolière et fait fortune. Il entre alors en politique dans l'Etat du

Texas puis au niveau national. Représentant des Etats-Unis à l'ONU en 1971, il devient en 1976 le chef de la CIA. Candidat à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle de 1980, il est battu par Ronald Reagan dont il devient le vice-président durant les deux mandats qu'il exerce de 1981 à 1989. Bush est par la suite lui-même élu président en novembre 1988. George H. Bush fait de l'affirmation de la puissance américaine dans le monde sa priorité. C'est pourquoi il lui a été reproché de ne pas suffisamment s'occuper de la politique intérieure du pays, notamment après la crise des caisses d'épargnes source d'un taux de chômage avoisinant les 8%. Ces difficultés économiques expliquent qu'il ne soit pas réélu en novembre 1992 (battu par Bill Clinton).

La chute du mur de Berlin et l'indépendance des 15 républiques d'URSS amènent à la fin de la Guerre froide en 1991. Georges H. Bush en profite pour affirmer que les Etats-Unis sont désormais l'unique superpuissance mondiale et les « gendarmes du monde ». Il le prouve en amenant son pays à prendre la tête d'une coalition internationale pour la libération du Koweït (guerre du Golfe 1990-1991) ; c'est là la preuve selon lui de la naissance d'un nouvel ordre mondial post-guerre froide. Dans le cadre de sa politique extérieure, il signe également l'accord de l'ALENA (accord de libre-échange nord-américain) entré en vigueur en 1994, avec le Mexique et le Canada.

Après sa défaite en 1992, il exerce quelques fonctions de conseil pour des entreprises avant de se retirer dans son ranch au Texas. Il effectue cependant quelques apparitions majeures : pour soutenir son fils candidat à son tour à la présidence, auprès de Bill Clinton devenu un ami proche ou pour critiquer le choix de Donald Trump comme candidat républicain en 2016. Il est mort le 30 novembre 2018 à l'âge de 94 ans.

SB

BUSH (George W.)

George Walker Bush est né le 6 janvier 1946 à New Haven, dans le Connecticut, c'est un homme

politique américain, il est le 43ème Président des Etats-Unis (et le fils du 41ème) du 20 janvier 2001 au 20 janvier 2009, soit deux mandats ! En dehors de sa fonction de président, il fut élu deux fois gouverneur du Texas (1994 puis 1998). Il faisait partie du Parti Républicain, l'un des deux grands partis avec le Parti Démocrate, qui existent de nos jours.

Il fait partie des présidents des Etats-Unis ayant dû faire face à de grandes crises, comme vous l'avez surement remarqué avec les dates, il a dû réagir face aux attentats du 11 septembre 2001, où quatre avions de ligne ont été détournés par Al-Qaïda, deux se sont écrasés sur les tours jumelles du World Trade Center, le troisième sur le Pentagone et finalement le dernier s'écrase dans la campagne au lieu de la Maison Blanche grâce aux passagers qui ont tenté, sans réussite, à reprendre le contrôle de l'avion.

George W. Bush en 2003

Après ces attentats, revendiqués plus tard par Ben Laden, un islamiste radical, et son organisation terroriste Al-Qaïda, Bush ordonne une campagne de bombardement massif sur l'Afghanistan et son gouvernement taliban. De plus, immédiatement après les attentats du 11 septembre, la sécurité intérieure et la menace du terrorisme sont devenues le principal objectif de l'administration Bush et la priorité absolue du gouvernement à tous les niveaux ; au nom de cette lutte, le *Patriot Act* (26 octobre 2001) limite les libertés aux Etats-Unis et donne des pouvoirs accrus aux services de renseignement. Il est le premier homme politique à déclarer une "guerre mondiale contre le

terrorisme", il a annoncé que le pays ne se reposerait pas tant que "tous les groupes terroristes d'envergure mondiale n'auraient pas été trouvés, arrêtés et vaincus". Plus tard, en 2003, à la tête des pays alliés, il a initié la guerre contre l'Irak. Sa présidence fut aussi marquée, à la fin de son second mandat, par la crise financière de 2008, face à laquelle il met en place le plan Paulson. Il est encore en vie aujourd'hui.

TH

C

CAEM

Organisation économique (Conseil d'Assistance Economique Mutuelle) mise en place dans le monde communiste à partir de 1949 (en réponse à la création de l'OECE). Elle doit permettre de favoriser les relations commerciales entre les pays de l'Est mais contribue surtout à faire travailler les économies des démocraties populaires pour le compte de l'URSS.

CAMP DAVID [accords de]

Les accords de Camp David ont été signés le 17 septembre 1978 à Washington. Ils symbolisent la fin du conflit entre Israël et l'Egypte et définissent le cadre d'un traité de paix entre les deux pays concernés.

En Egypte, Anouar al-Sadate succède au président Nasser en 1970. Dès son arrivée au pouvoir, son but est de mettre fin à un conflit qui dure maintenant depuis 1947 donc quasiment 30 ans. C'est l'événement de la guerre du Kippour en 1973 qui a donné le déclic au Président ; malgré la défaite, l'Egypte a montré dans le conflit sa détermination et sa puissance. La motivation de Sadate l'a conduit à se rendre en Israël le 20 novembre 1977 pour prononcer un discours appelant à une paix "juste et durable". Ce discours provoque un bouleversement important dans les pays de la région mais les réactions sont opposées. En Israël, ce discours est applaudi par la population qui n'en pouvait plus de ce conflit. En revanche, dans les pays arabes, la réprobation est quasi unanime et entraîne la formation d'un front du refus autour de la Syrie.

Les négociations après ce discours décisif sont laborieuses et prennent beaucoup de temps. L'intervention du président américain de l'époque, Jimmy Carter, est à plusieurs reprises nécessaire pour arriver à mettre d'accord les deux camps opposés. Un tournant se prend en juillet 1978 à la conférence tripartite de Leeds qui réunit les ministres des Affaires étrangères d'Israël, d'Égypte et des États-Unis. A cette conférence importante, les dirigeants des différents pays commencent à entrevoir une solution et des possibilités d'entente sur un traité. Suite à cette conférence, il faudra 12 jours, du 5 au 17 septembre 1978, pour mettre en phrases et sur papier les termes du traité négocié. Pour cela le président américain

Carter a réuni dans sa résidence de Camp David le président égyptien Sadate et le premier ministre israélien Menahem Begin. Pour la signature de ce traité, Israël a dû faire certaines concessions, notamment la reconnaissance des droits du peuple palestinien ce qui nécessite des négociations communes avec les responsables du peuple palestinien.

Begin, Carter et Sadate

Au terme de ces accords, Israël s'engage à restituer l'ensemble du Sinaï, mais pas la bande de Gaza qui était territoire égyptien avant 1947. Les conséquences de ce traité sont multiples ; dans un premier temps, grâce à la signature de ce traité, l'Egypte peut désormais profiter du soutien militaire et financier des Etats-Unis mais l'accord sur la paix avec Israël a fait perdre à l'Egypte sa position et son statut de leader du monde arabe. Cette perte n'est pas sans conséquence puisque le 6 octobre 1981, le dirigeant Anouar Al-Sadate se fait assassiner par des militaires égyptiens lors d'un défilé. Dans un second temps, pour Israël, ces accords ont été l'occasion de consacrer plus de moyens à la sécurisation de leurs territoires occupés.

En plus de la paix israélo-égyptienne, les accords prévoyaient la conclusion d'une paix générale dans la région mais celle-ci n'a jamais eu lieu.

SC

CAMPAGNE DE FRANCE

La campagne de France (ou bataille de France) débute le 10 mai 1940. Elle correspond à la période durant laquelle les forces du Reich envahissent les Pays-Bas, le Luxembourg, la Belgique et la France. Elle marque ainsi la fin de la « Drôle de guerre » et le début de la débâcle militaire des forces françaises, moins préparées et moins bien équipées que les Allemands (Blitzkrieg). La percée des Allemands à travers les Ardennes, considérées par infranchissables, marque le début de cette période. En moins d'un mois, l'armée allemande progresse jusqu'à Dunkerque et encercle ce qu'il reste des armées françaises et britanniques. Après avoir mis fin à cette poche, l'armée allemande

pousse vers le sud. Elle entre à Paris le 14 juin. Le 17 juin 1940, le maréchal Pétain, nouveau chef du gouvernement, demande l'armistice qui est signé le 22 à Rethondes et entre en vigueur le 25.

NB / PB / JB / ED

CAMPS DE CONCENTRATION

Camps créés par le pouvoir nazi afin d'enfermer les ennemis du régime qu'il s'agisse de personnes jugées déviantes (homosexuels), d'adversaires politiques ou « raciaux ». L'objectif d'un camp de concentration n'est pas de faire mourir les prisonniers qui sont utilisés pour travailler. Dans les faits, le manque de soin, de nourriture, d'hygiène et l'attitude des gardiens contribuent à une forte mortalité.

CAMPS D'EXTERMINATION

Camps créés par le pouvoir nazi afin d'éliminer rapidement les populations tenues pour des races inférieures (juifs et tziganes essentiellement). Les premiers camps d'extermination « ouvrent » après le choix de la Solution finale (fin 1941 / début 1942). Ils sont essentiellement situés à l'est de l'Allemagne et sur l'ancien territoire polonais.

CANAL+

C'est le 4 novembre 1984, après plusieurs années de travail, qu'Havas lance la toute première chaîne privée à péage en France, Canal +. Elle est alors la première chaîne qui ne fait pas partie du monopole public de la télévision Française.

L'origine de ce projet remonte à 1982 sous le nom de Canal 4. Durant deux ans, le président de la chaîne devra faire face à des pressions de la part de certains hommes d'Etat, qui essayeront d'orienter la chaîne politiquement. C'est donc le 4 novembre 1984 qu'André Rousselet (premier président de la chaîne et proche de François Mitterrand) lance Canal +, une chaîne accès sur le cinéma et le sport. Un an après, en 1985, parce que Canal+ peine à convaincre le nombre d'abonnés dont elle a besoin pour survivre, la direction de la chaîne décide de se détacher de son image bourgeoise, pour des programmes en clair plus populaires qui touchent un plus grand nombre de personnes… et peuvent amener aux abonnements. Le succès survient alors et « l'esprit Canal » balaye la façon traditionnelle de faire de la télévision ; les Nuls, les « Guignols de l'Info » ou Groland symbolisent

cette réussite avec leur esprit acide et impertinent qui égratignent la bêtise du monde.

Logo d'origine de Canal+

Dans les années 2000, l'image de Canal + se dégrade avec son passage aux mains de grands groupes de communication et la perte de l'esprit d'origine ; les désabonnements s'accentuent. Après une légère amélioration de son image, la marque la dégrade une nouvelle fois quelques années plus tard lorsque les cas de censures sont de plus en plus nombreux dans les programmes.

Ces dernières années, Canal+ fait face à de nombreuses polémiques. La chaîne souffre des multiples polémiques suscitées par la manière dont le grand patron Vincent Bolloré entend utiliser les chaînes du groupe Canal (Canal+ mais aussi CNEWS ou C8) pour des intérêts politiques ; il a par exemple conduit à la mort lente de « Guignols de l'Info » en affadissant le programme jusqu'au ridicule. Récemment, deux scandales ont fait réagir. En décembre 2020, l'humoriste Sébastien Thoen travaillant pour la chaîne depuis plusieurs années est licencié pour avoir parodié une émission de CNEWS. Suite à cela, certaines personnes lui ayant apporté leur soutien ont été renvoyées (comme le journaliste sportif Stéphane Guy), forcées à partir ou menacées. Un nouveau scandale plus récent concerne les accusations contre un animateur de Canal +, Pierre Ménès, accusé de violences sexuelles dans un documentaire. Il apparaît que l'animateur a été soutenu par la chaîne ; cette dernière a supprimé le passage de l'accusation dans le documentaire mais également supprimé les passages où Pierre Ménès émet des insultes sexistes et racistes. Des révélations sur ces censures ayant fuité dans la presse, plusieurs membres des équipes de production se sont trouvés à leur tour menacés par la direction.

Canal+, la chaîne à succès des années 90, jouit donc d'une image largement dégradée mais elle continue à avoir un rôle de poids dans le domaine du sport (« sauvetage » de la ligue 1 après le retrait de Mediapro) et le cinéma (la plupart des films français sont financés directement ou indirectement par Canal+)

AF

CANARD ENCHAÎNÉ [le]

Le Canard enchaîné est un hebdomadaire de presse satirique qui paraît tous les mercredis depuis le 10 septembre 1915, date où il fut publié pour la première fois à Paris par Jeanne et Maurice Maréchal ainsi que Henri-Paul Deyvaux-Gassier. Son titre, *Le Canard enchaîné*, fait référence au journal de Georges Clemenceau *L'Homme libre* qui, suite à la censure de guerre, avait changé son nom pour *L'Homme enchaîné*. Ainsi, les créateurs du *Canard enchaîné* se sont inspirés du titre de ce journal, « canard » signifiant « journal » en français familier. Le journal entendait informer tout en dénonçant la censure et le bourrage de crâne mis en place par le gouvernement pendant la Première Guerre mondiale. Sa parution a cependant connu une pause de 1940 à 1944 sous l'occupation allemande.

Ce journal, depuis 1960, s'est tourné vers la publication d'enquêtes sur des affaires scandaleuses. Ces activités pouvant amener de la véhémence envers les informateurs du *Canard*, celui-ci prône la protection des sources d'information des journalistes. De plus, les manchettes du journal, c'est-à-dire ses gros titres ou annotations sur la première de couverture, admettent toujours un jeu de mots. On pourrait citer par exemple celle qui fait référence au naufrage du Costa Concordia où le capitaine avait fuit le navire très rapidement: "Pendant le sauvetage, j'ai gardé les pieds sur terre". Ces titres, ainsi que les caricatures qu'il publie, lui attirent régulièrement des reproches et, c'est au cours des tristement célèbres attentats contre *Charlie Hebdo* en 2015 que fut tué Cabu, un dessinateur de ces deux journaux. Le Canard enchaîné lui a rendu hommage lors d'un numéro.

Depuis la crise du coronavirus, le *Canard enchaîné* a élargi son offre et proposé une offre numérique afin de toucher plus de personnes ou tout simplement continuer ses activités ralenties par les confinements.

AD

CAPITALISME

Système économique caractérisé par la propriété privée des moyens de production, la liberté de la concurrence et des échanges.

CAPITULATION

Accord en période de guerre par lequel une armée dépose les armes. La capitulation se distingue

de l'armistice qui, lui, est l'arrêt des combats négocié entre des Etats.

CARTER (Jimmy)

Jimmy Carter, de son vrai nom James Earl Carter, est né le 1er octobre 1924 à Plains. Il est le 39ème président des Etats-Unis et appartient au Parti démocrate.

Jimmy Carter a fait ses études à la *Georgia South Western State University*, puis au *Georgia institute of Technology*. Il obtient ensuite son diplôme en 1946. Cette même année, il épouse sa femme, Rosalynn Smith, avec laquelle il aura plus tard 4 enfants : Amy, Donnel, James et Jack. Son entrée dans le monde du travail se fait par le biais de l'armée, dans laquelle il participe au programme de sous-marin nucléaire, après avoir été affecté dans des sous-marins des flottes Atlantique et Pacifique des Etats Unis. Cependant, après la mort de son père, Jimmy Carter démissionne de la marine en 1953 et se lance dans un tout autre projet : la culture de l'arachide. Il s'intéresse fortement à la politique et va jusqu'à être élu pour un mandat de deux ans au Sénat de l'Etat de Géorgie en 1963, mandat qui va être renouvelé par la suite. C'est ainsi que débute sa carrière politique.

En 1970, Jimmy Carter est élu au poste de Gouverneur de la Géorgie ; il y reste de 1971 à 1975. Un de ses thèmes de prédilection est la lutte contre la ségrégation raciale. Dans la continuité de sa carrière et de son évolution politique, sa candidature aux futures élections présidentielles devient évidente. Il s'y présente en 1976 et représente la concurrence principale du Républicain Gerald Ford, ancien président des Etats Unis. Il remporte alors les élections et devient le 39ème Président des Etats Unis.

Le programme politique de Jimmy Carter était de réorganiser le gouvernement. Il crée un ministère de l'énergie. Sa politique intérieure s'affirme en effet autour de thématiques fortes comme la création des ministères de l'Énergie et de l'Éducation nationale ainsi que la protection de l'environnement. La politique extérieure menée par le gouvernement de Jimmy Carter a été marquée par des difficultés comme la crise des otages en Iran (1979-1980) mais aussi des succès comme le traité de paix négocié entre Israël et l'Egypte appelé "Accords de camp David". Cette politique inclut également le traité du Canal de Panama et la crise de l'Energie.

Portrait officiel de Jimmy Carter (1977)

La crise des otages en Iran à Téhéran a discrédité Jimmy Carter aux yeux de l'opinion publique américaine et ne l'a pas aidé pour les élections présidentielles suivantes. Lors de ces dernières, il ne parvient pas à mener une campagne aussi captivante que la précédente et se fait battre par le républicain Ronald Reagan.

Cependant, les efforts de Jimmy Carter ne sont pas sans valeurs puisque dans l'année 2002, grâce à ses traités et ses réformes, grâce à son action dans le monde poursuivie après sa présidence, il reçoit le Prix Nobel de la Paix.

SC

CASQUES BLEUS

Nom donné aux forces militaires d'interposition des Nations Unies. Les Casques bleus ont été déployés pour la première fois au Proche-Orient en 1948 et au Cachemire en 1949. Les soldats qui constituent leur force proviennent de différents pays (plus de 70 dans les différentes missions de par le monde) et conservent leur matériel national (repeint aux couleurs de l'ONU) pendant leur mission.

CECA

Première communauté européenne créée en 1951 (traité de Paris) suite à la proposition faite par Robert Schuman en mai 1950. La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier regroupe six pays : France, RFA, Italie, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg. Elle a pour but de mettre en commun les productions charbonnières et sidérurgiques. Elle est chapeautée par une Haute Autorité, premier exemple d'institution supra-nationale. Les institutions de la CECA se fondront dans celles de la CEE dans les années 60.

CED

Communauté Européenne de Défense proposée par René Pleven (1950) afin de constituer une armée européenne qui intégrerait des contingents allemands. Cette proposition vise en fait à encadrer le

réarmement allemand. Le traité de Paris (1952) crée la CED mais la France retarde le moment de ratifier le texte du fait de la double opposition des gaullistes et des communistes. Finalement, un vote négatif de l'Assemblée en août 1954 enterre la CED.

CEE

Sigle désignant la Communauté Economique Européenne créée en 1957 par le traité de Rome. Il s'agit du regroupement de 6 (puis 9, puis 10, puis 12) pays autour d'un projet économique, la réalisation d'un marché commun. La CEE disparait le 1er janvier 1993 avec la création de l'Union Européenne.

CEI

Communauté des Etats Indépendants. Elle est créée comme structure remplaçant l'URSS par la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie. La majorité des anciennes républiques soviétiques (à l'exception des trois Etats baltes) la rejoint. Son rôle a décliné avec l'affirmation des indépendances des Etats qui la constituaient et avec la naissance de conflits divers les opposant.

CHABAN-DELMAS (Jacques)

Homme politique français (1915-2000). Résistant pendant la seconde guerre mondiale, il est fait général par de Gaulle (1944). Il est député gaulliste (1946-97) et maire de Bordeaux (1947-95), plusieurs fois ministre sous la IVème République tout en restant un proche de de Gaulle durant sa « traversée du désert ».

Premier ministre (1969-72), il ne parvient pas à imposer son projet de « Nouvelle Société » qui voulait libéraliser la société française et est contraint de démissionner en 1972. Candidat à la présidentielle de 1974, il est écarté dès le premier tour après avoir été « trahi » par les Chiraquiens.

CHARLIE HEBDO

Charlie Hebdo est un journal hebdomadaire satirique français créé en 1970 par François Cavanna et le professeur Choron suite à l'arrêt d'un autre journal du même genre appelé *Hara-Kiri*. Il est basé sur des caricatures politiques mais également religieuses et sur beaucoup d'autres thèmes. Il est devenu un symbole de la liberté d'expression en France après une attaque terroriste contre celui-ci en janvier 2015.

ST

CHARTE DE L'ATLANTIQUE

Texte signé par le président des Etats-Unis, Franklin D. Roosevelt, et le premier ministre britannique, Winston Churchill en août 1941. Il définit les buts de guerre des Alliés et annonce la création des Nations Unies dont il préfigure la charte.

CHIITES

Membres d'une branche de l'islam qui considèrent que seuls les descendants du calife Ali peuvent prétendre diriger la communauté musulmane. Depuis le Xème siècle, les chiites attendent le retour de l'imam caché. Minoritaires dans le monde musulman, ils sont majoritaires en Iran (90 % de la population) et en Irak (65 %). Leur courant est particulièrement actif dans les actions de recrutement et de terrorisme.

CHIRAC (Jacques)

Né le 29 novembre 1932 à Paris, Jacques Chirac était un homme politique français. Il a successivement adhéré aux partis de l'UDR, du RPR et l'UMP. Diplômé à l'Institut d'études Politiques de Paris et à la *Summer School de Harvard* en 1954, il a aussi été à l'Ecole nationale d'administration (ENA). En 1956, il se marie avec Bernadette Chodron de Courcel et, ensemble, ils ont deux enfants, Laurence et Claude Chirac.

Après son service militaire, il devient Conseiller référendaire à la Cour des comptes et Conseiller municipal de Sainte-Féréole (Corrèze). Entré dans l'entourage du Premier ministre Georges Pompidou, il est envoyé gagner son premier poste de député en Corrèze. Dans les années qui ont suivi, il l'a été à nouveau, en y renonçant à chaque fois pour exercer des fonctions ministérielles. Ainsi, il est nommé Secrétaire d'État chargé des problèmes de l'emploi en 1967 et deux fois secrétaire d'État à

l'Économie et aux Finances de 1968 à 1971. Après cela, il est nommé ministre délégué chargé des relations avec le Parlement pour un an, en 1971. De 1972 à 1974, il est désigné Ministre de l'Agriculture et du Développement rural des deux gouvernements Messmer, puis Ministre de l'Intérieur.

Après l'élection présidentielle de 1974 où il a soutenu Giscard d'Estaing et non le candidat du parti gaulliste Jacques Chaban-Delmas, il est nommé Premier Ministre de Valéry Giscard d'Estaing. Face à la crise, il tente une politique de relance de l'économie qui obtient peu de résultats. Les divergences politiques et la rivalité avec Giscard d'Estaing étant trop importantes, il démissionne en août 1976.

De 1977 à 1995, Chirac est élu trois fois de suite Maire de Paris. Cela lui a permis de gagner en popularité et lui a servi de tremplin pour sa carrière politique nationale. En 1979, il est élu député européen. Il démissionne un an plus tard.

En 1981, Jacques Chirac est battu au premier tour des élections présidentielles ; la défaite de Giscard d'Estaing le fait apparaître comme le principal adversaire de François Mitterrand. Il devient son Premier Ministre de 1986 à 1988 à l'époque de la première cohabitation. Il est battu par François Mitterrand à la présidentielle de 1988 après être allé jusqu'au second tour, cette fois-ci. En mai 1995 Chirac est élu cinquième Président de la Vème République ; il nomme Alain Juppé comme Premier ministre.

François Mitterrand et Jacques Chirac en 1986

En avril 1997, Chirac dissout l'Assemblée nationale en pensant gagner des élections que les sondages prévoyaient perdues en 1998. Il est ensuite contraint de nommer son rival Lionel Jospin comme Premier ministre et ainsi commence la plus longue période de cohabitation de la France. Pendant ce temps, est adopté la réforme des 35 heures.

Jacques Chirac regagne la présidentielle de 2002 contre Jean-Marie Le Pen. Après une tentative d'assassinat en 2002, il est victime d'un accident vasculaire cérébral en 2005. Son état de santé n'a cessé de

se détériorer dans les années qui ont suivi et jusqu'à sa mort.

Son mandat se termine plutôt mal avec l'affaire Clearstream. Juste après cela, il est accusé de détournement de fonds publics. Et en 2011 il est condamné par le tribunal correctionnel à deux ans de prison.

Le 26 septembre 2019, la mort de Jacques Chirac est annoncée.

MT

CHINE

Vieil empire millénaire, la Chine connait un tournant majeur en 1911-1912 lorsque l'Empire s'effondre et qu'il est remplacé par une république. Le pouvoir est alors exercé par le parti nationaliste du Guomintang dirigé par Sun Yat-sen puis Tchang Kaï-chek à partir de 1925. Le parti communiste chinois créé en 1921 est d'abord l'allié des nationalistes avant d'être réprimé par Tchang Kaï-check (1927). C'est le début d'une longue guerre civile, seulement interrompue par la guerre menée conjointement par les deux camps contre l'envahisseur japonais (1937-1945). A peine les Japonais vaincus, la guerre reprend mais tourne rapidement à l'avantage des communistes.

En octobre 1949, Mao Zedong arrive au pouvoir de la République populaire de Chine. Influencé par les pensées marxistes mais aussi par le modèle soviétique, il met rapidement en place le système de distribution des terres, il supprime totalement l'inflation et collectivise les usines. Un traité signé en 1950 apporte à la Chine l'aide de conseillers soviétiques et des financements afin de développer le pays. Cependant, après la mort de Staline, Mao ne reconnait pas la suprématie soviétique désormais incarnée par Nikita Khrouchtchev. Il tente une mode de développement typiquement chinoise, le Grand Bond en avant, qui est un dramatique échec (1958) ; plusieurs dizaines de millions de Chinois meurent des suites de la famine. Un temps marginalisé, Mao reprend l'initiative pour réimposer sa suprématie d'une part mais aussi ses idées. En s'appuyant sur la jeunesse, il lance en 1966, la grande Révolution culturelle où il affirme son pouvoir en usant de la propagande notamment. Le « petit livre rouge », recueil de ses pensées, est supposée donner un cadre intellectuel communiste aux Chinois. La pensée de Mao devient populaire même en Occident (fin des années 60 et années 70). Mais la Révolution

culturelle est également un échec sanglant.

Se voulant une grande puissance, la Chine se heurte à ses puissants voisins. En 1960, les conseillers soviétiques sont renvoyés en URSS ce qui marque le début de la rupture sino-soviétique. En 1962, un conflit éclate entre la Chine et l'Inde concernant le partage de certains territoires. La Chine en sort victorieuse mais n'est pas satisfaite de ce qu'elle y a obtenu. En 1969, les tensions avec l'URSS tournent pour de multiples raisons à l'affrontement frontalier sur les rives de l'Oussouri. En période de Détente durant la guerre froide, la Chine reproche aux Soviétiques leur attitude envers les Etats-Unis, leur ennemi de toujours. De plus, après la mort de Staline, Mao Zedong est persuadé qu'il peut devenir, lui, le grand modèle du communisme dans le monde et ainsi concurrencer l'URSS. Au début des années 70, il se rapproche pourtant de manière spectaculaire lui aussi des Américains avec la visite en Chine de Richard Nixon en 1972.

La mort de Mao, déjà très affaibli depuis de longs mois, en 1976 ouvre une crise de succession qui va durer deux années entre les héritiers de Mao, au premier rang desquels sa veuve, et des partisans d'une ouverture du pays plus sur la ligne de Zhou Enlai, mort lui aussi en 1976. La « bande des quatre », selon la terminologie officielle, qui gouvernait déjà à la mort de Mao va se trouver renversée et c'est finalement en 1978 Deng Xiaoping qui s'impose à la tête du parti communiste chinois et va fixer le nouveau cap.

En 1978, la politique dite des Quatre modernisations change totalement l'orientation économique de la Chine. Le pays va s'ouvrir au monde et lui offrir sa meilleure richesse, une main d'œuvre à très faible coût. La Chine commence par ouvrir quatre ZES (Zone Economique Spéciale) sur son littoral afin de permettre l'installation sur son territoire de firmes étrangères. Progressivement le nombre de ces ZES va augmenter. Toujours un pays du Sud par le niveau de développement de sa population, la Chine va se transformer très rapidement en puissance économique et commerciale. Les revenus tirés de cette activité économique accrue lui permet de devenir une puissance

financière puis technologique. Officiellement la Chine n'est pas un pays capitaliste et reste un Etat communiste mais Deng Xiaoping théorise un « socialisme de marché » qui croise un peu les deux. Grâce à cet enrichissement qui lui permet de dépasser une à une les grandes puissances économiques occidentales, la Chine peut devenir productrice de ses propres produits (en profitant des transferts de technologie obtenus en échange de l'installation des usines de production sur son territoire). Elle réussit également à développer son armée (construction de plusieurs porte-avions) ou son programme spatial (avec l'objectif de créer sa propre station orbitale autour de la Terre et d'envoyer des taïkonautes sur la Lune).

Il n'y a pas eu cependant d'évolution vers ce que les Chinois appellent la cinquième modernisation, c'est-à-dire la démocratie. La Chine a ainsi réprimé violemment les étudiants qui occupaient la place Tienanmen en 1989 (événement qui a compromis quelques mois les relations avec les pays qui investissaient en Chine). Elle cherche à affirmer son autorité sur Hong-Kong, ancienne colonie britannique, dont le statut spécial en fait un pôle de contestation. Elle exerce également une politique de répression et de mise à l'écart contre les Ouïghours, population musulmane vivant dans le nord-ouest du pays. La marche vers la démocratisation apparaît encore plus compromise par la mainmise sur le pouvoir par Xi Jinping. Là où les successeurs de Deng Xiaoping ne restaient que quelques années à la tête du parti, Xi Jinping a réussi à obtenir une prorogation de son pouvoir de manière indéfinie tout en en revenant à une forme de culte officiel de sa personne.

La Chine de 2021, point de départ de la pandémie de covid-19 en 2019, est donc devenue une grande puissance. C'est cette accession à un statut pouvant contester celui des Etats-Unis qui explique une montée des tensions en Asie du Sud-Est.

SB

CHOC PÉTROLIER

L'expression "choc pétrolier" apparaît en 1973, lors de la première crise mondiale due à l'exploitation du pétrole. En effet, un choc pétrolier désigne les conséquences sur l'économie planétaire d'une modification brutale de l'offre de pétrole, c'est-à-dire la quantité de pétrole que les puits sont capables d'extraire. Cette modification de l'offre amène une

forte hausse des prix du baril de pétrole, hausse qui peut aussi venir d'une forte hausse de la demande, cela fonctionne dans les deux sens mais cela traduit toujours un déséquilibre.

Dans l'histoire, on observe trois grands chocs pétroliers, en 1973, en 1978/1979 et en 2008. Les scientifiques craignent que les chocs pétroliers se multiplient dans les années futures, car l'économie mondiale a une dépendance accrue au pétrole et que les réserves de ce dernier ne sont pas inépuisables.

AG

CHÔMAGE

Le terme de chômage désigne la situation des personnes qui se trouvent sans emploi malgré leurs recherches. D'un point de vue économique, le chômage dans un pays est interprété par un déséquilibre entre l'offre et la demande sur le marché du travail.

Suite au krach boursier d'octobre 1929, la chute de la production entraîne la faillite de nombreuses entreprises, et le chômage de plusieurs milliers d'Américains. Cette crise touche donc l'ensemble de la population, les entreprises autant que les petits commerces. De 1929 à 1932, le taux de chômage passe de 3,1% à 24% aux Etats-Unis. Cette dépression économique entraîne donc une catastrophe sociale. Afin d'aider la population, la Soupe Populaire est créée ainsi que des bidonvilles (Hoover Towns) car leur maison était la première chose que les Américains vendaient, ainsi que leur voiture

JB / EG / JS / MT

CHURCHILL (Winston)

Né à Blenheim Palace le 30 novembre 1874, Winston Churchill appartient à une prestigieuse famille remontant au célèbre général Marlborough du début du XVII^{e} siècle. Fils de l'homme politique Randolph Churchill, Winston Churchill sert d'abord dans l'armée britannique avant de devenir journaliste et de se faire connaître au début du XX^{e} siècle pendant la guerre des Boers. Il entre ensuite en politique au sein du parti conservateur, est plusieurs fois ministre, notamment de la marine britannique pendant la Première Guerre mondiale où il inspire la désastreuse expédition des Dardanelles.

A partir de la fin des années 20, son caractère et ses excentricités finissent par le marginaliser au sein de son propre parti. Ainsi, au cours des années 30,

les avertissements de Churchill contre la politique nationaliste d'Hitler sont-ils peu entendus par les conservateurs qui lui préfèrent la politique d'apaisement du Premier ministre Neville Chamberlain. Toutefois, avec l'entrée dans la Seconde Guerre mondiale, la parole de Churchill recommence à avoir du poids face à celle de Chamberlain. Le 10 mai 1940, le jour où les Allemands attaquent à l'Ouest, Churchill devient chef du gouvernement. Il incarne pendant toute la guerre la volonté farouche des Britanniques de ne pas céder face aux Allemands. Durant le conflit, Churchill se montre capable d'idées brillantes mais montre également une volonté bien affirmée de ne pas faire évoluer l'empire britannique dont il s'estime le garant.

Alors que les combats sont terminés en Europe, Churchill est battu lors des élections législatives de fin juillet 1945. Il doit donc renoncer au pouvoir en pleine conférence de Potsdam. Churchill va poursuivre ses combats contre l'URSS dans la guerre froide naissante (il est l'inventeur de l'expression « rideau de fer ») et en faveur d'un rapprochement des pays européens de l'ouest. Il revient au pouvoir comme Premier ministre entre 1951 et 1955 sans que cette période ajoute à sa gloire. Il reçoit également le prix Nobel… de littérature en 1953. Il meurt à Londres le 24 janvier 1965.

Winston Churchill en 1942

CIA

La Central Intelligence Agency, ou CIA, est un des services de renseignement et d'espionnage les plus connus des États-Unis.

La CIA fut créée en 1947. Ses activités sont dirigées vers

l'étranger : elle n'a, en principe, pas le droit de mener des activités internes aux Etats-Unis contrairement au FBI. Juridiquement, elle a le statut d'agence indépendante du gouvernement des États-Unis, c'est-à-dire, une agence de la branche exécutive du gouvernement fédéral des États-Unis.

EJ

CINQUIÈME RÉPUBLIQUE

La constitution de la cinquième République a été promulguée le 4 octobre 1958, en pleine guerre d'Algérie après que les Français l'aient adoptée par référendum le 28 septembre. Cette constitution a été écrite de manière à contrecarrer l''instabilité politique qui régnait en France : la vie politique française pendant les IIIème et IVème Républiques était en effet caractérisée par une forte instabilité ministérielle, ce se traduisait par une incessante succession de gouvernements et de longues et nombreuses crises ministérielles. Entre 1871 et 1958, on compte 128 gouvernements différents qui ne durent que très rarement plus de 6 mois, notamment à cause de la prédominance du Parlement dans le système institutionnel des IIIème et IVème Républiques.

En plus de ses faiblesses institutionnelles, la IVème république n'était pas très appréciée par les Français, à cause notamment de sa politique coloniale répressive, ainsi que l'enlisement de la situation en Algérie et la défaite militaire en Indochine. La Vème république a alors été acceptée sans vraiment de difficultés par les Français.

Le modèle de République proposé par la Constitution de 1958 reste fondé sur la séparation des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire), accordant un poids institutionnel plus important au Président de la République, tout en garantissant le caractère parlementaire du régime en place.

Toutefois, le rôle central du Président de la République au sein de la Vème République émane surtout de deux facteurs extérieurs au texte initial de la Constitution de 1958 : l'aura politique et le poids historique du premier président de la Vème République Charles de Gaulle que vient renforcer l'élection du président de la République au suffrage universel à partir de 1962. Ces facteurs ont fortement participé à l'élargissement du poids politique du chef de l'Etat au sein de la République.

Portrait officiel de Charles de Gaulle

La Constitution de 1958 se démarque aussi des précédentes en créant le Conseil constitutionnel, chargé de veiller à ce que les lois soient en adéquation avec la Constitution, ainsi qu'au respect des droits et des libertés garantis par la Constitution.

PB

Instaurée en 1958, la Vème République est parvenue à s'inscrire dans la durée bien qu'elle n'ait cessé d'être contestée… En revanche depuis les années 2000 cette République a été sujette à peu de modifications et de contestations.

Depuis les années 2000, la Cinquième République a vu d'incessants changements de majorité instaurant une alternance que certains voient comme une faiblesse. Jacques Chirac est élu avec 52,64 % des suffrages exprimés le 7 mai 1995 et bat Lionel Jospin puis il est réélu le 5 mai 2002 avec 82,21 % des suffrages exprimés en battant Jean-Marie Le Pen. Son successeur Nicolas Sarkozy est élu avec 53,06 % des suffrages exprimés au second tour de l'élection du 6 mai 2007 face à Ségolène Royal. Il est d'ailleurs le seul président de la Cinquième République à n'avoir eu qu'un seul Premier ministre, François Fillon, à l'issue de son mandat. Le 15 mai 2012 est élu François Hollande avec 51,64 % des suffrages exprimés au second tour de l'élection du 6 mai 2012 face à Sarkozy et est le premier président de la Cinquième République à renoncer à briguer un second mandat. Enfin, depuis le 14 mai 2017 Emmanuel Macron est à la tête du pouvoir avec 66,10 % des suffrages exprimés au second tour de l'élection du 7 mai 2017 face à Le Pen. Il est le plus jeune président de l'histoire de la République française, âgé de 39 ans au début de son mandat.

Deux référendums ont marqué les années 2000. Le 24 septembre 2000 à lieu le référendum sur la réduction du mandat présidentiel. Le quinquennat l'emporte avec 73,21% de oui. Le deuxième et dernier référendum depuis les années 2000

a eu lieu le 29 mai 2005 pour la ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe. Le non l'emportera avec 54,68% des suffrages exprimés.

Au-delà de ces deux référendums, de nombreux évènements marquants ont eu lieu ces 20 dernières années sous la Vème République. Le 1er janvier 2002 il y a notamment eu la mise en circulation de l'euro qui devient la monnaie commune européenne. En 2005 des émeutes éclatent dans des banlieues obligeant le président Chirac à décréter l'état d'urgence. Le 23 juillet 2008 est votée la loi interdisant d'exercer plus de deux mandats présidentiels consécutifs. De plus, sous la Présidence de Sarkozy, la crise des *subprimes* touche toute l'économie du pays. Et de nombreux attentats touchent tout le pays lors de la présidence de Hollande. Le dernier évènement marquant de la Cinquième République reste bien évidemment la crise de la Covid 19 qui immobilise tout le pays depuis maintenant plus d'un an.

Depuis les années 1990-2000 on observe l'arrivée de 2 phénomènes sociaux inquiétants. On a tout d'abord l'abstentionnisme, c'est-à-dire le non-exercice par un citoyen de son droit de vote qui traduit un désintérêt croissant des citoyens pour la politique. On peut expliquer ce phénomène par le sentiment de l'impuissance de la politique à changer la situation du pays mais aussi une défiance accrue à l'égard des hommes politiques dont un certain nombre a été éclaboussé par des scandales. Cet abstentionnisme nous amène au deuxième phénomène : la montée du populisme, c'est-à-dire d'un courant d'idée qui prétend renverser le « système » en place pour le remplacer par un gouvernement fort et radical. Les résultats électoraux du Front national illustrent cette tendance.

LR

CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

Ensemble de droits définis par le traité de Maastricht (1992). Tout ressortissant d'un des pays membres de l'Union européenne peut circuler librement au sein de l'Union, s'y installer professionnellement et voter (et être éligible) aux élections locales et européennes dans n'importe quel autre pays de l'Union.

CLINTON (Bill)

Homme politique démocrate et président américain (1946-), il est

gouverneur de l'Arkansas (1978-1980 et 1982-1992). Président des Etats-Unis (1992-2001), il ne peut mener totalement le programme de réformes envisagés du fait de l'opposition républicaine au Congrès. Après quelques succès notables (traité de Washington entre Israël et l'OLP), il se trouve compromis dans une série de scandales qui ternissent son image dans son second mandat.

Son épouse Hillary, née Rodham, candidate à l'investiture démocrate en 2008 mais battue par Barack Obama lors des primaires, a été Secrétaire d'Etat de 2009 à 2013. En 2016, elle a affronté Donald Trump pour la présidence mais a été battue.

Bill et Hillary Clinton en 2017

CLOSTERMANN (Pierre)

Pierre Clostermann (1921-2006) est connu pour avoir été le plus grand as français de la Seconde Guerre mondiale. Il fut engagé dans différents régiments tout au long de sa carrière, mais le plus connu étant le régiment « Alsace » de 1943 à 1945. Il a comptabilisé un total de 2 000 heures de vol dont 600 heures de vol de guerre, ainsi que 33 victoires aériennes homologués et 5 probables et a détruit 225 camions, 72 locomotives et 5 tanks. Quand la guerre fut terminée, il raconta son expérience de pilote de chasse dans *Le Grand Cirque*, et entama une carrière politique.

MB / AC / LR / ST

CNN

Chaîne de télévision américaine spécialisée dans la diffusion d'informations en continu. Elle a été lancée depuis Atlanta par le magnat des médias Ted Turner en 1980. Rayonnant sur le monde entier, elle s'est imposée comme

leader sur ce secteur au moment de la première guerre du Golfe. Depuis, de nombreuses chaînes du même style se sont développées (Al-Jazira, France 24 etc…)

COEXISTENCE PACIFIQUE

Doctrine élaborée par Nikita Khrouchtchev (1956) pour modifier les relations Est-Ouest. Il ne s'agit plus pour lui de vouloir vaincre l'adversaire par la force mais de mener avec lui une compétition idéologique et économique. La coexistence pacifique permet la reprise d'un dialogue entre les Etats-Unis et l'URSS.

COHABITATION

Il y a cohabitation lorsque les deux têtes de l'exécutif, président et chef du gouvernement, appartiennent à des groupes politiques opposés. On parle alors de coexistence institutionnelle entre un chef d'État et un chef du gouvernement politiquement opposés.

Les élections présidentielles et législatives étant indépendantes l'une de l'autre, il peut donc arriver que, bien que le président élu soit d'un certain parti, le Premier Ministre nommé ensuite soit du parti opposé. Le problème qui peut naître d'un gouvernement de cohabitation est que, lorsque le président de la République a le soutien de la majorité parlementaire il joue un rôle primordial mais que, si celle-ci lui fait défaut son rôle est nettement plus effacé. Or, le Président est le personnage central sous la Cinquième République.

Face à cette possibilité d'un président et d'une Assemblée politiquement opposés, plusieurs options étaient possibles : le président pouvait choisir entre dissoudre l'Assemblée et appeler à de nouvelles élections, invoquer des pouvoirs d'urgence ou bien nommer le représentant du parti antagoniste Premier Ministre. C'est cette troisième option qui a été à chaque fois choisie car elle paraissait la moins déplaisante pour l'opinion.

La cohabitation est une situation propre à la Cinquième République. C'est en 1986, sous la présidence de François Mitterrand, que commence cette expérience constitutionnelle inédite ; la victoire de la droite aux législatives permet à Jacques Chirac, chef du parti le plus fort de la nouvelle majorité de devenir Premier ministre. Cette cohabitation dure jusqu'en 1988 et à la réélection de François Mitterrand qui dissout alors l'Assemblée dominée par la droite

pour retrouver une majorité de gauche.

François Mitterrand et Jacques Chirac, première cohabitation (1986-1988)

La même situation se reproduit toutefois en 1993 et une nouvelle cohabitation, avec cette fois-ci Edouard Balladur comme Premier ministre, s'installe pour deux ans.

La troisième (et dernière cohabitation) est différente des deux précédentes puisqu'elle lie un président de droite (Jacques Chirac) et un chef du gouvernement de gauche (Lionel Jospin)… mais elle dure surtout sur 5 ans (1997-2002). La réforme de la constitution adoptée en 2000 qui associe élection présidentielle et élections législatives à la suite a écarté la possibilité de nouvelles cohabitations.

MB

COHN-BENDIT (Daniel)

Né le 4 avril 1945 à Montauban de parents allemands militants antinazis, Daniel Cohn-Bendit est un journaliste et homme politique franco-allemand. Il effectue ses études de sociologie en France, à l'Université de Nanterre avant de se faire expulser à cause de son implication dans le mouvement de mai 68, dont il est l'un des porte-paroles et des leaders.

De 1968 à 1984, il alterne les postes entre éducateur en crèches, libraire et journaliste pour un magazine culturel allemand qu'il cofonde. A cette époque-là, il a des idées plutôt anarchistes, avant de se diriger vers les mouvements écologistes allemands dans les années 70.

Il commence donc sa carrière politique, en 1984, en adhérant au parti écologistes allemand traduit comme « Les Verts ». Il est aussi nommé conseiller municipal aux affaires étrangères multiculturelles à la mairie de Francfort. Il devient député européen des Verts en 1994 et le reste jusqu'en 2014. Il a d'ailleurs participé à un grand succès du parti lors des élections de 2009. En parallèle, il est coprésident du groupe Vert/ALE (réunion de deux groupes politiques : le sien et l'Alliance libre européenne) au

Parlement européen de 2002 à 2014.

En dehors de sa vie politique, il anime une émission littéraire suisse-allemande et signe des chroniques dans un quotidien allemand et un hebdo français (*Le Nouvel Observateur*).

Daniel Cohn-Bendit en 2012

Il a écrit de nombreux ouvrages entre 1969 et 2018 dans lesquels il évoque notamment la période de sa vie où il s'occupait d'enfants en bas âge. On peut noter quelques allusions sexuelles qui lui vaudront, à plusieurs reprises, des accusions pédophiles. Il ne sera jamais poursuivi en justice.

En 2019, il apporte son soutien au candidat Emmanuel Macron pour la présidentielle.

MT

COLLABORATEURS

Français qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, ont fait le choix de soutenir l'Allemagne (le mot est issu d'un discours de Pétain prononcé après la rencontre avec Hitler à Montoire en octobre 1940). La collaboration a touché aussi bien le milieu politique (gouvernement de Vichy, milieux d'extrême-droite, administration) qu'économique (entreprises travaillant pour l'Allemagne) ou artistique. Les « collabos » furent au lendemain de la guerre victimes de l'épuration (légale ou sauvage)… mais la mémoire officielle gaulliste tendit à accréditer qu'il ne s'agissait que d'une infime minorité de Français.

COLLABORATION

Dans le cas français, mais au-delà de certains autres pays vaincus, la collaboration est le soutien apporté à l'occupation allemande par le régime établi à Vichy par le maréchal Pétain, par des tenants des idées d'extrême-droite proche de l'Allemagne mais aussi par des

citoyens et fonctionnaires qui favorisent l'action de l'occupant.

COLLECTIVISATION

Instaurée par Staline en 1929 pour relever économiquement l'URSS, la collectivisation des terres est une politique agricole. Elle consiste à supprimer la propriété privée et à mettre en commun les terres, usines, entreprises, etc. afin que tous les moyens de production appartiennent à l'État soviétique. Mal accueillie par les paysans, elle est imposée par la force ce qui provoque des révoltes mais aussi la désorganisation de la production agricole et de tragiques famines.

CD/MD/MF/EJ

COMMISSION EUROPÉENNE

Organe supranational principal au sein des institutions européennes et siégeant à Bruxelles. Elle n'a cependant qu'un pouvoir de proposition. Dans l'Europe à 15, la Commission européenne se compose de 20 commissaires (1 par pays sauf pour l'Allemagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Espagne qui en ont deux). Après le traité de Nice (2001), le nombre de commissaires est porté à 25 (1 par pays)… et 27 lorsque Bulgarie et Roumanie rejoindront l'Union. Le projet de constitution européenne ramenait le nombre de commissaires aux 2/3 du nombre de pays membres (donc tous les Etats n'auraient plus un représentant à la Commission). Le traité de Lisbonne ramène ce nombre à 18.

COMMUNAUTÉE FRANÇAISE

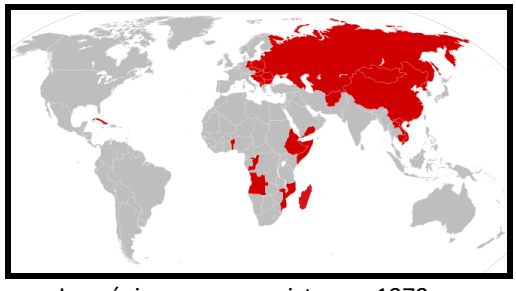
Ensemble créé en 1958 pour remplacer l'Union française. Elle lie la France et ses territoires extra-métropolitains auxquels elle reconnaît le droit de prendre leur indépendance. Elle se désagrège rapidement avec le mouvement d'indépendances du début des années 60.

COMMUNISME

Doctrine s'opposant au capitalisme et à la propriété privée au profit de la propriété collective et donc favorable à la collectivisation des moyens de production et la répartition des biens selon les besoins de chacun. Dans un régime communiste, il n'y a pas de classes sociales et le pouvoir appartient aux travailleurs, c'est-à-dire au prolétariat.

Cette doctrine apparaît chez Platon et est mise en place par certains mouvements religieux au

XVII[e] siècle pour être ensuite laïcisé par les Lumières au XVIII[e] siècle. Ce communisme est théorisé durant l'ère industrielle par Karl Marx et Friedrich Engels dans le *Manifeste du parti communiste* (1848). Le communisme a ensuite pris des formes plus autoritaires avec l'arrivée au pouvoir de Staline en URSS qui instaure sa dictature communiste dès la mort de Lénine. Le communisme prend donc ici des formes extrêmes qui se traduisent par la déportation et l'exécution d'opposants au régime, formes qui sont plus qualifiées de staliniennes que communistes.



Les régimes communistes en 1979

Dans le reste du monde, le communisme se développe surtout dans les pays d'Asie (en Chine, au Viêt-Nam, au Laos…) et dans l'Europe orientale sous domination de l'URSS après la Seconde Guerre mondiale. A la chute de l'URSS en 1991, le communisme devient une doctrine ayant moins d'influence et il ne parvint plus à s'instaurer dans un pays d'aussi grande influence que l'URSS.

CD/MD/MF/EJ

CONDOMINIUM

Terme désignant l'ordre mondial de la guerre froide qui voit Etats-Unis et URSS co-gérer le monde.

CONGÉS PAYÉS

Mesure sociale qui permet à un employé d'être payé pendant une période de vacances dont la durée est fixée par la loi. Les deux premières semaines de congés payés furent accordées sous le Front populaire. Une troisième semaine fut donnée en 1956. La quatrième fut accordée à la suite des événements de mai 68 (1969). La cinquième semaine (qui ne peut intervenir à la suite des quatre précédentes) a été octroyée en 1982 après l'élection de François Mitterrand.

CONSEIL EUROPÉEN

Institution européenne créée en 1974 qui réunit trois fois par an les chefs d'Etat et de gouvernement. Elle permet de discuter des principales affaires de la CEE et de fixer les orientations directement au

plus haut niveau (c'est-à-dire au-dessus du Conseil des ministres de l'Union). Il n'entrera officiellement dans les institutions européennes qu'avec la création de l'Union européenne.

CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

Organisation formée en 1943 pour fédérer les différents mouvements de résistance intérieure et présidée à l'origine par Jean Moulin, elle passe sous la présidence de Georges Bidault. Elle met au point un programme pour la France libérée qui prévoit notamment des nationalisations ou le vote des femmes.

CONSTITUTION

Texte qui organise le fonctionnement de la vie politique dans un pays (organes institutionnels, élections…)

CORÉE [guerre de]

Opposant le Nord au Sud, la guerre de Corée est un des conflits qui représente le mieux les tensions présentes après la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la fin du XXème siècle. Ce pays d'Asie de l'est est libéré de l'emprise japonaise, après sa capitulation en septembre 1945, et des troupes américaines et russes qui s'y trouvaient. Cependant, le Nord reste du côté communiste, rallié à l'URSS principalement, avec comme président de la république populaire démocratique Kim Min-Sung. Le Sud est quant à lui du côté capitalisme avec les États-Unis, sous le commandement du président de la république Syngman Rhee. La séparation est fixée sur le 38è parallèle.

On note dès lors que c'est un lieu propice aux tensions car en un même territoire restreint, les deux blocs se font face et partagent un pays qu'ils revendiquent chacun de leur côté.

En mars 1949, Kim Min-Sung demande à Staline l'accord pour envahir son voisin. Accord qui est dans un premier temps refusé puis accepté. C'est donc le 25 juin 1950 que la Corée du Nord lance une attaque surprise sur le sud, avec une grande aide et un grand soutien autant matériel qu'humain de la part de l'URSS. Suite à cela, le Conseil de Sécurité de l'ONU se réunit pour réclamer, en vain, un cessez-le-feu immédiat. Pour pallier cette guerre naissante, une force militaire est créée par l'ONU, rassemblant des soldats de près de 16 pays différents et les États-Unis réquisitionnent leurs troupes

stationnées au Japon pour apporter leur soutien à leur allié sud-coréen.

Sous le commandement du général américain MacArthur, une offensive visant à débarquer au port d'Inchon pour récupérer Séoul envahie (la capitale de la Corée du Sud) est lancée. Elle a donc lieu en septembre 1950. De son côté, la Chine s'inquiète de cette soudaine avancée des lignes ennemies et s'inquiètent des intentions du général à la tête des opérations, à savoir pousser le front communiste jusqu'à pénétrer en Chine. C'est pour cela qu'elle entre officiellement en guerre. Le 19 octobre, la capitale de la Corée du Nord, Pyongyang, tombe dans les mains du bloc de l'ouest. Pour répondre à ces attaques, des millions de Chinois et Nord-Coréens volontaires et militaires répliquent à leur tour.

Chasseur F86 Sabre américain au-dessus de la Corée

C'est à ce moment-là que la balle retombe dans le camp communiste puisque Séoul est de nouveau prise en début 1951, les soldats de l'ONU sont jetés dehors et sont, dans la précipitation, forcés d'abandonner leurs campements. Des 55 villes de Corée du Sud, il ne reste que Busan, Daegu et Masan libres. La guerre se poursuit ensuite, faisant près de 2 500 victimes par mois. Le général MacArthur, qui voulait utiliser l'arme atomique pour mettre fin à la guerre, est remplacé en avril 1951. La guerre s'enlise peu à peu jusqu'à ce que la mort de Staline en mars 1953 fasse évoluer la situation. Cela conduit à une volonté de cessez-le-feu. Après plusieurs tentatives de discussion, les deux Corée arrivent finalement à un accord le 27 juillet 1953 : les Etats-Unis et l'URSS reconnaissent tous deux les deux pays distinctement et indépendamment. C'est donc la fin de la guerre.

Le bilan est lourd : près d'1/10 des civils coréens ont subi les conséquences du conflit notamment avec la nouvelle forme d'anéantissement, à savoir le napalm qui est une essence gélifiée extrêmement inflammable. On compte aussi 2 millions de pertes militaires tous camps confondus.

La guerre de Corée a laissé des traces dans l'histoire, qui sont

encore aujourd'hui visibles. La frontière est désormais fixée comme au début par ce 38è parallèle. Cependant cette zone d'entre-deux est appelée la zone démilitarisée. Elle est une des régions des plus surveillées du monde. Cette guerre peut être interprétée comme étant un conflit fratricide dans lequel les deux superpuissances ont juste exprimé leur opposition à ce moment-là, au détriment des populations qui vivaient là. Aujourd'hui encore, avec le régime très strict du Nord, les citoyens sont très limités par leurs déplacements entre les deux pays.

MT

COUP DE PRAGUE

Le Coup de Prague est le nom donné à la prise de contrôle de la Tchécoslovaquie en février 1948 par le Parti Communiste tchécoslovaque avec le soutien de l'Union Soviétique ; il aboutit au remplacement de la république démocratique par un régime communiste (démocratie populaire).

Tout commence le 17 février 1948 quand le ministre de l'Intérieur promeut huit nouveaux commissaires de police, tous communistes. Cela provoque la protestation des ministres non-communistes au sein du gouvernement. Ces derniers menacent de démissionner si leurs exigences ne sont pas respectées. Leur menace échoue face à une intervention populaire organisée par les communistes.

Le 19 février, le Parti communiste appelle ses militants à se mobiliser pour le soutenir tandis que la menace de démission des ministres devient officielle en étant transmise au président Benes. Le 20 février, après trois jours de crise gouvernementale où les ministres non-communistes ont refusé de participer au Conseil des ministres, ceux-ci démissionnent. Leur plan est que le président Benes, qui dispose d'une grande autorité morale dans le pays et leur a accordé son soutien, nomme un gouvernement intérimaire en attendant des élections anticipées. De leur côté les communistes préparent une manifestation de masse en soutien de leur projet qui est de remplacer les ministres démissionnaires par des communistes et des sociaux-démocrates. Ce projet est finalement accepté par le président Benes qui a été affaibli par une attaque cérébrale. Benes accepte donc la démission des ministres non communistes le 25 février 1948.

Le nouveau gouvernement que mène Gottwald ne comprend que des communistes et des

sociaux-démocrates. Après avoir éliminé du Parlement les opposants, celui-ci approuve à l'unanimité la constitution de ce nouveau gouvernement. Le 7 juin 1948, Benes démissionne (il meurt le mois suivant). Le Parti communiste et le Parti social-démocrate fusionnent tandis que les partis de droite sont réunis de force au sein d'un front national dominé par les communistes. La démocratie se trouve donc abolie et les communistes imposent leur dictature.

SC

COURSE A L'ESPACE

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, Américains et Soviétiques cherchèrent à « mettre la main » sur les savants allemands qui avaient organisé le programme des armes nouvelles (fusées V1 et V2). La course à l'espace est donc d'abord une course au développement de missiles pouvant frapper à des distances de plus en plus importantes. En 1957, la mise en orbite par les Soviétiques de Spoutnik affole les Américains (le sénateur, et futur président, Lyndon Johnson affirme refuser de « s'endormir sous une Lune communiste »). L'espace devient dès lors un enjeu important car on imagine que depuis l'espace on pourrait larguer des missiles atomiques. Les Soviétiques conservent leur avance en étant les premiers à mettre un homme dans l'espace (Youri Gagarine en 1961) puis un homme en orbite. Afin de frapper les imaginations, le président Kennedy annonce que les Américains mettront un homme sur la Lune avant la fin des années 60. Le contrat est rempli lorsqu'en juillet 1969 Neil Armstrong et Edwin Aldrin foulent le sol lunaire (les Soviétiques ayant, semble-t-il, renoncé à mener le même genre de mission jugée sans intérêt). Très rapidement, les Américains mettent fin au programme Apollo trop coûteux. Plus que la présence humaine dans l'espace, l'intérêt se porte sur le développement de satellites de communication et surtout d'observation (en particulier militaires). Une mission commune américano-soviétique au milieu des années 70 symbolise la période de la Détente sans que la lutte pour le contrôle de l'espace ne cesse vraiment. Les Américains, renonçant aux voyages vers la Lune et aux puissantes fusées Saturne V, mettent au point les Navettes spatiales qu'on suppose moins coûteuses (car réutilisables) mais qui se révèlent difficiles à rendre fiables. De leur côté, les Soviétiques

produisent à grands frais Bourane, un clone de la Navette qu'ils doivent abandonner faute de moyens. La fin de la Guerre froide transforme la course à l'espace. Si les Américains et les Russes continuent à placer hommes et satellites en orbite, des concurrents sont apparus dans le domaine spatial (Europe, Chine, Inde…).

CPI

Cour Pénale Internationale. Elle est créée par l'ONU en 1998 pour juger les auteurs de génocides, de crimes de guerre ou contre l'humanité. Elle siège à La Haye. Son action se trouve cependant limitée car des Etats importants (Etats-Unis, Chine, Inde, Israël…) ont refusé d'en reconnaître l'existence.

CRESSON (Edith)

Edith Cresson est une femme politique née à Boulogne-Billancourt le 27 janvier 1934 et encore en vie aujourd'hui. Elle est connue pour avoir occupé différents ministères sous le gouvernement de Mitterrand mais aussi pour avoir été la première et seule femme à exercer le rôle de Première ministre en France.

Durant son enfance elle baigne dans un environnement politique, son père étant très lié à ce milieu. Elle étudie à HEC-Jeunes filles et y finit diplômée. Elle se marie par la suite avec Jacques Cresson homme d'affaires qui a occupé des rôles importants chez Peugeot.

Elle entre au parti socialiste en 1975 après avoir soutenu Mitterrand lors de la sa campagne de 1965. Elle est élue maire d'une petite commune du département de Vienne en 1977 puis entre au Parlement européen en 1979. Elle est désignée comme ministre de l'agriculture sous Mitterrand en 1981, Ministre du commerce extérieur et du tourisme en 1983, ministre du Redéploiement industriel et du Commerce extérieur de 1984 à 1986 puis elle est élue députée de 1986 à 1988. Après la réélection du président on lui attribue le rôle de ministre des affaires européenne. En 1989 lors de la présidence française du conseil de la communauté européenne qui transmet à la France un pouvoir majeur au sein de l'Europe elle est chargée de l'organisation de ce pouvoir. Suite à cela elle est nommée Première ministre de 1991 mais y a peu d'impact au sein du gouvernent qu'elle quitte en 1992. Suite à son expérience au sein du pouvoir exécutif elle est élue

commissaire européenne de 1994 à 1999.

Tout au long de sa carrière politique elle a défendu les valeurs socialistes au sein de la France, de l'Europe et à l'international, bien qu'ayant souvent été discréditée pour sa situation de femme politique en une période où cela restait mal considéré.

JB

CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

Type de crime défini juridiquement lors du procès de Nuremberg. Regroupe tous les actes inhumains commis contre des populations civiles pour des motifs politiques, religieux ou raciaux. Ces crimes ne sont pas prescriptibles.

CRISE

Période de difficultés. Elle peut être politique, économique (lorsque celle-ci se ralentit), diplomatique (tensions entre Etats), sanitaire (comme dans l'actuelle période de pandémie)…

CRISE DE BUDAPEST

Crise interne au bloc soviétique provoquée par la volonté du gouvernement hongrois d'Imre Nagy de quitter le camp communiste (mise en place du multipartisme et dénonciation du pacte de Varsovie). Le 4 novembre 1956, l'armée soviétique intervient pour réprimer le soulèvement hongrois (2500 à 3000 morts). Les Etats-Unis qui avaient encouragé le mouvement hongrois n'interviennent pas, reconnaissant de fait le droit de l'URSS à gérer comme elle l'entend son camp.

CRISE DES ANNÉES 30

Les années 1930 sont marquées par une crise économique débutant aux États-Unis avant de se répandre, par la suite, dans le monde entier. Elle touche principalement les pays industrialisés et affecte en profondeur les sociétés et les Etats.

Dès 1928, les Etats-Unis montrent des signes de faiblesse tels qu'un endettement, une stagnation de la consommation (d'où le nom de crise de surproduction) ainsi qu'une spéculation (c'est-à-dire un achat de valeurs et de marchandises dans le but d'obtenir plus tard un gain d'argent lors de leur revente à un prix plus élevé). Vers la fin d'octobre 1929, la bourse new yorkaise est touchée par une crise financière qui met à mal l'économie et la stabilité de la puissance. Tentant de contrer cette chute de la bourse, les Etats-Unis retirent leurs capitaux, mettent en place une politique de protectionnisme ce qui entraîne un effondrement monétaire mondial. Les conséquences de cette crise divergent selon les pays (dévaluation des monnaies dont la sterling, la valeur des matières premières qui diminue fortement). De manière générale, la crise des années 30 déstabilise les sociétés et les régimes politiques.

JB / EG / JS / MT

CRISE DES ANNÉES 70

Pendant les Trente Glorieuses les pays industrialisés connaissent une croissance économique rapide et régulière ; cependant dès 1971, la dévaluation du dollar fragilise l'économie mondiale. C'est en 1973 que les pays membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) décident d'augmenter les prix du pétrole en réponse au soutien des pays occidentaux à Israël lors de la guerre du Kippour. En quelques mois le prix du baril de pétrole quadruple : c'est le premier choc pétrolier qui sera suivi en 1979 d'un second au moment de la révolution islamique en Iran.

Par conséquent, les économies occidentales entrent en dépression du fait que les deux chocs pétroliers touchent durement les pays développés qui sont très dépendants du pétrole : ils entraînent une forte inflation, une réduction de l'activité des entreprises, une hausse du chômage et une baisse de la consommation. Ainsi à partir des années 80, les économies occidentales entrent dans une longue période de dépression mettant brutalement fin à la croissance économique des Trente Glorieuses.

Pour lutter contre la crise certains pays occidentaux comme la France optent pour une politique de relance visant à soutenir la consommation pour relancer l'activité économique. Toutefois, cette politique s'avère coûteuse et favorise l'inflation. De surcroît, d'autres pays comme le Royaume-

Uni choisissent une politique libérale qui est fondée sur la dérégulation, celle-ci a pour conséquence le creusement des inégalités sociales mais entraîne l'augmentation du chômage.

In fine nous allons avoir un nouvel ordre économique et financier mondial avec une recherche d'un nouveau système monétaire international, une nouvelle hiérarchie des puissances économiques avec les États Unis restant au 1er rang mais les économies d'Asie orientale connaissent une forte croissance.

ST

CRISE DES FUSÉES DE CUBA

=> FUSEES DE CUBA [crise de]

CRITÈRES DE CONVERGENCE

Critères financiers (état de la dette publique, de l'inflation, du déficit budgétaire et des taux d'intérêt à long terme) qu'un Etat doit remplir pour pouvoir entrer dans la zone euro.

CUBA [crise des fusées de]

=> FUSEES DE CUBA [crise de]

CULTE DE LA PERSONNALITÉ

Le culte de la personnalité est le fait d'élever une personne au rang de divinité, de l'aduler excessivement. C'est entretenu par la propagande (cinéma, affiches, journaux, radio), les discours et rassemblements fréquents.

MB / AC / LR / ST

CULTURE

Ensemble des caractéristiques (croyances, idées, biens matériels, langues…) d'une société à une époque donnée de son histoire. Ce concept intègre aussi bien les modes de vie, les formes artistiques, les traditions, les croyances, les valeurs.

D

DAC (Pierre)

André Isaac (1893-1975), plus connu sous le nom de Pierre Dac, est un humoriste, comédien et animateur de radios français. Il décide de rejoindre Londres pour aider à la résistance en novembre 1941. En essayant de rejoindre Londres, il va être plusieurs fois arrêté et incarcéré dans différentes prisons. Il va parvenir à arriver à Londres le 12 octobre 1943 en étant échangé par contre des sacs de blé et des fûts d'essence, et ainsi rejoindre l'équipe de « Les Français parlent aux Français », une émission quotidienne radiophonique diffusée sur la BBC. C'est comme ça qu'il va parodier des chansons à la mode pour se moquer et rabaisser le régime de Vichy, les collabos et le régime nazi. Il est devenu une figure importante de la France Libre. Après la Seconde Guerre mondiale, il est un des plus grands comiques français et écrit, notamment avec Francis Blanche, les plus célèbres des feuilletons radiophoniques des années 50 comme *Signé Furax*.

MB / AC / LR / ST

DAESH

L'Etat islamique, aussi appelé Daesh, est une organisation terroriste, militaire et politique. Il est créé en 2006 lorsque Al Qaida forme un conseil d'alliance de plusieurs mouvements islamistes en Irak et proclame l'Etat islamique d'Irak, lequel se voit comme le gouvernement légitime d'Irak. Ses zones d'opérations s'étendent sur 53 pays répartis dans le monde entier et pour exprimer leurs revendications, ils usent des armes, organisent des attentats suicides et des prises d'otages. Daesh formerait des enfants d'à peine 6 ans en les endoctrinant et en leur apprenant le maniement des armes. En seulement 4 mois (de décembre 2014 à mars 2015), plus de 400 enfants auraient été recrutés par Daesh. En France, on compte au moins 11 attentats et attaques entre 2015 et 2018 dont l'attentat de Charlie Hebdo en Janvier 2015.

En octobre 2019, Abou Bakr al-Baghdadi (aussi surnommé "Calif", ennemi public n°1), est assassiné lors d'une opération américaine dans l'ouest de la Syrie. La même année, après plusieurs mois de combats, les forces militaires ont réussi à s'emparer des dernières positions jihadistes à l'est

de la Syrie, le président Emmanuel Macron exprime qu'un "danger majeur pour la France est éliminé". Cependant, en 2021, les ambitions de ce groupe sont intactes, même s'il a perdu du territoire, Daesh reste l'organisation la plus brutale de l'histoire moderne, toujours active et dangereuse.

JS

DALADIER (Edouard)

Édouard Daladier est un professeur agrégé d'histoire et un homme politique du XX^{e} siècle. Il est né le 18 juin 1884 et il est mort le 10 octobre 1970.

Edouard Daladier à la conférence de Munich (1938)

Édouard Daladier fait partie du Parti radical, dont il est le président en 1927. C'est un homme d'État important de la Troisième République pendant l'entre-deux-guerres. Il est plusieurs fois ministre entre 1925 et 1940 dont ministre de la Défense nationale et de la Guerre de 1933 à 1934 et de 1936 et 1940. Édouard Daladier a aussi été président du Conseil de 1938 à 1940, moment où il rompt avec la politique du Front populaire. Ainsi il signe, sans illusion sur la suite, les accords de Munich en 1938 qui semblent éloigner le risque de guerre.

Durant l'Occupation, pendant la Seconde Guerre mondiale il est emprisonné en France puis en Allemagne. Édouard Daladier est libéré le 5 mai 1945 par les Américains. Il est maire de Carpentras de 1912 à 1917 et d'Avignon de 1953 à 1958. Il est aussi député du Vaucluse de 1919 à 1945 puis de 1946 à 1958.

MF

DARNAND (Joseph)

Joseph Darnand est né le 19 mars 1897 à Coligny et mort le 10 octobre 1945 à 48 ans à Fontenay-aux-Roses. C'est un homme politique et militaire français. Il s'est fait connaître lors de la Première Guerre mondiale grâce à ses exploits. En effet il a lors d'une bataille ramené 23 prisonniers et des plans d'une offensive allemande.

Vers la fin des années 20, il se tourne vers l'extrême droite. Il devient ensuite grande figure de la collaboration en rejoignant la Milice en janvier 1943 en tant que secrétaire d'État. Ses principales actions ont été une forte répression des résistants français et la création de tribunaux d'exceptions. C'était donc un fervent collaborateur des Allemands et il a été arrêté pour cela par les Alliés en Italie en 1945 et fusillé peu après.

ER

DATAR

La délégation inter-ministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale, plus connue sous le nom de DATAR, est une ancienne administration française de 1963 à 2014, qui s'occupait de préparer les orientations et de mettre en œuvre la politique nationale d'aménage-ment et de développement du territoire.

A partir des années 1940, l'idée d'un aménagement du territoire se développe en France qui consiste à rééquilibrer le poids de Paris, cela va devenir la référence de la décentralisation. La DATAR, à son origine, est chargée de rééquilibrer le territoire face aux défis qu'imposent les mutations socio-économiques de l'après-guerre. Cela nécessite que la population et les richesses économiques soient mieux réparties. Dans les années 1970 et 1980, la crise économique provoquée par le double choc pétrolier amène la DATAR à œuvrer pour la reconversion des sites industriels tels que les bassins miniers et sidérurgiques du Nord-Pas- de- Calais et de Lorraine.

Le Premier Ministre a une action importante dans l'aménagement du territoire depuis la création du Comité interministériel d'aménagement du territoire créé en 1960. En 2005, la DATAR a été remplacée par la Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT). Cela traduit la volonté du gouvernement de promouvoir l'attractivité et la compétitivité du territoire national tout en poursuivant une politique de solidarité envers les zones fragiles.

IDS

DAYTON [accords de]

Accords signés le 21 novembre 1995 aux Etats-Unis, puis confirmés à la conférence de Paris, qui mettent fin à la guerre civile dans l'ex-Yougoslavie. Les signataires (Bosnie, Croatie et

Serbie) s'engagent sur différents points (dont la réunification de Sarajevo et le maintien d'un cessez-le-feu). La Bosnie se trouve dans les faits divisés en deux entités : une fédération croato-musulmane et un secteur serbe. Les accords prévoient le développement d'une force internationale de paix, l'IFOR.

DE GAULLE (Charles)

Charles de Gaulle (1890-1970) était militaire de carrière et le fondateur de la France Libre. Fait prisonnier plusieurs fois durant la Première Guerre mondiale, il eut la volonté d'adopter une stratégie offensive en cas de conflit. Il s'est retrouvé à la tête de la 4ème division de chars blindés en mai 1940. Il fut par la suite nommé général et entra au gouvernement début juin 1940.

De Gaulle au micro de la BBC en 1940

Lorsque Pétain demanda à signer l'armistice avec l'Allemagne, de Gaulle prit la décision de quitter la France afin d'agir depuis l'extérieur, depuis Londres. L'événement le plus marquant lui étant associé est justement son appel à continuer le combat le 18 juin 1940 à la BBC. Il forma à la suite de cela son propre gouvernement : le Comité national français, gouvernement en fait de la France Libre. C'est ainsi qu'il réussit à se faire reconnaître comme chef de la Résistance, intérieure comme extérieure. Le général de Gaulle, après la libération de Paris en 1944, rétablit la République en France.

En janvier 1946, le général de Gaulle quitte la tête du gouvernement provisoire pour s'opposer aux projets de nouvelle constitution qui ne lui conviennent pas. Il est persuadé que l'échec de la nouvelle constitution permettra son retour rapide au pouvoir. Pourtant, la Quatrième République finit par naître. De Gaulle choisit alors de créer en 1947 un mouvement, le RPF (Rassemblement Pour la France), qui présente des candidats aux élections mais refuse de participer au pouvoir. Après de grands succès électoraux initiaux, le RPF s'affaiblit. En 1953, De Gaulle y met fin et il quitte le monde politique pour se retirer dans sa maison de Colombey-les-Deux-Églises. C'est le début de ce qu'on appellera la « traversée du désert ».

De Gaulle revient au pouvoir suite à la crise de mai 1958 provoquée par la guerre en Algérie. Le 1er juin, il devient président du Conseil avec six mois pour réformer les institutions et fonder une nouvelle République. Les institutions font de la France un régime présidentiel. Après avoir vu 80 % des Français approuver la constitution le 28 septembre, de Gaulle est élu président par un collège de 80 000 grands électeurs en décembre. C'est le début d'une période de grands changements : fin de l'empire colonial ; création du nouveau franc, modernisation économique. De Gaulle gouverne avec autorité, s'impose par une présence permanente à la radio et à la télévision. Il est réélu en décembre 1965.

De Gaulle en 1961

C'est au cours de ce second mandat que survient la crise de mai 68. Une crise que n'attendait pas de Gaulle. Il choisit d'abord de réprimer les manifestations des étudiants avec fermeté puis semble absent et laisse Pompidou mener une politique d'apaisement. La disparition soudaine de De Gaulle à la fin du mois et son retour énergique mettent fin à la crise politique. Pourtant, en 1969, après l'échec d'un référendum en avril 1969 sur la régionalisation et la réforme du Sénat, le général de Gaulle démissionne. Il se retire à Colombey où il meurt le 9 novembre 1970.

MB / AC / LR / ST / KRF

DE KLERK (Frederik)

Frederik Willem de Klerk est né le 18 mars 1936 à Johannesburg en Afrique du Sud. Ses ancêtres ayant subi la domination des Britanniques, il était sensible à l'histoire des Afrikaners et à leurs luttes. Durant ses études Frederik de Klerk a adhéré au Parti national et est devenu membre du *Broederbond* (organisation fraternelle secrète dédiée à la promotion des intérêts de la communauté afrikaner). Cette période lui a également permis d'être diplômé en droit en 1958. Ce

sont ses aspirations politiques qui l'ont amené à ne pas être seulement un avocat mais également un homme d'État.

Le début de l'ascension politique de Frederik de Klerk a été marqué par la fonction de député qu'il a obtenu à la suite d'élections partielles à Vereeniging en 1972. De 1978 à 1989, c'est à dire durant les gouvernements de Pierre Botha, il a été en charge de plusieurs ministères. Alors qu'il était chef du parti national du Transvaal, il a cherché à prendre la même fonction au niveau national et y est parvenu le 2 février 1989. Il a ainsi succédé à Pierre Botha, de dernier se maintenant à la tête du pays sous le titre de Président de l'État jusqu'au 14 août 1989. Frederik de Klerk a ensuite pris sa succession jusqu'en mai 1994.

Frederik de Klerk en 1990

Le Président Klerk, en tant que représentant du pays, a mené des réformes qui ont mis fin à l'apartheid en 1992. Ses négociations avec le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela ont abouti au premier gouvernement multiracial d'Afrique de Sud.

Après avoir annoncé la légalisation de l'ANC et la libération de son chef historique, Nelson Mandela, Frédérik de Klerk reçoit le prix Nobel de la paix en 1993, conjointement attribué à Nelson Mandela, pour avoir mis fin à l'apartheid.

En avril 1994, un nouveau parlement a élu Nelson Mandela Président de la République. Frédérik

de Klerk a donc été le dernier président blanc d'Afrique du Sud. Sa carrière politique terminée, il a créé en 2000, la Fondation F.W de Klerk qui a pour objectif de promouvoir la paix dans les États multicommunautaires, que ce soit en Afrique du Sud ou dans le reste du monde.

MB

DEBARQUEMENT EN NORMANDIE

Statue commémorant le Débarquement à Ouistreham

Le débarquement en Normandie a été mené par les Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale, le 6 juin 1944. Ce débarquement inclut toutes les opérations aéroportées américaines et britanniques pendant la nuit du 5 au 6 juin ainsi que les bombardements préparatoires aériens visant à couper les voies de communications allemandes afin de ralentir une quelconque réplique de la part des forces de l'Axe. Les débarquements sur les plages d'Utah, d'Omaha, de Gold, de Juno et de Sword marquent le début de l'opération Overlord, avec comme principales nations représentées les Etats-Unis, le Royaume Uni, le Canada et d'autres pays contributeurs tels que la France Libre avec, mené par le commandant Kieffer, le 1er Bataillon de fusiliers marins commandos.

Le débarquement, meurtrier du côté des Alliés tout comme du côté des Allemands, avec des pertes humaines s'élevant respectivement à 10 683 hommes et 6500 Allemands, les civils représentant 20 000 tués, a permis de créer une tête de pont alliée en Normandie ; sa proximité avec le Royaume Uni en faisait en effet un endroit parfait pour débarquer du matériel militaire et des hommes en France. C'est en effet suite à ce débarquement que les troupes alliées ont pu se déplacer et se sont battues au front contre les Allemands afin de libérer les villes occupées tout en réduisant à néant le nazisme.

MB

DEBARQUEMENT EN PROVENCE

Opération militaire de la Seconde Guerre mondiale (15 août 1944) connue également sous le nom d'*Anvil Dragoon*. Les troupes alliées débarquent entre Toulon et Cannes pour pouvoir remonter par la vallée du Rhône, libérer le sud de la France.

DEBRÉ (Michel)

Homme politique français (1912-1996). Attaché de cabinet de Paul Reynaud (1938), il se rallie au gaullisme durant la Seconde Guerre mondiale. A la Libération, il fonde l'ENA. Garde des sceaux dans le gouvernement du général de Gaulle (1958), il est un des principaux auteurs de la constitution de la Vè République. Il devient premier ministre en 1959 mais se trouve marginalisé dans beaucoup de domaines par l'action de de Gaulle (notamment dans le dossier algérien). En 1962, il quitte son poste. Il sera encore ministre des Affaires étrangères (1968-69), puis des Armées (1969-73) avant d'être un candidat malheureux à l'élection présidentielle de 1981.

DÉCENTRALISATION

La décentralisation territoriale est un processus d'aménagement de l'organisation de l'État qui consiste à transférer des pouvoirs décisionnaires et compétences administratives de l'État vers des collectivités locales distinctes de lui. En France, la décentralisation s'est faite selon trois actes, appelés Actes de la décentralisation.

Le premier a débuté en 1981, alors que la politique de décentralisation s'engage en France. Les premières lois de décentralisation sont votées peu après que Mitterrand ait été élu Président de la République, et sont créées par Gaston Defferre, alors Ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Ces lois entrent en vigueur le 2 mars 1982 et suivent trois principes fondamentaux : l'absence de tutelle d'une collectivité sur une autre, le maintien des différentes structures d'administration locale existante et la compensation financière des transferts de compétences. Les lois du 7 janvier 1983 et du 22 juillet 1983 quant à elles répartissent les compétences entre l'État et les collectivités territoriales et instaurent le transfert des ressources.

L'acte II de la décentralisation a été instauré par le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin entre 2002 et 2004. Le vote de la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 peut être considéré comme la mesure la plus importante de cet acte. Cette loi instaure notamment le principe d'autonomie financière des collectivités, la mention des termes « région » et « décentralisation » dans la Constitution, trois nouvelles compétences attribuées aux régions entre 2004 et 2005, un référendum décisionnel local et un droit à la pétition.

L'acte III de la décentralisation quant à lui a été promis pour (au plus tard 2013) par François Hollande lors de sa campagne présidentielle. Or les lois de décentralisation prévues pour 2012 ont dû être repoussées à cause de négociations qui s'attardaient. Finalement transmises au Conseil d'État début mars 2013, elles ont été divisées en trois sous-projets concernant respectivement les métropoles, les régions et les solidarités territoriales. La loi notable que nous pouvons retenir pour cet acte serait plutôt la loi du 7 août 2015, aussi appelée la loi NOTRe, qui avait pour but de renforcer les compétences des régions.

Cependant, malgré le grand chemin parcouru pour la décentralisation territoriale en France, beaucoup jugent les résultats des réformes décevants. On peut donc prévoir un Acte IV de la décentralisation à venir.

MD

DÉCLARATION SCHUMAN

Discours prononcé par Robert Schuman le 9 mai 1950 au Quai d'Orsay (dans le Salon de l'Horloge… d'où le nom parfois donné de Déclaration du Salon de l'Horloge). Préparé par Jean Monnet, le plan Schuman prévoit la mise en commun par la France et la RFA de leurs productions de charbon et d'acier ; ce plan donnera naissance à la CECA.

DÉCOLONISATION

En 1945, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les puissances coloniales européennes sont affaiblies. C'est pourquoi les

peuples colonisés en profitent pour réclamer leur indépendance, d'autant plus que les deux superpuissances, l'URSS et les États-Unis sont en faveur de la décolonisation. Ils obtiennent également le soutien de l'ONU car la Charte des Nations Unies garantit le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La décolonisation va d'abord commencer en Asie dès 1945 puis va se poursuivre en Afrique dès les années 1950. Les accès à l'indépendance peuvent se faire de manière pacifique mais aussi déclencher des conflits. L'indépendance de l'Empire des Indes fut accordée le 15 août 1947 de manière pacifique grâce au mode d'action de Gandhi : la révolution pacifique. Toutefois, la séparation de cet empire en deux pays (Inde et Pakistan) créa des violences entre hindous et musulmans car la création de ces deux pays avaient pour but de séparer ces deux communautés. Malheureusement, les hindous qui habitaient sur des territoires musulmans et les musulmans qui habitaient sur des territoires hindous subirent des persécutions.

D'autres indépendances se font sans guerre : le Royaume-Uni accorde l'indépendance à la Malaisie et au Ghana en 1957, la France l'accorde à la Tunisie et au Maroc en 1956, en 1958 à la Guinée et à 13 pays d'Afrique subsaharienne en 1960.

Cependant les pays européens peuvent refuser de donner l'indépendance à leurs colonies car celles-ci possèdent des ressources que les métropoles ne possèdent pas et sont également des moyens de montrer la puissance d'un pays. C'est pourquoi des conflits finissent par éclater : ce sont les guerres d'indépendance. Une guerre se déroule en Indonésie de 1945 à 1949 car les Pays-Bas refusent de leur donner leur autonomie. En refusant l'indépendance de l'Indochine et de l'Algérie, la France crée deux guerres de décolonisation qui ont duré respectivement de 1946 à 1954 et de 1954 à 1962. La guerre d'Indochine fut menée par Hô Chi Minh et les indépendantistes furent soutenus par la Chine alors que la France fut soutenue par les Etats-Unis. La situation de la guerre d'Algérie fut tendue, ce qui amena à un retour de De Gaulle car il était vu comme l'homme qui arriverait à régler la situation. Toutefois, ces deux guerres tournent au désavantage de la France. Le 21 juillet 1954 sont signés les accords de Genève, signifiant l'indépendance du Vietnam, du Laos

et du Cambodge et le 18 mars 1952 sont signés les accords d'Evian, laissant le choix à l'Algérie. Ils choisirent bien évidemment l'indépendance.

Les nouveaux pays se retrouvent dans une situation difficile car, même disposant de richesses naturelles, ils sont majoritairement pauvres. Ils décident de ne pas s'aligner sur les deux blocs déjà existants (menés par l'URSS et les Etats-Unis) mais plutôt de créer un troisième bloc appelé le Tiers-monde, en référence au Tiers-Etat. Cette volonté s'est vue lors de la conférence de Bandoeng en avril 1955 où les pays présents étaient uniquement des nouveaux pays.

Après une première phase de décolonisation en Asie (de 1945 au milieu des années 50 à peu près), puis une seconde en Afrique (du milieu des années 50 au milieu des années 70 où le Portugal abandonne ses colonies africaines), il est une troisième phase plus tardive et généralement moins évoquée qui est celle de l'indépendance d'îles et d'archipels du Pacifique : en 1978, les îles Salomon deviennent indépendantes du royaume britannique tout en gardant la reine Elisabeth II comme souveraine ; en 1979, les îles Gilbert prennent le nom de Kiribati en se libérant du Royaume-Uni ; en 1980, les Nouvelles-Hébrides obtiennent leur indépendance et deviennent le Vanuatu etc…

On peut cependant considérer que la décolonisation n'est pas tout à fait terminée puisqu'il y a encore des territoires dans le monde qui souhaitent se libérer de la domination d'une puissance européenne (Groenland ; Nouvelle-Calédonie).

TP

DELORS (Jacques)

Jacques Delors est un homme d'Etat français, né le 20 Juillet 1925. Après des études de droit, il exerce différentes fonctions dans le secteur bancaire avant de devenir syndicaliste puis d'entrer au cabinet du premier ministre Jacques Chaban-Delmas (1969). Ayant rejoint les rangs socialistes, il est ministre de l'Economie, de Finances et du Budget de 1981 à 1984 (sous François Mitterrand).

Il devient ensuite un acteur majeur de la construction européenne en étant pendant dix ans (1985-1885) à la tête de la Commission européenne. Avec la présentation du Livre Blanc contenant 310 actions nécessaires à la fin du marché intérieur, Jacques Delors est engagé dans la création de l'Acte unique européen en 1986.

Jacques Delors en 1988

Jacques Delors est aussi reconnu pour avoir proposé le "Plan Delors" en Avril 1989, qui redéfinit l'Union Economique et Monétaire (UEM) selon trois clauses :

- la convertibilité des monnaies
- la libération des mouvements de capitaux
- la détermination de parités fixes entre les monnaies européennes

Ce processus contient trois étapes :

1. Un marché unique, grâce à la coordination des politiques économiques et l'approbation de toutes les monnaies au mécanisme de change du Système Monétaire européen.
2. Mettre en place un système de banques centrales européennes
3. Assurer le passage à des parités fixes et, si possible, à une monnaie unique.

Jacques Delors réussit à obtenir l'accord des Etats membres dont les intérêts étaient fortement contradictoires. Il est aussi à l'initiative de la charte sociale européenne et des programmes Erasmus.

A la fin de son mandat en 1995, Jacques Delors laisse derrière lui une Europe rénovée et élargie à 15 Etats (en 1986, l'Europe comptait 12 Etats). Il renonce cependant à se présenter à l'élection présidentielle de 1995 où il apparaissait pourtant comme le meilleur candidat de la gauche.

Toujours présent sur la scène économique par l'influence de sa personnalité, il est le fondateur en 1996 de l'institut de recherches "Institut Jacques Delors" qui traite des questions politiques, économiques et sociétales. Il aura reçu pas moins de 7 prix et distinctions et la médaille de la Paix de la ville de Nimègue en 2010.

JS

DÉMOCRATE [parti]

Parti politique américain (dont le symbole est l'âne). Ses membres ont des idées souvent plus progressistes que celles du parti

républicain (même si bon nombre d'élus du Sud ségrégationniste étaient démocrates). Depuis la Seconde Guerre mondiale, il a donné comme présidents aux Etats-Unis : Harry Truman, John Kennedy, Jimmy Carter, Bill Clinton, Barack Obama, Joe Biden.

DÉMOCRATIE

Régime politique dans lequel le pouvoir vient du peuple.

DÉMOCRATIE D'OPINION

Evolution de la démocratie vers une forme dans laquelle les citoyens agissent sur l'Etat à travers différents moyens de pression (manifestations, lobbies, sondages…) ce qui limite les possibilités de réformes impopulaires

DÉMOCRATIE SOCIALE

Il s'agit d'un système démocratique qui prend en compte les intérêts de l'ensemble des citoyens. Cela prend forme, dans la France des années 30, par la rencontre des groupements issus de la société et le pouvoir politique dans le but de discuter d'objectifs propres à chacun. Par exemple, lorsque Léon Blum rassemble les représentants du patronat et les syndicats lors des Accords Matignon, de nombreuses mesures sociales sont prises et ce lors d'une discussion entre les différents partis du débat. Cela permet à la France d'évoluer vers une démocratie sociale.

Ainsi, une démocratie sociale signifie un système démocratique qui repose sur des élections, sur la souveraineté du peuple mais aussi sur la protection des populations par un Etat providence. Elle voit le plus souvent le jour lorsque des partis de gauche sont au pouvoir.

AB / SB / AD / AR

DÉPÊCHE DU MIDI [la]

La Dépêche du Midi est un quotidien régional qui a été fondé le 2 octobre 1870 sous le nom de *Dépêche de Toulouse*. L'idée principale était alors de publier des articles sur la guerre en cours contre la Prusse pour donner des nouvelles du front aux femmes de soldats. Au tournant du siècle, le journal a été le porte-voix de Jean Jaurès ce qui a permis de donner à *La Dépêche* une grande importance. Jaurès y écrit jusqu'à son assassinat en 1914. Dans chacun de ses articles il met en avant son idée de la République. Il mène un vrai combat pour les classes ouvrières, ses articles dans le

journal renforcent l'idée républicaine et socialiste prônée par *la Dépêche*. La politique radicale de ses origines place *La Dépêche de Toulouse* comme un journal de sensibilité radicale de gauche. Des hommes comme Clemenceau, Einstein, Herriot ou encore Heinrich Mann ont aussi ont exprimé leurs opinions et leurs idées dans ce journal.

Pendant l'Occupation en France le journal est dirigé par des collaborateurs favorables au régime de Vichy et à l'Allemagne. En 1947, *la Dépêche* put renaître dans son orientation radicale mais au prix d'un changement de nom ; c'est là qu'elle devient *la Dépêche du Midi*. Le journal appartient au Groupe *La Dépêche du Midi*. Le directeur général est Jean-Nicolas Baylet. Le PDG est Jean-Michel Baylet qui est aussi ancien président du Parti radical de gauche et ministre du gouvernement Valls entre le 11 février 2016 et mai 2017.

La Dépêche est un quotidien qui est aujourd'hui diffusé en région Occitanie dans neufs de ces départements (Ariège, Aude, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne), mais aussi en Lot-et-Garonne et en Nouvelle-Aquitaine. La diffusion de ce journal est de 127 466 exemplaires en 2019, chiffre en baisse à cause des applications mobiles. Les lecteurs sont moins attachés aux supports papiers et privilégient l'utilisation des applications mobiles. Le prix d'un numéro papier s'élève à 1,20 €.

Une version électronique du journal est créée en 2012. C'est la première fois en France qu'un journal régional ouvre une application payante sur internet. Le site Dépêche Premium est arrêté en avril 2016.

RS

DÉRÈGLEMENTATION

Politique visant à supprimer toute forme de réglementation dans le but d'une libéralisation de l'économie.

DÉSTALINISATION

Politique mise en place par Nikita Khrouchtchev au milieu des années 50 et théorisée lors du XXè Congrès du parti dans un rapport secret. Elle vise à rompre avec la

politique brutale de Staline (violence, choix de la priorité à l'industrie lourde, culte de la personnalité, tension permanente avec l'Ouest). Dans les faits, la politique (priorité à l'agriculture, coexistence pacifique, petite libéralisation au sein du parti…) ne produit pas les effets escomptés ce qui amènera à la mise à l'écart de Khrouchtchev en 1964.

DÉTENTE

Nom donné à la période de la guerre froide qui va de la fin de la crise de Cuba à la seconde moitié des années 70. Cette période est marquée par une transformation des relations Est-Ouest : négociations sur le désarmement (SALT), « cogestion » du monde par les deux superpuissances (reconnaissance des aires d'influence… comme à travers les accords d'Helsinki en 1975). La Détente a pour conséquence une certaine fissuration au sein des deux blocs (politique de de Gaulle en France, de Willy Brandt en Allemagne ; rupture entre URSS et Chine…). Elle prend fin avec la prise de conscience par les Etats-Unis des progrès de l'URSS (notamment en Afrique) et suite à l'intervention soviétique en Afghanistan (1979).

DEUXIEME DB

La Deuxième Division Blindée (dite deuxième DB) est une unité de la 1ère armée française de l'arme blindée et cavalerie créée pendant la Seconde Guerre mondiale par le général Leclerc (qui s'appelle en réalité Philippe de Hauteclocque). Ce militaire, nommé chef d'escadron par le général de Gaulle, est tout d'abord chargé de rallier les colonies françaises à la France libre en Afrique, tâche qu'il accomplira avec le Gabon et le Cameroun en se faisant passer pour un colonel (il sera élevé au grade de colonel plus tard lorsque De Gaulle l'apprendra). Ainsi, c'est avec de l'équipement dépassé et peu d'hommes que Leclerc attaque et met en déroute les Italiens en Libye en 1941 (leur faisant croire qu'il avait une immense armée) et prenant la place forte de Koufra. C'est ici que lui et ses hommes prêtent le célèbre serment de Koufra le 2 mars 1941 : "Jurez de ne déposer les armes que lorsque nos couleurs, nos belles couleurs, flotteront sur la cathédrale de Strasbourg.".

Nommé général, Leclerc s'élance à la conquête de la région du Fezzan en Libye et réussit à gagner Tripoli en décembre 1942, permettant la jonction entre la colonne Leclerc et d'autres unités de

la France libre accompagnées des Britanniques. C'est seulement en 1943 que la colonne Leclerc devient la deuxième DB à Témara au Maroc et reçoit de l'équipement américain dont des chars après la demande du général Giraud au président Roosevelt, en visite à Casablanca. Ils partent ensuite pour l'Angleterre en attente de leur débarquement en Normandie qui aura lieu le 1er août 1944. A ce moment-là, la division comptait 4200 véhicules et plus de 10 000 hommes. Sous les ordres du général américain Patton qui commande la IIIème armée américaine, ils vont renforcer les unités sur place et vont tellement briller qu'on leur demandera parfois d'ouvrir la voie devant les troupes américaines.

Lorsque Paris se soulève le 19 août 1944, ses citoyens ont besoin de renforts, renforts qui vont être incarnés par la deuxième DB qui se rue alors vers Paris. Ils envoient alors Raymond Dronne, un homme de la *Nueve* (unité constituée de républicains espagnols se battant pour la France libre) traverser les lignes allemandes pour prévenir de l'arrivée des soutiens. Le lendemain, le 25 août 1944, la colonne Leclerc entre dans Paris et libère alors la capitale.

Défilé de la 2ème DB après la libération de Paris

Cependant, leur combat n'était pas terminé ; les hommes de la IIème DB devaient tenir leur serment et c'est pourquoi ils poursuivent les combats vers l'Est. C'est ainsi que le 23 Novembre 1944, la Deuxième DB arrive à Strasbourg et fait flotter le drapeau tricolore sur la flèche de la cathédrale de cette même ville. Ensuite, ils s'occupent d'éliminer les poches de résistances de l'ennemi comme à Colmar avant de s'enfoncer en Allemagne où ils vont s'emparer du nid d'aigle d'Hitler à Berchtesgaden.

A la fin de la guerre, l'unité comptait 1687 morts et 58 tanks légers et moyens perdus tandis qu'elle causa 12 000 morts du côté des forces de l'Axe, 17 000 prisonniers allemands et 118 tanks moyens et lourds détruits. Elle sera dissoute en 1946 et renaîtra plus

tard sous le nom de “2ème brigade blindée”.

AB

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Idée issue du rapport Brundtland de 1987. Vise à assurer un développement économique sur la Terre qui n’épuise pas les ressources et permette l’amélioration (ou tout au moins le maintien) des conditions de vie des générations futures.

DIEN BIEN PHU

Bataille de la guerre d’Indochine (1954). Les troupes françaises installées dans la cuvette de Diên Biên Phu se trouvent progressivement encerclées et pilonnées par le Vietminh. L’assaut lancé par les troupes vietnamiennes le 7 mai 1954 contraint les Français à capituler. Cette défaite, vécue en France comme une humiliation, conduit à l’arrivée au pouvoir de Pierre Mendès France et à l’ouverture des négociations qui mettront fin à la guerre d’Indochine.

DIRECTIVE

Texte à caractère réglementaire européen mis en forme par les services de la Commission européenne. Il doit être ensuite intégré dans la législation des pays membres (c’est donc à tort qu’on parle souvent de « loi européenne »).

DISCO

Apparu au milieu des années 1970, le disco est un genre musical mais aussi une danse qui émerge aux États-Unis. Il est dérivé du rock puisque c’est une réponse à la domination de la scène par le rock. Ce genre musical est caractérisé par un rythme rapide. Le disco influence aussi le cinéma et la mode. Ainsi le disco a une période populaire pendant les années 1970 et dans les décennies suivantes.

MF

DISCOURS SUR L’ÉTAT DE L’UNION

Discours prononcé traditionnellement par le Président des Etats-Unis devant le Congrès en début d’année (donc en janvier, lors de sa prise de fonction ou lors de l’anniversaire de celle-ci). Il permet au Président de donner le cap de sa politique pour l’année à venir.

DISSOLUTION

Pratique politique permettant au pouvoir exécutif de

mettre fin à l'existence de l'Assemblée nationale et de convoquer de nouvelles élections. Prévue dans la constitution de la Troisième République, ce droit avait été utilisé dans les années 1870 puis était tombé en désuétude. Rétablie sous la Quatrième République, la dissolution est utilisée par Edgar Faure en décembre 1955. Le droit est renforcé sous la Cinquième République et est utilisé de manière plus courante : deux fois par de Gaulle (en 1962 après le vote d'une motion de censure contre le gouvernement Pompidou et à la fin du mois de mai 1968), deux fois par François Mitterrand (en 1981 et 1988 après ses élections car il se trouvait face à des majorités de droite à l'Assemblée), deux fois par Jacques Chirac (en 1997 en espérant conforter la majorité dont il disposait et en 2002 après sa réélection car l'Assemblée était alors à gauche).

DJIHAD

Effort que le musulman fait sur lui-même pour honorer Allah, le djihad est aujourd'hui présenté seulement comme étant une guerre sainte. Les islamistes donnent au terme un sens encore plus violent en justifiant par le djihad les actions terroristes contre les « non-croyants ».

DOCTRINE JDANOV

Nom donné à la position soviétique face à la situation du monde telle qu'elle est formulée par Andrei Jdanov, proche de Staline, en octobre 1947. Pose le principe d'un monde divisé entre un camp impérialiste (Etats-Unis, Royaume-Uni et autres Etats capitalistes et coloniaux) et un camp de la paix autour de l'URSS.

DOCTRINE TRUMAN

Nom donné au discours prononcé par le président américain Harry Truman le 12 mars 1947 devant le Congrès. Truman définit ce que doit être le rôle des Etats-Unis dans le monde de l'après-guerre : endiguer les progrès du communisme en Europe en apportant une aide financière (ce sera le plan Marshall) et militaire aux pays européens qui le souhaitent. La Doctrine Truman signifie donc que les Etats-Unis renoncent à leur isolationnisme traditionnel en temps de paix.

DOLLAR

Monnaie des Etats-Unis, il devient la monnaie de référence mondiale suite aux accords de Bretton Woods (1944), restant la seule monnaie convertible en or. En 1971, il cesse d'être convertible et est dévalué ce qui ébranle l'économie mondiale. Par son rôle dans les échanges mondiaux, il est un moyen pour les Etats-Unis de jouer sur l'économie.

DROITS CIVIQUES [mouvement pour les]

Mouvement conduit aux Etats-Unis dans les années 1950-1960 afin de mettre fin aux politiques de ségrégation maintenues dans de nombreux Etats (surtout du Sud) du pays. Bien qu'égaux aux Blancs depuis la fin de la guerre de Sécession, les Noirs n'avaient concrètement pas les mêmes droits (impossibilité de voter, séparation dans les lieux publics…). Le mouvement pacifiste mené par Martin Luther King permit de faire reconnaître ces droits. Cependant, après l'assassinat de King, des formes de contestation du pouvoir blanc plus radicales eurent lieu (mouvement des Black panthers).

DROIT D'INGÉRENCE

Droit reconnu depuis les années 90 qui permet d'intervenir dans les affaires intérieures d'un pays lorsqu'une situation d'urgence (notamment humanitaire) le nécessite.

DRÔLE DE GUERRE

La Drôle de guerre (1939-1940) désigne la période où la France et le Royaume-Uni sont en guerre contre l'Allemagne nazie, qui a envahi la Pologne, mais sans qu'il y ait de combats. Les Alliés attendent une attaque des forces de l'Axe pour réagir comme s'ils espéraient que finalement il n'y ait pas à se battre. Chaque camp se trouve de part et d'autre de la frontière (les Français dans ligne Maginot qui se trouve sur la frontière franco-allemande et qu'ils jugent infranchissable.

Le nom Drôle de guerre vient du fait que durant de nombreux mois presque aucune offensive n'a réellement lieu ; c'est une guerre qui n'a pas l'air d'en être une. Ce n'est que lorsque l'Allemagne nazie décide de lancer la guerre éclair (blitzkrieg) en violant la neutralité belge que la guerre commence réellement par des offensives.

Cette expression "Drôle de guerre" provient du journaliste

français Roland Dorgelès, qui voulait dire “fausse guerre” en anglais mais par une mauvaise prononciation cela s’est traduit par “funny war”.

SB

DUCE

Nom donné à Benito Mussolini. Il correspond à l’idée d’un chef, d’un guide.

MB / AC / LR / ST

E

ÉCONOMIE DE GUERRE

L'économie de la Seconde Guerre mondiale est exclusivement consacrée à l'effort de guerre, elle devient donc une économie de guerre. En effet, une grande partie de la main-d'œuvre est réquisitionnée afin de combattre et il devient difficile de produire tout ce dont les populations ont besoin. Dans certains pays manquant de ressources comme l'Allemagne, les politiques d'autarcie sont favorisées et partout la production industrielle se tourne en grande partie vers l'armement (reconversion d'entreprises comme Ford qui produit désormais des véhicules militaires). L'emploi des femmes devient obligatoire afin de maintenir la production. L'agriculture, elle, est dirigée vers des produits apportant plus de glucides comme les céréales.

Femme connectant des câbles électriques dans un avion américain (1942)

Cette priorité donnée aux besoins militaires provoque des rationnements alimentaires sévères pour laisser assez d'alimentation aux soldats présents sur les fronts (système de tickets au Royaume-Uni par exemple). Plus généralement, tous les produits nécessaires au front étaient rationnés (pétrole, vêtements...).

Un excellent exemple de la tournure que prend l'économie pendant la Seconde Guerre mondiale est le Victory Program aux Etats-Unis.

TC / RG / TH / ER

ECU

Abréviation pour European Count Unity. Défini en 1979 dans le cadre du Système Monétaire Européen, l'ECU est d'abord une unité de compte qui doit permettre de bien mesurer la valeur des

échanges, des dettes ou des créances entre les pays européens. Il évolue progressivement vers la préfiguration de la monnaie européenne (mais le mot d'Ecu sera finalement remplacé par celui d'Euro).

EINSATZGRUPPEN

Les Einsatzgruppen ont été créés après l'invasion de la Pologne en 1939 et se composent de fonctionnaires de la Gestapo ou de la police criminelle ainsi que d'officiers SS et d'agents techniques (tous se sont portés volontaires). Ils étaient divisés en 4 groupes : les Einsatzgruppen A devaient s'occuper de la zone Nord avec pour objectif Leningrad avec 1 000 hommes, c'était la faction la plus importante, les B s'occupaient de la partie centrale du front avec la Biélorussie. Les Einsatzgruppen C avaient des effectifs égaux et s'occupaient de l'Ukraine du Nord pour aller vers Kiev. La faction D a été formée à la hâte juste avant l'attaque du 22 juin 1941 et s'occupait de la partie sud du front, c'est-à-dire la Crimée et le Caucase avec 500 hommes. C'était la faction la plus faible.

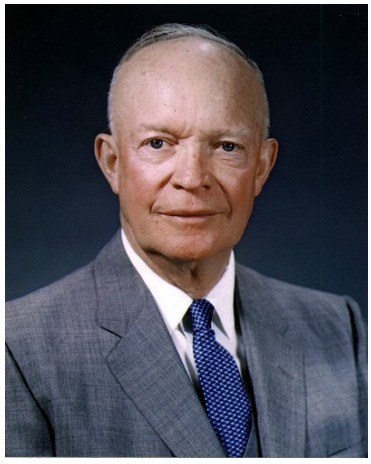
Les Einsatzgruppen étaient en tout 3 000 hommes volontaires pour effectuer les missions du Reich. En effet, leur mission principale était de « maintenir l'ordre » en arrêtant ou liquidant toute personne ou organisations hostiles au Reich, en confisquant les archives et les dossiers des organisations concernées mais aussi en exécutant les Polonais, les Juifs et les Tziganes, les opposants soupçonnés ou avérés au régime nazi. Depuis la rupture du pacte germano-soviétique et le début de l'invasion allemande sur le territoire russe, les Einsatzgruppen ont été chargés d'exterminer les prisonniers de guerre et les civils soviétiques. La Shoah par balle est un bon exemple des horreurs que les Einsatzgruppen ont pu effectuer lors de leurs missions. Dans les faubourgs de Kiev à Babi Yan, 33 771 juifs ont été massacrés en 2 jours, les 29 et 30 septembre 1941 ; beaucoup de victimes ont été également recensées lors de la destruction des ghettos en Pologne en 1942. De juin 1941 à janvier 1942, 800 000 personnes ont été assassinées et jusqu'à la fin de l'année 1944, les Einsatzgruppen ont fait 1 500 000 victimes.

EG / AG / TP / KRF

EISENHOWER (Dwight David)

Né le 14 octobre 1890 à Denison, Texas, et mort le 28 mars 1969 à Washington D.C., le général

Dwight D. Eisenhower est un militaire et homme d'État américain. Il est, durant la Seconde Guerre mondiale, le “General of the Army” américain, deuxième plus haut gradé de l’armée de terre des USA et le commandant en chef des forces alliées en Europe nord-occidentale qui ont participé à la libération de la France occupée et à la campagne d’Allemagne. Il est aussi celui qui a donné les dernières instructions aux soldats du Débarquement en Normandie avec la phrase mythique “Full victory, nothing else” (la victoire complète et rien d’autre).



Après la Seconde Guerre mondiale, Eisenhower est nommé commandant en chef de l’OTAN en 1950, mais, avec l’aide du Parti Républicain, il entame une campagne électorale pour l'élection présidentielle américaine de 1952. De par sa grande popularité acquise lors de la Seconde Guerre mondiale, il gagne cette élection contre Adlai Stevenson et devient le 34ème président des Etats-Unis d’Amérique. Elu en 1952, il est réélu. Parmi les réformes qu’il amena à l’Amérique, on peut citer la création de la NASA, mais aussi la politique d'endiguement du communisme dans un contexte tendu avec l’URSS. Il fut aussi le président qui mit en place les programmes de « dissuasion nucléaire » visant à augmenter l’arsenal des Etats-Unis dans la guerre froide. Il promulgue aussi en 1957 le *Civil Rights Act*, une loi établissant une commission des droits civiques afin de protéger et de faire respecter le droit de vote des Afro-Américains.

MB

EL ALAMEIN [bataille d’]

Bataille de la Seconde Guerre mondiale (23 octobre au 3 novembre 1942). Les troupes britanniques commandées par Montgomery arrêtent l’offensive germano-italienne vers Alexandrie et le canal de Suez. Le débarquement allié en Afrique du Nord (8 novembre 1842) conjugué à cette victoire marquent le retournement de la situation

militaire sur le théâtre d'opération africain.

ÉLARGISSEMENT

Processus d'extension du nombre de pays membres au sein de l'Europe politique. Six pays constituaient la CEE à son origine (France, RFA, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg). En 1973, ils sont rejoints par trois nouveaux pays (Royaume-Uni, Irlande, Danemark). Dans les années 80, trois pays du sud de l'Europe intègrent la CEE (Grèce en 1981, Espagne et Portugal en 1986). En 1995, l'Union européenne s'agrandit de la Suède, de la Finlande et de l'Autriche. La fin du communisme en Europe de l'Est va provoquer en 2004 le plus grand élargissement avec dix nouveaux pays (Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovénie, Malte et Chypre). En 2007, la Roumanie et la Bulgarie amènent l'Union européenne à 27 membres avant l'entrée de la Croatie en 2013.

ELTSINE (Boris)

Boris Eltsine est un homme d'État russe. Il est né le 1er février 1931 à Boutka et est mort le 23 avril 2007 à Moscou. Boris Eltsine est l'aîné des trois enfants de Klaudia Vassilievna et Nikolaï Ignatievitch Eltsine, un homme qui, en éducation, ne croyait qu'à la manière forte. Il a une enfance difficile dans une famille préoccupée par sa survie.

Boris Eltsine était à la base, ingénieur dans le bâtiment mais il rentre dans la vie politique en 1961 en adhérant au parti communiste de l'Union soviétique. Sa carrière au sein du parti le mène à l'important rôle de président du Soviet suprême de la RSFS de Russie, fonction exercée du 29 mai 1990 au 10 juillet 1991 (La RSFS ou la république socialiste fédérative soviétique de Russie, était l'une des quinze républiques socialistes soviétiques formant l'Union des républiques socialistes soviétiques. Elle en était de fait la république dominante tant au plan politique qu'économique). Au moment de cette transition vers un système soviétique plus libéral, le premier secrétaire du parti communiste, Mikhaïl Gorbatchev, était à la tête de l'URSS. Un coup d'Etat (le putsch de Moscou) a lieu en août 1991, effectué par des communistes opposés aux réformes de Gorbatchev. Le coup de force échoue notamment grâce à la détermination de Boris Eltsine. Cela lui permet de mener par la suite une politique personnelle visant à mettre fin à la puissance soviétique.

En fin d'année l'URSS explose et la Russie devient indépendante.

Après la chute de l'Union soviétique et après la rédaction de la nouvelle constitution, la Russie est à la recherche d'une nouvelle identité. De plus, la disparition du seul parti politique du pays qui était un parti communiste, suppose la création de nouvelles formations politiques. Boris Eltsine devient alors président de la Fédération de Russie, qui est le rôle le plus important de sa carrière politique ainsi que le dernier.

Boris Eltsine est le premier homme politique russe ayant eu accès au pouvoir par suffrage universel ; il devient donc président de la Fédération de Russie le 25 décembre 1991. Pour beaucoup, Boris Eltsine est celui qui a mis fin au communisme soviétique mais sa réputation se trouve rapidement ternie en raison de l'adoption d'une politique économique qui n'améliore pas la situation dans le pays et renforce au contraire les inégalités.

Ces difficultés n'empêchent pas Eltsine d'être réélu au second tour de l'élection présidentielle russe de 1996 avec 53.8%. Il reste président jusqu'au 31 décembre 1999 date à laquelle il démissionne pour raisons de santé car il a été victime de de plusieurs problèmes cardiaques. Il finit par décéder le 23 avril 2007 en raison d'un arrêt cardiaque.

KRF

ÉLYSÉE [traité de l']

Traité d'amitié et de coopération signé entre la France (De Gaulle) et la RFA (Adenauer) [22 janvier 1963]. Il consacre la naissance de l'axe franco-allemand, pivot de l'Europe et prévoit une

consultation automatique des deux pays avant toute décision diplomatique, des réunions périodiques entre les dirigeants des deux pays.

EN MARCHE

=> LREM

ENA

L'ENA (Ecole Nationale d'Administration) est une grande école qui sélectionne et forme chaque année les futurs hauts fonctionnaires de l'État français. Elle a été fondée en octobre 1945 par Charles de Gaulle dans le but de doter la France d'une haute administration qui ne soit pas seulement issue des élites sociales traditionnelles.

Aujourd'hui, l'ENA se trouve à Strasbourg et est dirigée par Patrick Gérard. Elle est cependant très critiquée, ceux qui en sortent se trouvant suspectés de ne plus avoir du monde qu'une lecture budgétaire et de ne pas connaître la vie des « vrais gens ». C'est la raison pour laquelle Emmanuel Macron, qui en est issu comme la moitié des présidents de la Cinquième République, a annoncé sa suppression.

MT

ENDIGUEMENT

Politique mise en place par les Etats-Unis en vertu de la Doctrine Truman et visant à empêcher tout progrès du communisme dans le monde.

ÉPINAY [congrès d']

Réunion fondatrice d'un nouveau Parti Socialiste (juin 1971) par la fusion du PS né en 1969 autour d'Alain Savary, de différents clubs de gauche et la Convention des Institutions Républicaines. C'est le chef de file de cette dernière, François Mitterrand, qui devient le chef de file de la nouvelle formation socialiste.

ÉPURATION

Processus qui voit l'élimination d'une partie d'un groupe supposé avoir trahi. Le terme est aussi bien utilisé pour la France au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que pour les démocraties populaires pour les «

déviationnistes ». En France, les chiffres de l'épuration sont controversés. Elle se divise entre une épuration sauvage et une épuration légale.

ÉPURATION SAUVAGE

Forme d'épuration en dehors du cadre légal qui se produisit en France en 1944 et 1945. Elle prend la forme de violences (les femmes tondues par exemple) pouvant aller jusqu'à des exécutions sommaires.

ÉQUILIBRE DE LA TERREUR

Expression désignant la situation dans laquelle Etats-Unis et URSS sont parvenus dans les années 50 en matière nucléaire. Tout déclenchement d'une offensive nucléaire aurait en effet des conséquences fatales (une « destruction mutuelle assurée » = MAD en anglais) ; cette situation contribue à dissuader les deux Grands d'un recours à l'arme atomique.

ÉTAT

Territoire défini par des frontières, une population et doté d'un gouvernement (ce gouvernement pouvant lui aussi être appelé Etat).

ÉTAT FRANÇAIS

Nom officiel parce qu'on a coutume d'appeler le régime de Vichy c'est-à-dire le gouvernement formé autour du maréchal Pétain après l'obtention des pleins pouvoirs le 10 juillet 1940. L'Etat français, régime parfois qualifié de fascisant,

ÉTAT-NATION

Ensemble politique dans lequel une nation correspond au territoire d'un Etat dont elle constitue l'immense majorité de la population.

ÉTAT-PROVIDENCE

Système inspiré des idées mises en application aux Etats-Unis lors du New Deal. Il donne un rôle social important à l'Etat qui protège la population en lui assurant des protections contre la maladie, le chômage ou la précarité

ÉTATS-UNIS

Alors que l'euphorie et la prospérité constituaient le quotidien des Etats-Unis dans les années 20, la décennie suivante ne fut pas de tout repos pour les Américains et leur économie. En effet, le 24 octobre

1929, le monde de la finance est marqué par le krach boursier de Wall Street, symbolisant la chute brutale des actions. Ainsi, de nombreux Américains se trouvent ruinés après avoir placé l'argent de leurs économies en bourse. Cet événement marque le début de l'effondrement du marché boursier le plus important de la scène internationale et provoque un énorme bouleversement économique sur tout le territoire américain. Les premiers à souffrir de cette crise sont les entreprises. La plupart voient leurs productions réduites voire anéanties. Les ventes diminuent et les stocks se constituent : c'est une crise de surproduction. L'économie entre alors en récession, la crise devient durable et se transforme en dépression. La faillite de nombreuses entreprises entraîne un nombre de chômeurs qui explose dans toute l'Amérique (12 millions de chômeurs en 1933) et ces personnes se retrouvent vite à vivre dans la misère en survivant grâce aux soupes populaires. La crise va alors gagner le monde entier par l'intermédiaire des relations commerciales et financières en passant en particulier par l'Amérique Latine et l'Europe. Face à l'étendu de la crise, chaque pays tente de résoudre les problèmes à sa façon. Aux Etats-Unis, c'est Herbert Hoover qui préside jusqu'en 1932 avec son programme de « laisser faire, laisser passer » qui n'arrange en rien la situation. C'est ensuite Roosevelt qui prend les rênes avec son programme du New Deal qui réussit tant bien que mal à rattraper les dégâts laissés par la crise. Cette crise marque en Amérique le retour à une politique de protectionnisme ainsi qu'une importante déflation de la part des banques.

Le second événement marquant de l'histoire des Etats-Unis entre 1929 et 1945 est la Seconde Guerre mondiale, entre 1939 et 1945. Au début de la guerre, les Etats-Unis se refusent tout d'abord à entrer en guerre, se limitant à fournir en armes et en équipement le Royaume-Uni, la Chine et l'Union Soviétique. Cependant le sentiment américain change complètement lors de l'attaque soudaine des Japonais à Pearl Harbor le 7 décembre 1941. Cette attaque marque le déclenchement de la guerre du Pacifique et surtout l'entrée en guerre des Etats-Unis dans la Seconde Guerre mondiale. Les Etats-Unis se joignent alors rapidement à l'alliance soviéto-britannique représentant les forces alliées contre le Japon, l'Italie fasciste et

l'Allemagne nazie, qui forment les forces de l'Axe. Les Etats-Unis deviennent l'arsenal des démocraties à travers leur Victory Program qui fournit en armement et matériel leurs alliés. Ils doivent également combattre sur plusieurs fronts : dans le Pacifique contre les Japonais, en Afrique et en Europe contre les Allemands et les Italiens. Près de quatre années sont nécessaires pour vaincre l'Allemagne et le Japon en particulier avec l'utilisation de la bombe atomique à Hiroshima et Nagasaki le 6 et 9 août 1945.

SC

Les Etats-Unis sortent de la Seconde Guerre mondiale en position de force : ils ont développé une industrie militaire performante qui en a fait « l'arsenal des démocraties », disposent d'une aviation et d'une marine qui dominent les airs et les mers et viennent d'être les premiers à entrer dans l'ère nucléaire. Leur puissance est également financière (une grande majorité du stock d'or mondial est dans leurs banques, le dollar est devenu monnaie mondiale). Contrairement à la fin de la première guerre mondiale, les Etats-Unis ne se retirent pas des affaires européennes mais maintiennent une partie de leurs troupes malgré une rapide démobilisation. Ce maintien prend une signification plus forte lorsque la tension avec l'URSS s'accroît. En mars 1947, l'énonciation de la doctrine Truman confirme que les Etats-Unis rompent avec leur isolationnisme traditionnel pour jouer, en temps de paix, le rôle de grande puissance.

Le modèle américain triomphe dans les années d'après-guerre dans le monde occidental. L'*American way of life*, avec son confort domestique, ses modes et ses loisirs, devient progressivement le standard à atteindre. Ces aspects économiques ne sont pas absents des débuts de la guerre froide. L'administration américaine pense que le retour rapide à des conditions de vie confortables désamorcera les risques d'une extension du communisme en Europe. Les Etats-Unis lancent alors l'*European Recovery Program* (plus connu sous le nom de Plan Marshall) pour aider au redressement économique européen. Truman (réélu à la surprise générale en novembre 1948) choisit également de consolider ses positions par la formation d'une Allemagne occidentale (1949) et la création de l'OTAN (1949-1950). Le déclenchement de la guerre de Corée montre que les Etats-Unis

entendent jouer leur rôle de « défenseur du monde libre » y compris jusque dans un engagement militaire. Sous mandat de l'ONU, les troupes que dirigent le général Mac Arthur repoussent les Nord-Coréens avant de devoir se replier sous la pression des Chinois (Mac Arthur qui souhaite alors utiliser l'arme atomique est relevé de son commandement). Dans ce contexte, se développe l'action de la commission des activités anti-américaines dirigées par le sénateur McCarthy (« chasse aux sorcières ») dont l'action sera finalement contrecarrée par le nouveau président élu en 1952, le républicain Eisenhower.

Eisenhower a été élu sur un programme de roll back contre les communistes. Dans les faits, l'action qu'il mène avec son secrétaire d'Etat John Foster Dulles poursuit la politique d'endiguement ; on raillera cette « pactomanie » qui amène les Etats-Unis à conclure l'OTASE puis à soutenir le Pacte de Bagdad ou à apporter un soutien au Vietnam du Sud après les accords de Genève. L'acceptation d'une bipolarisation de fait apparaît clairement lorsqu'en 1956 les Etats-Unis ne soutiennent pas leurs alliés franco-britanniques dans la crise de Suez ou se contentent de condamner sans agir le soulèvement de Budapest. A l'intérieur du pays, monte la contestation des noirs américains qui, à la suite de Martin Luther King, réclament l'égalité des droits civiques.

En novembre 1960, c'est le démocrate John Kennedy qui est élu à la Maison Blanche. Il définit de nouveaux objectifs pour les Etats-Unis (« la Nouvelle frontière ») pour les années 60 (dont la conquête de la Lune) mais se trouve rapidement confronté à deux des crises les plus importantes de la guerre froide : la construction du mur de Berlin (août 1961) et surtout la crise des fusées de Cuba (octobre 1962) qui voit le président américain prêt à frapper l'URSS. C'est pourtant du Vietnam que va surgir la crise la plus angoissante pour les Etats-Unis. Décidée à défendre ce pays contre les communistes, l'administration Kennedy, puis celle de son successeur Johnson, va engager de manière croissante les forces américaines au prix de dépenses importantes et d'une crise morale sans précédent.

Les Etats-Unis, dans la première moitié des années 70, sont en plein doute. En 1971, le président républicain Richard Nixon a dû dévaluer et laisser flotter le dollar ; en 1973, les accords de Paris ont sanctionné l'échec américain au Vietnam ; l'économie américaine

entre progressivement dans la récession ; en 1974, le scandale du Watergate contraint Nixon à démissionner… son successeur, Gerald Ford, se signale surtout par sa capacité à tomber en descendant des avions. Enfin, il apparaît de plus en plus que la période de Détente s'est traduite par un progrès des régimes communistes dans le monde. Le doute ne se dissipe guère sous le mandat du démocrate Jimmy Carter qui, menant une « diplomatie des bons sentiments », refuse de soutenir les régimes non démocratiques et ouvre parfois la voie du succès à des guérillas communistes (en rupture avec l'époque de Nixon). Le seul véritable succès diplomatique du président est lié au Proche-Orient avec la conclusion des accords de Camp David (1978) entre Israël et l'Egypte. Tandis que l'économie américaine demeure enfoncée dans la crise, l'entrée des Soviétiques en Afghanistan et la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran à la suite de la Révolution islamique finissent de discréditer l'administration Carter à la fin des années 79.

« *America is back* ». C'est avec ce slogan que le président républicain Ronald Reagan aborde sa présidence au début de 1981. A l'intérieur, c'est le retour à un conservatisme moral et l'établissement d'un ultralibéralisme économique dont les effets sont positifs (baisse de l'inflation et du chômage, augmentation de la productivité) mais s'accompagnent d'effets sociaux négatifs (baisse du niveau général des salaires, fin de la couverture sociale pour les plus pauvres, précarité plus forte). A l'extérieur, Reagan qui entendait reprendre la lutte contre « l'Empire du Mal » (l'URSS) décide le déploiement des Euromissiles, de reprendre le soutien américain aux mouvements anticommunistes notamment en Amérique latine, d'aider les combattants afghans contre les troupes soviétiques. Cette politique s'accompagne d'une reprise de la course aux armements que symbolise le projet d'IDS (« la guerre des étoiles »). Elle joue un rôle dans la décision prise par le nouveau secrétaire général du PC soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, de proposer un désarmement. Les Etats-Unis, d'abord méfiants, acceptent la main tendue par l'URSS et négocient les accords de Washington (1987) et de Paris (1991).

Le vice-président George H. Bush succède à Reagan en 1989, poursuit sa politique vis-à-vis de l'URSS, met en place l'ALENA (1992) mais surtout lance les Etats-Unis

dans la guerre du Golfe afin de soutenir le Koweït (1990-1991). Le rôle américain dans ce conflit les pose en « gendarmes du monde ». Cependant le contexte économique et social intérieur, redevenu très difficile, précipita la défaite de Bush aux présidentielle de 1992 et permit l'élection de Bill Clinton.

Bill Clinton entreprit de redonner la priorité aux problèmes intérieurs du pays mais sans pouvoir développer tous ses projets (réforme du système de santé, interdiction des ventes d'armes) du fait d'une majorité républicaine au Congrès. A l'extérieur, Clinton poursuit dans l'idée que les Etats-Unis sont les gendarmes du monde. Il fait intervenir les troupes US en Haïti, en Bosnie et, surtout, patronne les accords de Washington entre Israël et l'OLP (1993). La fin de sa présidence est cependant compliquée par l'affaire Monica Lewinsky et la volonté du procureur Stark de conduire le président à la démission (le Congrès vote contre la destitution du président).

Au terme d'une élection aux résultats controversés (fraudes en Floride, Etat décisif pour la victoire ?), George W. Bush l'emporte sur le démocrate et ancien vice-président Al Gore (novembre 2000). Reprenant une politique conservatrice en matière économique (réduction des impôts), Bush est confronté aux attentats du 11 septembre 2001 qui amènent les Etats-Unis au même type de réaction qu'après Pearl Harbor en 1941 : une réplique mettant en œuvre toutes les forces possibles : l'administration Bush intervient ainsi en Afghanistan (2001) puis, contre l'avis de l'ONU, en Irak (2003). A l'intérieur, le *Patriot Act* permet de renforcer les prérogatives des forces de sécurité tandis que les terroristes islamistes arrêtés sont détenus au mépris des principes de la justice internationale sur la base de Guantanamo à Cuba. Après une période de croissance économique, qui explique qu'en dépit de l'enlisement en Irak Bush ait été réélu en 2004, l'économie entre en récession à partir de la fin 2007 tandis que le dollar perd régulièrement de sa valeur.

L'année 2008 constitue un tournant aux États-Unis. En effet, c'est durant cette année que le démocrate Barack Obama est élu 44° président des États-Unis, devenant le premier président afro-aAméricain de ce pays. C'est aussi durant cette année que la banque d'investissement multinationale *Lehman Brothers* fait faillite, provoquant une crise économique mondiale parce que la présidence Bush avait refusé dans un premier

temps d'aider le secteur bancaire en difficulté. Barack Obama réagit en mettant en place un plan de relance économique et des mesures sociales comme une réforme du système de santé (« *Obamacare* ») et l'autorisation du mariage homosexuel. En 2010, le Sud des États-Unis est touché par la pire marée noire de son histoire suite à l'explosion d'une plateforme pétrolière. En 2012, Barack Obama est réélu pour un second mandat en tant que président. En 2014, les États-Unis se réengagent dans la lutte contre l'État islamique et participent à la guerre en Syrie et en Irak.

Lors des élections présidentielles de 2016, le républicain Donald Trump est élu à la grande surprise de l'opinion mondiale président des États-Unis. Il met en place une politique visant à restreindre l'immigration (surtout venant du Mexique), il se retire des accords de Paris sur le climat et sur le nucléaire iranien, rétablit les relations de son pays avec la Corée du Nord et lance une guerre commerciale visant la Chine. Lors de la crise sanitaire du Covid-19, Donald Trump est critiqué pour sa mauvaise gestion de la crise et retire les Etats-Unis de l'Organisation Mondiale de la Santé.

En 2020, le démocrate Joe Biden est élu le 46° président des États-Unis et met, en 2021, une campagne de vaccination importante pour faire face à la pandémie du Covid-19.

CD

EURO

Le 7 Février 1992, 12 États européens signent le traité de Maastricht. Sa mission est d'unir ces pays par la création d'une zone d'alliance, s'accordant sur la création d'une Union économique et monétaire (UEM). Cette Union conduit à la création d'une monnaie commune, l'Euro. Elle est sensée à la base améliorer la fluidité économique de l'Europe. En effet les pays d'Europe avaient à cette époque une monnaie pour chaque pays, et beaucoup de spécialistes pensaient que cela ralentissait les flux dans cette zone. Le Royaume-Uni et le Danemark obtiennent une clause dite d'opting-out, leur permettant de rester en dehors de la monnaie commune. Le Royaume-Uni conservera donc sa Livre sterling et le Danemark sa Couronne danoise.

De nos jours, 19 pays l'utilisent, en plus du Monténégro et du Kosovo, ainsi que quatre micro-États. Cela en fait bien sûr la

monnaie la plus utilisée dans l'Union européenne, mais pas dans le monde, où il reste en 3ème place derrière le dollar américain et le Yuan Chinois.

L'Euro est mis en circulation avec des pièces de 1, 2, 5, 10, 20 et 50 centimes, des pièces de 1 et 2 euros et des billets de 5, 10, 20, 50, 100, 200 et 500 euros à partir de 2002. Les graphismes des pièces montrent une Europe unie, intégrée au monde, et comme une zone sans frontières. Sur les billets, le choix se porte sur des ponts, portes et fenêtres pour symboliser l'ouverture de l'Europe sur le reste du monde et les liens entre les peuples.

En 2007, de nouvelles pièces et billets sont fabriqués dans la nouvelle dynamique de la série Europe. Le billet de 5 euros sera en effet modifié en 2013, suivi par celui de 10 euros en 2014, celui de 20 euros en 2015. Ce sera au tour du "50 euros" de changer de design en 2017, puis les billets de 100 et 200 en 2019. Le billet de 500 euros, devenu le billet de tous les trafics, du blanchiment et du financement du crime organisé, n'est plus produit à partir de 2019.

AD

EUROMISSILES [crise des]

La crise des euromissiles est la dernière confrontation américano-soviétique de la Guerre froide. En 1975, le secrétaire général soviétique Léonid Brejnev accepte que les missiles SS-20 soient déployés. Ces missiles soviétiques à tête nucléaire sont des missiles de moyenne portée qui sont capables de neutraliser les défenses de l'OTAN en Europe de l'Ouest.

Avant 1975, les arsenaux nucléaires des deux blocs avaient une portée et une puissance équivalentes donc la dissuasion était mutuelle. Cependant, l'installation de ces missiles est perçue comme une nouvelle menace avec la crainte d'une guerre nucléaire et l'influence

potentielle de Moscou sur l'Europe. En réponse, l'OTAN décide, fin 1979, de déployer de nouvelles armes nucléaires tout en proposant aux Soviétiques l'ouverture de négociations sur les FNI (forces nucléaires intermédiaires). Les négociations débutent en 1981 pour ensuite s'arrêter en 1983 à cause du déploiement par l'OTAN de nouveaux missiles (Pershing II et BGM-109 G). Les négociations n'ont repris qu'en 1985. Fin 1986, Gorbatchev accepte que la France et le Royaume-Uni gardent leurs forces nucléaires en dehors des négociations. Ainsi, le 8 décembre 1987, le traité sur l'élimination des FNI est signé par Gorbatchev et Reagan, engendrant la fin de la crise des euromissiles.

JB

EUROPE 1

Europe 1, anciennement Europe numéro 1, est une station de radio privée généraliste française créée le 1er janvier 1955 par Charles Michelson et Louis Merlin. La station a pris le nom d'Europe numéro 1 sur une idée de Louis Merlin qui pensait qu'il fallait proposer un nom ne contenant pas le mot de « radio » ou « poste ». De plus, cette station qu'il voulait idéale devait être dans son esprit la première radio "européenne". Enfin, cela ne lui déplaisait pas d'annoncer qu'il serait "Numéro 1". La première émission, expérimentale, a lieu le 1er janvier 1955 à 6 h 30. Le 30 mars 1983, Europe numéro 1 changeait officiellement de nom et devenait Europe 1 (le nom d'Europe 1, plus court, était en fait déjà utilisé à l'antenne depuis la fin des années 1960). Jusqu'en 2018, les studios de la radio étaient installés rue François-Ier, dans le 8e arrondissement de Paris ; ils sont aujourd'hui rue des Cévennes, dans le 15^{e} arrondissement.

Depuis 1974, la radio appartient au groupe Lagardère. Longtemps station leader, elle entre en déclin dans les années 90. En 1995, avec la concurrence accrue des grandes radios musicales de la bande FM, Europe 1 passe de la seconde position à la cinquième position des stations les plus écoutées, avec moins de 10 % d'audience. En janvier 1997, Europe 1 change de format : la musique est retirée de l'antenne ainsi que le divertissement et les jeux qui étaient les éléments importants de

son ancien succès. Sans résultat véritable car le déclin s'accroit encore dans les années 2010. Les multiples changements de stratégies, de direction, d'animateurs, de programme ne parviennent pas à enrayer ce déclin ; l'année 2019-2020 est la pire en termes d'audience. Même si le propriétaire Arnaud Lagardère affirme sans cesse qu'il ne compte pas vendre, il semble qu'Europe 1 soit destinée à tomber dans le giron de Vincent Bolloré pour devenir une radio équivalente à ce qu'est CNEWS à la télévision, une radio

FC

EUROPE CONFÉDERALE

Système d'organisation de l'Europe dans lequel les décisions du gouvernement central seraient prises par un vote unanime des différents Etats membres.

EUROPE FÉDÉRALE

Système d'organisation de l'Europe voulue par certains Etats européens (Allemagne, Pays-Bas notamment) dans lequel existerait un gouvernement européen au-dessus des Etats nationaux.

EUROPESSIMISME

Attitude de doute envers l'intérêt ou les chances de réussite de la construction. L'europessimisme a surtout été développé dans les années 70 et au début des années 80. Il a repris dans les années qui ont suivi le traité de Lisbonne atteignant une concrétisation réelle avec le Brexit.

ÉVIAN [accords d']

Accords franco-algériens mettant fin à la guerre d'Algérie (18 mars 1962). Ils prévoient un cessez-le-feu le 19 mars 1962 à midi et de nombreuses dispositions visant à encadrer la marche de l'Algérie vers l'indépendance. Dans les faits, la plupart de ces dispositions ne seront pas appliquées.

EXCEPTION CULTURELLE

Conception défendue par la France par rapport à la place des biens culturels (musique, films etc…) dans les activités commerciales. Pour la France, ces biens doivent être défendus et ne pas être soumis à la logique libérale sous peine d'une uniformisation et d'une perte de qualité.

EXODE

Nom donné, par assimilation à la fuite des juifs hors d'Egypte à la suite de Moïse, au mouvement de population provoqué par l'avancée des troupes allemandes en mai-juin 1940. Des dizaines de milliers de personnes s'enfuient des régions du nord et de l'est de la France pour éviter de connaître à nouveau l'occupation allemande.

L'Exode a été utilisé comme un symbole de la déliquescence de la France républicaine par la propagande de Vichy. La recherche historique commence à peine à échapper à cette vision pour ramener le phénomène à de plus justes proportions.

EXPRESS [L']

L'Express est un magazine hebdomadaire français fondé en 1952 par Jean-Jacques Servan-Schreiber (JJSS) et Françoise Giroud. C'était à l'origine une affaire quasiment familiale, avec un grand nombre de Servan-Schreiber se joignant à eux, pour publier le premier numéro il y a presque soixante-huit ans. En sept décennies, ce journal, dont le siège se situe à Paris, est passé d'un hebdomadaire politiquement de centre-gauche, anti-gaulliste, atlantiste et anti-colonialiste, à ce qu'Alain Weill prévoit de convertir en une sorte de *The Economist* française. Parmi les 180 salariés en 2019, le tiers d'entre eux ont été licenciés dans une politique de relance radicale pour faire face à une dépopularisation de plus en plus marquée. En effet, *L'Express* mise dès lors sur la politique, l'économie, le numérique, les sciences et l'international ; en laissant tomber le littéraire, ce magazine vise la population à haute éducation, tout à un prix d'un euro pour deux mois seulement. Favorisant le libéralisme économique et devenu orienté au centre-droite politiquement, *L'Express* appartient au Groupe Express, lui-même compris dans la firme SFR Presse, rachetée par Patrick Drahi, aujourd'hui le troisième homme le plus riche de la France. Ce journal n'est pas sans voix, puisqu'à l'époque où il attirait les plus fameux écrivains comme

Albert Camus ou Jean-Paul Sartre, ce dernier a attiré la censure du gouvernement au travers d'un article sur la torture utilisée en Algérie. La politique a longtemps été au centre de L'Express, qui a par exemple soutenu Pierre Mendès France et utilisé de nombreux sondages pour évaluer sa popularité, chose rare à l'époque.

L'Express, 24 janvier 2018

Toujours inspiré des modèles américains, *L'Express* s'est diversifié en 1986 par le moyen de quatre « hebdomensuels » alternant chaque semaine : *L'Express Sport*, *L'Express Styles*, *L'Express Aujourd'hui* et *L'Express Votre Argent*, se concentrant respectivement sur le sport, la mode, l'actualité et l'économie. Seul *L'Express Styles* s'est régularisé et a survécu. *L'Express* suit donc un lent déclin, peinant à atteindre les 200 000 abonnements, rêvant d'un temps pas si lointain quand il était un des magazines politiques les plus influents de l'Hexagone.

CH

EXTRAVERTI

Stratégie de développement industriel fondée sur l'insertion dans le commerce mondial. En s'appuyant sur des coûts de main d'œuvre faibles, le pays produit pour vendre sur le marché mondial. Cette stratégie a notamment été celle des NPI d'Asie et de la Chine.

F

FAIR DEAL

Politique menée par le président américain Truman à partir de 1945 et qui prolonge le New Deal d'avant-guerre. Elle renforce le rôle de l'Etat en matière économique et sociale.

AC

FASCISME

Système politique autoritaire et totalitaire italien attaché initialement à la personne de Benito Mussolini fondateur des Faisceaux de combat au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Le mot a cependant dépassé le simple cas italien pour désigner des régimes d'extrême-droite ayant des caractères proches du fascisme italien. Par un phénomène de transformation sémantique, le mot finit même par être utilisé aujourd'hui pour désigner des adversaires politiques d'un bord opposé : des militants d'extrême-droite, le refusant pour eux-mêmes, l'utilisent pour désigner des partisans de l'extrême-gauche.

FEMMES

Les femmes obtiennent le droit de vote en France en 1944 (avec du retard sur la plupart des autres grandes nations occidentales) ; dans l'entre-deux-guerres, le principe de l'octroi de ce droit de vote avait été adopté par la Chambre des députés mais bloquée à chaque fois par le Sénat. Léon Blum avait nommé trois femmes dans son premier gouvernement en 1936, première étape non suivie d'effet par la suite… Mais les femmes avaient joué un rôle important dans la Résistance… même s'il apparaît avec le recul qu'elles en furent moins récompensées et moins mises en avant que les hommes.

Les mentalités demeurent pourtant à la Libération fortement marquées par les idées traditionnelles selon lesquelles la femme joue un rôle dans le domaine privé, s'occupe des enfants et des tâches du foyer. Certes, il y a eu des femmes brillantes par le passé mais elles sont vues comme des exceptions. L'après-guerre va voir se développer un mouvement de revendication des femmes dont l'ouvrage « Le deuxième sexe » de Simone de Beauvoir, en 1949, peut être considéré comme le point de départ. Ce féminisme éclate surtout

à la fin des années 60 (naissance du MLF : Mouvement de Libération de la Femme) et il obtient des avancées (libre accès des femmes au travail (1965), contraception (1967), IVG (1975), divorce par consentement mutuel (1975)). L'émancipation des femmes s'accompagne de l'évolution des structures de la famille (union libre, mère célibataire). En dépit de lois visant à la parité (loi sur l'égalité professionnelle, loi sur la parité en politique), malgré les exemples de brillantes réussites de femmes en France comme dans le monde, l'égalité homme-femme n'est toujours pas une réalité dans la société française des années 2000.

FIGARO [Le]

Le Figaro est un journal quotidien français fondé en 1826 par Maurice Alhoy et Etienne Arago sous le règne de Charles X. Il est à ce titre le plus ancien quotidien de la presse française encore publié. Il est nommé d'après Figaro, le personnage de Beaumarchais, dont il met en exergue la réplique : « Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur ».

Le Figaro naît sous la forme d'un petit journal satirique, il devient quotidien en 1886 et connaît son âge d'or à la Belle époque ; des chroniques littéraires aux petites annonces, la bourgeoisie française et l'aristocratie étrangère se reconnaissent dans *le Figaro*. En 1944, Le Figaro est ramené vers le libéralisme modéré de la droite classique par la reprise en main de Pierre Brisson qui fait du *Figaro* un journal triomphant de la Libération. La prospérité de la « maison Figaro » accompagne celle des Trente Glorieuses : Le Figaro reste le journal qui a choyé de « grandes plumes ». Il réunit une majorité de lecteurs de droite et de centre droit.

LE FIGARO

MODE
LA JOCONDE, UNE INFLUENCEUSE AU SOMMET DE SA GLOIRE

STÉPHANIE BATAILLE
« C'EST UNE LIBERTÉ FONDAMENTALE DE POUVOIR VOIR LES SIENS »

Non-confinement : Macron a-t-il gagné son pari ?

Joe Biden impose ses choix écologiques aux pétroliers américains

Mayenne, Eure-et-Loir… ces lieux où le loup fait une réapparition inattendue

Reconfiner, disaient-ils…

BOSS

Actuellement, l'éditeur est Robert Mergui, le directeur de

publication est Marc Feuillée, le directeur de rédaction est Alexis Brézet et son lieu d'édition est au 9ème arrondissement de Paris. Le groupe, dirigé par Bernard Riccobono, possède 3 autres sites d'impression de quotidien : en Vendée, à Vitrolles et à Nancy. Dans son imprimerie de La Courneuve, il dispose de deux rotatives permettant d'imprimer au format tabloïd.

Concernant le résultat financier, en 2016, le chiffre d'affaires de la Société du Figaro a été de 351 millions d'euros et le résultat net de 8 millions d'euros. Le Figaro se positionne comme l'un des principaux journaux parisiens. Afin de garantir le libre accès à l'information, Le Figaro a décidé d'ouvrir à tous son édition numérique : l'intégralité du Figaro est donc gratuitement consultable sur lefigaro.fr

MC

FIN DE L'HISTOIRE

Théorie émise par le politologue américain Francis Fukuyama dans le contexte de la fin de la Guerre froide. Elle affirme le triomphe définitif de la démocratie libérale dans le monde. La théorie a été rapidement remise en question par les faits…

FMI

=> FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Organisme spécialisé créé par les Nations Unies suite à la conférence de Bretton Woods en juillet 1944. Il a pour but de faire coopérer entre eux les Etats sur les questions monétaires.

FORCE DE DISSUASION

Moyen militaire nucléaire dont le but est de décourager un éventuel adversaire d'attaquer. C'est dans cette optique que la France s'est dotée à la fin des années 50 de l'arme nucléaire. Pendant longtemps, celle-ci utilisera trois vecteurs (moyens de mettre cette arme en action) : les bombardiers *Mirage IV*, les missiles du plateau d'Albion, les sous-marins lanceurs d'engins (SMLE). Ces derniers assurent aujourd'hui l'essentiel de la force de dissuasion française.

FORD (Gerald)

Gerald Ford fut le 38ème Président à diriger les Etats-Unis.

Né le 14 juillet 1913 à Omaha, dans le Nebraska, il grandit dans l'État du Michigan avec sa mère et son beau-père. Il mène une jeunesse active et fait ses études dans l'université du Michigan. Sa première expérience politique se fait pendant la campagne présidentielle de Wendell Willkie pendant l'été 1940.

Après l'attaque japonaise de Pearl Harbor en décembre 1941, il décide de s'engager dans la Marine américaine en Avril 1942 avant d'être nommé en Juin 1943 officier sur l'USS *Monterey*, un des porte-avions américains de la Seconde Guerre mondiale. Cet engagement militaire fit de lui un partisan de l'interventionnisme dans le contexte de la Guerre froide.

Il est élu à la Chambre des représentants le 8 Novembre 1948 dans le district de Grand Rapids et occupe ce poste pendant 24 ans. En novembre 1963, il est choisi par le président de l'époque, Lyndon Johnson pour intégrer la commission Warren sur l'assassinat de John F. Kennedy. Le 6 Décembre 1973, il est nommé Président du Sénat, poste qu'il quitte le 9 Août 1974. Il exerce surtout le poste de vice-président des Etats-Unis sur la même période. En effet nommé par Richard Nixon après la démission de Spiro Agnew pour des affaires de corruption, il garde cette fonction importante pendant huit mois, période marquée par le scandale du Watergate. Il y défendit ardemment son supérieur Nixon mais finit par prendre sa place après sa démission, et prêta serment le 9 août 1974.

Gerald Ford en 1974

Dans un contexte de forte inflation, Gerald Ford place l'économie au centre de son programme. Pour réduire cette inflation nationale, il signe en mars 1975 des dégrèvements d'impôts visant à relancer l'économie. Pour l'éducation, le président signe l'Acte pour l'éducation de tous les enfants handicapés en 1975. Il apporte également un ferme soutien à l'Amendement des Droits Égaux

(*Equal Rights Amendment*), voté par le Congrès en 1972. Il décrète le 26 août 1975 le Jour de l'égalité des femmes (*Women's Equality Day*).

Il est aussi impliqué dans l'incident du *Mayaguez* en mai 1975. Un peu après la prise du pouvoir par les Khmers rouges au Cambodge, ces derniers s'emparent d'un navire marchand américain, le *Mayaguez*, dans les eaux internationales du golfe de Thaïlande. Ford envoie des Marines pour sauver l'équipage. Durant les combats, quinze Américains furent tués et cinquante furent blessés, et approximativement 4 fois plus du côté khmer. Ses demandes d'aides financières de plusieurs centaines de millions de dollars pour le Cambodge et pour le Sud Viêt Nam furent toutes deux refusées.

Après avoir perdu sa campagne de réélection de 1976, il continue de s'impliquer dans sa vie politique et sociale, donnant des conférences universitaires et participe à des interviews. Il garde de bonnes relations avec son successeur à la présidence, J. Carter. Il est nommé le 22 novembre 2004 membre honoraire du conseil pour la reconstruction du *World Trade Center*.

Victime d'une crise cardiaque le 26 décembre 2006, il meurt à 93 ans.

AD

FRANCE

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'euphorie de la libération du territoire national français est contrebalancée par un bilan économique et moral difficile.

Moins touchée démographiquement que lors de la Première Guerre mondiale (600 000 victimes… pour près de la moitié civiles), la France a connu d'énormes pertes matérielles du fait des bombardements ou des combats : des villes entières sont dévastées, les réseaux de communication endommagées, les productions agricoles et industrielles très faibles. A cela il faut ajouter le poids du traumatisme (massacres et exactions allemandes, découverte des camps de concentration et d'extermination, politique de collaboration). Une importante épuration s'est déclenchée dans le pays.

La France est donc à reconstruire à tous points de vue. Le Gouvernement Provisoire, dirigé par le général de Gaulle, se charge d'amorcer celle-ci en restaurant l'Etat, en conduisant une épuration légale et en donnant de nouvelles bases à la France (droit de vote des femmes, nationalisations, Sécurité

sociale…). Cependant, le général de Gaulle se heurte aux projets constitutionnels dessinés par l'assemblée élue en octobre 1945. Il démissionne avec fracas le 20 janvier 1946 en espérant que sa popularité le ramènera bientôt au pouvoir. Ses espoirs se révèlent vains. Après le rejet d'un premier projet constitutionnel en mai 1946, la constitution de la Quatrième République est approuvée à 53 % par les Français en octobre 1946.

Les débuts du nouveau régime sont difficiles. En effet, la IVè République reposait sur le tripartisme (MRP, SFIO, PCF) mais très vite, les tensions internationales vont conduire à l'exclusion des communistes du gouvernement Ramadier (et donc à leur départ de la coalition au pouvoir). Les gouvernements des débuts de la Quatrième République reposent donc sur des majorités hasardeuses constituant une Troisième Force entre les gaullistes du RPF qui refusent les institutions et les communistes qui les rejettent désormais. Jusqu'en 1951, ces gouvernements de Troisième Force vont conduire le relèvement économique de la France mais au milieu d'une instabilité chronique du régime (par exemple, le gouvernement du radical André Marie en 1948 ne dure qu'un mois… et celui de son successeur Robert Schuman 4 jours). La IVè République doit également faire face à une situation financière très détériorée ; le gouvernement d'Antoine Pinay réussira à rétablir la confiance dans le franc (1952). Plus grave et durable, les crises liées à la décolonisation minent le pays. La guerre d'Indochine, lointaine et mal comprise, prend un tour dramatique avec la reddition de Diên Biên Phu en 1954 et il faut l'énergie de Pierre Mendès France, président du Conseil de juin 1954 à février 1955, pour aboutir à la conclusion des accords de Genève. C'est sous le même gouvernement que la France entame la marche vers l'autonomie accordée aux protectorats du Maroc et de Tunisie. C'est aussi en novembre 1954 qu'éclate la guerre d'Algérie qui sera le tombeau de la Quatrième République.

La France connaît cependant pendant la IVè République une croissance économique exceptionnelle : les campagnes entament une profonde modernisation permettant une hausse spectaculaire des productions ; l'industrie se relève des destructions de la guerre ; le secteur des services est en plein essor. Cette croissance se traduit par une nette amélioration de la vie des Français (logements plus

nombreux et modernes, appareils électroménagers, services de santé, administratifs ou de santé plus développés).. Elle accompagne le grand mouvement de croissance démographique (Baby boom) qui, jusqu'au milieu des années 60, va transformer la société nationale. Cette modernisation est cependant source d'inquiétude pour une fraction de la population qui se retrouve dans les idées défendues par Pierre Poujade (refus du changement, du rôle accru de l'Etat). C'est contre ces idées que se constitue en 1956 un Front Républicain qui porte au pouvoir Guy Mollet pour le plus long gouvernement de la Quatrième République (février 1956 à mai 1957). Si ce gouvernement prend d'importantes mesures sociales (troisième semaine de congés payés, aide aux personnes âgées), il reste aussi comme celui qui va décider de la désastreuse expédition à Suez (1956) et de l'intensification de la guerre en Algérie par l'envoi des troupes du contingent.

La situation en Algérie se dégrade de manière importante, influe sur la vie politique et sur les finances de la France. Le 13 mai 1958, l'insurrection d'Alger pour la défense de « l'Algérie française » conduit au retour au pouvoir de l'homme providentiel, le général de Gaulle. Le 1er juin 1958, il est investi par l'Assemblée nationale à une large majorité et reçoit les pleins pouvoirs pour établir une nouvelle constitution. Préparée pendant l'été sous la houlette de Michel Debré, la constitution est présentée de manière symbolique place de la République, le 4 septembre 1958. Elle est approuvée par 80 % des Français le 28 septembre. En décembre, De Gaulle est élu à la présidence de la République par un collège électoral de 80 000 notables, prend ses fonctions en janvier et choisit Michel Debré comme premier ministre.

Taillée pour le général de Gaulle, la Vè République donne un pouvoir important au président. De Gaulle habite la fonction, créant un liant direct avec les Français (voyages en province, conférences de presse télévisées et radiodiffusées), imposant également son autorité afin de mettre fin à la crise algérienne. Alors qu'on pouvait imaginer que de Gaulle soutiendrait l'idée de l'Algérie française, celui-ci se tourne assez vite vers l'inéluctable indépendance algérienne considérant que la crise affaiblit la France pour laquelle il rêve de grandeur. En 1961, de Gaulle désamorce le putsch des généraux en prenant les pleins pouvoirs comme l'article 16 de la

constitution l'y autorise. En 1962, il autorise la conclusion des accords d'Evian qui mettent fin à la guerre en Algérie… mais surtout, après avoir échappé à un attentat de l'OAS, il fait évoluer la constitution en confiant au peuple l'élection du Président de la République.

La volonté de de Gaulle se heurte à la classe politique traditionnelle qui comprend qu'elle perd avec l'élection du président de la République au suffrage universel le seul contrôle qu'elle pouvait avoir sur l'Elysée. Cette opposition se retourne contre le gouvernement que préside depuis avril 1962 Georges Pompidou (dont le choix avait également irrité car il n'était pas un élu mais un proche de de Gaulle). Celui-ci est renversé par une motion de censure. De Gaulle réplique en mettant les Français en position d'arbitre. Il dissout l'assemblée et convoque des élections législatives en même temps que le référendum. Dans les deux cas, c'est une victoire pour de Gaulle. Le parti gaulliste, l'UNR, obtient quasiment la majorité des sièges à lui tout seul.

Toutefois, des difficultés commencent à poindre. Elles sont économiques et sociales (en dépit de la forte croissance qui se poursuit, certaines catégories sont confrontées à un ralentissement de leur activité), elles sont politiques (une partie de la droite classique refuse toujours de Gaulle à qui on reproche d'avoir trahi sur la question algérienne ; des électeurs de gauche, au contraire, ne soutiennent plus le pouvoir une fois la crise algérienne terminée). Ceci explique, entre autres, qu'aux élections présidentielles de 1965, le général de Gaulle se retrouve mis en ballottage (à la surprise générale) par le candidat de la gauche non communiste François Mitterrand. Vainqueur au second tour (54,5 % des voix), de Gaulle se trouve cependant affaibli… ce qui se confirme aux législatives de 1967 où le parti gaulliste allié aux Républicains Indépendants de Valéry Giscard d'Estaing ne conserve la majorité que de justesse.

Cet affaiblissement du pouvoir gaullien, une société qui évolue mais sans que rien ne change dans les cadres traditionnels, l'arrivée à l'âge adulte des enfants du Baby boom expliquent la crise de mai 68 qui frappe le pays. Une contestation étudiante, puis sociale, et enfin politique menace de balayer le pouvoir gaulliste. Il faut la signature des accords de Grenelle puis un sursaut de de Gaulle qui convoque de nouvelles élections législatives pour que le pouvoir triomphe de la crise. L'épreuve aura

cependant de rapides conséquences. Abandonné par une partie de ses soutiens habituels, de Gaulle est désavoué au référendum sur la régionalisation d'avril 1969. Il quitte aussitôt ses fonctions.

Les années soixante, incarnées à travers de Gaulle, aura marqué la poursuite de l'expansion économique mais aussi une volonté du pouvoir de refaire de la France une grande puissance. En 1960, la France est entrée dans le club (restreint) des puissances nucléaires… au moment même où elle perdait l'essentiel de ses colonies d'Afrique noire. De Gaulle est attaché à « une certaine idée de la France » qui ne peut être que synonyme de « grandeur ». Il entreprend donc de pourfendre ce qu'il considère comme le partage du monde à Yalta (effectué sans la France), critique les Etats-Unis et se retire du commandement intégré de l'OTAN, est le premier à reconnaître officiellement en Occident la Chine communiste, voyage dans les pays communistes d'Europe de l'Est et noue des relations commerciales avec eux. En revanche, il impose une certaine vision de la construction européenne, refusant toute idée supranationale, fondant sur les relations avec l'Allemagne le développement de l'Europe, excluant strictement l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté européenne.

Dans ce domaine, la succession qu'assure à partir de juin 1969 Georges Pompidou permettra de faire progresser les choses. La France se montre active dans la relance du processus de construction européenne (conférence de Paris en 1972) et autorise enfin l'élargissement aux Britanniques. Par ailleurs, il y a, la stature gaullienne en moins, une évidente filiation dans la présidence de Pompidou. Les gaullistes conservent les postes essentiels et c'est un gaulliste historique, Jacques Chaban-Delmas, qui est chargé à Matignon de faire les réformes indispensables pour moderniser la France. Le projet de « nouvelle société » que celui-ci défend amène d'évidentes transformations (salaire minimum, libéralisation de l'information, concertation entre les partenaires sociaux…) mais déplait à une partie des gaullistes qui les jugent trop avancées. En 1972, Chaban-Delmas est débarqué et Pierre Messmer, le nouveau premier ministre, en revient à des idées plus conservatrices.

Le début des années 70 a conduit à une redistribution des cartes à gauche. En 1971, au congrès d'Epinay, François Mitterrand a pris la tête d'un

nouveau parti socialiste. En 1972, les socialistes, les radicaux et les communistes ont conclu une Union de la gauche fondée sur un programme commun. Cela ne suffit cependant pas pour parvenir à remporter les élections législatives de 1973, ni à remporter les élections présidentielles de 1974 après le décès subit de Georges Pompidou.

Victorieux de François Mitterrand au second tour, Valéry Giscard d'Estaing n'est pas un gaulliste. Pour pouvoir gouverner, il va s'appuyer sur un gaulliste, Jacques Chirac, qu'il appelle à Matignon. Le projet de libéralisation voulu par Giscard d'Estaing (droit des femmes, IVG, libéralisation de l'information, majorité à 18 ans…) est mené à bien mais dans un contexte économique qui devient de plus en plus difficile après le premier choc pétrolier. Jacques Chirac, qui a tenté en 1975 une politique de relance économique, constate qu'il n'est pas le véritable maître du gouvernement, que tout se décide à l'Elysée. Il démissionne de manière fracassante en 1976, fonde un parti qu'il contrôlera complètement (le RPR) et pratique un soutien ultra-critique envers le gouvernement de son successeur à Matignon, Raymond Barre. Celui-ci a adopté une politique de rigueur budgétaire qui n'empêche pas la France de s'enfoncer dans les difficultés d'une croissance molle et d'un chômage qui fait plus que doubler entre 1974 et 1981. La droite remporte encore de justesse les élections législatives en 1978 profitant de la rupture de l'Union de la gauche mais, en mai 1981, l'alternance s produit pour la première fois sous la Vè République. Un homme de gauche, François Mitterrand, est élu à l'Elysée.

La victoire de François Mitterrand sur Valéry Giscard d'Estaing est vécue par les Français de gauche comme l'espoir d'un véritable changement en profondeur de la situation du pays. Après avoir été conforté par l'élection d'une assemblée à majorité socialiste (la « vague rose »), Mitterrand et son premier ministre Pierre Mauroy lancent une série de grandes réformes : des nationalisations, la semaine des 39 heures et la cinquième semaine de congés payés, impôt sur les grandes fortunes, progrès dans le droit social, libéralisation des ondes radio, retraite à 60 ans, décentralisation). C'est une politique de relance de type keynésien mais dont les effets se révèlent négatifs dans la lutte contre la « crise ». L'inflation demeure élevée, le franc souffre. En 1983, un changement de cap s'opère (« le virage de la rigueur ») afin de défendre le franc. Le pouvoir

perd à la fois ses soutiens de gauche communistes et les électeurs qui avaient été tentés par l'expérience de gauche en 1981. En mars 1986, la gauche perd les élections législatives.

Au plan international, François Mitterrand lève les doutes que pouvaient entraîner chez les Occidentaux la présence de ministres communistes au gouvernement. Il se montre un allié scrupuleux pour les Etats-Unis, défendant l'implantation des Euromissiles américains face aux SS20 soviétiques. Il se pose également en défenseur des pays du Tiers monde, réclamant l'allégement de la dette de ceux-ci. Il est surtout un acteur essentiel dans la relance de la construction européenne, donnant notamment l'impulsion de l'Acte unique de 1986.

Le paysage politique en 1986 est profondément modifié. Le scrutin à la proportionnelle a fait entrer à l'Assemblée des Verts mais aussi 35 élus du Front national. Il a surtout redonné au RPR le nombre de députés le plus important. C'est pourquoi, renonçant à démissionner (ce qui pouvait être une possibilité en se fiant à l'esprit des institutions), François Mitterrand appelle Jacques Chirac à Matignon. La Vè République inaugure une nouvelle pratique politique : la cohabitation. Les limites du pouvoir du président et du premier ministre se définissent peu à peu : François Mitterrand reste ferme sur ce qu'on va désigner sous le nom de « domaine réservé » : la diplomatie et la Défense nationale ; il va également ralentir l'action du gouvernement lorsqu'il estimera que le gouvernement remet en cause des acquis fondamentaux des Français. Le gouvernement entreprend rapidement de libéraliser l'économie. Le ministre de l'Economie, Edouard Balladur, lance la privatisation d'entreprises (banques, industries, médias) et supprime l'impôt sur la grande fortune. Cette volonté se heurte à un krach boursier (octobre 1987), à la poursuite d'une situation sociale difficile (chômage toujours très élevé).

Aux élections présidentielles de 1988, le second tour oppose le président sortant au premier ministre. François Mitterrand, qui a retrouvé une grande popularité en critiquant la politique de Jacques Chirac, l'emporte. Les législatives qui sont organisées dans la foulée ne donnent qu'une majorité relative au parti socialiste. Durant les cinq années de la législature, trois premiers ministres (Michel Rocard, Edith Cresson, Pierre Bérégovoy) vont se succéder qui ne pourront

parvenir à régler les grands problèmes du pays faute de pouvoir faire des réformes d'envergure. Le chômage demeure ainsi très grave (il dépasse les trois millions de chômeurs) même si l'inflation est contenue. Cette dégradation sociale, synonyme de développement d'une précarité de plus en plus importante, fait qu'en 1993 on entre, après la victoire de la droite aux législatives (84 % des sièges), dans une nouvelle cohabitation. Ayant compris que Matignon peut à nouveau ruiner ses chances aux présidentielles suivantes, Jacques Chirac laisse son « ami de trente ans » Edouard Balladur devenir premier ministre. Les réformes libérales reprennent (privatisations, allongement de la durée de cotisations pour les retraites…). En dépit du grand mouvement d'opposition au CIP (contrat d'insertion professionnelle rejeté par les jeunes et que le pouvoir doit retirer), Edouard Balladur acquiert une grande popularité et il apparaît bientôt comme le meilleur candidat de la droite aux élections de 1995.

La présidentielle de 1995 marque la fin de l'époque mitterrandienne (malade, très affaibli, Mitterrand meurt moins d'un an après avoir quitté l'Elysée). A gauche, c'est Lionel Jospin qui, alors que les candidats ne se bousculent pas car la victoire de Balladur apparaît assurée, se lance. A droite, deux candidats sont issus du même parti. Edouard Balladur s'est porté candidat et Jacques Chirac, confiant en son étoile, s'est lancé lui aussi. Le premier tour révèle de nouvelles données : la dégringolade des communistes (8,6 %), la percée du Front national (15 %)… et l'échec d'Edouard Balladur qui est devancé par Jacques Chirac et Lionel Jospin. Au second tour, Jacques Chirac obtient 52,6 % des voix et devient président.

L'élection de Jacques Chirac marque le retour d'un gaulliste à l'Elysée. Ayant fait campagne sur le thème d'une « fracture sociale » à résoudre, Jacques Chirac (et son premier ministre Alain Juppé) entame cependant, du fait d'une nouvelle période de récession internationale, une politique de rigueur pour résoudre les déficits (budget, comptes sociaux) et permettre la tenue des critères de convergence pour la monnaie européenne. La réaction populaire est virulente ; de grandes grèves (notamment à la SNCF) paralysent le pays à la fin 1995. Le gouvernement doit reculer… ce qui n'améliore cependant pas sa popularité. Pensant, sur le conseil de Dominique de Villepin, qu'il est

préférable d'avancer les échéances législatives afin de garder une majorité sur toute la durée du mandat présidentiel, Jacques Chirac dissout l'Assemblée au printemps 1997.

Les élections sont un échec pour le président. La « majorité plurielle » (Verts, PS, PC) obtient la majorité à l'Assemblée et Jacques Chirac doit appeler à Matignon Lionel Jospin. La cohabitation qui s'installe doit durer cinq ans cette fois-ci !… Le gouvernement de Lionel Jospin va dans un premier temps profiter d'une embellie économique (reprise de la croissance) et prendre des mesures sociales importantes (emplois jeunes, semaine des 35 heures) destinées à faire reculer le chômage. Il fait également évoluer la législation pour prendre en compte l'évolution des mœurs (PACS, parité homme-femme…). Il poursuit, en concertation avec le président Chirac, une politique européenne qui voit la France tenter de résoudre les problèmes posés par la prochaine entrée des PECO dans l'Union (sommet de Nice). Cependant, à partir du printemps 2001, la popularité de Lionel Jospin s'érode avec la reprise des difficultés économiques et une inquiétude croissante liée à l'insécurité (réelle ou fantasmée ?).

Lionel Jospin apparaît donc aux présidentielles de 2002 comme le rival principal de Jacques Chirac qui choisit de se représenter. On pense même qu'il a de bonnes chances de l'emporter. Mais au soir du premier tour, c'est Jean-Marie Le Pen qui arrive pour affronter Jacques Chirac au second tour. La multiplicité des candidatures à gauche, le sentiment d'insécurité ont joué contre Lionel Jospin et pour le leader du Front national. Un front républicain se forme pour faire barrage à l'extrême-droite et Jacques Chirac est réélu avec 82 % des voix. Dans les législatives qui suivent, la gauche déboussolée par son échec ne peut empêcher le parti présidentiel l'UMP d'obtenir la majorité absolue.
Avec les circonstances particulières de sa réélection, Jacques Chirac aurait pu se sentir investi de la possibilité d'effectuer de grandes réformes en surfant sur le soutien populaire acquis au second tour. Le gouvernement Raffarin va certes effectuer des réformes (allégement d'impôts, alignement des retraites du public sur celles du privé…) mais on semble entrer dans une nouvelle époque politique où les réformes comptent moins que leur annonce. C'est ce que semble avoir compris Nicolas Sarkozy qui, du ministère de l'Intérieur, entend résoudre les problèmes de sécurité. Peu à peu, et

en dépit de la popularité un temps élevée du second premier ministre du quinquennat Chirac, Dominique de Villepin, Nicolas Sarkozy s'impose comme le candidat de l'UMP pour 2007. A gauche, il reste difficile de dégager une ligne politique claire (social-démocratie ou poursuite d'une ligne vraiment socialiste ?), les rivalités de personnes et les ambitions l'emportent toujours sur la définition d'une politique à proposer aux Français. Le PS s'est ainsi divisé sur la question du référendum sur la constitution européenne en 2005, contribuant notamment à son échec… et si la très grande majorité des régions sont passées à gauche, rien n'est vraiment réglé au milieu de 2006. Des primaires internes au parti conduisent à la désignation de Ségolène Royal comme candidate socialiste à la présidentielle. Au soir du premier tour, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal restent en lice pour le second tour. Le premier l'emporte avec 53 % des voix au second tour. Les législatives qui suivent (depuis la réforme du quinquennat les élections présidentielles et législatives s'enchaînent) lui assurent une majorité confortable pour gouverner.

Durant son mandat, Sarkozy a mis en place de nouvelles réformes, dont celle à propos des retraites en 2010. Cette réforme a pour but de repousser l'âge minimum de deux ans des travailleurs pour pouvoir toucher leur retraite, celle-ci a eu pour conséquence une géante manifestation et aussi la plus grosse de l'époque. En 2012, Sarkozy perd les présidentielles face à François Hollande qui appartient au parti socialiste. Le mandat de Hollande est marqué par une augmentation de la fiscalité du pays avec une augmentation des impôts. Il va décider de faire passer la légalisation du mariage homosexuel. La période la plus importante et compliquée pendant son mandat a été les attentats islamistes, notamment ceux du 13 novembre 2015, ayant conduit à la mise en place d'un état d'urgence avec une amélioration du plan Vigipirate. En 2017, il ne se représente pas ce qui contribue à la victoire d'Emmanuel Macron, ancien conseiller et ministre de Hollande, qui a fondé son propre parti En Marche ; il bat au second tour Marine Le Pen la candidate du Front National. Les grands moments de son mandat ont été les nombreuses manifestations des Gilets Jaunes en réaction à la politique très libérale menée (nombreuses réductions des rôles de l'Etat aboutissant à un mauvais fonctionnement des services

publics) ainsi que la pandémie mondiale de la Covid-19. En juillet 2020, Edouard Philippe, premier ministre depuis 2017, est remplacé par Jean Castex à Matignon. Celui-ci contribue à accélérer la perte de confiance d'un grand nombre de Français dans l'action du gouvernement par sa gestion, souvent illisible, de la lutte contre la pandémie.

Au début du XXIème siècle, la France demeure une puissance moyenne à vocation mondiale. S'étant ouverte au reste du monde après la Seconde Guerre mondiale (elle restait jusqu'alors repliée sur elle-même et sur son empire colonial), elle s'est intégrée dans l'économie mondiale. Des faiblesses demeurent cependant avec une insuffisance du secteur de la recherche, des investissements trop limités (notamment sur les marchés émergents) et donc une dépendance importante à l'égard des investissements étrangers. Le coût de la main d'œuvre mais aussi une législation jugée trop contraignante comme avec les 35 heures (vraiment ou est-ce juste une excuse ?) dissuade les implantations et justifient des délocalisations qui apparaissent toujours de plus en plus nombreuses.

Dans le monde, la voix de la France continue à porter (en étant écoutée ?). L'activité diplomatique est importante même si la France ne peut rivaliser avec les Etats-Unis, voire le Royaume-Uni, en la matière. Membre permanent du Conseil de sécurité, lieu d'accueil d'institutions internationales (OCDE, UNESCO, Conseil de l'Europe), elle aime à prendre des positions particulières en se prévalant du titre (mais qui lui a donné ?) de « patrie des droits de l'homme ». Ce grand écart entre des valeurs humanistes et des réalités économiques complexes est souvent pointé du doigt ; pour beaucoup, la France parle beaucoup mais n'agit pas (voir la crise en Irak). Cette vision peut effectivement être validée mais il ne faut pas oublier pour autant l'implication de nombreuses ONG françaises dans le monde (Médecins sans frontières par exemple).

La France demeure une puissance dans le domaine culturel (même si ses positions sont de plus en plus rognées). La langue française, pratiquée par plus de 150 millions de personnes dans le monde, langue officielle d'une quarantaine de pays (essentiellement africains), est langue internationale dans de nombreuses institutions et aux Jeux Olympiques. La France défend en la matière l'idée d'une exception culturelle afin de lutter contre

l'invasion des produits « culturels » venus du monde anglo-saxon. Il n'empêche que, pour s'exporter dans le monde, les œuvres françaises doivent parfois accepter d'être dénaturées.

ST/TB

FRANCE 24

France 24 est une chaîne d'information mondiale diffusée à l'international et dans quatre langues différentes (français, anglais, arabe et espagnol). Elle propose aux téléspectateurs toutes sortes d'information sur le monde (santé, politique, sport…) 7j/7 et 24h/24.

France 24 a été créée le 15 novembre 2003 et est lancée le 6 décembre 2006 en français et en anglais auprès de 80 millions de foyers dans le monde. France 24 rassemble aujourd'hui 61,2 millions de téléspectateurs chaque semaine et est la première chaîne d'information internationale au Maghreb et en Afrique francophone.

La rédaction de France 24 est composée de 430 journalistes de 35 nationalités différentes. Cette chaîne est disponible à la télé, sur les appareils électroniques en générale et sur Youtube dans les quatre langues disponibles. Comme c'est une chaîne internationale, elle est également beaucoup diffusée dans les hôtels et les aéroports.

Siège de France Médias Monde

Le siège de France 24 se trouve à Issy-les-Moulineaux dans les Hauts de Seine en région Île-de-France où se situe également le siège de sa maison mère France Médias Monde.

SMB

FRANCE INFO

France Info est une radio publique française, cette radio permet majoritairement de suivre l'actualité nationale et internationale. Elle diffuse de l'information en continu.

France Info a été créée le 1er juin 1987 par Roland Faure et Jérôme Bellay, son premier directeur jusqu'en 1989. Elle fait partie du groupe Radio France. C'était alors une révolution puisqu'il

fallait attendre jusqu'à ce jour-là l'heure pile pour avoir un flash d'informations, on avait à disposition une antenne informant toutes les dix minutes. Diffusée sur la fréquence 105.5 de la bande FM France Info n'est à l'origine diffusée que dans les grandes villes françaises. Sa zone de diffusion s'est étendue au cours des années qui ont suivi.

La journée, la radio diffuse des reportages, des chroniques sur différents domaines (culture littérature, sport, vie quotidienne…) et la nuit entre les flashs d'actualités des bandes originales de musiques de film ou des rediffusions de chroniques. France Info possède des envoyés spéciaux partout en Europe, aux USA, en Russie en Asie… qui sont aussi ceux des autres radios du groupe Radio-France (France Inter, France Culture…).

La naissance et le développement des chaines de télévision a contraint France Info à évoluer en proposant des journaux beaucoup plus courts et en multipliant les débats généralement avec deux invités. La radio s'est également dédoublée avec le lancement d'une chaîne télévisée le 1er septembre 2016.

ODG

FRANCE LIBRE

La France libre est le nom donné par le général de Gaulle à l'organisation de résistants extérieurs qu'il a fondée en juin 1940. Elle repose sur la volonté de continuer la lutte contre l'Allemagne aux côtés des alliés britanniques. Le point de départ ayant poussé de Gaulle à se rendre à Londres et lancer son appel du 18 juin 1940 a été la demande d'armistice de Pétain. De Gaulle a également réussi à former les Forces françaises libres (FFL), groupes armés de la France Libre, composées de soldats ayant échappé aux Allemands, de civils et de troupes coloniales. Les actions de cette dernière étaient autant politiques (presse, radio et grands discours) que militaires. Cette mobilisation de tous, hommes comme femmes, soldats comme civils, a permis la libération de Paris en août 1944 et a permis de voir son fondateur Charles de Gaulle

restaurer la République en France supprimée par Pétain 4 ans plus tôt.

MB / AC / LR / ST

FRANCE-SOIR

Quotidien français fondé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par Pierre Lazareff. Il est jusqu'aux années 70 le grand quotidien national français et s'oriente plutôt à droite. Il connaît depuis un déclin constant qui l'a fait transiter entre les mains de nombreux propriétaires depuis les années 90. Après la disparition du journal, un site internet d'informations a repris le titre mais il s'agit d'un media complotiste sans véritables journalistes.

FRANCO (Francisco)

Francisco Franco est un militaire et homme d'État espagnol. Pendant la guerre civile espagnole, il a établi sa position de chef du camp nationaliste et a remporté la victoire sur le camp républicain. Il est né le 4 décembre 1889. Il commence sa carrière de militaire en tant que simple soldat en 1912. Il monte petit à petit en grade pour actes de bravoures entre autres et est élevé au rang de général en 1926.

Lors de la guerre civile qui débuta le 17 juillet 1936, Franco était le chef des nationalistes. Il est nommé chef de l'État le 29 septembre 1936. Il institue un parti unique en 1937 et en 1939 après la défaite des républicains, il est le chef incontesté de l'Espagne. Franco n'est pas fasciste et il ne rentrera pas en guerre en 1939. Il reprochait aux Allemands d'avoir bombardé inutilement son territoire.

TC

FRONT DE L'EST

La notion de Front de l'Est désigne les combats ayant eu lieu entre l'Allemagne nazie et l'URSS communiste, chacun accompagné de leurs alliés. Cet affrontement se passe entre juin 1941 et mai 1945. En effet, l'Allemagne va mettre à exécution, le 22 juin 1941, son opération Barbarossa ; c'est le début de la conquête allemande en Union

Soviétique. L'Allemagne reste victorieuse jusqu'à l'hiver 1942. La bataille de Stalingrad marque l'arrêt de cette expansion et est le véritable pivot du Front de l'Est. À partir de là, l'URSS va procéder à une reconquête de son territoire perdu ainsi que des pays slaves ayant été annexés par l'Allemagne. L'Armée rouge réussit même à atteindre Berlin le 2 mai 1945 bien avant les autres troupes alliées. Le Front de l'Est est très représentatif de la guerre d'anéantissement qui a secoué l'Europe.

EG / AG / TP / KRF

FRONT NATIONAL

Parti politique français d'extrême-droite dont les idées trouvent un succès croissant à partir des années 80. Dirigé par Jean-Marie Le Pen, le Front national obtient des députés dans les années 80 grâce au scrutin proportionnel, décroche quelques mairies dans des villes importantes (Orange, Vitrolles…) et, profitant d'un sentiment d'insécurité de la part des Français, se hisse jusqu'au second tour de la présidentielle en 2002. L'audience du Front national tend à décliner au moment de l'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir dont certains thèmes se rapprochent de ceux du FN. Cependant l'aggravation de la crise fait le lit de la formation d'extrême-droite dont l'image se lisse sous la direction de Marine Le Pen qui cherche à éloigner toutes les références trop clairement d'extrême-droite dans son discours. L'adoption d'un nouveau nom, le Rassemblement National, en 2018 est un exemple de cette stratégie.

FRONT NATIONAL [gouvernement de]

Nom donné aux gouvernements qui à la fin de la Seconde Guerre mondiale regroupent des personnalités issues d'une grande partie de la sphère politique (des libéraux aux communistes). Dans les pays d'Europe de l'Est, les communistes y ont un rôle central par le contrôle qu'ils exercent sur les principaux ministères (Police, Justice, Economie…).

FRONT POPULAIRE

Alliance électorale de l'entre-deux-guerres qui voit le jour peu après les émeutes du 6 Février 1934, faisant s'allier les principaux partis de gauche de l'époque qui étaient la SFIO (Section française de l'internationale ouvrière), le parti radical et le parti communiste. L'alliance, grâce à son programme

social promettant le soutien du peuple et à son slogan électoral fort « Pain, Paix, Liberté » remporte les élections du 26 avril et 3 mai 1936.

Le gouvernement dirigé par le socialiste Léon Blum aida le peuple, instaura une démocratie sociale en mettant en place de nombreuses réformes comme la semaine des 40 heures, deux semaines de congés payés, la hausse des salaires… Ces réformes seront établies pour certaines lors des Accords Matignon du 7 juin 1936, ou à travers des lois comme celle sur la retraite des mineurs (29 juillet) ou bien sur les allocations chômage (28 août). Ces réformes dans l'Hexagone s'accompagnent d'accords internationaux comme l'accord monétaire du 1er octobre 1936 avec les Etats-Unis et la Grande Bretagne, diminuant la quantité d'or dans le franc pour, entre autres, augmenter le pouvoir d'achat ainsi que l'assouplissement du trafic d'armes franco-espagnol pour aider la lutte en Espagne en guerre civile à ce moment-là. Cette mesure sera une des seules que la France mettra en place car une action trop directe en Espagne pouvait alors compromettre le Front populaire (les communistes étaient pour une aide plus importante, les radicaux contre). Mais ces nombreuses réformes peineront à améliorer le contexte économique de crise qui faisait rage à l'époque et feront l'objet de nombreuses critiques politiques (notamment sous le régime de Vichy qui en fera une des causes principales de la défaite de 1940). Le Front populaire fut ainsi un gouvernement très controversé mais qui permit à la France d'établir un régime stable dans un contexte qui l'était moins, et de poser certaines bases morales et sociales, encore présentes dans notre République actuelle.

AB / SB / AD / AR

FRONT RÉPUBLICAIN

Alliance électorale de la gauche française pour les élections législatives de janvier 1956. Elle se constitue en opposition au mouvement poujadiste. Sa victoire amène au pouvoir Guy Mollet.

FUHRER

Nom donné à Adolf Hitler. Il correspond à l'idée d'un chef, d'un guide.

MB / AC / LR / ST

FUSÉES DE CUBA [crise des]

La crise des fusées de Cuba en octobre 1962 est une des crises majeures de la Guerre froide. Elle

correspond à un moment de tensions très importantes entre les Etats-Unis présidés par John Fitzgerald Kennedy et l'URSS dirigée par Nikita Khrouchtchev.

A l'origine, l'île de Cuba semblait être dans l'orbite des Américains dont l'influence se voulait complète sur tout le continent américain. Lorsque, après la révolution socialiste de Fidel Castro (1959) à Cuba, ce dernier s'allie aux Soviétiques, la puissance américaine se sent menacée. La découverte de l'installation de rampes de lancement de missiles sur l'île mi-octobre 1962 amena Kennedy à annoncer le 22 octobre que la marine américaine allait mettre en place un blocus de l'île pour empêcher l'arrivée des missiles en cours de traversée de l'Atlantique sur des cargos soviétiques.

Dans un premier temps, Khrouchtchev reste ferme et refuse de négocier. Pour Kennedy il est hors de question d'accepter la présence de ces missiles à Cuba car ils rompent l'équilibre nucléaire entre les Etats-Unis et l'URSS, celle-ci pouvant frapper le territoire américain avant que celui-ci puisse réagir. Au terme de négociations difficiles car passant par des intermédiaires, Khrouchtchev accepte finalement de démanteler les installations de lancement et l'annonce le 28 au soir. Le 29 octobre les navires soviétiques dans l'Atlantique font demi-tour. En apparence c'est donc l'URSS qui a cédé ; on ne découvrira que plus tard dans les archives soviétiques que des missiles étaient déjà arrivés à Cuba, que les sous-marins escortant les cargos disposaient de torpilles nucléaires… et que pour arriver à l'accord, les Etats-Unis avaient dû s'engager à promettre de ne pas envahir Cuba et… démanteler les installations de sites de lancement de missiles qu'ils avaient secrètement établis en Turquie.

Les accords conclus pour sortir de cette crise amènent à essayer de changer le rapport de force américano-soviétique pour éviter tout danger nucléaire. On peut ainsi faire correspondre octobre 1962 avec le début d'une nouvelle phase de la Guerre froide appelée la Détente. Celle-ci repose notamment sur la mise en place de moyens permettant aux dirigeants des deux superpuissances d'échanger en cas d'événements pouvant conduire à une crise régionale ou planétaire.

MB

G

G6

Nom porté par la première réunion de chefs d'Etat et de gouvernement des pays les plus riches du monde (Etats-Unis ; Japon ; RFA ; France ; Italie ; Royaume-Uni) au château de Rambouillet. Réuni à l'instigation de Valéry Giscard d'Estaing, ce sommet avait pour but d'aborder les grands problèmes du monde et notamment les problèmes économiques au moment où l'économie mondiale entrait dans une période de grandes difficultés.

G7

Nom porté à partir de 1976 par la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays les plus riches. Aux membres du G6 du sommet de Rambouillet (1975) s'est ajouté le Canada sur l'insistance des Etats-Unis et de l'Allemagne de l'Ouest. Le premier sommet du G7 se tient en juin 1976 sur l'île de Puerto Rico. La dernière réunion du G7 aura lieu en 1997 à Denver avant que la Russie ne rejoigne le groupe en 1998. Un sommet du G7 a cependant été organisé en 2014, la crise ukrainienne ayant conduit à l'annulation du sommet initialement prévu à Sotchi en Russie et finalement tenu, sans la Russie, à Bruxelles. Depuis, le G7 a remplacé à nouveau le G8.

G8

Nom porté à partir de 1998 par la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des huit pays les plus riches. Le sommet de Birmingham en 1998 voit en fait la Russie de Boris Eltsine rejoindre les pays membres du G7. Même après la formation du G20 (2008), les sommets du G8 continuent à se tenir généralement à la fin du printemps ou au début de l'été. Dans la réalité, le G8 est un G9 car le président de la commission européenne y participe en tant que représentant de l'Union européenne. Le G8 a cessé d'exister avec l'exclusion de la Russie après la crise de la Crimée.

GAMELIN (Maurice)

Né dans une famille d'officiers en 1872, Maurice Gamelin sort major de Saint-Cyr et fait partie de l'état-major de Joffre. Il joue un rôle majeur dans la victoire de la bataille de la Marne et dans d'autres batailles de la

Première Guerre mondiale. Dans l'entre-deux guerres, il mène avec succès de nombreuses missions qui lui valent un grand prestige et d'être nommé au Conseil supérieur de la guerre avec Weygand.

Maurice Gamelin en 1940

Il est le véritable chef de l'armée française au début de la Seconde Guerre mondiale ; il estime la ligne Maginot et les Ardennes infranchissables. Cependant, en plus d'utiliser des stratégies dépassées, il tombe dans le piège lorsque le 10 mai 1940 les Allemands feignent une attaque par la Belgique. Gamelin sera tenu en grande partie responsable de la défaite de la campagne de France, même si de nombreux autres facteurs y ont joué. Après sa déportation et sa libération et 1945, il restera comme le responsable de cette défaite avant de mourir en 1958.

NB / PB / JB / ED

GAUCHE PLURIELLE

La gauche plurielle est le nom donné, de 1997 à 2002, à l'alliance des partis de gauche en France. Elle a été théorisée par Jean-Christophe Cambadélis suite à la décision de dissolution de l'Assemblée nationale par Jacques Chirac, alors président de la République. Cette gauche plurielle unit le Parti communiste français, le Parti socialiste, le Parti radical de gauche, le Mouvement des citoyens et les Verts. Lors des élections législatives de 1997, la gauche plurielle remporte la majorité des votes (319 sièges), mettant en place la troisième cohabitation en France. Lionel Jospin est alors nommé Premier ministre par Jacques Chirac et forme un gouvernement composé d'une majorité de ministres socialistes. C'est à ce moment que la gauche plurielle devient la majorité plurielle car elle constitue la majorité parlementaire. Sous le gouvernement de Jospin, de nombreuses mesures sociales sont adoptées comme la mise en place de la semaine de 35 heures, d'un plan emploi-jeunes de 700 000 contrats dans le secteur public et

parapublic ou l'instauration du Pacs ou encore du congé paternité. Cependant, des désaccords nombreux ont pris place au sein de la majorité plurielle et lors des élections présidentielles de 2002, chacun des partis de l'union réunissant les partis de gauche présente son candidat. Lionel Jospin, candidat des socialistes, ne parvient pas au second tour du scrutin et est éliminé, devancé par Jean-Marie Le Pen. Cela met fin à la gauche plurielle.

CD

GAULLIEN

Adjectif qui fait référence à ce qui est particulier à la personne du général de Gaulle (ses idées, ses actions). Ne pas confondre avec « gaulliste ».

GAULLISTE

Adjectif qui fait référence à ceux qui soutiennent, approuvent ou se rattachent au général de Gaulle et à ses idées. Ne pas confondre avec « gaullien ».

GÉNOCIDE

Extermination d'un groupe ethnique ou national organisé sciemment par un Etat. La définition internationale du terme de génocide date de 1948 donc après les génocides des Arméniens pendant la Première Guerre mondiale et des Juifs et des Tsiganes pendant le second conflit mondial. Au cours des dernières décennies, le génocide des Tutsis ou des Bosniaques montre que de tels crimes restent possibles même avec la menace de tribunaux internationaux. Il faut en revanche se méfier de certains groupes qui instrumentalisent cette notion pour des raisons mémorielles (« génocide des Vendéens » par exemple).

GÉOPOLITIQUE

Etude des relations entre l'espace et la politique à travers les tensions et conflits, les systèmes d'alliance internationaux et les rapports de puissance.

GESTAPO

Le nom Gestapo provient de l'allemand Geheime Staatspolizei qui signifie "police secrète d'État". C'est la police allemande nazie de (1933-1945) dont le rôle était de rechercher et d'éliminer les opposants au régime. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle agissait sur tout le territoire occupé par la Wehrmacht. Elle a été créée

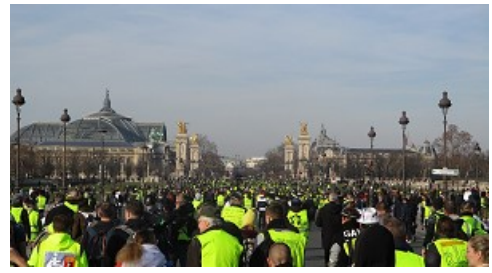
en 1933 par Göring puis étendue à toute l'Allemagne par Himmler.

ER

GILETS JAUNES

Le mouvement des gilets Jaunes est un mouvement de contestation populaire sans hiérarchie ni structure. Il trouve son nom dans les gilets de haute visibilité portés par les manifestants lors d'actions contestant à l'origine l'augmentation du prix des carburants. De ce point de départ, les revendications se sont portées ensuite vers la demande d'un changement de politique, fiscale, et même parfois la démission du président Emmanuel Macron, ainsi que le rétablissement de l'impôt sur la fortune.

Le mouvement trouve son origine fin 2018, majoritairement sur les réseaux sociaux avec des appels à manifester dans toute la France. Ces manifestations déclarées ou non déclarées sont de formes diverses, elles peuvent se dérouler dans les rues, en bloquant des autoroutes ou des péages, ou encore en investissant des ronds-points. C'est un mouvement difficile à définir politiquement car il prend souvent aux deux extrêmes de l'échiquier politique, notamment par la contestation des élites (populisme). Là où certains réclament une plus grande justice sociale pour défendre les plus pauvres, d'autres appellent à un Etat fort dirigé par une personnalité à poigne. Les Gilets jaunes peuvent donc se penser comme une conjonction de contestations diverses ayant comme seul point commun la détestation de la politique très libérale du président Macron.



Manifestation de Gilets jaunes à Paris (février 2019)

Le mouvement cesse son activité lors du premier confinement au printemps 2020, et reprend avec une moindre ampleur par la suite.

Certaines manifestations comportent des dérives chez les manifestants comme chez les forces de l'ordre (usage excessif de la violence) avec notamment la présence de casseurs : de nombreuses vitrines sont brisées, des voitures brûlées… et d'autres actes de vandalisme, comme sur l'Arc de Triomphe à Paris qui est "saccagé" par des manifestants.

Ce genre de débordements entraîne quasi systématiquement une intervention des forces de l'ordre pour maîtriser les manifestations. En novembre 2019, un bilan faisait état de 11 morts, plus de 4 000 blessés, et des dizaines de milliers d'arrestations du côté des manifestants.

PB

GIROUD (Françoise)

Léa France Gourdji, surnommée Françoise Giroud est une journaliste, écrivaine et femme politique française née à Lausanne en Suisse le 21 septembre 1916 de parents turcs et juifs séfarades. Elle commence sa carrière dans le cinéma à Paris et devient ainsi la première femme scripte du cinéma français. Elle a été assistante metteur-en-scène de Jean Renoir, coscénariste auprès de Jacques Becker puis scénariste sous son pseudonyme de Françoise Giroud.

Durant la Seconde Guerre Mondiale, elle devient agent de liaison pour la Résistance française ce qui lui vaut d'être arrêtée par la Gestapo puis incarcérée en 1944. Après la guerre, de 1945 à 1953, elle est engagée comme directrice de la direction du nouveau magazine *Elle* fondé par Hélène Lazareff, puis fonde son propre magazine *L'Express* (avec Jean-Jacques Servan-Schreiber) qu'elle dirige de 1953 à 1974 en tant que directrice de la rédaction puis de la publication.

Françoise Giroud en 1998

Membre du parti radical socialiste, elle devient secrétaire d'Etat à la condition féminine de 1974 à 1976 puis à la Culture de 1977 à 1979 sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Elle quitte la politique en 1979 et se tourne définitivement vers l'écriture ; elle écrit notamment *Le Bon plaisir* en 1983 qui est ensuite adapté au cinéma. La même année, elle devient éditorialiste au *Nouvel Observateur* grâce à Jean Daniel qui

le lui propose, et pendant 20 ans, elle écrira des chroniques de télévision, mais aussi plusieurs émissions de télévision, des essais, biographies et romans à succès. Elle meurt le 19 janvier 2003 à Neuilly-sur-Seine en France.

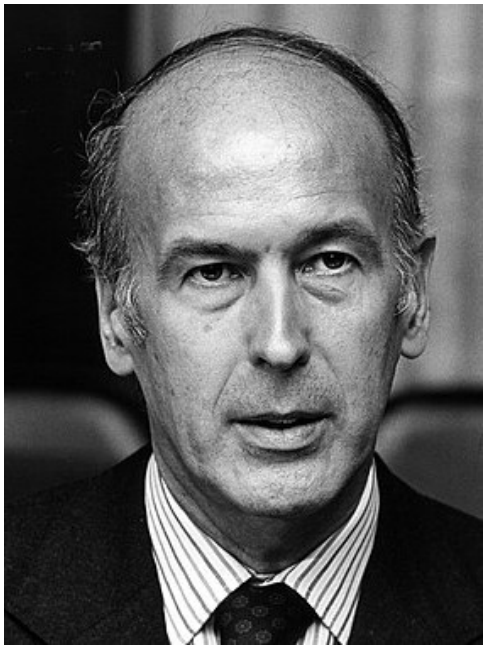
EG

GISCARD D'ESTAING (Valéry)

Valéry Giscard d'Estaing, surnommé "Giscard" ou "VGE" est un homme politique français qui a été Président de la République (1974-1981).

Il naît le 2 février 1926 à Coblence en Allemagne et commence des études à l'Ecole Polytechnique mais les interrompt pour participer à la Libération de Paris à 18 ans en 1944. Il s'engage dans l'armée par la suite pour la fin de la guerre et reprend ses études un an après en 1945. Diplômé de l'ENA en 1951 (il sort quatrième), il devient inspecteur des finances avant de s'engager en politique au milieu des années 50. Il continue sa carrière en tant que député, Secrétaire d'Etat aux finances, ministre des finances et des affaires économiques, ministre de l'Économie et des Finances, entre autres.

Il est élu Président de la République en 1974 (battant François Mitterrand au second tour) avec une grande volonté de modernité et va prendre des décisions qui vont grandement faire évoluer la démocratie française. Il va mettre fin à la censure politique et économique dans les cinémas français, autoriser le divorce par consentement mutuel et non plus sur une faute d'un des deux conjoints, va abaisser la majorité civile de 21 ans à 18 ans et fonder le G7, une organisation entre les 7 premières puissances économiques mondiales pour s'occuper des questions économiques et politiques. Avec la ministre de la Santé, Simone Veil, de son septennat, il va dépénaliser l'avortement avec l'IVG (Interruption Volontaire de Grossesse) et l'IMG (Interruption Médicale de Grossesse), intègrera les handicapés dans la société en leur octroyant le droit au travail et le droit de garantie d'avoir un minimum de ressources ainsi que le droit d'être intégré en "milieu ordinaire". Juste avant la fin de sa présidence, en 1981, il crée le Comité sur la violence, la délinquance et la criminalité, qui va sous le mandat de Mitterrand, abolir la peine de mort mais a également pris de nombreuses autres mesures qui ont beaucoup amélioré la République française.



VGE en 1975

Giscard d'Estaing n'est cependant pas réélu en 1981 à cause de divers scandales lors de sa campagne présidentielle, des divisions avec son Premier ministre Jacques Chirac ainsi que par son impopularité avec les jeunes de 18-21 ans à qui il a donné le droit de vote. Il est, par la suite, élu député au Parlement Européen et permet grâce à la promotion de la Constitution Européenne de pouvoir autoriser les pays de l'Est à y entrer, puis finit sa carrière à l'Académie Française. Il meurt le 2 décembre 2020 à Authon en France.

EG

GLASNOST

La Glasnost (littéralement "transparence") est une politique de liberté d'expression et de publication d'informations jugées confidentielles auparavant au sein de l'Union soviétique afin "d'assurer la plus grande transparence possible aux travaux du gouvernement et aux organisations de masse".

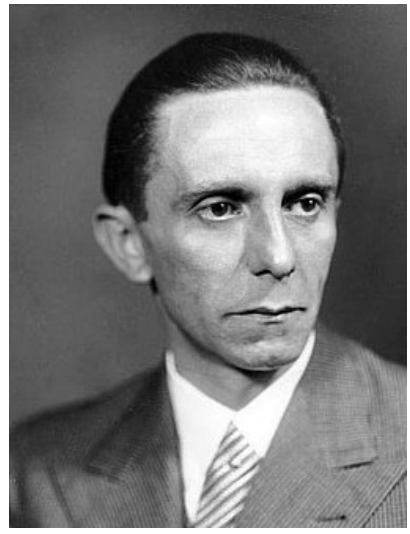
Cette politique approfondit la "déstalinisation" politique de l'URSS en dénonçant publiquement les crimes de Staline (et non par communiqués au sein du Parti) et renoue avec certains idéaux de Lénine ainsi que le combat contre la corruption. La Glasnost donne de nouvelles libertés au peuple comme la liberté d'association et d'expression, ce qui est un changement radical dans la société soviétique. En effet, jusque-là, le contrôle des idées était permanent.

Des milliers de prisonniers politiques furent alors libérés des goulags dont une grande partie fermèrent. Cependant, un des autres objectifs de la Glasnost était de mettre la pression sur les conservateurs du Parti opposés à la politique de la Perestroïka en mettant à jour leurs actions illégales dévoilées publiquement.

AB

GOEBBELS (Joseph)

Né le 29 octobre 1897, Joseph Goebbels était un homme d'Etat allemand entre 1933 et 1945, il fut l'un des dirigeants les plus influents du régime nazi. Goebbels était le ministre de l'éducation du peuple et de la propagande ; il utilisait des techniques modernes telles que le cinéma pour diffuser une intense propagande. Il joue un rôle central dans la persécution des juifs allemands, notamment en organisant la Nuit de Cristal dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938. Il se donne la mort le 1er mai 1945 à la suite d'Adolf Hitler qui l'avait nommé comme successeur dans son bunker à Berlin.



NB / PB / JB / ED

GOERING (Hermann)

Hermann Goering, né le 12 janvier 1893 et mort le 15 octobre 1946, était un militaire mais aussi un homme politique allemand. Pendant 11 ans, du 27 avril 1933 au 23 avril 1945, Goering fut le ministre de l'aviation du Reich. En même temps, il était le ministre-président de Prusse ce qui consistait à diriger le Ministère d'Etat de Prusse.

Ancien pilote de chasse pendant la Première Guerre mondiale, Goering est entré au parti nazi en 1922 et est devenu très rapidement un proche d'Hitler. En 1933, Goering est nommé ministre et il est responsable de la création de la Gestapo qui signifie "Police de l'Etat", il cède cette organisation en

1934 à Heinrich Himmler. Suite à cela, en 1935, il est nommé commandant en chef de la Luftwaffe qui était la composante aérienne de la Wehrmacht, et ministre de l'aviation. Avec cela, il cumule d'autres fonctions comme ministre de l'intérieur de Prusse …

Sous sa direction, une puissance aérienne moderne se crée. Goering, après les premiers exploits de celle-ci, pensera que « son » aviation suffit à gagner les batailles et aura du mal à reconnaître sa perte de supériorité au fur et à mesure de la guerre. Goering obtient cependant d'Hitler le grade de l'armée allemande le plus élevé qui est feld-maréchal. Il est aussi durant toute la guerre le successeur désigné d'Hitler.

Goering en 1942

Le 23 mai 1945, Goering demande au Führer qui est terré dans son bunker de la chancellerie à Berlin s'il peut lui succéder. Hitler s'oppose à cela et le fait arrêter par ses SS. Après le suicide d'Hitler, Goering est le plus haut dignitaire du régime nazi encore vivant. Il fait donc partie des accusés traduits devant le tribunal de Nuremberg. Il y défend la politique du Führer. Après ale jugement qui le condamne à mort, Goering se suicide dans sa cellule le 15 octobre 1946 avant d'être exécuté.

IDS

GOLD

=> DEBARQUEMENT EN NORMANDIE

GORBATCHEV (Mikhaïl)

Mikhaïl Gorbatchev est un homme politique soviétique qui a dirigé l'URSS de 1985 à 1991. Né le 2 mars 1931, Gorbatchev est le fils d'un ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale. Dans les années 1970, l'Union soviétique a été confrontée à une situation géopolitique nouvelle et en même temps inquiétante, elle n'était plus capable de soutenir financièrement le rythme effréné de la course aux armements et songe donc à une détente et au désarmement.

Arrivé au pouvoir après la mort de Constantin Tchernenko le 11 mars 1985, Gorbatchev instaure une réforme de l'économie de l'URSS ; il veut sauver le système en mettant en place des réformes structurelles profondes par rapport aux principes léninistes qui consiste à faire du parti politique un élément crucial de la révolution et de la lutte des classes. Il prend conscience de la faillite du système soviétique dans le domaine agricole et dans sa stratégie de confrontation avec l'Occident. Gorbatchev lance alors une nouvelle politique fondée sur la glasnost qui est une politique de liberté d'expression et sur la perestroïka qui veut dire reconstruction. Ce sont des réformes économiques et sociales qui veulent combattre la stagnation économique. Il met aussi en place des mesures contre l'alcoolisme, ferme des points de ventes d'alcool mais cela entraîne des conséquences désastreuses, une énorme production clandestine d'alcool aggravant le problème au lieu de le résoudre.

Pendant ses années au pouvoir, Gorbatchev tente de renouveler la hiérarchie communiste et prend des initiatives comme les traités de désarmement qui vont être à l'origine de la rupture de l'équilibre de la terreur installé depuis 1945. Le traité de Washington par exemple permet la destruction d'une partie de l'arsenal nucléaire des Etats-Unis et de l'URSS. A la tête du Bureau politique du Parti communiste soviétique, Gorbatchev devient aussi président de l'URSS le 15 mars 1990 mais ne reste au pouvoir que pendant 1 an et 9 mois jusqu'au 25 décembre 1991. Ce jour-là en effet, constatant que l'URSS se trouve divisée par l'indépendance de ses différentes républiques, il démissionne.

Gorbatchev tente par la suite de revenir au pouvoir. Il se présente à l'élection présidentielle de la fédération de Russie le 14 avril 1996 et le 26 novembre 2001 il fonde le parti social démocratique russe dont il démissionne en mai 2004 après un désaccord avec le président du parti Konstantin Titov. En 2007, il fonde un nouveau mouvement appelé l'Union des socio-démocrates.

IDS

GOULAG

Camps de travail forcé mis en place par Staline pour interner les opposant du régime. Ils sont bâtis en masse en URSS stalinienne, notamment en Sibérie, où les conditions sont extrêmes. La plupart des personnes qui y entrent n'en ressortent pas notamment pendant la période de la Grande Terreur.

CD/MD/MF/EJ

GPRF

Gouvernement Provisoire de la République Française. Il est formé à Alger en 1944 autour du général de Gaulle en réunissant des résistants et des membres des partis politiques (surtout du centre et de la gauche). Rétablissant la légitimité républicaine, il s'installe à Paris fin août 1944, conduit la poursuite de la guerre et prépare la reconstruction de la France en s'appuyant sur le programme établi par le CNR en mars 1944. Il prend des mesures importantes telles que le vote des femmes, des nationalisations, l'organisation de l'épuration, la création de la Sécurité sociale. La difficile création de nouvelles institutions conduit au départ du général de Gaulle en janvier 1946. Plusieurs personnalités se succèdent en 1946 à la tête du gouvernement provisoire (Félix Gouin, Georges Bidault, Léon Blum) en attendant l'entrée en vigueur de la IV^{e} République.

GRAND BOND EN AVANT

Politique lancée en 1958 par Mao Zedong en Chine. Cette politique se veut une manière de hâter le développement de la Chine et son retour comme grande puissance. Pour cela, on compte sur le poids du nombre en voulant développer des actions au sein de coopératives populaires remplaçant les coopératives issues de la collectivisation du début de la période communiste. Les mots d'ordre lancés par le pouvoir vont aboutir à des actions dévastatrices : on va transférer vers les campagnes une partie des fonctionnaires des villes ce qui va fragiliser l'administration ; on va demander aux populations de fondre leur métal dans des hauts-fourneaux de village afin d'obtenir de l'acier (qui sera de piètre qualité et inutilisable)… Ces injonctions peuvent même être surréalistes comme l'ordre de tuer un maximum d'oiseaux car ceux-ci picorent dans les récoltes de riz. Le Grand Bond en avant va être un terrible échec causant de nombreuses victimes en raison des famines provoquées par

la désorganisation de la production agricole. Il conduit à un effacement de Mao qui est critiqué par une partie du parti communiste. Pour reprendre en main le pouvoir, Mao lancera à partir de 1966 la Révolution culturelle.

GRANDE TERREUR

En URSS, entre fin 1936 et 1938, période de répression durant laquelle Staline élimine tous ces opposants supposés.

Son début est marqué par les Grands Procès de Moscou et cette période est caractérisée par des purges de masse en URSS. En effet, les accusés sont traqués par la police politique (NKVD), arrêtés, puis envoyés dans des goulags, où ils sont le plus souvent exécutés, ou alors ils sont exécutés immédiatement, au moment de l'arrestation. Les principales raisons des arrestations sont le sabotage économique, l'affiliation au trotskisme ou encore une participation à la subversion étrangère, mais ce sont le plus souvent des accusations infondées. Durant cette période de répression, Staline met en place des quotas minimaux de personnes à interner dans les goulags ou à exécuter, ce qui montre sa volonté d'annihiler toute personne ayant pu contester son autorité. La répression touche en particulier les cadres de l'armée, de l'administration, du monde scientifique ou artistique mais n'épargne pas non plus les citoyens. Ainsi, la Grande Terreur aura pour conséquence de désorganiser l'armée à la veille de la Seconde Guerre mondiale. La Grande Terreur s'arrête aussi vite qu'elle a commencé : sur un ordre de Staline.

Deux millions d'arrestations ont eu lieu durant cette période et un tiers d'entre elles se sont soldées par des exécutions.

CD/MD/MF/EJ

GRANDEUR DE LA FRANCE

Orientation générale de la politique gaullienne qui vise à faire de la France un Etat important dans le monde, débarrassé le plus possible d'un sentiment d'infériorité et de dépendance à l'égard des Etats-Unis. Cette politique va s'incarner à travers différents gestes forts : les discours de de Gaulle à Phnom Penh (critique de la guerre du Vietnam en 1964) ou à Montréal (sur le « Québec libre » en 1967), la sortie du commandement militaire de l'OTAN (1966-1967), des accords commerciaux avec des pays de l'Est, le blocage de la construction européenne. Après la mort de de Gaulle, Pompidou mène une

politique plus consciente des réelles possibilités de la France qui n'est plus qu'une puissance moyenne. Il n'en demeure pas moins que les présidents successifs auront toujours la volonté d'affirmer l'originalité française en se permettant souvent de donner des leçons au monde.

GRENELLE [accords de]

Accords « signés » entre le gouvernement de Georges Pompidou et les syndicats le 26 mai 1968. Ils prévoient une augmentation des salaires (35 % pour le SMIG, 10 % pour les autres salaires), une réduction d'une heure du temps de travail hebdomadaire. Bien que favorables aux travailleurs, ces accords n'entraînent pas la reprise du travail car ils ne correspondent pas aux attentes réelles des grévistes.

PB

GRUNGE

Le grunge est un style musical qui a émergé au début des années 1990 aux États-Unis. Ce style musical est dérivé du rock, il peut même être considéré comme l'une des dérives les plus populaires du rock dans cette décennie. C'est l'album *Nevermind* de Nirvana en 1991 qui va propulser le grunge. Ainsi, grâce à l'influence de ce style, la haute couture et la presse féminine s'accaparent le look grunge le temps d'une saison. Cependant, le grunge est en déclin à partir de la fin des années 1990 à cause de la séparation de groupes phares de ce genre musical.

MF

GUADALCANAL [bataille de]

Bataille de la Seconde Guerre mondiale survenue dans le Pacifique Sud. Entamée en août 1942, cette bataille dure jusqu'au début février 1943 et au réembarquement des troupes japonaises. Celles-ci ont longtemps résisté dans un milieu hostile à l'avancée des soldats américains.

GUERNICA [bombardement de]

Le bombardement de Guernica est une attaque aérienne réalisée sur la ville basque espagnole de Guernica le lundi 26 avril 1937. Elle est coordonnée par la Légion Condor de l'Allemagne nazie (44 avions) ainsi que l'Aviation Légionnaire de l'Italie fasciste (13 avions). Ces pays cherchaient à appuyer le coup d'État du général Francisco Franco contre la Seconde République espagnole. C'est cette

action militaire qui a poussé le conflit à être médiatisé mondialement, notamment grâce au tableau du peintre Picasso "Guernica" réalisé pour dire l'horreur de ce bombardement.

Ce bombardement extrêmement violent a en effet durement choqué le monde entier car il s'agit du premier bombardement de cette amplitude dirigé uniquement contre des civils, et ce de manière totalement consciente. Il dure une après-midi entière et fait plus de 2000 victimes, toutes civiles (le chiffre est cependant très discuté).

Destructions à Guernica

On peut se demander pour quelles raisons l'Allemagne et l'Italie ont bombardé cette ville, effectivement Guernica ne présentait aucun aspect stratégique, n'étant ni un centre industriel, ni une base des républicains, cette ville représentait toutefois, de façon symbolique, l'identité et l'indépendance basque. De plus, la plupart des interventions militaires allemandes durant la guerre d'Espagne ont pour but, et les dirigeants ne s'en cachent pas, le test des nouveaux matériels de guerre avant d'attaquer de façon plus franche le reste de l'Europe.

TH

GUERRE ASYMETRIQUE

Expression désignant un affrontement dans lequel un des acteurs, un Etat, dispose d'une supériorité technologique écrasante lui permettant de frapper sans craindre les ripostes. En revanche, les adversaires mènent eux une guerre non classique (attentats, guérillas…)

GUERRE D'ALGÉRIE

La Guerre d'Algérie a commencé, selon la périodisation la plus courante en 1954. Elle a opposé l'armée française à l'ALN (Armée de Libération Nationale) constituée par les insurgés nationalistes algériens encadrés au plan politique par le FLN (Front de Libération Nationale).

Depuis 1830, l'Algérie est une colonie française. Elle a été, comme la France métropolitaine, divisée en départements ce qui montre bien qu'elle est considérée

comme une colonie très particulière. Toutefois, il règne en Algérie une profonde inégalité (sociale, économique, politique) entre les pieds-noirs, les colons français qui représentent 10 % de la population, et la communauté arabo-berbère. En 1954 (« Toussaint rouge » du 1er novembre), une partie de ce peuple algérien voulant l'indépendance prend les armes.

Le conflit qui commence est en fait dès le début l'affrontement entre une armée organisée et des combattants menant une guérilla. Après un court moment où le gouvernement français pense que les forces de police et de gendarmerie suffiront à ramener l'ordre face aux fellaghas (« bandits »), c'est l'armée qui prend la suite et en 1956, on fait même appel aux jeunes Français qui effectuent leur service militaire. Officiellement, il ne s'agit même pas d'une guerre (ce serait reconnaître le FLN comme représentant d'un Etat) mais des événements. Il est vrai que la guerre ce n'est pas seulement des combats mais aussi des assassinats, des massacres, des attentats terroristes (et des deux côtés). Le conflit est compliqué par le fait que les pieds-noirs refusent l'idée d'abandonner le contrôle de l'Algérie et l'indépendance… et que l'armée française refuse toute idée d'une nouvelle défaite. Le conflit dure donc huit ans, influant profondément sur la vie politique française en conduisant au retour de De Gaulle au pouvoir en 1958. Il se traduit aussi par le recours à la torture ce qui en fait dans la mémoire collective une « sale guerre ».

Les négociations menées à Evian entre les représentants algériens et les envoyés du gouvernement français aboutissent aux accords du 18 juin 1962 qui permet le cessez-le-feu le lendemain. Le 3 juillet, le référendum ouvert à tous les habitants de l'Algérie approuve l'indépendance. En dépit des promesses faites au gouvernement français, les pieds-noirs furent contraints de quitter précipitamment l'Algérie et les musulmans algériens ayant combattu dans l'armée française, les harkis, furent assassinés en grand nombre.

Deux cent cinquante milles Algériens laissèrent la vie dans cette guerre contre 25 600 soldats et 10 000 civils côté français. La Guerre d'Algérie a laissé une trace vive dans les mémoires. En Algérie, elle est sans cesse mobilisée pour unir le pays. En France, elle veut être oubliée par une partie des Français alors qu'elle reste le symbole d'un

abandon par la France et de la perte d'une terre aimée pour les pieds-noirs et leurs descendants.

MB

GUERRE D'ANÉANTISSEMENT

Le mot de guerre d'anéantissement apparait après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le Front de l'Est en particulier est un parfait exemple de ce type de conflit.

Une guerre d'anéantissement est une guerre dans laquelle les belligérants conçoivent totalement d'anéantir leurs ennemis, les différentes armées ne se gênent pas pour réaliser des crimes de guerre horribles (viols, massacres, bombardements de villes) ou même des génocides afin d'exterminer des populations et des armées complètement déshumanisées (problème de construction de la phrase). L'ennemi n'est plus considéré comme une population d'humains mais des êtres inférieurs dont la mort importe peu. On constate également que les non-combattants sont énormément touchés, les pertes humaines civiles sont souvent plus grandes que les pertes militaires.

EG / AG / TP / KRF

GUERRE D'ESPAGNE

La guerre d'Espagne, aussi appelée guerre civile espagnole, a commencé en 1936 par un coup d'État du général Francisco Franco. Durant plusieurs décennies, les conflits sociaux, économiques et politiques ont peu à peu diminué le pouvoir du gouvernement. La proclamation de la seconde République en 1931 porte les républicains au pouvoir après un épisode dictatorial. Mais cela ne résout pas tous les problèmes et les tensions continuent de s'amplifier. En 1934, la tension est à son summum, avec le soulèvement des mineurs des Asturies. Ce mouvement est violemment réprimé par le gouvernement et on dénombre au moins 1000 morts.

Le 17 juillet 1936, le général Francisco Franco tente de prendre le pouvoir à l'aide d'une insurrection. Le gouvernement républicain résiste, mais la guerre est désormais totale entre nationalistes et républicains. Elle durera trois ans et fera environ 400 000 morts, jusqu'à la victoire, en 1939, des nationalistes menés par Franco.

TC

GUERRE DE CORÉE

=> COREE [guerre de]

GUERRE DU BIAFRA

Guerre civile au Nigeria entre 1967 et 1970. Elle débute avec la sécession de la région du Biafra peuplée par l'ethnie des Ibos qui s'oppose au pouvoir central des Haoussas. En janvier 1970, la sécession prend fin après avoir fait des millions de morts (soit du fait des conflits, soit en raison de la famine). Les images des corps décharnés des populations affamées, diffusées par les télévisions, furent à l'origine de la prise de conscience de la nécessité d'actions humanitaires.

GUERRE DU GOLFE

La guerre du Golfe fait suite à l'invasion et l'annexion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein le 2 août 1990. Autorisée par la résolution 678 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, avec pour mission d'évincer l'Irak du Koweït, elle a été menée du 2 août 1990 au 28 février 1991 par une coalition de 35 pays menée par les États-Unis.

L'Irak avait plusieurs raisons d'envahir le Koweït : le ressentiment historique des Irakiens par rapport au découpage du Moyen-Orient par les Français et les Britanniques ; la dette de 80 milliards de dollars de l'Irak envers le Koweït pour financer la guerre Iran-Irak (1980-1988) ; une armée irakienne équipée de la 3ème force de blindés au monde et aguerrie par la guerre Iran-Irak ; l'espoir de l'intervention de l'URSS…

La Coalition résulte des efforts de la diplomatie américaine, qui vise à légitimer l'opération d'aide au Koweït au travers de la résolution 678 de l'ONU, faire participer un complément de forces internationales au gros des forces américaines, et faire financer la guerre par le Koweït et l'Arabie Saoudite (environ 32 milliards de $ sur les 60 dépensés).

Le conflit s'est déroulé selon la doctrine américaine : force irrésistible. Elle a donc nécessité l'acheminement de troupes et de matériel considérable et s'est déroulée en deux phases :

1. le déploiement : l'opération « Bouclier du désert » (ou Desert Shield)
2. les combats : l'opération « Desert storm » (Tempête du désert)

L'opération « Bouclier du désert » débute le 6 août 1990, avec pour objectif de protéger l'Arabie Saoudite (d'où « Bouclier ») d'une potentielle invasion Irakienne pendant l'acheminement du gros des forces. Une telle invasion aurait eu des répercussions

catastrophiques sur l'économie mondiale étant donné le poids de l'Arabie Saoudite en tant que producteur de pétrole. Le 6 septembre 1990, 100 000 soldats de la Coalition sont arrivés en Arabie Saoudite. Le 8 novembre, il y en a 140 000, et des centaines d'avions et des dizaines de bâtiments de guerre sont déjà sur le terrain. Le 16 janvier 1991, veille de l'offensive, il y a un total d'environ 500 000 soldats de tous les pays de la Coalition (dont 400 000 des États-Unis). Près d'un million de soldats coalisés participeront à la guerre, face à 650 000 soldats irakiens ; mais la supériorité matérielle est écrasante.

L'offensive « Tempête du Désert » se déroule du 17 janvier au 28 février 1991. Elle se traduit par une déroute éclair de l'Irak avec des pertes effroyables, tandis que la Coalition enregistre des pertes inférieures à l'entraînement. L'offensive débute par des bombardements aériens et navals, qui déciment et anéantissent le moral des forces Irakiennes.

Le 22 février, l'Irak demande un cessez-le-feu, mais la Coalition refuse. Elle laisse néanmoins se retirer les forces irakiennes. Du 23 au 24 février, l'assaut terrestre « Desert Sabre » accomplit une victoire décisive sur les forces irakiennes en 98 heures. Le 26 février, les troupes Irakiennes en déroute mettent le feu aux puits de pétrole du Koweït. Le convoi de blindés irakiens fuyant par l'autoroute 80 est complètement éradiqué par l'aviation de la Coalition : c'est l'autoroute de la mort, « Highway of Death ».

Le 28 février, la Guerre du Golfe se termine par un cessez-le-feu ordonné par Georges H. W. Bush, président américain. Le Koweït est libéré, l'Irak est vaincu mais le régime de Saddam Hussein survit… ce qui crée toutes les conditions pour de nouveaux conflits dans la région.

AC

GUERRE FRAÎCHE

Nom donné à la période de la guerre froide qui entre le milieu des années 70 et le milieu des années 80 marque une reprise des tensions entre Etats-Unis et URSS.

GUERRE FROIDE

Nom donné à la période de tensions (il n'y a pas d'opposition directe entre les deux adversaires) qui opposent entre 1947 et 1991 les Etats-Unis et leurs alliés au monde communiste dominé par l'URSS. Entamée en 1947 avec la peur par les Etats-Unis de voir les

communistes continuer à progresser en Europe, la guerre froide se limite d'abord au théâtre européen (guerres civiles en Grèce et en Turquie, problème allemand) avant de se jouer dans le monde entier (notamment avec la guerre de Corée entre 1950 et 1953). La mort de Staline en mars 1953 amène un abaissement de la tension, Nikita Khrouchtchev posant le principe d'une coexistence pacifique entre les deux blocs. Cependant, deux crises (construction du mur de Berlin en 1961, crise des fusées de Cuba en 1962) montrent que les tensions perdurent. La prise de conscience du risque d'apocalypse nucléaire amène à une période de détente de 1962 à la seconde moitié des années 70 ; des négociations de limitation des armements atomiques (SALT), des contacts diplomatiques plus fréquents attestent d'une « co-gestion » du monde par les deux superpuissances. Malgré tout, la Détente s'accompagne de certaines fractures au sein des blocs qui apparaissent moins solides. Les tensions reprennent à la fin des années 70 suite à la progression de mouvements soutenus par l'URSS en Afrique et en Amérique centrale et, surtout, à l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan (1979) ; c'est la guerre fraîche. La course aux armements reprend et, dans cette course, l'URSS se trouve rapidement épuisée ne pouvant suivre le rythme américain. A partir de l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev à la tête de l'URSS en 1985, le pays communiste envoie au monde occidental des signaux de plus en plus nets en vue d'un véritable désarmement. De nombreux accords spectaculaires attestent d'une nouvelle détente… dont la première conséquence est la désagrégation du monde communiste. En 1989, la Hongrie ouvre le Rideau de fer et le mur de Berlin s'abat. En octobre 1990, l'Allemagne est réunifiée. En décembre 1991, l'URSS disparaît après que les différentes républiques qui la composaient aient pris leur indépendance. La disparition de l'URSS marque la fin « officielle » de la guerre froide.

H

HABY [loi]

La loi Haby a été mise en place le 11 juillet 1975 par le ministre de l'Education nationale René Haby. Dans la continuité des lois Ferry, son objectif est de démocratiser l'école. En effet, la loi Haby met en place le "Collège pour tous" ; on parlera à partir de là du "collège unique" puisque d'une part le collège sera gratuit mais aussi car les programmes seront unifiés pour l'ensemble des établissements. Le collège aura deux missions : préparer l'orientation des jeunes et leur transmettre une même base de connaissances et de compétences ; ainsi, il serait plus égalitaire. Cette loi, malgré le projet présenté qui permettrait l'ascension sociale pour tous et la réduction des inégalités, fait l'objet de contestations. Certains disent qu'elle empêcherait le progrès des meilleurs élèves, et ainsi, serait la source de l'échec de l'éducation française. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'elle a permis, en partie, à réduire les inégalités entre les classes sociales, et de faire fonctionner l'ascenseur social. Voulue par le président Giscard d'Estaing, celui-ci n'a cessé de déplorer de n'avoir pas crédité de cette loi progressiste.

SB

HALIMI (Gisèle)

Née en Tunisie sous le nom de Zeiza Gisèle Élise Taïeb en 1927 dans une famille juive pauvre, Gisèle Halimi a très tôt fait le nécessaire pour s'affranchir de plusieurs dominations (familiales, religieuses mais aussi masculines). C'est en travaillant qu'elle gagne assez d'argent pour rejoindre Paris en 1945 à la fin de la guerre afin d'y étudier le droit. Cela a conduit Gisèle Halimi à défendre, en tant qu'avocate, les indépendantistes tunisiens et algériens et notamment des membres du FLN (Front de libération nationale) algérien. Son action a pris une ampleur encore plus importante lorsqu'elle assura la défense de Djamila Boupacha à partir de 1960, une activiste et militante du FLN torturée et violée par des soldats français. Elle médiatisa ce procès aux côtés de Simone de Beauvoir afin de révéler les méthodes de l'armée française.

Gisèle Halimi est aussi une figure du féminisme en France et est la seule avocate signataire du "manifeste des 343 salopes" de 1971 réunissant des femmes ayant

déjà avorté. Ces femmes, dont Romy Schneider et Catherine Deneuve, réclament le droit à l'avortement, interdit à cette époque en France. Mme Halimi fonde alors un mouvement, "Choisir la cause des femmes" qui lutte pour la dépénalisation de l'avortement. C'est ainsi qu'en tant qu'avocate elle permet l'acquittement de femmes accusées d'avoir avorté et contribue aussi à l'évolution de la loi Veil autorisant l'interruption volontaire de grossesse en 1975. Ses actions ont également permis une nouvelle loi en 1980 qui définit clairement "l'attentat à la pudeur" mais surtout qui reconnaît le viol comme un crime (il était jusque-là considéré comme un délit).

Elle a aussi eu une carrière politique de 1981 à 1984 en tant que députée proche de François Mitterrand ; elle fut à l'origine de la loi abrogeant la distinction qui se faisait entre les orientations sexuelles quant à la majorité sexuelle. Elle a aussi proposé un texte visant à imposer des quotas hommes/femmes aux élections, texte refusé par le Conseil constitutionnel. A partir de 1985, elle occupe plusieurs fonctions successives à l'UNESCO puis à l'ONU en tant que conseillère de la délégation française à l'Assemblée générale puis rapporteuse de la parité homme/femmes dans la vie politique. Elle participe également à la création de l'Observatoire de la parité entre les hommes et les femmes aux côtés de Roselyne Bachelot. Gisèle Halimi réfute également "l'universalisme républicain" et propose un "universalisme double" qui doit intégrer dans sa philosophie le constat indispensable de la dualité des sexes en les englobant tous les deux sans en favoriser un, ce qui explique pourquoi elle est contre un féminisme qui se pense sans les hommes. Outre ces actions, elle s'est battue sur plusieurs fronts : contre le port du voile à l'école qu'elle assimile à un "apartheid sexuel" ou encore pour l'abolition de la prostitution.

Après de longues années de combat, sa vie de militante très engagée s'est terminée le 28 Juillet 2020 à Paris. Gisèle Halimi aura été une femme qui s'est battue pour les

droits des hommes et des femmes et une féministe convaincue de ses actions.

AB

HAMAS

Le Hamas désigne un mouvement de résistance islamiste palestinien de Gaza, fondé le 10 décembre 1987 par les Frères Musulmans Sheikh Ahmed Yassin, Abdel Aziz al-Rantissi et Mohammed Taha. Dans sa charte publiée en 1988, le mouvement affirme l'idée suivante : « la Terre de Palestine est une terre islamique » et prône la destruction de l'État d'Israël. Considéré par plusieurs pays comme une organisation terroriste, le Hamas a notamment organisé une série d'attentats contre les populations civiles entre 1993 et 2005 et également développé le plus grand réseau de militants islamistes.

EG

HANOUNA (Cyril)

Né en 1974, Cyril Hanouna est un animateur et producteur de télévision française. Depuis ses débuts en 1999 sur la chaîne Comédie, Hanouna a travaillé sur de nombreuses antennes de radio ou télévision (NRJ, RTL, TF1, France 2, C8). Il est une personnalité très controversée de par le contenu de ses émissions notamment depuis 2018 et son émission *Touche pas à mon poste* qui débat de l'actualité. L'hypothèse, lancée par Marlène Schiappa, de lui faire animer le débat d'avant le deuxième tour de la présidentielle 2022 a contribué à accentuer l'impression d'avoir affaire à un personnage dangereux pour la crédibilité démocratique.

EG

HARD POWER

Terme désignant les éléments traditionnels faisant la puissance d'un pays à savoir son poids politique et militaire. Il s'oppose au soft power.

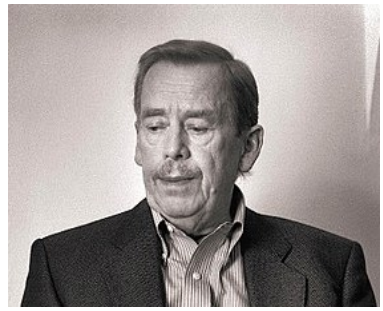
HAVEL (Vaclav)

Né le 5 octobre 1936 dans une famille bourgeoise à Prague, Vaclav Havel est un dramaturge (écrit des pièces de théâtre), essayiste et homme d'État tchécoslovaque puis tchèque. Il est une figure de proue de l'opposition au régime communiste. Aujourd'hui encore il reste une des personnalités les plus respectées en République Tchèque et conserve une grande popularité à l'étranger.

Après la libération du pays de l'occupant nazi par l'Armée Rouge, la famille de Vaclav perd tous ses biens et est marquée comme ennemie du régime à cause d'une supposée collaboration avec les nazis. A 15 ans, Havel forme avec ses amis un groupe appelé 'les trente-six" dans lequel ils discutent, en étant inconscients des dangers que cela représente, de l'oppression du régime communiste auquel est soumis le pays.

Vaclav Havel prend goût au théâtre et monte une pièce avec des amis pendant son service militaire ; c'est le début de sa vocation d'auteur de théâtre qu'il poursuit les années suivantes.

Au lendemain du Printemps de Prague en 1968 (répression violente des idées libérales par l'URSS) ses pièces sont interdites par le régime et il effectue plusieurs séjours en prison entre 1977 et 1989. Il ne perd pas pour autant sa volonté de militer en faveur de la liberté d'expression et contre l'oppression intense. Sa lettre ouverte au président, la co-fondation d'une charte pour les droits de l'homme et ses écrits ont un impact sur la pensée du peuple tchécoslovaque. Il est un personnage-clé de la révolution de Velours de fin 1989 qui précipite presque sans violence la chute du régime.



Vaclav Havel en 2006

Par la suite, poussé par l'opinion populaire, Vaclav Havel est élu président intérimaire de son pays de 1989 à 1992. Après la séparation de la Slovaquie et de la Tchéquie, il devient le premier président de cette dernière durant deux mandats. Il abandonne finalement la politique en 2003 au profit de l'écriture et meurt le 18 décembre 2011 à Prague.

NB

HELSINKI [accords d']

Accords signés le 1er août 1975 au terme de négociations ouvertes en 1972 dans le cadre de la CSCE (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe). Ces accords, signés par les pays européens et par les deux Grands, comprennent trois parties : la première reconnaît la situation géopolitique européenne issue de la

Seconde Guerre mondiale, la deuxième prône une coopération économique entre les Etats, la troisième pose le principe du respect par les signataires des Droits de l'homme. Ces accords constituent le sommet de la Détente même si pour les observateurs ils profitent à l'URSS qui voit reconnus ses progrès depuis 1945 contre un engagement de libéralisation au nom des Droits de l'homme qu'elle ne tiendra pas

HEZBOLLAH

Le Hezbollah est un parti politique et groupe islamique chiite, fondé en juin 1982, suite à la révolution islamique iranienne et l'intervention militaire israélienne au Liban durant la guerre civile, par Mohammed Hussein Fadlallah Radheb Harb. Soutenu financièrement et militairement par l'Iran, le parti est basé à Beyrouth, capitale du Liban et est classé comme organisation terroriste par de nombreux états à travers le monde.

EG

HIPPIES

Le mouvement hippie est issu des années 1960, il prend place dans un contexte politique tendu, en effet il survient suite à la crise des missiles de Cuba, qui fait rentrer le monde dans la période de détente de la guerre froide. Le mouvement est né d'un rejet de la société de consommation.

Hippies à Woodstock (1969)

Le principe étant de se retirer de la société, pour créer des mini-sociétés utopiques. En effet il se fonde sur le pacifisme, le refus de l'autorité, des valeurs traditionnalistes et la lutte contre la guerre du Vietnam. De ce mouvement découle un effet de mode, caractérisé par le port d'habits de couleurs, le rapprochement de la nature et la prise de produits illicites tels que le LSD, qui leur permet de "s'élever spirituellement". La musique occupe une place prépondérante dans la culture hippie et fait connaître des artistes aujourd'hui célèbres tels que les Beatles, les Pink Floyd ou encore Jimi Hendrix

Du mouvement Hippie sont nées une multitude de causes sociales : le féminisme, l'avancement dans la lutte pour les droits des noirs, mais aussi l'écologie. Du côté de la culture, il apporte le psychédélisme qui a grandement influencé l'art. Il a donc eu une grosse influence même sur notre monde actuel.

Le mouvement hippy sera sur le déclin à la fin des années 70 suite à la fin de la guerre du Vietnam, et la remise en question de l'utilisation des champignons hallucinogènes ou du LSD.

ER

HIROHITO

Hirohito, aussi appelé Shōwa Tennō, né en 1901 et mort en 1989, était le 124ème empereur du Japon. Attaché à la grandeur du Japon, il aurait appuyé l'attaque de 1941 à Pearl Harbor qui a déclenché la guerre du Pacifique contre les Américains. « L'empereur semblait à l'aise et inébranlable après avoir pris la décision » d'après les mots du Premier ministre de l'époque. Le 15 Août 1945, il est celui qui annoncera, en s'adressant à la population, l'acceptation des termes de la Déclaration de Potsdam et donc la fin des combats ; cela met fin par la suite, le 2 septembre 1945, à la guerre du Pacifique et donc à la Seconde Guerre mondiale. Il aura été le dernier souverain à être considéré comme une divinité car la défaite japonaise amena les Américains qui occupaient le pays à le transformer en souverain constitutionnel.

JB / EG / JS / MT

HIROSHIMA

Pour faire capituler le Japon et mettre un terme à une guerre qui s'éternise, Harry Truman, président des Etats-Unis, donne l'ordre de larguer une bombe atomique le 6 août 1945 sur la ville d'Hiroshima au Japon. La libération d'énergie par cette bombe à l'uranium était exceptionnelle (l'équivalent de 15 000 tonnes de TNT) et totalement inédite. Elle a causé des dégâts considérables aussi bien matériels (en détruisant tout sur plus de 12km²) qu'humains. En effet, la bombe a tué instantanément des dizaines de milliers de personnes, et le poison de la radiation a provoqué plus de 150 000 décès (dont 15% due la radioactivité, 35% à l'onde de choc et plus de 50% à l'effet thermique). Les séquelles de cette tragédie sont également considérables avec des traumatismes physiques et psychologiques importants.

Cependant, encore aujourd'hui, il reste très compliqué de définir les réelles intentions des Etats-Unis avec le largage de cette bombe. Certains soutiennent l'idée selon laquelle l'utilisation de la bombe atomique avait pour unique but de mettre fin à la guerre et d'éviter de nouvelles victimes du côté des Etats-Unis tandis que d'autres assurent que les Japonais songeaient déjà à capituler et que ce n'était qu'un prétexte pour les Américains de montrer leur puissance à l'URSS.

JB / EG / JS / MT

HITLER (Adolf)

Né le 20 avril 1889 à Braunau am Inn en Autriche et mort par suicide le 30 avril 1945 à Berlin, Adolf Hitler fut un idéologue et homme d'Etat allemand, figure centrale du nazisme. Ce mouvement d'extrême droite théorise une hiérarchie au sein de l'espèce humaine divisée en race avec, au sommet, la "race aryenne" et au plus bas, d'autres groupes tels que les juifs.

Hitler, ancien soldat pendant la Première Guerre mondiale, s'impose à la tête de ce parti politique en 1921 et tente un coup d'Etat, le putsch de la Brasserie, en 1923 qui échoue. Il se voit condamné à 5 ans de prison mais ne passera finalement que 13 mois entre les barreaux jusqu'en décembre 1924 pendant lesquels il écrit *Mein Kampf*. Dans ce livre, il pose les fondements de son idéologie ainsi que des éléments autobiographiques et l'histoire du NSDAP (parti national-socialiste des travailleurs allemands). Il raconte par exemple à quel point il a été heureux de partir faire la Première Guerre mondiale au sein de l'armée autrichienne, oubliant de préciser qu'il avait tenté de se dérober à l'armée autrichienne quelques années plutôt.

Profitant du climat de violence politique et de la détresse causée par la crise économique des années 30, Hitler occupe une place croissante dans la vie publique allemande. Il est alors nommé chancelier le 30 janvier 1933 et se voit accorder les "pleins pouvoirs" par la loi du 24 mars 1933 qui lui donne le droit de gouverner par décret. Son régime met très rapidement en place les premiers camps de concentration destinés tout d'abord à la répression des opposants politiques (socialistes, communistes...). En 1934, après la nuit des longs couteaux (assassinat des SA, la deuxième branche du parti nazi) et la mort du maréchal Hindenburg (le président du Reich),

il se fait plébisciter chef de l'Etat et nommer "Führer", instaurant un culte de la personnalité. Cela met alors fin à la république de Weimar, première démocratie parlementaire en Allemagne.

Affiche de propagande nazie

Hitler fait adopter en 1935 une législation anti-juive et permet la prise de contrôle de tous les aspects de la société allemande par les nazis (jeunesses, médias, industries, …). D'un point de vue économique et social, Hitler rejette les idées socialistes et met en avant son "nationalisme" qui prône la reconstruction d'une "communauté nationale" unis par une race et une culture commune. Il parvient à remettre sur pied l'économie en quelques années grâce à des emplois créés par l'Etat pour une modernisation par des grands travaux puis enfin une politique de réarmement. Hitler exprime de plus une volonté expansionniste qui conduira au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Il allie de son côté les anciens vaincus de la Première Guerre mondiale et ordonne l'occupation des pays vaincus lors du début de la Seconde Guerre mondiale.

Cependant, le conflit s'est retourné contre lui. Après une période de conquêtes rapides et qui paraissent faire de l'Europe une Europe allemande, l'Allemagne nazie est vaincue en 1945. Hitler se suicide alors dans son bunker de Berlin assiégée par les Soviétiques. La politique hitlérienne aura conduit à un génocide des juifs européens et des tziganes, la mort par la faim de millions de civils ou de nombreux assassinats et crimes de guerre. Aujourd'hui, le nom d'Hitler est resté dans la mémoire collective comme l'incarnation du "mal absolu".

AB

HOLLANDE (François)

François Hollande est un haut fonctionnaire et un homme

d'État français. Il est président de la République française du 15 mai 2012 au 14 Mai 2017.

François Hollande est né le 12 août 1954 à Rouen d'un père médecin ORL et d'une mère assistante sociale. Il emménage à Neuilly-sur-Seine en 1968. Après des études de droit et à l'Institut d'études politiques de Paris, il est diplômé de HEC en 1975 et de l'ENA en 1980 dans la promotion Voltaire. Il y fait la connaissance de Ségolène Royal qui devient sa compagne. Grâce à ses études il exerce d'abord la fonction de conseiller à la Cour des comptes.

Après avoir adhéré au Parti socialiste en 1979, François Hollande devient chargé de mission à l'Élysée en 1981. Il doit cependant attendre 1988 pour devenir député de la Corrèze. En 1997 Lionel Jospin devient premier ministre et François Hollande est choisi comme Premier secrétaire du Parti Socialiste. En 2001, il est élu maire de Tulle, la préfecture de la Corrèze.

En 2006, François Hollande renonce à présenter sa candidature lorsque sa compagne Ségolène Royal se présente à la présidentielle. Après l'élection de Nicolas Sarkozy l'année suivante, François Hollande abandonne la direction du Parti Socialiste pour se consacrer à la préparation de l'élection présidentielle de 2012. Vainqueur de la primaire de la gauche contre Martine Aubry, en 2011, il est élu président de la République, le 6 mai 2012.

François Hollande en 2015

Le début du quinquennat de François Hollande est marqué par le vote de la loi du 23 avril 2013 autorisant le mariage des couples de même sexe. La même année, le Président décide d'une intervention militaire au Mali pour aider ce pays d'Afrique de l'Ouest à lutter contre des groupes armés islamistes.

Les attentats de janvier et novembre 2015 à Paris amènent François Hollande à décréter l'état d'urgence qui sera prolongé après

celui de Nice, en juillet 2016. Mais sa proposition de déchéance de la nationalité française pour les binationaux condamnés pour terrorisme divise largement sa majorité au Parlement. François Hollande est alors contraint de renoncer, en décembre 2016, à briguer un second mandat.

Côté vie privée, de la fin des années 1970 jusqu'en juin 2007, François Hollande a vécu pendant 30 ans avec Ségolène Royal et leurs quatre enfants. Il a par la suite débuté une relation avec la journaliste Valérie Trierweiler, avec qui il a rompu en janvier 2014 après qu'un magazine connu est rendu publique sa liaison avec l'actrice Julie Gayet.

LV

HOLLYWOOD

Le nom d'Hollywood est donné en 1886 par Daeida Wilcox à un ranch acheté par son mari Harvey Henderson en Californie. Celui-ci découpe ensuite sa propriété en 25 portions divisées chacune en 10 à 24 parcelles. Il vend ensuite ces portions et Hollywood acquiert le statut de ville en 1903 avec 700 habitants. En 1913, Hollywood compte déjà plus de 7000 habitants et est rattaché à Los Angeles. C'est à ce moment qu'arrivent les pionniers du cinéma américain. Hollywood réunit en effet plusieurs avantages recherchés par les cinéastes : un climat agréable, des paysages très variés à proximité (mer, montagnes, déserts) et beaucoup de figurants à la recherche de travail. Le premier film tourné à Hollywood en 1908 est une adaptation du roman d'Alexandre Dumas, *The Count of Monte Cristo*.

La paralysie du cinéma européen provoquée par la Première Guerre mondiale permet à Hollywood de devenir dans les années 1910 le premier centre du cinéma mondial. Plusieurs compagnies s'y installent d'où émergent dans les années 30, avec l'avènement du cinéma parlant, les cinq grandes majors du cinéma américain : Paramount Pictures, Metro-Goldwyn-Mayer, Warner Bros., RKO Pictures et la Fox. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis financent des films qui dénoncent l'idéologie nazie et Hollywood prend une large part à cette guerre culturelle et de propagande. Après la guerre, c'est le communisme qui est visé et la commission des activités antiaméricaines du sénateur McCarthy traque les communistes « infiltrés » dans le cinéma américain ; cela conduit à l'affaire de la « liste noire » qui va interdire à

plusieurs acteurs, réalisateurs, scénaristes (comme Dalton Trumbo) de travailler pour le cinéma américain.

Entre 1950 et 1970, l'Europe et le Japon sont les seuls destinataires des films hollywoodiens mais dès 1970, Hollywood commence à développer son réseau international et saisit l'importance de la mondialisation. A partir des années 1980, la démocratisation de la télévision permet aux films hollywoodiens de s'inviter dans les foyers et avoir un plus grand impact sur les populations.

Le célèbre panneau Hollywood

A la tête des industries cinématographiques se trouvent des dirigeants en lien étroit avec Washington, qui voient les films hollywoodiens comme un moyen de propager dans le monde une certaine vision des Etats-Unis, l'*American Way of Life*, un outil de soft-power.

Depuis la fin des années 1990, le chiffre d'affaires des films hollywoodiens est plus important sur le marché extérieur que sur le marché intérieur. Hollywood détient entre 60 % et 75 % des parts du marché cinématographique international.

Depuis les années 2000, Hollywood produit environ 500 films par an et ces films occupent constamment les dix premières places au rang du box-office international. Aujourd'hui, les films les plus connus dans le monde proviennent d'Hollywood (Titanic, Shining, Les dents de la mer…).

JS

HOOVER (Herbert)

Herbert Hoover, né le 10 août 1874 et mort le 20 octobre 1964, est le trente-et-unième président des Etats Unis d'Amérique. Herbert Hoover est l'homme que l'Amérique attendait, l'incarnation du rêve américain. Devenu orphelin à 9 ans, il a bâti sa richesse et sa réussite sans l'aide de personne et en 1928, le *New York Times* le place dans la liste des 10 plus grandes personnalités américaines encore vivantes. Membre du parti républicain, il est élu en novembre 1928 pour un mandat de quatre ans.

C'est alors qu'Hoover est président que la crise économique éclate aux Etats-Unis. Le président mène alors une politique de libéralisme économique, étant très attaché aux idées des Républicains qui rejettent toute intervention de l'État dans la vie économique du pays. Il ne voit cette crise que comme un accident de parcours. A cette date-là, le pays est plongé en pleine dépression économique et la formule de Hoover « la Prospérité est au coin de la rue » n'arrange rien. Il laisse les Etats se débrouiller seuls et se débattre les mains vides pour endiguer une pauvreté galopante. Herbert Hoover estime alors que la crise va avoir un rôle de sélection naturelle, laissant les entreprises les plus défaillantes faire faillite. Il demande aux patrons de continuer à investir et organise de grandes campagnes de publicité destinées à redonner de l'optimisme à un pays déjà au fond du gouffre. Il invite les Américains à dépenser des dollars qu'ils n'ont plus. Il installe alors une politique protectionniste qui ne fait qu'aggraver les difficultés du pays et accélère l'exportation de la crise dans le monde entier. La pauvreté devient de plus en plus importante jusqu'à l'apparition en 1931 de bidonvilles appelés « Hoovervilles ». Hoover n'a désormais plus aucun crédit aux yeux des Américains et est battu aux élections présidentielles de 1932 par Franklin Delano Roosevelt.

S.C.

HUMANITÉ [L']

L'Humanité est un quotidien français fondé en 1904 par Jean Jaurès, homme politique français. Dès ses débuts, le journal est orienté politiquement. En s'affirmant comme représentant des ouvriers, il est d'abord socialiste. Puis en 1923, *L'Humanité* devient l'"organe central du parti communiste". Le journal passe après le Congrès de Tours sous le contrôle de la SFIC, qui deviendra le parti communiste français (PCF) et fait de cette appellation son sous-titre. Dans les années 1930, *L'Humanité* connaît un grand essor notamment grâce à la victoire du

Front populaire en mai 1936. Période faste pour la presse politique, il devient un journal de premier plan. Mais son succès sera de courte durée. En effet, le quotidien est saisi et interdit en 1939 à cause du pacte germano-soviétique. Néanmoins, de nombreux numéros seront clandestinement diffusés. *L'Humanité* ne quittera la clandestinité qu'en août 1944.

l'Humanité

Toute dernière EDITION SPECIALE

DEUIL POUR TOUS LES PEUPLES

qui expriment, dans le recueillement, leur immense amour pour

LE GRAND STALINE

La Conférence nationale du Parti Communiste Français interrompt ses travaux

Le Comité Central du Parti Communiste Français au Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique

Une du journal (mars 1953)

Dans les années 1950/1960, dans un contexte de guerre froide, le journal va se démarquer en se positionnant comme anticolonialiste. Il fait l'objet de nombreuses poursuites judiciaires durant la Guerre d'Algérie. A partir de 1994, le journal n'est plus l'"organe officiel" du PCF. Il retire l'appellation de son sous-titre et désormais le parti ne fixe plus la ligne éditoriale du quotidien. De nos jours, *L'Humanité* reste tout de même orientée politiquement. Grâce au numérique, l'accessibilité et les différents contenus proposés se sont améliorés. Le journal (depuis 1996) est consultable sur Internet. Nous retrouvons sur son site l'accès à des vidéos, aux journaux numériques et à plusieurs catégories d'information. Comme le sport, la culture, la planète, etc. *L'Humanité* est également présente sur les réseaux sociaux : Facebook, Twitter, YouTube. Ceci témoigne l'adaptation du média à l'évolution numérique et la volonté d'appliquer le principe de la convergence. Malgré la diversité des plateformes, le quotidien a vu chuter ses ventes de 6% en 2017-2018.

NCO

HUSSEIN (Saddam)

=> SADDAM HUSSEIN

HYPERPUISSANCE

Notion inventée par Hubert Védrine, conseiller diplomatique de François Mitterrand pour désigner les Etats-Unis au lendemain de la fin de la Guerre froide. Les Etats-Unis se trouvent en effet sans aucun rival de même envergure dans le monde après la disparition de l'URSS. Ils sont premiers dans tous les domaines (militaire, économique,

culturel…) et semblent donc devoir imposer au monde leurs valeurs (capitalisme libéral et démocratie). C'est ce que le politologue américain Francis Fukuyama expliquait dans son livre best-seller en 1992 *La Fin de l'Histoire et le premier homme*. Cette domination ouvre paradoxalement la porte à une gestion multilatérale des affaires du monde (par concertation entre les principaux pays au sein de l'ONU), les Etats-Unis mettant leur puissance supérieure au service de la paix ; ils sont selon le président George Herbert Bush les « gendarmes du monde » et garantissent ce qu'il appelle aussi le « Nouvel ordre mondial ». Cependant, ce nouvel ordre mondial va très rapidement devenir un nouveau désordre mondial avec la multiplication des critiques et des actions contre les Etats-Unis accusés de vouloir plier le monde à leur modèle. Le fait de pouvoir être atteint sur son sol par l'action d'une vingtaine d'hommes déterminés à mourir le 11 septembre 2001 fait voler en éclat cette idée d'une hyperpuissance étatsunienne.

I

IDS

Acronyme signifiant Initiative de Défense Stratégique. Il s'agit d'un projet (médiatiquement connu sous le nom de « guerre des étoiles ») visant à doter les Etats-Unis d'un bouclier défensif capable de détruire depuis l'espace les missiles soviétiques. Techniquement irréalisable, le projet contraignit pourtant l'URSS à s'épuiser financièrement dans cette course à la technologie. L'idée a été reprise par l'administration de George W. Bush.

ILLIBÉRAL

En politique, le terme illibéral désigne quelque chose qui s'oppose au libéralisme. Le libéralisme est l'ensemble de pensées politiques qui défendent les droits individuels face à l'autorité d'un gouvernement considéré comme arbitraire.

Les régimes illibéraux se définissent aujourd'hui comme des régimes se présentant comme des démocraties mais ayant peu à peu rogné les libertés au point que la démocratie n'est plus que de façade. C'est le cas notamment en Hongrie, en Pologne ou au Brésil.

PB

IMPÉRIALISME

Toute forme de domination exercée par un pays sur un autre.

INDÉPENDANCE

Processus qui voit un Etat se libérer de sa dépendance envers un autre.

INFLATION

Hausse importante de la masse monétaire en circulation par rapport à l'ensemble des biens disponibles. Elle contribue à affaiblir la valeur de la monnaie. En France, l'inflation demeure importante durant toute l'époque de la Quatrième République (vers 5 % par an), se stabilise dans les années 60, repart dans les années 70 (plus de 10 % par an au début des années 80) puis se stabilise autour de 2%.

INSTABILITÉ POLITIQUE

Situation dans laquelle un pays est mal gouverné du fait de la succession rapide des gouvernements. C'est notamment le

cas en France sous la IVème République du fait d'élections faites à la proportionnelle et de l'émiettement de la représentation nationale en de nombreux petits partis.

INSTAGRAM

Instagram est un réseau social (et par conséquent, une application) développé en 2010 que nous devons à l'Américain Kevin Systrom et au Brésilien Michel Mike Krieger. Les utilisateurs y partagent des images et des vidéos courtes au format carré (que ce soit entre amis, familles ou communautés). La plateforme a été propulsée en 2012 par le rachat de l'application par Facebook qui y a effectué un changement de l'algorithme et de l'interface.

Les réseaux sociaux ont permis à l'information de se détacher du monde du journalisme et de la radio ou de la télévision. En effet ces médias 2.0, reposant sur un système inspiré du bouche à oreilles (allant d'un abonné à un autre), propageant l'information plus rapidement. Par exemple, le 15 avril 2019, les utilisateurs français d'Instagram ont pu savoir en quelques secondes (juste en actualisant leur fil) que Notre-Dame prenait feu. Cependant, tous n'y ont pas cru de suite car sur les réseaux sociaux l'information peut être déformée ou amplifiée (du fait que ce type de média donne de la voix à tous ses utilisateurs). Celui qui reçoit l'information doit donc toujours user de son esprit critique et s'il le souhaite faire ses propres recherches pour s'assurer de la véracité de celle-ci.

Certains médias (comme @m6officiel, @lequipe, @actutoulouse etc.) se sont adaptés à la plate-forme Instagram afin d'attirer une possible nouvelle génération de lecteurs et auditeurs. Cependant, il est difficile (mais pas impossible, il suffit de voir les comptes comme @loopsider) pour eux d'y publier entièrement leurs articles ou émissions, ce qui les amène à simplement annoncer les gros titres et évènements avec des posts courts ou par le biais de « Story » (image ou mini-séquence vidéo éphémère). Instagram offre

aussi la possibilité de joindre des liens vers internet en biographie et en story, ce qui permet par exemple aux utilisateurs de lire l'article de journal partagé sans quitter l'application.

MA

INSTITUTIONS

Structures mises en place par une constitution, des lois ou simplement la coutume pour permettre le fonctionnement politique. Les institutions de la Vème République sont ainsi le Président de la République, le gouvernement, les assemblées etc…

INTÉGRATION

Fusion d'un territoire dans un espace plus étendu (ex : l'intégration des transports nationaux dans l'ensemble européen).

INTÉGRISME

Doctrine prônant le respect intégral d'une idéologie religieuse sans prendre en compte les évolutions de la société.

INTERNET

Internet est un réseau mondialisé qui permet l'échange de données entre ordinateurs.

Dans les années 1960, l'idée d'un réseau informatique connectant plusieurs machines entre elles commence à émerger, notamment dans certaines agences publiques américaines et l'école du MIT dans le Massachusetts. En 1966, après de nombreux tests, Lawrence Roberts et Bob Taylor, qui travaillent tout deux dans la DARPA américaine, fondent le réseau ARPANET, le premier réseau à transfert de données. Sa première démonstration officielle se déroule en octobre 1972.

Ce réseau s'agrandit dans les années 1970, inspirant d'autres projets similaires auquel il se connectera comme le Projet Cyclades en France et le NPL au Royaume-Uni. Microsoft est créée en avril 1775.

Dans les années 1980, l'ARPA et le CERN européen finissent par interconnecter leurs réseaux en acceptant les deux types de communications, FTP et HTTP, ce qui facilite la communication entre scientifiques.

Dans les années 1990, Internet fait un pas en avant, mettant en place des standards

communs : des pages en langage HTML mélangeant du texte, des liens, des images, adressables via une URL (ou adresse web) et accessibles via le protocole HTTP.

Le premier site web est mis en service en 1991 et le 30 avril 1993 marque le passage officiel du World Wide Web dans le domaine public, alors qu'il marchait jusque-là pour des entreprises privées.

A la fin des années 1990, Internet explose. Rendu de plus en plus accessible au grand public, des sociétés y voient la communication du futur, et se développent à une vitesse jamais atteinte auparavant. Se démarquant par leur utilité et leur vision innovatrice, Yahoo, Amazon et Ebay voient le jour. Le géant Google sera créé le 4 septembre 1998, un peu après Netflix qui date d'août 1997.

Suscitant un intérêt grandissant, des publicités pour internet passent à la télévision, de plus en plus d'entreprises se créent un site internet, et le monde voit la naissance de la culture « geek », des personnes jugées comme assez introverties, passionnées d'ordinateurs et de jeux vidéos.

Dans les années 2000, la plupart des réseaux sociaux actuels sont fondés : Skype en 2003, Facebook en 2004, Youtube en Février 2005, Twitter en Mars 2006, ainsi qu'Intragram et Snapchat respectivement en 2010 et 2011. Ces entreprises, profitant d'une demande forte et d'un système simple (proposer une plateforme gratuite et efficace en l'échange d'un visionnage obligatoire de publicités), propulsent leur PDG au rang de millionnaires. De plus en plus de jeux vidéos peuvent se jouer « en ligne ».

Site internet du lycée (juin 2021)

De nos jours, la communication grâce au World Wide Wed est rendue possible avec la présence de câbles optiques posés sur le sol océanique. L'importance d'internet et des installations lui permettant de fonctionner en fait un levier politique et un important sujet de débat environnemental : sa demande en énergie toujours croissante commence à poser des soucis éthiques comme avec l'apparition récente des NFT, des biens immatériels que l'on ne peut considérer qu'avec Internet.

AD

INTIFADA

Nom donné aux soulèvements palestiniens contre les Israéliens en 1987 et 2000. Elle est également connue sous le nom de « guerre de pierres ».

ISLAMISME

Idéologie politique qui fait de la religion la base du fonctionnement politique, économique, social et culturel du monde. C'est un intégrisme. Les premiers mouvements islamistes apparaissent à la fin des années 20 mais c'est l'échec des politiques de développement dans les pays du monde musulman qui favorise son extension à partir des années 70. L'action des islamistes peut être violente (guerres civiles, attentats) mais elle est aussi souvent sociale (aide humanitaire, éducation) ce qui permet d'embrigader et de fanatiser les populations.

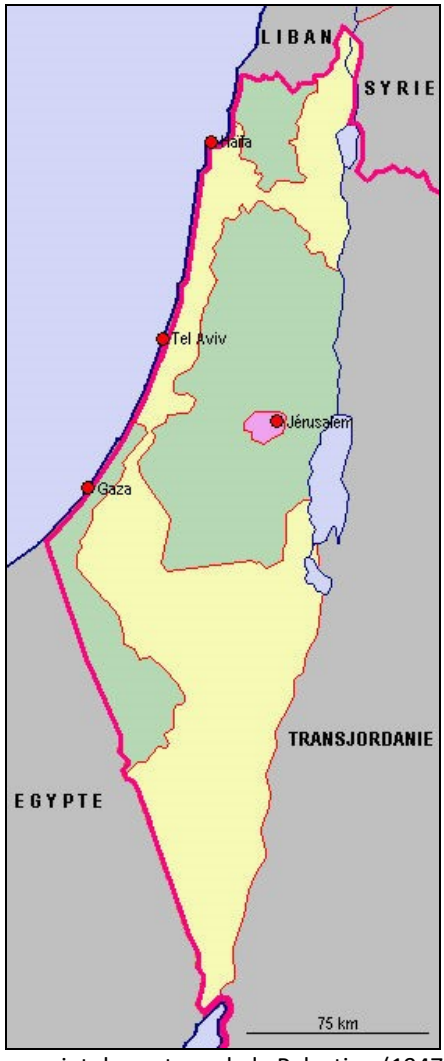
ISLAMISTES

Personnes défendant les principes de l'islamisme

ISRAËL

Etat né au lendemain de la Seconde Guerre mondiale en Palestine sur les terres occupées dans l'Antiquité par un Etat juif.

A partir de la fin du XIX^{e} siècle, des juifs de la diaspora appelle à la renaissance d'un Etat juif en Palestine. En 1917, le ministre des Affaires étrangères britanniques, lord Balfour, avait donné l'espoir d'une telle renaissance. Il faut cependant attendre le contexte particulier de la fin de la Seconde Guerre mondiale pour que l'idée prenne véritablement corps. Dans une Palestine sous haute tension, les Britanniques qui détenaient un mandat de la SDN sur la région décident de soumettre la question de l'Etat juif à l'ONU. Celle-ci adopte le plan de partage de la région le 29 novembre 1947 : deux nouveaux Etats, imbriqués de manière complexe, doivent naître : un Etat juif [en jaune sur la carte] et un Etat palestinien [en vert sur la carte] tandis que la zone de Jérusalem reçoit un statut international. Le 14 mai 1948, les Britanniques mettent fin à leur mandat ; le même jour, David Ben Gourion proclame la naissance de l'Etat d'Israël.



Le projet de partage de la Palestine (1947)

Dès le 15 mai 1948, les pays arabes voisins attaquent Israël. Bien qu'en situation difficile, les Israéliens sortent vainqueurs du conflit en 1949 et augmentent leur territoire. A la suite du conflit, le roi de Transjordanie s'empare de la Cisjordanie et forme la Jordanie tandis que l'Egypte prend le contrôle de la bande de Gaza ; l'Etat palestinien ne naîtra pas.

Toujours sous la menace de ses voisins, l'Etat d'Israël s'organise. Doté d'institutions démocratiques, il favorise l'arrivée de populations juives et organise des implantations de population dans les espaces conquis, développe l'apprentissage de l'hébreu moderne et dynamise l'économie faisant du pays la seule puissance développée de la région.
A plusieurs reprises (crise de Suez en 1956, guerre des Six jours en 1967, guerre du Kippour en 1973), Israël affronte les Etats arabes, remportant à chaque fois des victoires lui permettant de consolider ses positions (occupation de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est, de la bande de Gaza, du Golan et du désert du Sinaï). Des interventions dans des pays étrangers (au Liban notamment) sont destinées à démanteler les foyers d'oppositions (Palestiniens dans les années 70-80, Hezbollah en 2006). Israël se présente donc comme une démocratie particulière, confrontée en permanence au terrorisme et dans laquelle les principaux dirigeants ont souvent joué un rôle important dans l'armée.

L'isolement d'Israël dans la région (le pays étant très fortement soutenu par les Etats-Unis au niveau mondial) prend fin avec les actions

décisives du président égyptien Sadate (visite en Israël en 1977, accords de Camp David en 1978). Cependant, le problème palestinien demeure sans solution et en 1987, le déclenchement de l'intifada (la guerre des pierres des Palestiniens des Territoires occupés) ébranla l'image d'Israël. Après avoir subi, sans riposter, les missiles irakiens au cours de la guerre du Golfe, Israël entame des discussions discrètes avec les représentants palestiniens à Oslo. Ils aboutissent à une reconnaissance mutuelle israélo-palestinienne (1993), à la création d'une Autorité palestinienne et favorisèrent la conclusion d'un accord de paix avec la Jordanie (1994).

Alors qu'on pense qu'Israël va pouvoir être progressivement accepté par ses voisins, l'assassinat du premier ministre Yitzak Rabin en 1995 montre qu'il demeure en Israël des extrémistes défavorables au processus de paix. Son successeur Shimon Pérès doit faire face à une vague d'attentats et en mai 1996 c'est la droite conservatrice qui accède au pouvoir sur un programme sécuritaire. La reprise de la colonisation dans les Territoires occupés, la fermeté à l'égard de l'Autorité palestinienne entamèrent les avancées réalisées au début des années 90. Une tentative de relance du processus de paix avec le retour des travaillistes au pouvoir à la fin des années 90 se heurta au déclenchement d'une seconde intifada en 2000. Avec l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon au pouvoir en 2001, une ligne plus dure revient en Israël. Elle se traduit par le refus de toute négociation avec l'autorité palestinienne tant que Yasser Arafat sera à sa tête, par la construction d'un mur destiné à séparer Israéliens et Palestiniens. Le successeur de Sharon, Emud Olmert, poursuit dans cette direction, lance une intervention contre le Hezbollah au Liban en 2006. Israël demeure une démocratie en guerre perpétuelle.

IVG

Après le manifeste des 343 femmes en 1971, le procès de Bobigny en 1972 et le manifeste des 331 médecins en 1973, les choses commencent à changer concernant la légalisation de l'avortement, encore interdit jusque-là et passible d'emprisonnement. Les problèmes de santé entraînant la mort de centaines de femmes, les pratiques clandestines et les revendications du peuple, dont une grande partie de médecins, ont commencé à faire beaucoup de bruit. De plus en plus

de personnes demandent à faire passer une loi à ce sujet.

En novembre 1974, la loi légalisant l'avortement est adoptée après un long débat et avec une majorité de votes du centre et de la gauche. Le 17 janvier 1975, la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse, dite loi Veil, est promulguée. Elle tire son nom de la Ministre de la santé, Simone Veil, qui s'est battue pour la faire passer. Elle autorise donc l'avortement jusqu'à la douzième semaine de grossesse et pour les mineures avec une autorisation parentale. Puis, en 2001, le délai est allongé à quatorze semaines et l'autorisation parentale n'est plus nécessaire. Des centres d'IVG sont créés en 1979 pour dédier un endroit à cette pratique médicale. Et à partir de 1982, l'avortement est remboursé par la Sécurité Sociale.

Cette loi représente une avancée majeure dans la lutte pour les droits des femmes. Elles, qui étaient alors réduites à leur rôle de génitrice, possèdent désormais le droit de choisir comment elles veulent vivre leur vie. Elles ne sont donc plus soumises à l'autorité d'un homme sur ce plan-là.

MT

J

JAZZ

Le Jazz est un genre musical regroupant plusieurs sous-genres musicaux. Né aux États-Unis et plus précisément à la Nouvelle-Orléans, il a été créé en 1917. En effet, le premier enregistrement considéré comme appartenant au genre du Jazz est daté de février 1917. C'est un 78 tours de l'Original Dixieland Jazz Band.

CD

JÉRUSALEM

Jérusalem est une ville du Proche-Orient et elle a une place très importante dans les religions juives, chrétiennes et musulmanes. Pour les juifs, Jérusalem est la ville du temple de Salomon et le symbole de l'alliance entre Dieu et le peuple juif. Pour les chrétiens, c'est la ville du martyre du fils de Dieu avec le Saint Sépulcre et la Via Dolorosa. Pour les musulmans c'est la ville de l'élévation céleste de Mahomet avec le Dôme du Rocher et la mosquée Al-Aqsa.

En 1947, l'ONU prévoit l'internationalisation et la non-incorporation de la ville de Jérusalem aux futurs États juifs et arabe de Palestine. De 1948 à 1967, Jérusalem fut divisée entre deux parties : la partie Ouest sous occupation israélienne et une partie Est sous administration jordanienne. La guerre des Six jours en 1967 fait passer Jérusalem sous la domination israélienne en même temps que la Cisjordanie. Bien que condamnée par l'ONU, cette occupation dure encore. En 1980, la ville de Jérusalem est réunifiée par une annexion israélienne qui en fait la capitale « éternelle et indivisible » de l'État juif.

Jérusalem et ses lieux saints

Aujourd'hui, Jérusalem reste disputée par les Israéliens et les Palestiniens car ces derniers revendiquent la partie Est de Jérusalem comme capitale. La présidence de Donald Trump est venue raviver les tensions car celui-

ci a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël ce que la communauté internationale avait refusé de faire jusque-là ; plusieurs autres pays ont suivi la démarche américaine. Les violences du mois de mai 2021, suite à la commémoration par Israël de la « journée de Jérusalem » rappelant la conquête de la partie orientale de la ville montrent que la question demeure extrêmement vive.

IDS

JEUDI NOIR

Le terme de jour noir désigne un évènement tragique pour une communauté de personnes. Ici, il fait référence au jeudi 24 octobre 1929 (date officielle du début de la Grande Dépression). En effet, ce jour-là fut marqué par un violent krach de la bourse de Wall Street, ce qui entraîna des déséquilibres tant économiques que sociaux en Amérique, dans un premier temps, avant de s'étendre à l'ensemble du monde. Ce jeudi Noir conduira à la plus grande crise économique mondiale jusqu'à aujourd'hui, la « crise des années 30 ».

JB / EG / JS / MT

JOHNSON (Lyndon Baines)

Lyndon Johnson est né le 27 août 1908 à Stonewall et est mort le 22 janvier 1937 au Texas. Il est le 36ème président des États-Unis après avoir été le 37ème vice-président. Il est membre du parti démocrate et succède à John F. Kennedy après son assassinat.

Après des études pour devenir enseignant, Lyndon Johnson s'engage en politique au sein du parti démocrate du Texas. Il devient membre de la Chambre des représentants en 1937, y demeure jusqu'en 1949 année où il est élu au Sénat. Chef du groupe démocrate, il est un candidat crédible pour l'élection présidentielle de 1960 mais il est battu par Kennedy à la primaire. Celui-ci, pour obtenir le vote des Etats du Sud, le prend comme vice-président.

Le 22 novembre 1963, Lyndon Johnson se trouvait 2 voitures derrière celle de John F. Kennedy lorsque le président est assassiné. Il a prêté serment sur la Bible, dans l'avion pour terminer la présidence de l'ancien président, moins de 2 heures après l'assassinat de John F. Kennedy. Il est ensuite élu en son propre nom, en remportant largement les élections présidentielles de 1964.

Johnson prête serment le 22 novembre 1963

Cet homme est un homme qui n'a pas peur de choquer et qui peut être rude mais qui déteste l'injustice. Dès son arrivée au pouvoir, il a une idée très précise de ce qu'il veut faire de sa présidence. En effet, dès sa prise de fonction devant le Congrès, il annonce d'emblée son projet de « Great society », plus communément appelé « La Grande Société », qu'il va plus particulièrement mettre en œuvre l'année suivante (1964). Lyndon Johnson veut réduire la misère dans les grandes villes et veut donner le même accès pour tous à la santé et à l'éducation, ce qui va donner lieu à la création d'une couverture santé publique pour les plus de 65 ans et les plus pauvres.

Une autre grande réforme qui voit le jour sous la présidence de Lyndon Johnson, c'est la loi sur les droits civiques, une réforme qui était voulue par l'administration de Kennedy avant sa mort. Cette loi proclame la fin de la ségrégation dans les écoles, les bâtiments publiques et l'interdiction de toute discrimination à l'embauche fondé sur la couleur de peau. La loi des droits civiques est signée le 2 juillet 1964 en présence de Martin Luther King. L'année suivante, il se lance avec la même énergie dans le « *Voting Rights Acts* », interdisant la discrimination raciale dans l'exercice du droit de vote.

Simultanément, il doit gérer la première partie de la guerre du Viêtnam, dans laquelle l'implication américaine s'intensifie. La guerre se prolonge et la popularité de Lyndon Johnson connaît une baisse importante. L'opposition à la guerre du Viêtnam au sein du Parti Démocrate suscite de nombreuses turbulences et des émeutes raciales éclatent, ce qui compromet l'hypothèse d'une éventuelle réélection de Lyndon Johnson aux élections présidentielles de 1968.

Après la primaire du New Hampshire, lors de laquelle il est mis en difficulté, il se retire de l'investiture démocrate et renonce à se représenter à l'élection de 1968, élection qui va finalement être remportée par Richard Nixon.

SC

JOSPIN (Lionel)

Né le 12 juillet 1937, Lionel Jospin est un homme d'État français. Éduqué dans une culture socialiste et protestante, il fait une année de classe préparatoire littéraire (école d'hypokhâgne) et intègre l'Institut d'études politiques de Paris. En 1961, il réussit le concours de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA). Il adhère au PSU (Parti Socialiste Unifié) et à l'UGS (Union de la Gauche Socialiste). Jospin s'oppose au stalinisme et à la politique coloniale de la SFIO, la Section Française de l'Internationale Ouvrière, un parti politique socialiste, ce qui le pousse à intégrer l'Organisation Communiste Internationale (OCI), un groupe trotskyste dirigé par Pierre Boussel, dit Lambert. Il finit par quitter sa carrière diplomatique en 1969 et devient professeur d'économie à l'Université de Paris XI entre 1970 et 1981. Il adhère au Parti Socialiste (PS) en 1971 et sort de l'enseignement lorsqu'il est élu député de Paris, en 1981.

Devenu proche de François Mitterrand, celui-ci le nomme secrétaire du PS lorsqu'il est élu président de la République lors de élections de 1981, poste qu'il occupe toute la durée de son septennat. Entre 1988 et 1992, sous le deuxième mandat de Mitterrand, Lionel Jospin occupe les fonctions de ministre d'État et de ministre de l'Éducation nationale ; il lance une politique importante de réformes : le plan Université 2000, une réforme de formation des enseignants et de relance des ZEP (Zone d'Éducation Prioritaire) afin de lutter contre l'échec scolaire.

Désigné comme candidat du Parti Socialiste pour les élections présidentielles de 1995, il est battu au second tour par Jacques Chirac (47,3 % des voix contre 52,7%). Il est cependant nommé Premier ministre suite à la victoire de la « gauche plurielle », alliance des partis de gauche, lors des élections législatives du printemps 1997. Ces cinq années au pouvoir sont marquées par des réformes importantes comme les 35 heures, les emplois-jeunes, la couverture médicale universelle ou le PACS.

Lionel Jospin en 2014

Il est de nouveau candidat à la présidentielle en 2002 mais ne passe pas le premier tour car il finit troisième derrière Jean-Marie Le Pen et Jacques Chirac. Suite à cela, il annonce son retrait de la vie politique. En 2012, François Hollande le nomme président de la commission sur la rénovation et la déontologie de la vie publique. Il est membre du Conseil constitutionnel de 2015 à 2019.

EJ

JUAN CARLOS

Juan Carlos d'Espagne est né le 5 janvier 1938 à Rome au sein de famille royale des Bourbon. Il est un héritier de cette puissante dynastie et sa famille avait été contrainte à s'exiler en Italie lors de la mise en place de la Seconde République espagnole. En 1939, l'arrivée au pouvoir de Francisco Franco permet à Juan Carlos et sa famille de revenir en Espagne en 1948. En mars 1956, durant des vacances au Portugal, le futur roi d'Espagne tua accidentellement son petit frère avec un pistolet offert par Franco. Ce drame l'a beaucoup affecté et Juan Carlos a même pensé à se retirer dans un monastère. En 1962, alors âgé de 24 ans, Juan Carlos se marie avec la princesse Sofia, fille du roi de Grèce. Ensemble, ils auront 3 enfants dont le roi actuel d'Espagne : Felipe.

Juan Carlos en 1971

En 1969, Francisco Franco nomme Juan Carlos comme son successeur et deux jours après la mort du dictateur espagnol, le 22 novembre 1975, Juan Carlos I^{er} est proclamé roi d'Espagne. Il avait été nommé capitaine général des forces armées peu de temps avant. Initialement attaché au franquisme, le roi d'Espagne voit bien avec les manifestations et grèves du peuple espagnol que ces-derniers désirent un changement. Juan Carlos d'Espagne commence alors une révolution en douceur vers la démocratie en instaurant tout d'abord, en 1977, les premières élections démocratiques depuis la proclamation de la dictature. Puis en 1978, une nouvelle constitution est votée qui fait de l'Espagne une monarchie parlementaire : le roi d'Espagne est donc un monarque constitutionnel sans réel pouvoir politique (il est plus un symbole). Le choix de cette évolution de Juan Carlos I^{er} ne plaît pas à tous les Espagnols et le 23 février 1978, les franquistes essaient de prendre le pouvoir par la force, cette tentative ayant échoué, le système mis en place reste inchangé.

Cependant, au cours des années l'image de Juan Carlos d'Espagne s'assombrit. Il a en effet été pointé du doigt pour des affaires d'infidélités, de détournement de fonds publics et de scandales comme la réalisation d'un voyage très coûteux au Botswana en 2012, dans une période de crise économique espagnole, dans lequel il chassait des éléphants (et ce n'était pas la première fois). Durant ce voyage, il se cassa la hanche ce qui lui valut de nombreuses opérations et problèmes de santé. C'est pour ces nombreuses bavures que le 2 juin 2014, Juan Carlos I^{er} abdiqua en faveur de son fils Felipe VI. Il continue quand même à avoir des fonctions de représentation au nom de son fils jusqu'en juin 2019, date à laquelle il renonce à toutes ses fonctions publiques.

CD

JUNO

=> DEBARQUEMENT EN NORMANDIE

K

KADHAFI (Muammar)

Muammar Kadhafi est un ancien chef d'Etat Libyen né le 7 Juin 1942 à Qasr Abou Hadi en Libye.

Kadhafi est issu d'un petit groupe tribal pauvre. Après avoir étudié le droit, il entre dans la carrière militaire. Il arrive au pouvoir en 1969 lors d'un coup d'État qui renverse la monarchie. Il instaure une politique volontariste avec une idéologie inspirée de celle de Gamal Abdel Nasser qui cherche à unifier tous les pays arabes. C'est le panarabisme social.

L'évolution du nom officiel de la Libye reflète l'évolution du régime de Kadhafi. Au début, le pays porte le nom officiel de République arabe libyenne. En 1977, Kadhafi va réorganiser les institutions du pays et le transformer en une « Jamahiriya » soit un « État des masses », officiellement gouverné par le biais de la démocratie directe. Son nom complet devient alors Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste. Le régime de Kadhafi continue malgré tout de fonctionner sur un mode à la fois arbitraire et répressif. En 1979, Kadhafi renonce au poste officiel de chef de l'État, mais reste aux commandes de la Libye avec le titre de « guide de la Révolution de la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste », exerçant un pouvoir absolu sans limites de temps et de lieu et qui ne respecte pas toutes les institutions de l'Etat.

Au plan intérieur, le régime de Mouammar Kadhafi utilise les ressources financières de la Libye pour développer des infrastructures, l'éducation et le système de la santé. Néanmoins les libertés politiques sont presque inexistantes et le pouvoir s'appuie sur un système de terreur et de surveillance constante de la population.

Dans sa politique étrangère Kadhafi milite pour le panarabisme et le panafricanisme (c'est-à-dire l'unité du continent africain). Il se sert de la manne pétrolière pour financer des organisations terroristes et autres mouvements de rébellion à travers la planète. Il est ainsi accusé d'être le responsable de l'attentat de Lockerbie en 1988 et de l'attentat contre le vol 772 UTA en 1989, qui ont provoqué la mort de 440 personnes.

La politique internationale de Kadhafi mène à des relations hostiles, remplies de tensions avec les pays étrangers. Cela conduit à

l'isolement progressif de la Libye au niveau international. Au début des années 2000, Kadhafi essaye de changer son rapport avec les pays occidentaux et améliorer son image envers ces derniers en se positionnant en allié de l'Occident dans la « guerre contre le terrorisme ».

Muammar Kadhafi en 2009

À partir de février 2011, son pouvoir qui dure depuis 41 années se trouve menacé par une contestation populaire que la répression transforme rapidement en insurrection armée. Une guerre civile se met à ravager la Libye. Lors de la prise de Tripoli par les rebelles en août 2011, Mouammar Kadhafi fuit sa capitale. Les circonstances exactes dans lesquelles il a été capturé, lynché, puis tué par des soldats du CNT (Conseil National de Transition) restent confuses. Il meurt le 20 octobre 2011 à Syrte, deux mois après la prise de pouvoir par le Conseil national de transition de la Libye.

AR

KENNEDY (John Fitzgerald)

John Fitzgerald Kennedy, souvent désigné sous les initiales JFK, était un homme d'État démocrate américain. Il est né en 1917 à Brooklyn et est mort assassiné le 22 novembre 1963 à Dallas.

Né dans une famille irlandaise de Boston, il est fils du milliardaire et ambassadeur Joseph Kennedy. JFK fait ses études à Harvard puis s'engage dans la marine en 1941. Il devint commandant d'un patrouilleur, patrouilleur qui fut coulé en mer par les Japonais le 2 août 1943. Après avoir sauvé plusieurs vies par son courage, il obtint la Navy and Marines Corps Medal. Kennedy est démobilisé en 1945.

Un an après, il entre en politique en devenant représentant démocrate du Massachusetts au Congrès, puis il intègre le Sénat 7

ans après, en 1953. En 1960, il remporte les primaires démocrates et parvient à battre de justesse Richard Nixon. Il devient le 35eme président des Etats-Unis. Il est le plus jeune président élu des Etats-Unis 43 ans) mais aussi le premier catholique à intégrer la maison blanche.

Kennedy prend ses fonctions de président le 20 janvier 1961.Son mandat est marqué par de nombreux événements d'importance. Le 2 février 1961, JFK propose au Congrès une politique sociale incluant des aides de nourriture ainsi que des aides pour les chômeurs. Kennedy s'efforce aussi de désamorcer la question raciale aux Etats-Unis.

Kennedy lance un grand programme d'armement doublant le nombre de missiles nucléaires balistiques du pays. Du 16 au 18 avril 1961, JFK tente de renverser Fidel Castro, le chef d'Etat de Cuba. C'est l'opération connue sous le nom d'invasion de la baie des cochons qui se révèle être un échec lamentable. A l'issue de cette tentative, de nombreux exilés cubains qui avaient mené l'opération sont capturés et Kennedy doit payer une lourde rançon à Castro pour les libérer.

Les Etats-Unis étant distancés depuis le début dans la course à l'espace, Kennedy veut à tout prix que les Américains inversent la situation. Il lance donc un programme devant permettre aux Américains de parvenir sur la Lune avant les Soviétiques. Dans le même temps, il poursuit cependant la politique de coexistence pacifique avec Khrouchtchev.

Le point le plus tendu de sa présidence est l'affaire des fusées de Cuba que JFK a su gérer avec fermeté. Après avoir découvert des rampes de missiles en construction à Cuba, les Américains ont mis en place un blocus de l'ile qui a finalement contraint les Soviétiques à renoncer à leur projet tout en évitant une confrontation nucléaire dont le monde n'avait jamais été aussi proche. Après un nouvel accord avec Khrouchtchev, le « Téléphone rouge » est installé entre le Kremlin et la Maison-Blanche ce qui inaugure la période de la Détente.

JFK en 1963

Kennedy peut dès lors se consacrer à la campagne pour sa réélection. Il entame celle-ci à l'automne 1963 par plusieurs voyages dans le pays. Le 22 novembre 1963, le Président est assassiné par balles alors qu'il défile à travers Dallas dans une voiture décapotable. L'assassin est un jeune Américain ayant vécu en URSS nommé Lee Harvey Oswald. Oswald ayant à son tour été assassiné deux jours après, l'assassinat de Kennedy est devenu l'objet de toutes les rumeurs complotistes.

TC

KEYNÉSIANISME

Théorie économique développée par l'économiste Keynes. Elle prévoie une augmentation de la demande favorisée par une augmentation des dépenses de l'Etat.

KHOMEINY (Rouhollah)

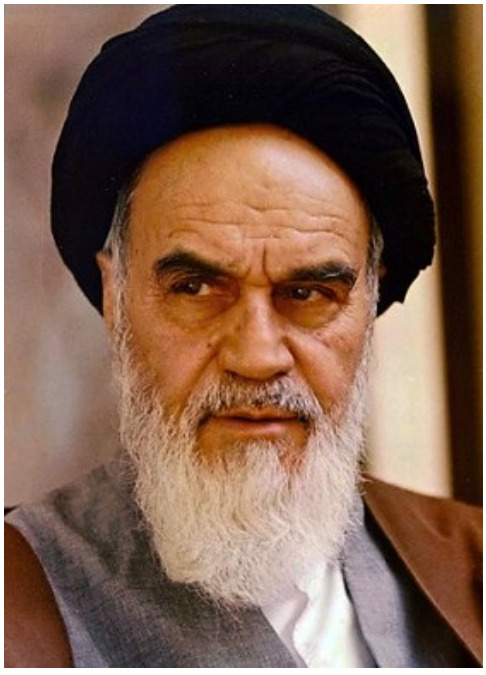
Rouhollah Khomeiny, né le 24 décembre 1902 et mort le 3 juin 1989 est un dignitaire religieux chiite. Il était un chef spirituel et un homme politique iranien, il a dirigé l'Iran de la Révolution islamique en 1979 à sa mort en tant que guide de la Révolution.

Khomeiny naît en Iran dans la ville de Khomein dans une famille très religieuse dont une grande partie des membres sont des dignitaires de la religion islamique (de nombreux sont ayatollah). Il fait des études poussées en théologie et en philosophie à Qom, la ville sainte chiite, puis commence à enseigner en 1927. Il est à son tour nommé ayatollah dans les années 1950 et s'oppose au régime du shah Mohammad Reza Pahlavi et son idée de mener la Révolution blanche. Il devient en 1961 le guide religieux suprême et un des chefs de la communauté chiite.

Étant opposé à la Révolution blanche, Khomeiny est opposé au pouvoir du Shah. Il est arrêté en 1963 pour avoir joué un grand rôle dans des émeutes. Son arrestation

ayant provoqué de nouvelles manifestations réprimées dans le sang. Khomeini fut libéré mais en 1964, après avoir critiqué à nouveau le gouvernement, il est contraint à l'exil, tout d'abord en Turquie, puis en Irak, pendant 14 ans. Le gouvernement Irakien ne l'apprécie pas non plus et en 1978, il part se réfugier en France.

Khomeiny prépare une révolution depuis Neauphle-le-Château en envoyant secrètement des cassettes en Iran pour échapper au contrôle du gouvernement iranien sur les médias classiques.



Khomeiny en 1981

Khomeiny retourne en Iran le 1er février 1979. Le 11 février 1979, le mouvement révolutionnaire est victorieux et Khomeiny devient le dirigeant du pays en tant que chef de la révolution islamique en Iran puis en tant que chef spirituel suprême. Peu de temps après son arrivée au pouvoir, L'Irak envahit l'Iran, ce qui donna lieu à une guerre qui dura jusqu'au cessez-le-feu accepté par Khomeiny en 1988.

Le 3 juin 1989, Khomeiny meurt à l'âge de 86 ans d'une hémorragie interne. Plus d'un million d'Iraniens se sont réunis pour ses obsèques.

TC

KHROUCHTCHEV (Nikita)

Nikita Khrouchtchev est né en 1894 et mort en 1971. Il est fils de mineur et va participer à la révolution de 1917 et à la guerre civile russe de 1917 à 1922. Protégé par Kaganovitch, il progresse au sein des instances du parti, reçoit en 1939 la direction du parti en Ukraine. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il assure des fonctions de commissaire politique dans les armées soviétiques puis retourne à la tête du parti ukrainien en 1945. En 1949, il intègre les instances supérieures à Moscou en tant que spécialiste des questions agricoles.

Khrouchtchev a été le secrétaire du parti communiste de

L'URSS de 1953 à 1964 à la suite de Staline, puis a également été président du conseil des ministres de 1958 à 1964. Il s'est engagé dans une politique de réforme et a tenté d'assouplir et décentraliser la politique économique ainsi que valoriser la rechercher scientifique. C'est alors qu'il dirige l'URSS que l'ambitieux programme spatial soviétique réalise le lancement de Spoutnik 1 (1957) qui est le premier engin placé en orbite autour de la Terre, puis met Youri Gagarine en orbite (1961).

Khrouchtchev a également eu un rôle important dans la mise en place de réformes relativement libérales en politique intérieure et aussi dans le processus de déstalinisation. La déstalinisation a débuté en 1953 et prend un nouveau tournant le 24 février 1956 lorsque Nikita Khrouchtchev divulgue son "rapport secret" lors du XX^{e} congrès du Parti. La déstalinisation consiste à abandonner le culte de personnalité et à dénoncer les "excès" de la période du stalinisme… Il dénonce ainsi les déportations massives ainsi que les arrestations arbitraires d'honnêtes communistes et de chefs militaires traités en ennemis du peuple.

Khrouchtchev en 1963

Khrouchtchev va connaître plusieurs échecs importants comme celui de la réforme du parti communiste ainsi que la crise de Berlin (construction du mur en 1961) et la rupture avec la Chine au début des années 1960. Mais son principal échec (apparent) est la crise de Cuba qui va l'opposer à Kennedy, Khrouchtchev va déclencher l'opération Anadyr en mai 1962 et va envoyer 50 000 soldats, 36 missiles nucléaires SS-4 et 2 SS-5 ainsi que 4 sous-marins à Cuba. Après plusieurs jours de tension extrême, Khrouchtchev va accepter de retirer les missiles qu'il a mis à Cuba tout en obtenant de Kennedy qu'il retire ses propres missiles qui sont en Turquie. Cet accord va instaurer la période de la

Détente, période inaugurée par l'installation du « téléphone rouge » entre la Maison Blanche et le Kremlin.

Les différents échecs de Khrouchtchev amènent à la formation d'une alliance contre lui au sein du Politburo. Il est écarté en octobre 1964 et placé en résidence surveillée jusqu'à sa mort intervenue à Moscou en septembre 1971.

ST

KIM JONG-UN

Kim Jong-un est né le 8 janvier 1984, mais pour suivre la lignée de son père et de son grand-père, qui sont nés respectivement en 1912 et 1942, le régime nord-coréen indiquerait sa date de naissance en 1982. La propagande veut qu'il soit né à Samjiyon au pied du mont Paektu (considéré comme sacré par les nord-coréens), même s'il est plus vraisemblable qu'il ait vu le jour à Pyongyang. Succédant à son père, Kim Jong-il, il est l'actuel dirigeant suprême de la Corée du Nord.

Après avoir passé une enfance d'enfant roi dans une maison au centre de Pyongyang, il part en 1996 à Berne, en Suisse, pour étudier, d'abord à l'*International School of Berne* jusqu'en 1998 puis à l'école publique de Liebefeld jusqu'en 2000. Là-bas, il ne sort pas de son appartement pour « ne pas succomber à l'emprise du capitalisme ». De retour en Corée du Nord, il suit la formation des officiers d'infanterie à l'Académie militaire Kim-Il-sung à Pyongyang de 2002 à 2007.

En août 2008, son père, Kim Jong-il, est victime d'un AVC. Il décide donc de prendre la question de la succession plus au sérieux. Son fils aîné, Kim Jong-chol, est jugé trop effacé et efféminé. C'est donc Kim Jong-un qui est choisi en tant que successeur.

A partir de ce moment, la carrière de Kim Jong-un commence. Il est d'abord élu à l'Assemblée populaire suprême le 8 mars 2009, puis placé à la tête du département de la Sécurité d'État en mars 2009. En avril 2009, il est nommé au Comité de la défense nationale de la RDPC et directeur adjoint du département administratif du parti. Il est élu par l'armée le 25 août 2010 délégué au Congrès du Parti du Travail de Corée, puis membre du comité central le 28 septembre 2010, ainsi que vice-président de la Commission centrale militaire. Le 10 octobre 2010, il fait sa première apparition publique lors d'un défilé militaire. Le 10 février 2011, il est

élu vice-président du Comité de la défense nationale.

Le 16 décembre 2011, la mort de Kim Jong-il permet à son fils préféré, Kim Jong-un de devenir le Dirigeant suprême de la Corée du Nord. Il se fait donc attribuer, le 30 décembre 2011, les anciennes fonctions de son père dont commandant suprême de l'armée populaire de Corée. Pour se maintenir au pouvoir, Kim Jong-un use de la propagande, qui le qualifie de brillant et bon. En 2013, Kim Jong-un lance la politique du *Byongjin*, ayant pour but de développer à la fois l'économie et l'arme nucléaire en Corée du Nord. En décembre de la même année, la mise à l'écart puis l'exécution de Jang Song-taek, alors directeur du département administratif du comité central du Parti du Travail de Corée et vice-président du Comité national de défense, mais surtout, son oncle, montre son autorité et sa mainmise sur le pouvoir.

En 2018 et 2019, Kim Jong-un se rapproche des États-Unis avec des réunions où les différends concernant l'arme nucléaire des deux pays sont négociés. La Corée du Nord organise également un sommet inter-coréen avec la Corée du Sud pour réguler les tensions entre les deux pays en avril 2018. Avant cela, Kim Jong-un rencontre Xi Jinping, représentant de la Chine, en mars 2018. Les années 2018-2019 sont donc marquées par de nombreuses rencontres avec les dirigeants des plus grandes puissances ce qui peut flatter le dirigeant nord-coréen et lui donner un sentiment d'importance dans la diplomatie mondiale. Malgré cela, à l'été 2020, les relations avec la Corée du Sud se dégradent. Les attaques verbales fusent, mais le 25 septembre 2020, Kim Jon-un s'excuse et les relations s'apaisent.

Pour montrer la puissance militaire de son pays, Kim Jong-un organise des défilés militaires impressionnants, avec des armes toujours plus puissantes et des militaires toujours plus nombreux, comme celui du 10 octobre 2020, qui avait réuni plus de 32 000 soldats. Lors du 8e Congrès du Parti, le 6 janvier 2021, Kim Jong-un constate l'échec de son plan de développement économique et exprime son désamour pour Joe

Biden, fraîchement élu président des États-Unis.

Concernant sa vie privée, Kim Jong-un est marié depuis 2009 à Ri Sol-ju, et ensemble, il ont eu un enfant. Il aurait en tout un frère, une sœur, un demi-frère et une demi-sœur. Sa sœur, Kim Yo-jong, est d'ailleurs une de ses proches conseillers. Par ailleurs, Kim Jong-un souffrirait de nombreux problèmes de santé dus à son obésité qui lui auraient valu deux apparentes disparitions en 2014 et 2020.

MD

KING (Martin Luther)

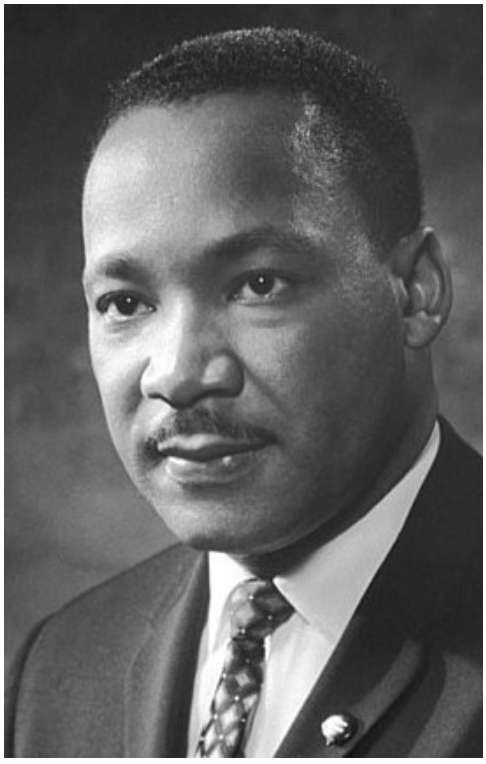
Martin Luther King Jr., plus communément appelé Martin Luther King, est né le 15 janvier 1929 à Atlanta aux États-Unis et est mort le 4 avril 1968 assassiné à Memphis aux États-Unis. Il a fait partie des militants pour la paix, pour les droits des noirs et contre la pauvreté les plus influents du milieu du XX^{e} siècle.

Après avoir passé une enfance paisible dans un quartier aisé d'Atlanta, il rentre à l'université pour garçons noirs *Morehouse College* à l'âge de quinze ans après avoir sauté deux classes. Le 20 juin 1948, il y obtient une licence de sociologie et le 12 mai 1951, il obtient une licence de théologie au *Crozer Theological Seminary*. Le 18 juin 1955, il obtient un doctorat en théologie à l'université de Boston. Entre temps, il se marie le 18 juin 1953 à Coretta Scott, avec qui il aura 4 enfants. Il débute sa carrière de pasteur en 1954, dans une église baptiste à Montgomery dans l'Alabama.

Ses actions militantes débutent en 1955, alors que Rosa Parks est arrêtée pour s'être assise à la « place des blancs » dans un bus. Il fonde un mouvement de soutien à Rosa Parks et incite à boycotter la compagnie de bus impliquée dans l'incident. Au bout d'un an, la Cour Suprême donne tort à la compagnie de bus, et l'impact médiatique de cette victoire lui permet de fonder le SCLC, la « Conférence des Leaders Chrétiens du Sud », et d'étendre sa lutte pour les droits physiques des Noirs et pour le non-violence à l'ensemble des États-Unis. Partageant les idées de Gandhi, Martin Luther King décide d'entreprendre en 1959 un voyage en Inde pour en apprendre plus sur les principes de ce dernier.

En 1963, il est une des figures américaines les plus influentes de la luttes pour les droits civiques des Afro-américains, ainsi que la fin de la ségrégation, et cela lui vaut notamment plusieurs arrestations. Le 28 août 1963, il

prononce son discours le plus connu à travers le monde, *I have a dream*, dans lequel il présente à Washington sa vision d'un monde idéal, un monde juste et paisible, où la ségrégation raciale n'existe pas devant 250 000 personnes. Cela entraîne une vague d'empathie, notamment après que des luttes pacifistes soient violemment réprimées par la police.



Martin Luther King en 1964

En 1964, Martin Luther King Jr. reçoit le prix Nobel de la Paix et la plupart des lois pour lesquelles il s'est battu sont votées comme le *Civil Rights Act* et le *Voting Rights Act*. Son succès dans le sud des États-Unis le pousse à étendre son combat dans le nord du pays et en 1966, il déménage à Chicago. Ses actions dans cette ville entraînent des répressions encore plus violentes que dans le sud. En 1967 alors que la guerre du Vietnam fait rage, il se prononce contre celle-ci, car c'est un pacifiste. Il s'engage la même année contre la pauvreté et organise la « Campagne des pauvres », luttant contre l'injustice économique.

Malgré tout, Martin Luther King a des opposants, notamment des ségrégationnistes et racistes blancs, qui sont contre ses idées. Le 4 avril 1968, il se fait assassiner dans un motel à Memphis par un ségrégationniste blanc, l'américain James Earl Ray, alors qu'il soutenait une grève d'éboueurs. Il reste une des figures les plus importantes de la lutte pour les droits des Noirs et le pacifisme. Sa mémoire est honorée aux Etats-Unis chaque année par un jour férié, le troisième lundi du mois de janvier.

MD

KIPPOUR [guerre du]

La guerre du Kippour ou guerre du Ramadan est le quatrième

conflit israélo-palestinien qui s'est déroulé du 6 au 24 octobre 1973.

Dans cette région du Proche et Moyen-Orient, les pays arabes autour d'Israël et plus précisément la Syrie et l'Égypte ne reconnaissent pas l'existence de ce pays et cherchent donc sans arrêt à le conquérir. Ainsi, chaque période de paix entre ces pays n'est en réalité qu'un période de préparation pour la guerre suivante. La guerre du Kippour intervient ainsi après la guerre des 6 jours durant laquelle Israël avait conquis le désert du Sinaï en Égypte et le plateau du Golan en Syrie. Cette conquête, inadmissible pour l'Égypte et la Syrie qui ne considéraient même pas Israël comme un pays, rendit le conflit de la guerre du Kippour inévitable.

Le 6 octobre 1973, les armées égyptiennes et syriennes lancèrent par surprise des offensives simultanées dans le désert du Sinaï et sur le plateau du Golan. Prise au dépourvu, l'armée israélienne arrive tout de même à se relever à partir du 13 octobre 1973 et fait une demande urgente d'aide en ressources de la part des États-Unis, leurs alliés, qui acceptèrent. Le 16 octobre 1973, l'URSS, alliée des pays arabes, demande à ce que la guerre se termine vite tandis que l'armée israélienne parvient à se relever et à mettre les Syriens en difficulté au niveau du Plateau du Golan. L'ONU met en place la résolution n°338 qui demande l'ouverture de négociations entre les belligérants.

Quand la guerre se termine le 24 octobre 1973, le Sinaï et le Golan sont toujours des possessions israéliennes et on revient donc à la même situation qu'avant la guerre. Cependant, l'Arabie Saoudite et le Koweït (pays exportateurs de pétrole), alliés de la Syrie et de l'Égypte mais aussi des États-Unis furent déçus par l'aide américaine apportée à Israël et mirent donc en place un embargo sur le pétrole. Cet embargo eut pour conséquence une forte augmentation des prix qui conduira au premier choc pétrolier en 1973.

CD

KISSINGER (Henry)

Diplomate et ministre américain [1923-]. Docteur en sciences politique, puis professeur à Harvard, il devient conseiller diplomatique de Nixon, puis secrétaire d'Etat (1973-76). Il négocie le traité SALT avec l'URSS et prépare la visite de Nixon en Chine (1972). Il négocie ensuite les accords de Paris avec le Vietnam (1973) ce qui lui vaut le prix Nobel de la paix. Il quitte le secrétariat d'Etat après la

défaite de Gerald Ford. Respecté pendant de nombreuses années comme un des grands experts de la diplomatie mondiale, il est cependant aujourd'hui accusé d'avoir provoqué (ou couvert) certains faits peu glorieux (comme le renversement d'Allende)

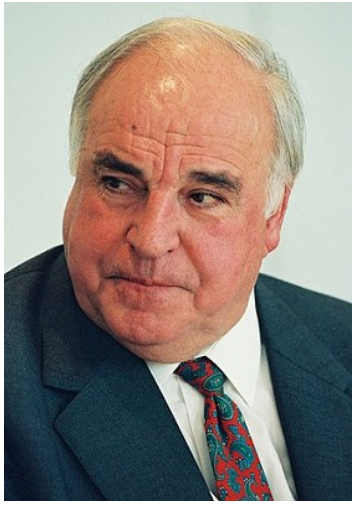
KOHL (Helmut)

Né le 3 avril 1930 à Ludwigshafen en Allemagne et mort le 16 juin 2017 à l'âge de 87 ans, Helmut Kohl est originaire d'une famille catholique et patriote. Il vécut toute son enfance dans une région frontalière dévastée par les guerres successives ce qui lui apprendra vite la nécessité de la réconciliation franco-allemande. Il étudiera donc l'histoire, le droit et les sciences politiques et sociales et financera ses études en occupant un poste de tailleur de pierre.

Dès 1947, à l'âge de 17 ans il commence à se consacrer à la politique en aidant à la fondation d'une organisation des jeunes chrétiens-démocrates (CDU) à Ludwigshafen. Après avoir été, peu de temps, secrétaire général de la fédération patronale de la métallurgie en Rhénanie-Palatinat, Helmut Kohl se consacre entièrement à la politique.

Dès lors, il gravit rapidement les échelons de la CDU : député régional à vingt-neuf ans, il devient en 1969 le plus jeune ministre-président d'un Land, la Rhénanie-Palatinat. Succédant à Rainer Barzel, il est élu président de la CDU en 1973. Entre 1976 et 1982 il tente d'accéder au poste de chancelier de la RFA mais la CDU rencontre un succès insuffisant dans les élections législatives ne lui permettant pas de renverser la coalition sociale-libérale au pouvoir. C'est seulement le 1er octobre 1982 que Helmut Kohl succède au chancelier Helmut Schmidt devenant le sixième chancelier de la RFA avec 49% des voix pour son parti. Il sera par la suite réélu à quatre reprises.

Au niveau européen, Helmut Kohl est considéré comme le moteur franco-allemand au côté de François Mitterrand et Jacques Delors accélérant alors considérablement l'intégration européenne et aboutissant en 1986 à la signature de l'acte unique. Et en 1990 il mène l'Allemagne à la réunification suite au départ des troupes soviétiques stationnées en RDA (traité de Moscou).



Helmut Kohl en 1996

Kohl fait adopter à l'unanimité au congrès de la CDU, une motion préconisant la mise en œuvre d'une constitution fédérale pour l'Europe en 1992. Et fin 1994 la CDU propose officiellement à la France de constituer avec le Benelux un noyau fédéral doté de sa propre constitution. Parallèlement, il participe à la préparation de la mise en place de la monnaie unique. Avec un certain succès, il a su populariser l'introduction de l'euro au détriment du deutschmark.

Helmut Kohl a toujours considéré que l'amitié franco-allemande est la clé de voûte de l'intégration communautaire et c'est pourquoi il s'est engagé dans une politique de coopération étroite avec la France. Ainsi sont nés la Brigade franco-allemande, le Conseil franco-allemand de la défense ou encore des ambassades communes et les multiples rencontres entre le chancelier allemand et le Président François Mitterrand ont créé une intimité entre les deux chefs d'État mais aussi entre les deux pays.

Malgré son échec électoral de 1998 et sa démission, Helmut Kohl est aujourd'hui considéré comme l'un des principaux piliers de la construction Européenne.

LR

KOUFRA [serment de]

Serment prêté par les troupes françaises libres commandée par le colonel Leclerc après la bataille de Koufra (Libye) le 2 mars 1941. Par celui-ci, les soldats s'engagent à ne pas renoncer tant que les couleurs françaises ne flotteront pas au sommet de la cathédrale de Strasbourg. Le 23 novembre 1944, ce sont effectivement les troupes de la 2ème Division Blindée commandée par Leclerc qui entreront à Strasbourg.

KOULAKS

Paysan enrichi en Russie de la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Dès le début de la Révolution russe, les koulaks étaient fortement critiqués car le pouvoir était communiste et donc contre

toute propriété privée. Ainsi, les bolcheviques qualifiaient de koulaks toute personne possédant ne serait-ce qu'une vache. C'est aussi pour cela que dès l'arrivée au pouvoir de Staline, les koulaks furent persécutés et envoyés dans les goulags.

CD/MD/MF/EJ

KRACH

Effondrement de la valeur des actions dans une bourse. Le krach provoque généralement une période de difficultés financières et économiques.

KYOTO [protocole de]

Signé le 11 décembre 1997 à Kyoto, au Japon, le protocole de Kyoto est un traité international qui vise la réduction des émissions de 6 gaz à effet de serre.

Des études des années 1990 avaient en effet montrées que les températures moyennes allaient augmenter dangereusement au siècle suivant, pouvant atteindre une hausse de 6°C. Lors du sommet de la Terre de Rio de Janeiro, en 1992, la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) fut donc créée. Son objectif était de mener différentes actions afin de gérer au mieux le réchauffement climatique.

Tous les pays ayant signés la convention sont nommés « parties » et se réunissent une fois par an dans le cadre des COP (*Conferences of the Parties*). Le protocole de Kyoto a été signé lors de la COP 3 et 37 pays se sont donc engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5 % en moyenne par rapport à 1990, sur la période 2008-2012. Il est seulement entré en vigueur le 16 février 2005, car il fallait d'abord que 55 pays générant au moins 55 % des émissions mondiales le ratifient (l'acceptent). Lors du premier bilan en 2012, les émissions de gaz à effet serre avaient diminué de 22,6 % par rapport à 1990. Cette diminution est en partie due à l'effondrement du bloc de l'Est, dans les années 90 dont l'économie était en majorité basée sur l'industrie lourde. Mais, certains grands pays émetteurs de gaz à effet de serre n'ont pas respecté le protocole. Les États-Unis et l'Australie par exemple l'ont signé sans le ratifier et le Canada s'en est désengagé. Le protocole de Kyoto a ensuite été prolongé en 2012 avec l'Amendement de Doha, signé lors de la COP 18. Un nouvel objectif d'une réduction moyenne de 18 % par rapport à 1990 pour les pays engagés a été établi pour la période 2013-2020.

De nos jours, 196 Parties (195 États et l'Union Européenne) ont déposé leurs instruments de ratification, approbation, acceptation ou accession au protocole. Les États-Unis, plus grand émetteur mondial, ne l'ont toujours pas ratifié, par crainte que cela ne nuise à leur activité économique.

EJ

L

LAÏCITÉ

Principe qui garantit que l'Etat est neutre en matière religieuse ce qui veut dire qu'il ne les finance pas, pas plus qu'il ne les reconnaît. Fondée sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat (1905), la laïcité à la française est posée dans la constitution de la Cinquième République. La question de la Laïcité a beaucoup été instrumentalisée depuis la présidence de Nicolas Sarkozy. Certains, profitant d'importants relais médiatiques, transforme le principe de la laïcité en défense des valeurs occidentales face à la religion musulmane.

LANG (Jack)

Jack Lang, homme politique français, est né en 1939 dans les Vosges. Après des études de droit, il devient enseignant à l'université (Nancy, puis Paris) mais sa passion est le théâtre (il crée en 1963 un festival de théâtre universitaire à Nancy). Au début des années 1970, il entre dans l'entourage de François Mitterrand. Dès l'élection de celui-ci en mai 1981, il est nommé ministre de la Culture. Il multiplie les initiatives originales (et parfois décriées) comme le lancement de la Fête de la musique ou de la Fête du cinéma. Jack Lang permet la mise en avant du cirque, de la photographie et de l'éducation artistique en milieu scolaire, commence alors la construction de l'actuel Institut national d'histoire de l'art. Avec la Loi Lang, il fixe le prix unique du livre en août 1981. Cette époque est aussi celle des grands changements dans l'audiovisuel avec l'apparition de nouvelles chaînes et la création de radios libres.

De 1983 à 1989, il est conseiller de Paris dont le maire est Jacques Chirac et de 1989 à 2000, il est maire de Blois où il participera au lancement des Rendez-vous de l'Histoire.

De 1988, réélection de François Mitterrand, à 1992, il est à nouveau ministre de la Culture et de la Communication. Les équipements culturels se modernisent à l'échelle nationale avec la construction ou la rénovation de plusieurs musées et plusieurs institutions de formations apparaissent ou se rénovent comme l'Ecole de danse de l'Opéra de Paris ou l'École du Louvre. En 12 ans à ce poste, plus de 8 000 postes auront été créés dans le domaine de la culture.

De 1991 à 1992, il est également porte-parole du gouvernement et l'année suivante, ministre de l'Education nationale parallèlement à son rôle de ministre de la Culture. Il entreprend alors de lutter contre la violence dans le milieu scolaire et assouplit le projet de réforme pédagogique des lycées.

De 2000 à 2002, sous le gouvernement Jospin, il est à nouveau ministre de l'Education nationale. Il relance le recrutement des enseignants, à l'arrêt depuis 1997, et crée la Commission sur le racisme et le négationnisme à l'université Jean-Moulin Lyon III.

En 2005, étant le porte-parole national du Parti Socialiste, il publie l'ouvrage "Changer" où il émet l'idée que le cumul des mandats soit interdit, que le Sénat soit supprimé et que les sans-papiers soient régularisés.

Jack Lang en 2008

Sous la présidence de Nicolas Sarkozy en 2009, il se rend en tant qu'émissaire spécial du président de la République à Cuba pour relancer le dialogue franco-cubain, puis une deuxième fois en Corée du Nord dans le but d'une éventuelle reprise de relations diplomatiques entre Paris et Pyongyang.

Jack Lang est nommé diplomate chargé de la piraterie par François Hollande en 2012 et devient, en Janvier 2013, président de l'Institut du monde arabe à Paris. Cependant, sa situation est difficile, il est critiqué dès sa nomination pour son salaire important. Il expose le "renouveau" de l'Institut avec la restauration de moucharabiehs et une nouvelle gouvernance. Sa direction de l'Institut du Monde Arabe est critiquée sur son incapacité à redresser la situation économique de l'institution avec une baisse de fréquentation d'un million de visiteurs et une perte de 2,5 millions d'euros en 2015.

Il s'engage cependant régulièrement pour l'enseignement arabe et permet la création de CIMA, une certification en langue arabe.

JS

LAPIN DE JADE

Le Lapin de Jade est un robot d'exploration spatial chinois qui a été envoyé sur la face cachée de la Lune le 3 Janvier 2019. Le nom de « lapin » provient d'un mythe chinois qui explique que ce côté de la lune représente cet animal, et que donc c'est un habitant de la Lune.

AR

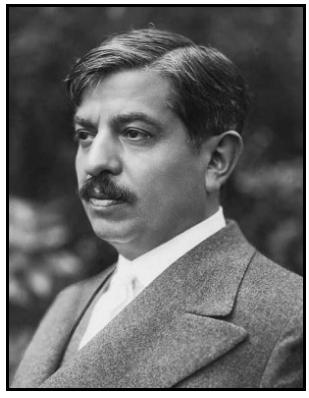
LAVAL (Pierre)

Né le 28 Juin 1883, Pierre Laval est un homme politique Français qui, d'abord avocat spécialisé dans la défense des organisations syndicales, devient député socialiste de la Seine en 1914, puis maire d'Aubervilliers en 1923 (fonction qu'il conserve jusqu'en 1944). Durant les années 30, il est nommé à plusieurs reprises ministre et président du Conseil. Pour résoudre la crise financière de 1930, en agissant par décrets-lois, il mène une politique de déflation et d'économies généralisées, qui va encore aggraver la situation économique et provoquer un fort mécontentement populaire. Face à la menace allemande, il noue des alliances avec l'Italie fasciste et L'URSS, d'où le traité de Rome signé en Janvier 1935 afin de mettre fin aux rivalités franco-italiennes. Du côté de L'URSS, il conclut avec réticence un pacte d'assistance mutuelle en mai 1935.

Très hostile à l'entrée en guerre de la France contre l'Allemagne en 1939, Laval retrouve une grande influence politique au moment de la défaite de 1940. Arrivé à Bordeaux le 14 juin et partisan de demander l'armistice, il combat devant le Parlement le projet de départ du gouvernement pour l'Afrique du Nord. Nommé vice-président du Conseil par Philippe Pétain, il va dès le 12 Juillet organiser la politique de collaboration avec l'occupant. Le 22 octobre, il rencontre Hitler à Montoire et prépare son entrevue avec le maréchal Pétain. Cette attitude ainsi que de nombreuses antipathies personnelles lui valent d'être mis à l'écart par le maréchal, et même arrêté le 13 décembre à la demande des autres ministres.

Il sera libéré sur l'intervention de l'ambassadeur du Reich à Paris et gardera contact avec les Allemands. Il doit faire face aux exigences croissantes de l'Allemagne et relancer la collaboration. Alors il répond aux demandes allemandes en main-d'œuvre française, et invente le système de la « Relève » (le retour d'un prisonnier français contre l'envoi de trois travailleurs en Allemagne). Il prononce à cette

occasion des paroles décisives qu'on ne lui pardonnera pas : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne, parce que, sans elle, le bolchevisme s'installerait partout. ».



Après le débarquement allié en Normandie, Laval tente de rétablir le Parlement, mais il est assigné à résidence avec l'ensemble du gouvernement de Vichy. En mai 1945, il se réfugie en Espagne, où il est finalement remis aux autorités alliées. Il est alors condamné à mort le 9 octobre 1945 et fusillé le 15 après avoir tenté de se suicider.

AB / SB / AD / AR

LCI

La Chaine Info, abrégée en LCI est une chaîne de télévision française d'information du groupe TF1. Elle a été créée le 24 juin 1994. Elle est accessible par le satellite, le câble. C'est la troisième des quatre chaînes d'informations accessibles gratuitement par la TNT en France.

LCI est aujourd'hui une des chaines françaises les plus regardées se plaçant en 2020 à la troisième position des chaines les plus regardées derrière CNEWS et BFMTV. LCI fait partie d'un média de diffusion plus global, la télévision qui n'a plus besoin de faire ses preuves dans la diffusion de l'information. LCI est donc accessible partout comme à la radio et même sur internet avec MYTF1News ce qui contribue encore plus largement à sa diffusion.

JDS

LECLERC

Philippe Leclerc (1902-1947), de son vrai nom Philippe de Hautecloque, était un grand chef militaire français durant la Deuxième Guerre mondiale. Refusant la défaite, il rejoint le général de Gaulle et se fait apprécier par son esprit de stratégie et d'organisation. Ces qualités lui ont permis de tenir un rôle majeur dans les combats en Afrique puis

dans la libération de la France. C'est notamment grâce à la division de Leclerc, la 2ème DB, aux côtés des résistants de Paris, que la ville a pu être libérée le 25 août 1944. Après sa mort intervenue dans un accident d'avion, Philippe Leclerc fut fait maréchal de France.

MB / AC / LR / ST

LEGION CONDOR

La légion Condor est une unité formée de volontaires allemands nazis qui combattaient aux côtés de Franco pendant la guerre d'Espagne de juillet 1936 à juin 1939. Cependant, elle n'est intervenue qu'à partir du 25 juillet 1936 Cette force était aérienne et comprenait 19 000 hommes. C'est grâce à cette légion que l'armée allemande a pu tester ses doctrines et ses appareils. Les motivations d'Hitler pour créer cette unité était de voir un régime autoritaire s'installer en Espagne, mais aussi de faire comprendre aux Français qu'ils n'avaient pas intérêt à être face à l'Allemagne nazie et donc d'affaiblir les oppositions républicaines en semant la terreur.

La principale action menée par la légion condor fut le bombardement de la ville basque Guernica le 26 avril 1937.

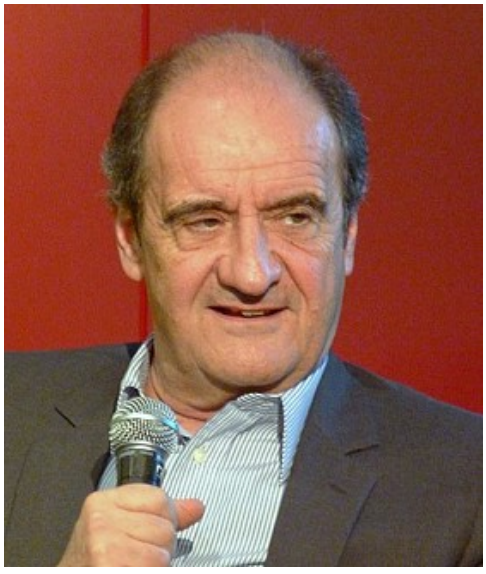
La légion Condor rendit célèbre le maréchal de l'air Hugo Sperrle et les pilotes Adolf Galland et Werner Mölders.

ER

LESCURE (Pierre)

Pierre Lescure est un journaliste français âgé de 75 ans. Il est né le 2 juillet 1945 à Paris mais il passe son enfance en banlieue à Choisy-le-Roi. Son père, François, est journaliste à *l'Humanité* et sa mère écrit dans une publication de la CGT. Ayant obtenu son bac, Pierre Lescure se dirige vers le métier de journaliste et intègre le Centre de Formation des Journalistes (CFJ) dont il devient diplômé en 1965. Il entre alors à RTL où il fait la rencontre de Philippe Gildas (journaliste, animateur télé et radio, décédé en 2018).

Dans les années qui suivent, il alterne entre la radio (RMC, Europe 1) et la télévision. En 1973 il est présentateur du JT sur la 2ème chaîne et accède à des postes à responsabilités. En 1979 il devient directeur des programmes de RMC en 1979. En 1981, il créé l'émission culte « Les enfants du rock » qui révèle de nombreuses personnalités notamment Philippe Manœuvre et Antoine de Cannes. Pierre Lescure sera nommé directeur de la rédaction de la chaîne où passe cette émission, mais n'y restera pas longtemps. Pierre Lescure préfère suivre ses envies plutôt qu'un plan de carrière défini.



Pierre Lescure choisit de rejoindre André Rousselet pour la création de Canal + en 1983. Au début du projet cela paraissait un pari risqué mais le trio André Rousselet, Pierre Lescure et Alain de Greef parvient au bout d'un certain temps à faire de Canal+ une grande réussite ; « l'esprit Canal » est un peu la traduction de la manière de vivre et de travailler de Pierre Lescure. En 1994, après le départ d'André Rousselet, Pierre Lescure devient PDG du groupe Canal+. Il accepte dans les années 2000 la fusion avec le groupe Vivendi-Universal, dirigé par Jean-Marie Messier. Étant grand amateur de cinéma et de culture américaine, le journaliste devient codirecteur général du deuxième groupe de communication mondial. Mais deux ans plus tard, il est destitué de ce poste.

Ebranlé par cette rupture, Pierre Lescure revient ensuite à la télévision dans différentes émissions : Graffiti sur France 5, Ça balance à Paris sur Paris Première. En 2012, François Hollande fait appel à lui pour une mission sur l'avenir de l'Hadopi. Début 2014, Pierre Lescure est élu à l'unanimité président du festival de Cannes. Il remplace alors Gilles Jacob, responsable de cette manifestation depuis 37 ans. Il est aujourd'hui un chroniqueur régulier de C à vous sur France 5.

En ce qui concerne sa vie privée, Pierre Lescure passera d'abord 8 ans avec la journaliste et romancière Katherine Pancol, et débutera, en 1983, une histoire d'amour avec Catherine Deneuve qui durera jusqu'en 1991. Il fréquente également un temps Nathalie Baye mais épousera finalement Frédérique Fayles-Bernstein, la dernière compagne de Coluche, en 1996. Ils adopteront ensemble en 2004 une petite fille vietnamienne prénommée Anna.

LV

LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE

Théorie économique fondée sur la loi du marché (ou loi de l'offre et de la demande). Elle suppose que l'initiative économique vient du secteur privé et que l'Etat est un acteur limité en matière économique.

LIBÉRATION

Libération est un journal quotidien français basé à Paris et fondé en 1973 par Jean Paul Sartre et Maurice Clavel, deux écrivains et philosophes. Le nom Libération reprend celui d'un journal clandestin de la Résistance publié de 1941 à 1964. Aujourd'hui, le directeur du journal est Dov Alfon.

C'est un média généraliste : les numéros de la version papier vendue tous les matins englobent plusieurs thèmes variés comme la politique, des sujets de société, la culture, le sport… et relatent aussi bien l'actualité nationale qu'internationale. Ces informations sont aussi disponibles dans une version en ligne. L'indépendance journalistique et la protection des sources sont respectées.

Libération appartient également à ce qu'on appelle la presse d'opinion : c'était à ses débuts un journal d'extrême-gauche. Aujourd'hui, la ligne éditoriale reste tournée vers la gauche mais est plus modérée. D'après une étude réalisée en 2012, le lectorat du journal appartiendrait à des classes plutôt aisées.

Si son âge d'or était dans les années 1980, Libération souffre depuis quelques années de la perte d'audience que subit la presse écrite avec l'apparition des nouveaux médias. Il tente aujourd'hui de se moderniser avec des contenus et des moyens de communications plus diversifiés (contenu multimédia en ligne), même si ces évolutions peuvent trancher avec l'identité du journal.

CL

LIBÉRATION DE PARIS

Après le débarquement du 6 juin 1944, les forces alliées assistent à une vigoureuse résistance des nazis. Elles se dirigent donc vers l'Est en contournant Paris. En effet, la libération de la capitale est alors jugée trop coûteuse par le général Eisenhower que ce soit en hommes ou en matériel.

Le 10 août 1944, les résistants parisiens, motivés par ce débarquement, ne peuvent plus attendre : il faut libérer Paris. Un grand mouvement de grève général se met alors en place et les affrontements entre les résistants et l'armée nazie se font de plus en plus violents.

Le 18 août, le colonel communiste Henri Rol-Tanguy, chef des Forces Françaises Intérieures d'Ile-de-France, appelle à l'insurrection de manière officielle, notamment par des affiches dans les rues même de Paris, qui viennent remplacer celles du maréchal Pétain et d'Hitler. Cette annonce provoque un véritable mouvement global d'opposition et les rues parisiennes sont bloquées par de nombreuses barricades. Les combats continuent mais les munitions des résistants commencent à s'épuiser.

Le 22 août 1944, après un ordre du commandant en chef des forces alliées, le général Leclerc et sa 2e Division Blindée vont soutenir l'insurrection populaire qui s'accroit à Paris. Après un combat de deux jours et deux nuits, les troupes françaises écrasent la résistance allemande, alors sous-équipée et sous-organisée et passent par la porte d'Orléans le 24 août, suivies par la 4ème division d'infanterie américaine.

Les troupes allemandes se rendent et le bourdon de Notre-Dame, muet depuis 4 ans, sonne, marquant la victoire. Le lendemain, le 25 août, des milliers de Parisiens envahissent les rues de la capitale, acclamant les soldats français et américains venus soutenir l'insurrection du peuple. Charles de Gaulle, vu comme un vrai héros par son pays, prononce son plus célèbre discours, qui se termine par : « Paris ! Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! Mais Paris libéré ! ». Le lendemain 26 août, il descend triomphalement sur les Champs-Élysées, et marque de son pas la fin du régime de Vichy. Sur une demande américaine, les régiments qui défilent sur les Champs sont exclusivement composés de personnes blanches, alors que les soldats maghrébins représentaient 25 % des effectifs de la division Leclerc en avril 1944.

De Gaulle sur les Champs-Elysées
le 26 août 1944

Mais très rapidement, la violence revient : une épuration sauvage de la ville commence. Les femmes soupçonnées d'avoir eu des relations avec l'ennemi sont rasées en place publique, et les hommes fusillés.

La vie parisienne reprend peu à peu son court, et redevient la capitale dynamique et grandiose qu'elle était, bien que marquée par un souvenir fort, toujours visible de nos jours avec des plaques commémoratives placées pour entretenir la mémoire collective.

AD

LIGNE DE DÉMARCATION

Limite instaurée après l'armistice du 22 juin 1940 entre la zone de la France occupée et la zone de la France libre (appelée aussi couramment « zone nono » pour non occupée). La ligne de démarcation part du Jura, court vers l'ouest jusqu'au sud de l'Indre-et-Loire et là bifurque vers le sud-ouest jusqu'au Pays basque. Le passage d'une zone à l'autre nécessite l'obtention d'un laisser-passer, obtention très souvent complexe. La ligne disparait avec l'invasion de la zone libre par les Allemands en novembre 1942.

LISBONNE [traité de]

Ce traité est récent, en effet il a été signé le 13 décembre 2007 à Lisbonne entre les vingt-sept pays membres de l'Union Européenne à ce moment-là, il entrera cependant en vigueur le premier décembre 2009, soit 2 ans plus tard. C'est un important traité qui change et transforme l'architecture des institutions de l'Union Européenne (UE). Il ne remplace pas les anciens traités mais il les modifie. En fait ce traité a été rendu nécessaire par l'échec du traité constitutionnel repoussé par les Français en 2005. Face à l'impasse ainsi créée, les différents Etats ont entrepris, notamment sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, de faire passer une grande partie du traité constitutionnel dans une transformation des traités déjà existants. Ainsi depuis l'entrée en vigueur de ce traité, l'Union Européenne est régie, supportée par

deux traités : le traité instituant la Communauté européenne (signé à Rome en 1957) qui est renommé “traité sur le fonctionnement de l'Union européenne” ainsi que le traité sur l'Union européenne (signé à Maastricht en 1992).

Dans ce nouveau traité, contrairement au traité constitutionnel, les symboles de L’UE ne sont pas inscrits (par exemple : le drapeau, l’hymne et la devise).

Chefs d’Etat et de gouvernement à la signature du traité de Lisbonne

Il est toutefois important de noter les changements induits par ce traité. Il y a eu en effet de nombreuses réformes institutionnelles telles que la présidence permanente au Conseil Européen. Un président est désormais élu à la majorité pour une durée de deux ans et demi, un mandat renouvelable une seule fois. Grâce au traité, l'UE est dotée de la personnalité juridique et ainsi elle peut conclure des accords internationaux dans tous ses domaines de compétences.

Il y a eu de trop nombreuses modifications pour pouvoir toutes les citer dans cet article mais il faut cependant en citer quelques-unes supplémentaires de par leur importance, il y a le fait qu'à partir de ce traité il y a la mise en place d’une politique environnementale avec la lutte contre le changement climatique. L'institutionnalisation de la Banque centrale européenne ainsi que de nombreux autres organes (comme la Commission européenne, la Cour de justice de l’UE et bien d’autres).

TH

LOI-CADRE DEFFERRE

La loi cadre Defferre à été mise en place le 23 juin 1956 par Gaston Defferre, elle est également appelée la loi n°56-619.

Le principe d’une loi-cadre est de cadrer les principes généraux d’une réforme ou les grandes orientations d’une politique dans un domaine donné mais en laissant quand même le droit au pouvoir exécutif de développer dans le détail et de la mettre en œuvre par son pouvoir réglementaire.

Dans le cas de la loi-cadre Defferre de 1956, il s’agit de donner un cadre à l’évolution politique des

territoires d'outre-mer (Gaston Defferre est alors ministre de ces territoires). On donne la possibilité aux territoires colonisés par la France de se doter de conseils de gouvernement élus au suffrage universel. Cette loi-cadre joue un rôle important dans la transition pacifique de nombreux territoires africains vers l'indépendance en 1960.

IDS

LOME [conventions de]

Série de textes signés entre la CEE (puis l'UE) et des pays de la zone ACP (Afrique – Caraïbes – Pacifique). Ils prévoient des avantages pour ces pays du Sud, souvent anciennes colonies européennes, soit par la suppression des droits de douane, soit par la garantie de prix d'achat, soit par des aides. Le nombre des pays concernés est passé de 46 en 1975 à 70 en 1995.

LREM

La République En Marche (LREM) est un parti politique français situé entre le centre gauche et le centre droit.

Fondé en 2016 par Emmanuel Macron, ce parti remporte les élections législatives de 2017 obtenant la majorité absolue. Il présente cependant aujourd'hui des difficultés d'ancrage au niveau local qui l'empêche de s'imposer durablement au niveau national.

JB

LUFTWAFFE

Nom porté par l'aviation militaire allemande pendant la Seconde Guerre mondiale. Instrument forgé par Goering, elle devait être le fer de lance des offensives nazies et détruire toutes les résistances. Cependant la conception offensive de ses appareils se révéla peu à peu un obstacle difficilement surmontable lorsqu'il fallut défendre le Troisième Reich menacé par une aviation alliée plus nombreuse et moderne.

LUTHER KING (Martin)

=> KING (Martin Luther)

M

MAASTRICHT [traité de]

Le traité de Maastricht, signé le 7 février 1992 en présence du président du Parlement européen Egon Klepsch, institue une Union européenne entre les 12 Etats membres de la Communauté : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, le Pays-Bas, le Portugal et le Royaume Uni.

Ce traité prévoit de baser l'Union sur les communautés européennes déjà existantes et deux autres domaines de coopération, la politique étrangère et de sécurité et la justice et les affaires intérieures. Les pouvoirs législatifs et de contrôle du Parlement européen sont accrus grâce à la procédure de codécision et à l'extension de la procédure de coopération.

Le traité de Maastricht a changé le traité de la Communauté Économique Européenne (CEE) en traité de la communauté européenne (TCE) mais il modifie aussi les traités de la Communauté Européenne du charbon et de l'acier (CECA) et la Communauté Européenne de l'énergie atomique.

Exemplaire original du traité de Maastricht

Le traité est entré en vigueur le 1er janvier 1993, il permet l'achèvement de la mise en place du marché unique et l'extension du champ communautaire d'une part et celle de la construction politique de l'Europe dans la réunification allemande d'autre part.

IDS

MACCARTHYSME

Nom donné à l'action menée par le sénateur américain Joseph McCarthy au début des années 50 afin de lutter contre le communisme aux Etats-Unis. Cette action, aussi appelée « chasse aux sorcières » visait à détecter, au besoin par des dénonciations, les communistes ou personnes pouvant avoir des sympathies communistes au sein de l'administration, des médias ou des milieux artistiques. Le maccarthysme a pris fin lorsque McCarthy a voulu s'attaquer à

l'armée américaine ce que le président Eisenhower n'a pas accepté.

MACRON (Emmanuel)

Emmanuel Macron est né le 21 décembre 1977 à Amiens. Il a été élu président de la République française le 14 mai 2017. Avant d'être le 8ème président de la Cinquième République et le 25ème président de la République française, c'est d'abord un haut fonctionnaire, un banquier d'affaires et un homme d'État français.

Après l'obtention de son baccalauréat scientifique en 1995 et deux ans de classe préparatoire lettres et sciences sociales, Emmanuel Macron a intégré l'Institut d'études politiques de Paris en 1998. Il a suivi, en parallèle, un cursus universitaire en philosophie. C'est ainsi qu'entre 2000 et 2001 il a été diplômé de Science Po en plus d'obtenir une maîtrise et un DEA. Il a ensuite, de 2002 à 2004, poursuivi ses études à l'ENA à Strasbourg.

Une fois ses longues études terminées, Emmanuel Macron a d'abord intégré le corps de l'Inspection générale des finances. En 2008, il s'est mis en disponibilité de la fonction publique et il est devenu banquier d'affaires chez Rothschild & Cie (une banque d'affaire crée par David de Rothschild en 1983). Il a été promu associé au sein de la banque à la fin de l'année 2010. Durant ces années, Emmanuel Macron avait déjà l'ambition de devenir président de la République mais il était également conscient que pour faire de la politique il fallait d'abord être fortuné.

En effet, son engagement en politique et sa popularité ont évolué rapidement. De 2006 à 2009, Emmanuel Macron est devenu membre du Parti Socialiste. Au début de cette période, il a rencontré François Hollande auprès duquel il s'est engagé en 2010. Il l'a notamment soutenu durant la primaire présidentielle socialiste de 2011. Lorsque François Hollande a été élu président, ce dernier a confié à Emmanuel Macron le rôle de secrétaire général adjoint de l'Elysée en tandem avec Nicolas Revel. C'est alors qu'il a commencé à se faire connaitre car de nombreux journaux lui ont consacré des articles. En août 2014, il a été nommé ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique dans le gouvernement Valls II. Cette place au sein d'un ministère lui a permis de présenter au Conseil des ministres le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques. Cette loi

appelé "loi Macron" vise à modifier les réglementations sur le travail le dimanche, les professions réglementés, les transports, les permis de conduire et la vie des entreprises et des salariés. La loi a été promulguée en août 2015.

Cette même année, après avoir vu sa notoriété augmenter considérablement, Emmanuel Macron a organisé son premier meeting dans le Val-de-Marne. Il a alors commencé à affirmer son social-libéralisme et à prendre ses distances avec le président François Hollande. Il a créé un nouveau parti appelé *En marche* qu'il définit comme étant à la fois de droite et de gauche. En août 2016, il a démissionné de ses fonctions de ministre pour se consacrer à *En marche* qui a été renommé La République en marche. En mai 2017, après une campagne présidentielle durant laquelle sa couverture médiatique a été très importante, Emmanuel Macron a été élu président de la République avec 66,10% des suffrages exprimés, contre 33,90% pour Marine Le Pen. Son mandat a été marqué par la réforme du code du travail, la loi de réforme sur la SNCF ou encore par la pandémie de Covid-19, le mouvement des gilets jaunes et la très contestée réforme des retraites.

MB

MAI 68

Le mois de mai 1968 est témoin de l'émergence d'une violente crise étudiante, sociale et politique en France. Il s'agit d'un mouvement revendicatif d'une ampleur jamais vue auparavant.

Dans une France qui reste bloquée sur des principes sociaux anciens (autorité rigide, classement systématique…), les transformations économiques amènent les jeunes nés après la guerre à vouloir changer le monde dans lequel ils vivent ; en pointe de cette contestation, des mouvements gauchistes qui rejettent la société de consommation capitaliste sans pour autant adhérer au communisme soviétique (ils sont trotskystes, maoïstes, anarchistes…). En mars 1968, la contestation naît à l'université de Nanterre puis au

début de mai gagne la prestigieuse Sorbonne. Face à la réaction du pouvoir qui n'est que policière, le mouvement gagne en intensité et passe à un affrontement direct et violent (« nuit des barricades » du 10-11 mai au Quartier Latin).

La répression, outre qu'elle pose problème aux journalistes des médias d'Etat qui ne peuvent librement couvrir les événements, amène à une solidarité du monde syndical avec les étudiants. Le 13 mai, les syndicats lancent une grève générale e l'activité économique peu à peu se paralyse dans le pays avec les occupations d'usines qui se multiplient.

Face à la crise, le général de Gaulle apparaît incapable d'agir avec efficacité, c'est au contraire Georges Pompidou, son premier ministre, qui gère les difficultés. Le gouvernement se trouve contraint de négocier avec les organisations syndicales au ministère du Travail rue de Grenelle à Paris. Entamées le 25 mai les discussions aboutissent aux accords de Grenelle du 27 mai qui prévoient une hausse de 35 % du salaire minimum et de 7 à 10 % des autres salaires ainsi que la création des syndicats d'entreprise et le paiement des jours de grève. Toutefois une grande partie des ouvriers attendait autre chose que de simples augmentations de salaires. Les accords ne furent donc pas signés par les syndicats et le travail ne reprit pas immédiatement après ces négociations.

Il faut dire qu'une crise politique s'était enclenchée face à l'apathie du général de Gaulle. La gauche dénonce le pouvoir gaulliste et s'annonce prête à assurer la direction du pays (meeting de Charléty). Le 29 mai, de Gaulle disparaît (voyage à Baden Baden dont le but reste toujours discuté). A son retour, le 30 mai, il annonce la dissolution de l'Assemblée nationale, de nouvelles élections, tandis qu'une manifestation monstre en faveur de de Gaulle déferle sur les Champs-Elysées. La situation se retourne alors : les usines recommencent peu à peu à tourner, les Gaullistes remportent

les élections législatives de la fin juin. Même non signés par les syndicats, les accords de Grenelle seront mis en œuvre et, en novembre 1968, la loi Edgar Faure permettra de donner plus d'autonomie aux étudiants en réformant les universités.

Mai 68 et les tensions qui en résultent s'expliquent majoritairement par la situation d'étouffement d'une société française sous un pouvoir gaullien n'ayant pas pris toute la mesure des évolutions culturelles en cours en France. Il reste pourtant plus d'un demi-siècle après de nombreuses personnes pour estimer que Mai 68 est le point de départ de toutes les difficultés de la France actuelle.

PB

MAJORITÉ QUALIFIÉE

Type de majorité qui fait intervenir des critères complexes (on n'est pas dans l'idée : 1 pays = 1 voix) afin de tenir compte du poids différents des Etats. Permet également de faire reculer le nombre de décisions à prendre à l'unanimité sans léser les intérêts des grands Etats de l'Europe. Après le traité de Nice, les règles de la majorité qualifiée sont transformées : un texte communautaire pour être adopté devra avoir au Conseil des ministres 71,26 % des voix (pour l'Europe à 27), représenter au moins la majorité des Etats (donc 14 au moins…) et 62 % de la population de l'Union. Ces critères pour le vote à la majorité qualifiée amènent à un évident blocage (ils ne pourraient être remplis que dans 2% des cas). Le projet de constitution européenne proposait une simplification (55% des Etats et 65 % de la population).

MANDELA (Nelson)

Le 11 février 1990, Nelson Rolihlahla Mandela quitte, le poing levé, la prison Victor Verster en Afrique du Sud en tant qu'homme libre. Plusieurs millions de téléspectateurs découvrent alors le visage de celui qui incarne l'image du père de la nation. Nelson Mandela a vécu l'une des vies les plus remarquables du XX^{e} siècle. Né le 18 juillet 1918 dans une ère où l'oppression raciale et la ségrégation étaient majeures en Afrique du Sud, il a fait de sa vie une mission de lutte en vue d'une société équitable et démocratique dans son pays.

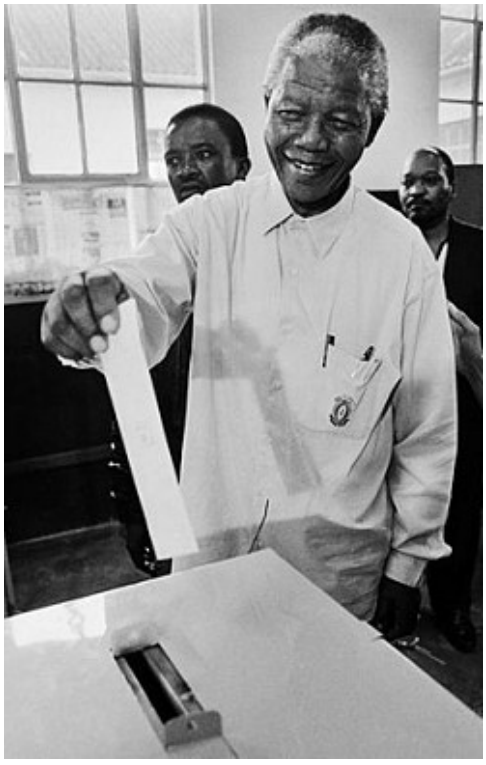
Nelson Mandela évolua au cours de sa jeunesse dans une famille assez atypique puisqu'il était fils de chef de tribu appartenant au peuple Xhosa. Il resta toujours marqué par l'éducation reçue

arborant un esprit vif de meneur dès son plus jeune âge. Nelson Mandela débuta son activisme politique en intégrant en 1941 l'ANC (*African National Congress*), puis en contribuant à la formation d'une Ligue des jeunes aux côtés d'autres activistes dont Walter Sisulu, Olivier Tambo…

Après l'arrivée au pouvoir du National Party en 1948, l'opposition radicale et pacifique à la politique de ségrégation totale se vit renforcée. Nelson Mandela parvint à la tête de l'ANC suite à son engagement lors de la « *Defiance Campaign* » de 1953 (qui consistait à ne pas respecter les lois de l'apartheid dans le but d'entraîner la chute du système). L'activiste est arrêté en 1955 peu de temps après sa participation à la rédaction de la Charte de la Liberté (prônant une société nouvelle et multiraciale) pour haute trahison. Il est accusé de vouloir renverser par la violence le gouvernement et n'est libéré que 6 ans plus tard en 1961.

La violente répression policière d'une manifestation policière à Sharpeville le 21 mars 1960 et l'interdiction de l'ANC et du PAC sont un tournant dans la lutte de libération. Voulant relever le défi lancé par le gouvernement, Mandela fonde en 1961 une branche armée au sein de l'ANC. A partir de cet instant, il met un pied dans la clandestinité. Malgré les moyens mis en place par la police pour le retrouver, il parvient à quitter le pays, à se rendre dans les capitales africaines et à récolter des fonds. Ce héros populaire est finalement arrêté en août 1962 et est condamné à la prison à vie.

Après de multiples années où l'apartheid triomphe, les mouvements de libération reprennent suite aux émeutes de Soweto en 1976 et à la révolte des townships de 1985. Mandela incarne alors le symbole de la lutte. Toutefois, il n'est libéré que le 11 février 1990. L'année suivante, il remplace Olivier Tambo dans son rôle de président de l'ANC et reçoit en 1993 le prix Nobel de la paix pour son effort dans le processus de paix.



Nelson Mandela en 1994

Le 27 avril 1994, Nelson Mandela devient le président de la République en Afrique du Sud et place sa présidence sous le signe de l'entente nationale et de la construction d'une nation « arc-en-ciel ». Icône mondiale de la réconciliation, Nelson Mandela s'éteint le 5 décembre 2013 à Johannesburg.

EG

MAO ZEDONG

Mao Zedong, couramment appelé Mao, est un personnage politique chinois, révolutionnaire, théoricien et homme d'État ; son rôle a été marquant dans l'histoire de son pays durant près de la moitié du XX^{e} siècle.

Né dans la famille d'un riche paysan, Mao devient directeur d'école et participe à la fondation du Parti communiste chinois en 1921. La rupture du PC chinois avec le Guomindang, qui massacre ses ex-alliés à Shanghai en 1927, va convaincre Mao qu'il faut une voie chinoise au communisme appuyée surtout sur les paysans. Il favorise donc l'implantation du parti en milieu rural. Mais une offensive des nationalistes l'oblige à fuir vers le nord ; c'est la Longue Marche qui le conduira au Chen-si au bout d'un périple de 12 000 km. Mao y introduit la révolution dans les campagnes, par le partage des terres et le massacre des mécontents. Il se fait alors élire président du Comité central du Parti Communiste Chinois en février 1935...

Face à l'invasion japonaise, Mao accepte de se rapprocher de son rival Tchang Kaï-chek. Mais dès la capitulation de Tokyo, en 1945, Mao recommence à combattre les nationalistes. Tchang Kaï-chek finit par se réfugier sur l'île de Taïwan avec ses partisans. Le 1er octobre 1949, Mao proclame à Pékin la

République populaire de Chine. Il y exerce à la fois les fonctions de président du Parti communiste chinois et de président de la République. Son autorité est sans partage sur le pays

En 1956, après avoir essayé par des campagnes de collectivisation d'appliquer un modèle de développement imitant l'URSS, la Chine peine à progresser. Mao impose une timide libéralisation en 1956 dans un discours où il évoque « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent !». Dès septembre 1956, le pouvoir redevient autoritaire et brutal ; cette campagne des « cent fleurs » aura fait un demi-million de victimes. Le pire est cependant à venir lorsque, en mai 1958, Mao lance le « Grand Bond en avant ». L'objectif est de dépasser la Grande-Bretagne et les Etats-Unis en une petite décennie. C'est un échec épouvantable qui se solde par 30 millions de morts et des famines à la chaîne.

Mao, déstabilisé par cet échec, rompt alors avec l'URSS. L'ancien allié va devenir un rival et, à plusieurs reprises, les deux pays s'affronteront à leur frontière. Affaibli, Mao doit tolérer de laisser le pouvoir aux réformistes. En 1966, la « Révolution culturelle » au cours de laquelle il mobilise la jeunesse s'en prend aux dignitaires du Parti communiste, aux valeurs du passé et aux intellectuels. Seule la pensée de Mao, contenue dans son fameux « Petit livre rouge », doit être considérée (celle-ci, bien que souvent creuse et alambiquée, trouve pourtant en cette fin des années 60 un grand succès en Occident). La Révolution culturelle, avec ses nombreuses violences est un nouvel échec.

Portrait officiel de Mao Zedong

Profitant de l'affaiblissement physique et intellectuel de Mao, sa femme Jiang Qing durcit le régime et enfonce le pays dans une crise apparemment sans issue. Après la mort de Mao, le 9 septembre 1976, elle est écartée par les proches de Deng Xiaoping qui incarnent une voie réformiste dont la politique va

changer le destin de la Chine plus que ne l'aura fait Mao.

LR

MARCHÉ COMMUN

Zone de libre-échange dans laquelle la libéralisation des échanges s'accompagne de la définition de politiques communes. Le Marché commun européen, fondé par le traité de Rome de 1957, entre en vigueur le 1er juillet 1968.

MARIANNE

Le magazine hebdomadaire *Marianne* a été fondé en 1997 par Jean-François Kahn et Maurice Szafran. Il est détenu aujourd'hui à 91 % par Daniel Křetínský. Le journal emprunte sa devise à Albert Camus : « Le goût de la vérité n'empêche pas de prendre parti », il est donc engagé politiquement à gauche mais est aussi conservationniste, « centriste révolutionnaire » selon Jean-François Kahn.

Au cours de son histoire le magazine a joué un rôle dans l'information et la politique française. En 2007, le journal joue un rôle dans les élections présidentielles puisqu'il publie à une semaine du premier tour un article prétendant révéler la vérité sur Sarkozy, ce qui va permettre au Magazine de réaliser une vente exceptionnelle de plus 500 000 exemplaires sur ce numéro. En 2008, le journal lance l'« appel du 14 février » qui encourage une pensée républicaine c'est-à-dire qui encourage la laïcité et l'indépendance de la presse, il combat la pensée unique.

En 2013 a lieu une refondation totale du magazine et il prend le nom de « *Le nouveau Marianne* ». En 2014 il est condamné pour diffamation publique pour avoir accusé Robert Ménard d'antisémitisme, le journal a eu un rôle négatif sur l'opinion publique à cause d'un manque de rigueur sur les informations diffusées. En 2015 *Marianne* dénonce les « complices de l'islamisme » en France, ce qui est considéré comme un comportement d'extrême droite.

Après le rachat du journal en 2018 par Daniel Křetínský, le journal passe à une ligne éditoriale qualifiée de « souverainiste » et adopte une position anti-élites et pro-Gilets jaunes sous la direction de Natacha Polony. Ces choix sont critiqués par d'autres journaux comme Le Monde ou Libération.

JG

MARSHALL (George)

Militaire et homme politique américain [1880-1959]. Chef d'Etat major de l'armée américaine pendant la Seconde Guerre mondiale, il devient le Secrétaire d'Etat de Truman (1947-49) poste où il organise le plan portant son nom. Il revient au gouvernement comme Secrétaire à la Défense au début de la guerre de Corée

MÉDIA

Moyen de diffusion, de distribution ou de transmission de messages écrits, audio ou visuels

MÉMOIRE

Façon dont un groupe humain se souvient de son passé. Cette mémoire est liée à une somme de mémoires individuelles et subjectives. Elle a des implications sur le présent (exemple : ressentiments contre un « ennemi héréditaire »).

MÉMOIRE COMMUNISTE

Lecture faite par les communistes français de la période de la Seconde Guerre mondiale en France. Elle tend à relativiser le rôle de de Gaulle et magnifie le rôle de la résistance intérieure. Elle commémore le souvenir des « 75 000 fusillés » communistes (alors qu'il n'y a pas eu, et de loin, autant de fusillés par les Allemands). Elle affirme également que les communistes ont toujours été résistants (niant le fait que les communistes sont entrés massivement en résistance après l'offensive allemande contre l'URSS en juin 1941).

MÉMOIRE GAULLISTE

Lecture des événements connus en France pendant la Seconde Guerre mondiale par les partisans de de Gaulle. Elle présente la figure de de Gaulle comme centrale au sein de la résistance (oubliant les formes de résistance qui ont pu se développer en marge), affirme que la grande majorité des Français a été opposée à Pétain et au gouvernement de Vichy, considère que Vichy n'était qu'une parenthèse malheureuse et que l'Etat s'était incarné durant toute la guerre dans la personne de de Gaulle. En dépit des travaux des historiens, cette vision demeure la vision principale en France jusqu'aux années 90 car elle a le mérite d'atténuer les plaies toujours vives de la période de la guerre.

MÉMOIRE JUIVE

Façon dont le souvenir du génocide des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale a été transmise. Au lendemain de la guerre, le souvenir du génocide se trouve collectivement « noyé » dans la mémoire de la déportation ; c'est une mémoire qui reste souvent individuelle, restreinte à la communauté juive (ce qui est à l'origine d'une confusion entre camps de concentration et camps d'extermination…). Une évolution se dessine dans les années 60, notamment à la faveur en Israël du procès d'Adolf Eichmann, un des organisateurs de la « Solution finale ». Lorsque la mémoire juive commence à s'imposer dans les années 70, notamment avec l'action de Serge et Beate Klarsfeld ou grâce au film Shoah, elle sécrète une opposition à travers les thèses négationnistes qui nient l'existence de l'extermination des juifs. Peu à peu, dans les années 90, la spécificité du génocide juif s'affirme dans les mémoires et permet l'organisation de procès pour crimes contre l'humanité.

MÉMOIRE OFFICIELLE

Façon dont l'Etat organise la mémoire nationale. Elle repose sur les commémorations, les œuvres et les programmes scolaires (exemple : un résumé dans un manuel d'école primaire des années 60 se terminait par « Vive la France ! Vive de Gaulle ! »).

MÉMOIRE VYCHISSOISE

Attitude d'une partie de la droite française qui, ayant plus ou moins soutenu le régime de Vichy, cherche à partir des années 50 à réhabiliter Pétain. Elle présente Pétain comme un personnage qui aurait joué un double jeu pendant la guerre ; il aurait protégé les Français en cédant aux Allemands, jouant le rôle d'un bouclier, tout en soutenant l'action de de Gaulle qui aurait été l'épée. Cette façon de présenter l'histoire de la France pendant la Seconde Guerre mondiale affirme également, au mépris de la réalité, que ce sont les Allemands qui auraient imposé des mesures à Pétain.

MENDES FRANCE (Pierre)

Surnommé PMF, Pierre Mendes France est né en 1907. Cet homme politique radical-socialiste participe à la constitution du Front Populaire et entre au gouvernement Blum en 1938.

Durant la Seconde Guerre mondiale Pierre Mendes France rejoint Londres et entre dans les forces aériennes françaises libres. En 1943, il rejoint le gouvernement du général de Gaulle en tant que ministre de l'Economie poste qu'il occupe jusqu'en 1945. Il démissionne en raison de désaccords avec de Gaulle sur la politique économique à mener après la Libération.

Reprenant sa carrière politique après la guerre, il ne parvient à la tête du gouvernement qu'en 1954 pour négocier la fin des combats en Indochine (accords de Genève). Il prépare également la voie vers l'indépendance du Maroc et de la Tunisie (« discours de Carthage »). Son gouvernement est brutalement renversé en février 1955. Il ne revient au pouvoir que comme ministre d'Etat dans le gouvernement de Guy Mollet en 1956. En 1958, il s'oppose au retour du général de Gaulle.

Pierre Mendes France en 1968

Mendes France milite au PSU (Parti Socialiste Unifié) et participe à la recomposition de la gauche. Battu à une élection en 1968, il choisit de se mettre en retrait de la vie politique. Il meurt en 1982 après avoir assisté à l'accession de François Mitterrand à la présidence de la République en mai 1981.

Bien qu'il n'ait dirigé le gouvernement que pendant une courte période d'un peu plus d'un an, Pierre Mendes France est resté une figure très populaire de la gauche française.

JS

MERKEL (Angela)

Angela Merkel (Kasner) est née le 17 juillet 1954 à Hambourg. Avant de commencer sa carrière politique, elle était chercheuse en sciences physiques à l'Académie des sciences de Berlin-Est. Beaucoup disent que Merkel a choisi des études scientifiques pour s'éloigner des idéologies de la RDA, là où sa famille a déménagé après sa naissance et dans laquelle elle a grandi. Et c'est à l'Académie des sciences, en 1989, qu'elle rejoint un premier mouvement d'opposition : elle devient secrétaire du département pour l'agitation et la propagande. Ensuite elle rejoint le parti politique de la CDU, union chrétienne démocrate allemande, en décembre 1989.

Plus tard, en 1990, grâce à l'autorisation que lui a donné l'Académie des sciences pour se présenter au bureau politique de la CDU, elle devient porte-parole adjointe du dernier gouvernement de RDA. Puis, en décembre 1990, elle est élue députée.

Sous le gouvernement d'Helmut Kohl dans l'Allemagne réunifiée, elle devient ministre des Femmes (jusqu'en 1994), puis de l'Environnement (jusqu'en 1998).

Mais le 10 avril 2000, à la suite d'un scandale de caisses noires qui englue Kohl, Merkel devient présidente de la CDU. Cinq ans plus tard, le 22 novembre 2005, elle devient la première femme à diriger le gouvernement allemand. Son objectif est de développer l'économie allemande et de réduire le chômage. Respectant son objectif, Merkel se montre intransigeante dans la crise de la dette européenne de 2010 : elle n'aide la Grèce que dans le cadre de plans de sauvetages austères. Dans la foulée, à la suite de la catastrophe à Fukushima en 2011, la chancelière allemande annonce la sortie du nucléaire de l'Allemagne d'ici 2022.

Mais depuis la fin de l'été 2015, elle perd sa réputation de ne prendre aucun risque politique : sans consulter les membres de l'Union Européenne, Merkel décide d'ouvrir les portes de son pays aux réfugiés syriens et irakiens qui fuient les conflits. Concernant la crise du COVID-19, on ne peut pas dire que l'Allemagne soit un aussi bon modèle qu'en termes d'économie : le gouvernement de Merkel gère la crise globalement comme en France. Beaucoup de temps et de procédures pour agir. La personnalité de Merkel tranche cependant car elle se montre claire, précise et maîtrise vraiment le dossier. Récemment, le 24 mars 2021, alors que sa popularité était

en baisse à la suite de l'annonce d'un confinement de cinq jours pour Pâques, Merkel s'est excusée. C'est très rare en politique : "Cette erreur est mon erreur et mon erreur seule. Car à la fin, c'est moi qui porte la responsabilité de tout, de par mon mandat. Je regrette profondément cette erreur et je demande pardon aux concitoyennes et concitoyens pour la confusion qu'elle a pu causer", dit-elle lors de son discours. Et finalement, plutôt que de remettre l'Allemagne sous cloche, elle a décidé d'accélérer/améliorer toutes les mesures qui pouvaient l'être (tests, capacité d'accueil dans les hôpitaux, communication). Ainsi sa popularité a remonté, avec la confiance que lui accordent les allemands.

Angela Merkel en 2019

Angela Merkel a annoncé son renoncement à la présidence de la CDU, et donc qu'elle abandonnera son poste de chancelière à la fin de 2021. Elle a pris cette décision à la suite de son dernier échec électoral, estimant aussi que partir en quête d'un nouveau successeur pour la première fois depuis 18 ans était nécessaire pour l'Allemagne. Selon Merkel, il est temps de tourner la page et de commencer un nouveau chapitre. Cette année 2021 sonnera la fin de sa carrière politique.

AC

MIDWAY [bataille de]

Bataille de la Seconde Guerre mondiale dans le Pacifique Nord au début de juin 1942. La flotte américaine surprend une importante flotte japonaise et arrête l'avancée de celle-ci dans cette partie du Pacifique au terme d'une grande bataille aéronavale. Midway est un des tournants de la guerre.

MILOSEVIC (Slobodan)

Slobodan Milošević est un homme d'Etat yougoslave. Il est né le 20 août 1941 à Pozarevac, en ancienne Yougoslavie, et actuelle Serbie. Fondateur du Parti Socialiste de Serbie, il est élu président de

Serbie en mai 1989. Un mois après le début de sa présidence lors d'un discours de commémoration sur la bataille de Kosovo Polje, il essaye de réécrire l'histoire à des fins nationalistes. A l'échelle de la Yougoslavie son discours est vu comme de la provocation, des menaces, voire un danger, mais à l'échelle de la Serbie cette allocution est vue comme l'exposition de ses idées nationalistes allant à l'encontre des peuples non slaves (les Albanais du Kosovo). Afin d'avoir davantage de pouvoirs, il transforma aussi le Parti communiste yougoslave en Parti socialiste, le communisme étant en déliquescence dans les pays d'Europe de l'Est, et présida au changement de la Constitution.

Milošević entreprend, suite aux déclarations d'indépendance de la Croatie, de la Slovénie, de la Macédoine et de la Bosnie-Herzégovine, de modifier par la force les frontières de deux de ces pays qui sont la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. En effet, il fait allusion au droit souverain des populations serbes minoritaires dans ces espaces. En s'appuyant sur ce principe, il lance deux guerres, une durant l'été 1991 contre l'Etat de Croatie et une deuxième en mars 1992 contre l'Etat de Bosnie-Herzégovine. La guerre de Croatie engendrera de nombreux crimes de guerre, comme par exemple avec la bataille de Vukovar et l'expulsion des Croates et autres non-Serbes. L'opération *Tempête* du président croate contre les Serbes fera quant à elle plus de 200 000 réfugiés serbes. La guerre de Bosnie causera aussi plusieurs crimes de guerre dont le massacre de Srebrenica, un génocide serbe de plus de 8 000 hommes et adolescents bosniaques. L'association *Médecins du Monde* ira même jusqu'à comparer Milošević à Hitler. Les armées serbes sortant affaiblies après ces guerres, Slobodan Milošević signa les accords de Dayton en décembre 1995, mettant fin à tout conflit.

Malgré sa défaite en novembre 1996 lors des élections municipales suite aux accords de Dayton, il est tout de même élu à la présidence de la République fédérale de Yougoslavie en juillet 1997. Cependant, la répression serbe de la guérilla au Kosovo et l'échec de la conférence de Rambouillet, visant à un accord de paix entre la Yougoslavie et le Kosovo, obligea l'OTAN à organiser des frappes aériennes contre la République Fédérale de Yougoslavie. Ces actions ont obligé Milošević à signer les accords de Kumanovo, en juin 1999, où il s'engage à retirer ses troupes du sol Kosovar.

Inculpé en 1999 par le Tribunal Pénal International de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre en raison de violences et de terreurs menées à l'encontre des civils albanais au Kosovo, il est aussi poursuivi pour abus de pouvoir dans son pays. De plus, il est inculpé pour son implication dans la guerre en Croatie de crimes de guerre et crimes contre l'humanité, et de génocide pour son rôle dans la guerre de Bosnie-Herzégovine.

En septembre 2000, lorsqu'il est battu à l'élection présidentielle fédérale de Yougoslavie, il refuse de se rendre à l'ONU pour sa responsabilité dans les nombreux crimes de guerres et génocides. Ce n'est que le 31 mars 2001 et après un siège de 33h suite à un ultimatum américain que Slobodan Milošević se rend aux autorités et est livré à l'ONU.

Son procès, ouvert en février 2002, est le premier depuis ceux de Nuremberg et Tokyo à juger un homme devant une cour internationale et le fait comparaître devant le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie pour crimes contre l'humanité, infractions graves aux Conventions de Genève et violation des lois et coutumes de la guerre. Cependant, Slobodan Milošević meurt le 11 mars 2006 à La Haye lorsqu'il était en détention d'un infarctus du myocarde, peu avant le terme de son procès.

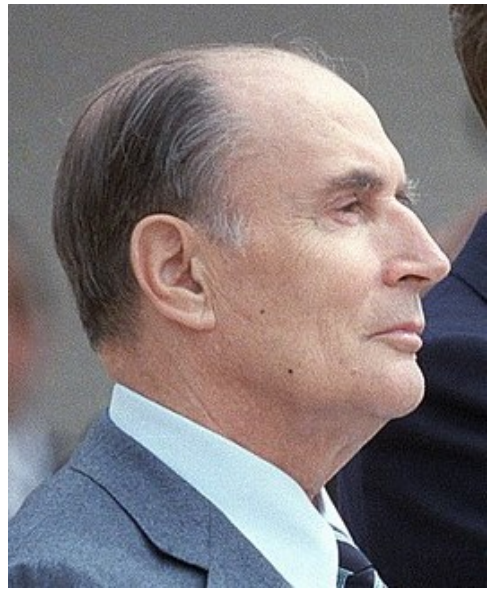
MB

MITTERRAND (François)

François Mitterrand est né le 26 octobre 1916. C'est un homme politique, d'abord avocat puis député, maire, sénateur, ministre et enfin président de la République. François Mitterrand, prisonnier de guerre puis résistant, s'engage en politique après la Seconde Guerre mondiale. Pendant la Quatrième République il est onze fois ministre dans différents ministères ; il représente alors différentes formations de centre-gauche.

Opposé au retour du général de Gaulle en mai 1958, il se pose en adversaire principal du nouveau chef de l'Etat qu'il met en ballottage lors de la présidentielle de décembre 1965. Il va continuer à chercher à être le premier chef d'État issu de la gauche sous la Cinquième République. Pour y parvenir, en 1971, il devient le premier secrétaire du Parti Socialiste. A nouveau candidat à la présidence en 1974 sous la bannière de l'Union de la gauche, il est battu de peu par Valéry Giscard d'Estaing. Le 10 mai 1981, il réussit enfin à se faire élire en battant à son tour Giscard d'Estaing. Il entre en fonction le 21 mai 1981. Après un premier septennat, il se fait réélire le 8 mai 1988 et reste donc au pouvoir jusqu'au 17 mai 1995. François Mitterrand détient ainsi le record de longévité à la présidence de la République française (14 ans).

Durant son premier mandat, après la défaite de la gauche aux élections législatives en 1986, il nomme Jacques Chirac à la tête du gouvernement : c'est la première cohabitation. Il devra à nouveau avoir recours à cette procédure en 1993 et appellera cette fois-ci Edouard Balladur. Pendant les cohabitations, François Mitterrand défend les prérogatives présidentielles dans ce qu'il appelle le « domaine réservé » du chef de l'Etat, la diplomatie et la guerre.



François Mitterrand en 1984

Lors de ses septennats, l'ancien président de la République fait voter l'abolition de la peine de mort et de nombreuses mesures sociales (semaine des 39 heures ; cinquième semaine de congés payés ; nationalisations…). Il amorce cependant aussi un tournant vers une politique de rigueur en 1983 qui va contribuer à éloigner de nombreuses personnes des socialistes).

Le 8 janvier 1996, quelques mois après avoir quitté l'Elysée, il meurt des suites de son cancer de la prostate, diagnostiqué dès 1981 mais qui avait caché jusqu'aux dernières années de son deuxième

septennat. L'opinion publique découvre aussi qu'il menait une double vie (une maîtresse, Anne Pingeot, et une fille Mazarine) à côté de celle officielle avec son épouse Danielle.

MF

MODÈLE

Système politique, économique, sociale et idéologique qui rayonne depuis un pays sur d'autres pays (ex : le modèle américain).

MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

Façon dont un pays choisit d'organiser son développement économique. On oppose essentiellement une voie capitaliste où le secteur privé (avec d'importants investissements étrangers) joue un rôle moteur (même si l'Etat intervient) et une voie socialiste dans laquelle l'Etat contrôle les moyens de production et privilégie souvent les industries lourdes. Des pays comme le Brésil, la Corée du Sud ou la Côte d'Ivoire se rattachent à la voie capitaliste… Au contraire, l'Algérie a choisi de baser son développement sur un modèle socialiste. Les résultats sont rarement positifs avec le modèle de développement socialiste ; en revanche, si la voie capitaliste permet des développements rapides, ceux-ci placent les pays sous la dépendance des multinationales et des caprices des marchés mondiaux.

MONDE [Le]

Le Monde est un journal français présenté comme un quotidien du soir. Sa particularité est donc d'être daté du lendemain du jour de sa parution.

Le Monde a été créé par Hubert Beuve-Méry en 1944. Il succède au journal *Le Temps* (qui a disparu à cause de l'ordonnance du 30 septembre 1944 condamnant les journaux ayant paru sous l'occupation allemande) et né sur la volonté du général De Gaulle. De Gaulle (ainsi que des ministres) voulaient un journal qui se dirigerait plus vers les pays étrangers. Ils ont joué un grand rôle dans sa création.

Installé à Paris aux anciens locaux de *Le Temps*, le premier numéro est paru le 18 décembre 1944. Le fondateur a émis le souhait que *Le Monde* n'ait aucun engagement politique et soit donc un journal indépendant. C'est pour cela qu'il renonce aux aides financières et matérielles possibles ; il s'autofinance donc. Cette indépendance lui vaut plusieurs

attaques provenant des milieux politiques. En raison de problèmes financiers en 2010, Le Monde a dû faire appel à des actionnaires extérieurs ; ces actionnaires extérieurs ont des pouvoirs encadrés par plusieurs dispositifs. Le pôle indépendant du journal contrôle aujourd'hui 25% du capital.

Le sérieux du quotidien, souvent qualifié de « journal de référence » s'est longtemps traduit par une présentation austère. Le Monde était reconnaissable à son nom écrit, comme Le Temps avant lui, en lettres gothiques mais aussi au fait qu'il n'y avait ni photos, ni dessins, ni publicités envahissantes. Les années 80 ont commencé à écorner cette situation.

Le Monde

La France et l'U.R.S.S. ont conclu un traité d'alliance et d'assistance mutuelle prévu pour une durée de vingt ans

A NOS LECTEURS

TEXTE DU PACTE

LE GENERAL DE GAULLE ET SES TEMOINS

Le Monde déclare ne pas avoir de ligne politique. Néanmoins, l'opinion publique pense que le journal est du centre gauche.

De nos jours, *Le Monde* a plus de 1 895 000 lecteurs quotidiens, il est aussi le journal français le plus diffusé à l'étranger. De plus, il a des suppléments hebdomadaires comme *Le Monde Economie* ou *Le Monde Argent*.

AT

MONNET (Jean)

Economiste français (1888-1879). Favorable à la mise en place d'une planification économique souple et à la construction européenne, il est le premier Commissaire au plan français (1947-53) et l'inspirateur de la Déclaration Schuman créant la CECA. Il est considéré comme un des pères fondateurs de l'Europe.

MOTION DE CENSURE

Texte adopté par un (ou des) groupe(s) parlementaire(s) qui condamne l'action du gouvernement. Depuis 1945, une seule a été votée (en avril 1962) et a renversé le gouvernement. Si elles furent nombreuses sous la Cinquième République, une seule fut déposée sous la Quatrième.

MOULIN (Jean)

Jean Pierre Moulin, plus connu sous le nom de Jean Moulin, est né le 20 juin 1899 à Béziers et est mort le 8 juillet 1943 à l'âge de 44 ans. Il est principalement connu pour ses actions importantes au sein des mouvements de résistance pendant la Seconde Guerre mondiale.

Il est le fils d'Antoine-Émile Moulin qui est un homme politique français, et de Blanche Pègue. Après sa mobilisation à la fin de la Première Guerre mondiale, il s'inscrit à la faculté de droit de Montpellier et, grâce aux relations de son père, il arrive à intégrer le cabinet du préfet de l'Hérault. C'est de cette façon qu'il entame une carrière dans la fonction publique. Le 6 février 1922, il entre dans l'administration préfectorale en tant que chef de cabinet du préfet de la Savoie, à Chambéry, poste très important pour son âge. De 1925 à 1930, il est sous-préfet d'Albertville. Il est à l'époque le plus jeune sous-préfet de France et va jusqu'à être nommé préfet de l'Aveyron en 1937. En janvier 1939, il est nommé préfet d'Eure-et-Loir à Chartres. Cependant, lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, il a cette fois une réelle envie de prendre part aux combats et demande à partir au front. Il est jugé inapte au combat par les médecins militaires et se voit contraint de rejoindre son poste de préfet.

Jean Moulin se signale à son poste en refusant de collaborer avec les Allemands qui voulaient s'en prendre à des soldats noirs. Jean Moulin est emprisonné ; en prison, il fait une tentative de suicide en se tranchant la gorge pour ne pas avoir à signer les documents que les Allemands exigent de lui. Cette tentative de suicide dont il réchappe explique que sur la plupart de ses portraits, il porte une écharpe, servant à camoufler ses blessures.

Désireux de participer à la Résistance Jean Moulin parvient à rejoindre le Général de Gaulle à Londres le 9 septembre 1941 sous une fausse identité et en passant par l'Espagne et le Portugal. Après un point sur la situation française et sur les besoins en matériels pour parvenir à vaincre l'ennemi, il est parachuté en France avec la mission de réunir les mouvements de résistance français. Cela a mené à la constitution de l'Armée Secrète, dirigée par les Forces françaises libres, et placée sous les ordres du général Delestraint. Dans la nuit du 13 au 14 février 1943, Moulin retourne rendre compte de sa mission à Londres, accompagné du général Delestraint. Dès son arrivée,

Charles de Gaulle lui remet la croix de la libération et le nomme secrètement ministre, membre du Comité National Français et seul représentant de ce comité pour l'ensemble du territoire métropolitain. Le 20 mars 1943, il est de retour en France accompagné du général Delestraint, dans le but cette fois-ci de créer le Conseil National de la Résistance (CNR). Après la première réunion du CNR le 27 mai 1943, Jean Moulin se fait nommer chef du Conseil National de la Résistance qui réunit tous les dirigeants des groupes de résistance français. Cependant, la traque allemande et quelques trahisons font que l'Armée secrète est décapitée et Jean Moulin, lui-même, est traqué.

Le 21 juin 1943, Jean Moulin prend la décision de réunir la plupart des dirigeants de la Résistance française, dans le but premier de trouver un nouveau dirigeant à l'Armée Secrète après l'arrestation du Général Delestraint. Durant cette réunion, la totalité des personnes présentes sont arrêtées après que quelqu'un ait communiqué le lieu de la réunion. Jean Moulin est interné, avec les autres dirigeants de la Résistance.

Après avoir été identifié, il est quotidiennement conduit au siège de la Gestapo, alors établi dans les locaux de l'École du Service de santé militaire, afin d'être interrogé et torturé par le chef de la Gestapo de Lyon. Il refuse cependant de divulguer des informations. Après plusieurs tentatives de suicide, l'acte officiel déclare que Jean Moulin meurt de ses blessures le 8 juillet 1943, en gare de Metz dans le train Paris-Berlin.

Promu par la volonté du général de Gaulle comme principale figure de la Résistance, ses restes présumés entrent au Panthéon en 1964.

SC

MOUVEMENT

Organisation de la Résistance française. Les mouvements sont des groupes essentiellement politiques dont l'action va s'organiser surtout dans la propagande (journaux et tracts clandestins).

MOUVEMENT POUR LES DROITS CIVIQUES

Le Mouvement pour les droits civiques désigne la lutte des populations afro-américaines mais également de certains blancs américains, entre 1865 et 1968, pour l'égalité des droits pour les Afro-américains, et à plus grande échelle, pour toute personne résidant aux États-Unis. Plus précisément, ce mouvement revendiquait l'application pour tous des droits inscrits dans la Déclaration d'Indépendance des États-Unis de 1776 et dans la Constitution des États-Unis de 1787, et l'abolition des discriminations raciales en général.

En effet, durant la Guerre de Sécession (1861-1865) opposant les Etats du Sud, soutenant le maintien de l'esclavage, et les Etats du Nord, s'y opposant, ces derniers décident, à partir de 1863, de garantir les droits civiques élémentaires aux populations afro-américaines. En 1865, à la fin de la guerre, le XIII^{e} amendement est signé, abolissant l'esclavage dans l'ensemble des États-Unis, suivi par le XIV^{e} amendement en 1868 qui protège les droits des anciens esclaves garantis par le XIII^{e} amendement et assure la citoyenneté à toute personne née sur le territoire américain.

Mais, l'esclavage est vite remplacé par un système légal de ségrégation, instauré avec les lois Jim Crow, dans les Etats du Sud avec par exemple une séparation des populations noires et blanches dans les lieux publics, les écoles, les transports, etc... En 1955, un tournant est pris lorsque Rosa Parks, jeune afro-américaine refuse de céder sa place à un passager blanc dans un bus. De nombreuses manifestations et marches furent organisées entre 1963 et 1968 dont la plus connue fut à Washington en 1963 lors de laquelle le célèbre discours *I have a dream* de Martin Luther King fut prononcé. Finalement, en 1968, le *Civil Rights Act* fut adopté, supprimant toutes les réglementations racistes et ségrégatives sur tout le territoire des États-Unis.

EJ

MOYEN-ORIENT

Zone géographique définie par la diplomatie britannique et s'étendant de l'Egypte et la Turquie à l'Ouest à l'Iran à l'Est. C'est une zone de tensions permanente depuis la Seconde Guerre mondiale notamment en raison de la présence de l'Etat israélien dont l'existence

demeure contestée par la plupart des Etats musulmans de la région.

MRP

Parti politique français créé en novembre 1944 pour rassembler les personnes de sensibilité démocrate chrétienne, il se veut une alternative au marxisme et au conservatisme avec des idées économiques et sociales plutôt novatrices. Il est essentiellement dominé par des personnages issus de la Résistance (Georges Bidault, Robert Schuman…). Pilier du tripartisme, puis de la Troisième force, il se maintient au pouvoir pratiquement tout au long de la IVè République (notamment avec une quasi-permanence de ses membres au ministère des Affaires étrangères). Parti favorable à l'idée européenne, il rompt avec son soutien à de Gaulle en 1962 et disparaît à la fin des années 60 se muant en Centre Démocrate dominé par Jean Lecanuet.

MULTILATÉRALISME

Situation dans laquelle la gestion des affaires du monde est (serait) assurée par des organisations internationales au premier rang desquelles l'Organisation des Nations Unies. Cette gestion multilatérale a pu être imaginée à la fin des années 80 après la disparition du bloc communiste. Les échecs de l'ONU (notamment dans l'ex-Yougoslavie… ou dans la crise qui mène à la guerre en Irak) montrent cependant la difficulté de cette gestion multilatérale face à l'hyperpuissance américaine.

MUNICH [conférence de]

La conférence de Munich se déroule le 29 et le 30 septembre 1938 à Munich en Allemagne. Cette conférence a lieu dans le but de sauvegarder la paix et de résoudre le conflit germano-tchèque en résolvant la crise des Sudètes.

Hitler envisage en effet d'envahir la Tchécoslovaquie pour créer une « Grande Allemagne ». Pour tenter de sauvegarder la paix, le premier ministre britannique Neville Chamberlain demande une conférence internationale. A cette conférence sont présents l'Allemagne avec Adolf Hitler, l'Italie avec Benito Mussolini, la France

avec Édouard Daladier et le Royaume-Uni avec Neville Chamberlain. Le président tchécoslovaque et le secrétaire général du Parti communiste de l'URSS Staline ne sont pas invités. A la suite de cette conférence, la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni signent les accords de Munich le 30 septembre 1938. Les Occidentaux cèdent une nouvelle fois face à la menace hitlérienne, ils livrent une partie de la Tchécoslovaquie à l'Allemagne. Effectivement, d'une part le Royaume-Uni ne souhaite pas renter dans un conflit. D'autre part, la population française n'est pas favorable à une entrée en guerre et Édouard Daladier ne veut pas rentrer en guerre contre l'Allemagne sans le Royaume-Uni.

MF

MUR DE BERLIN

Après sa capitulation le 8 mai 1945, l'Allemagne s'est trouvée partagée en zones : une zone de l'Est contrôlée par les Soviétiques et trois zones à l'Ouest pour les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Il en a été de même pour Berlin, la capitale du pays : sa position et son importance jouent un rôle déterminant dans la Guerre froide engagée dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. En effet, la ville se trouvant en Allemagne de l'Est, elle est en plein dans la zone soviétique. Staline, qui estime donc que sa possession totale lui revient de droit, instaure le blocus de Berlin de juin 1948 à mai 1949. Il espère ainsi gêner suffisamment les communications entre Berlin- Ouest et les zones occidentales pour qu'ils abandonnent la ville : c'est la première crise de Berlin. Berlin-Ouest survit grâce à un pont aérien mis en place par les États-Unis. Les relations entre les deux blocs ne s'améliorant pas, la division de l'Allemagne et Berlin s'accentue par la formation de deux États : la RDA (Soviétiques) et la RFA (Occidentaux)

La RDA, depuis l'établissement des deux États, subit des migrations de masse vers la RFA à cause de la politique trop stricte du gouvernement est-allemand. 2,6 à 3,6 millions d'Allemands quittent ainsi la RDA pour la RFA. Ces déplacements sont relativement simples, non seulement parce que les frontières urbaines sont bien moins surveillées que les zones rurales, et aussi parce qu'à Berlin, le métro continue de fonctionner normalement. Le problème que cela cause à la RDA est important ; elle perd une main d'œuvre importante, et se trouve en 1961 au bord de

l'effondrement économique et social. La RDA décide alors de procéder à la construction d'un mur pour stopper les migrations.

Dans la nuit du 12 au 13 août 1961, l'opération « Muraille de Chine », classée Secret d'Etat par le gouvernement de la RDA, débute. On pose des barbelés et des grillages tout autour de Berlin Ouest, les stations de métro desservant Berlin Est sont fermées, et les pavés d'axes de circulation entre les deux moitiés sont retournés pour interrompre le trafic. Toutes ces actions sont complétées dans les semaines suivantes par 2 murs en béton armé de 3,60 m de haut et d'une longueur de 155 km, constamment surveillé par multiples dispositifs de sécurité : 302 miradors avec dispositifs d'alarme, 14 000 gardes, 600 chiens, et la bande de la mort : une zone de tranchées anti-véhicules et lits de clous.

Tout au long de l'existence du Mur, il y a eu d'innombrables victimes à cause de ces dispositifs, mais surtout parce que les gardes et soldats soviétiques n'ont pas hésité à tirer sur ceux qui tentaient de passer. Il existe à partir de ce moment une barrière physique entre les deux Berlin, que Willy Brandt, bourgmestre de Berlin-Ouest, qualifie de crime contre le droit international et contre l'humanité. On peut aussi qualifier le Mur de barrière idéologique puisque les Soviétiques le voyaient comme protection de leur population contre la création d'un État socialiste par la « volonté du peuple », très présente en RFA. La restriction de liberté de mouvement qu'il imposait lui a valu à l'Ouest le surnom de « Mur de la honte ».

Le Mur de Berlin en 1986

En 1989, l'Union Soviétique s'affaiblit à cause des réformes économiques et sociales mises en place par Mikhaïl Gorbatchev. En effet, celles-ci visent à accélérer la démocratisation et la transparence, idées opposées à celles existant en URSS jusque-là. De plus, les protestations des Allemands de l'Est sont de plus en plus pesantes pour le gouvernement de la RDA. Ce sont ces deux principaux facteurs qui conduisent à la chute du Mur, ouvrant la voie à la réunification allemande.

Bien qu'aujourd'hui démoli dans sa majorité, il reste encore un fragment du Mur à Berlin pour symboliser cette période profondément marquante, et pour rendre hommage et se souvenir des victimes.

AC

MUR DE L'ATLANTIQUE

Le Mur de l'Atlantique est un système de fortification des côtes atlantiques construit par le Troisième Reich pendant la Seconde Guerre mondiale. Il partait du nord de la Norvège et s'étendait jusqu'à la frontière hispano-française, soit environ sur 4 000 km de long. Les fortifications présentes sur les côtes ont été renforcées dans les régions proches de la Manche afin de protéger le Reich des Alliés présents en Grande-Bretagne.

Ancienne base de sous-marins allemands à Saint-Nazaire

Le système de fortifications se composait de cinq ensembles : les forteresses protégeant les ports du Reich, les batteries d'artilleries côtières, les stations radars et d'écoute, les ouvrages de défense rapprochée des plages et les obstacles anti-débarquement des plages et anti-mouvement à l'arrière des défenses. La mission principale de ce mur de l'Atlantique était d'éviter un débarquement de la part des Alliés, et cette volonté à été entretenue à plusieurs reprises par les projets de renforcement du maréchal Rommel. Cependant, les blockhaus, sorte de cages fortifiées présentes tout le long des côtes sous le contrôle du Reich où les soldats se réfugiaient afin d'être à l'abri des tirs ennemis et les autres bâtiments militaires tels que les bunkers et les canons des batteries d'artillerie n'ont pas suffi à bloquer le débarquement du 6 juin 1944 en Normandie.

MB

MUSSOLINI (Benito)

Homme politique et dictateur italien né le 29 juillet 1883. D'abord instituteur puis journaliste socialiste, Mussolini évolue au cours de la Première Guerre mondiale vers une pensée nationaliste en défendant le principe d'une entrée

en guerre de l'Italie pour récupérer les territoires italiens encore tenus par l'Autriche-Hongrie. Au lendemain de la guerre, il fonde un premier parti en 1919 puis le Parti National Fasciste en 1921. Orchestrant une ambiance de violences par les affrontements avec les communistes, il réussit à passer comme un possible restaurateur de l'ordre dans un pays en crise au lendemain de la guerre. En octobre 1922, la Marche sur Rome lui permet d'être appelé par le roi Victor-Emmanuel III pour prendre la tête du gouvernement.

Dans un premier temps, Mussolini conserve des formes politiques traditionnelles mais, à partir de l'assassinat du socialiste Matteotti en 1924 qu'il assume, le régime s'oriente vers la dictature à travers notamment l'adoption en 1925 et 1926 des lois fascistissimes. La société italienne se trouve embrigadée dans de nombreux groupes tandis que les chemises noires, groupe paramilitaire fasciste, symbolisent le côté martial du fascisme.

Mussolini a pour ambition de rendre à l'Italie sa puissance en reconstituant sa domination sur le monde méditerranéen. S'il lorgne sur les Balkans et l'Afrique du Nord française, c'est pourtant en Ethiopie qu'il va lancer sa première guerre de conquête. Initialement hostile à Hitler dont il craignait l'arrivée des troupes à la frontière italienne après une occupation de l'Autriche, Mussolini s'en rapproche lorsque sa prise de contrôle de l'Ethiopie est condamnée par la communauté internationale. Il est à ses côtés lors de l'intervention des puissances fascistes aux côtés de Franco dans la guerre civile espagnole. En 1939, peu décidé à n'être qu'un second d'Hitler, il occupe et annexe l'Albanie.

Lorsque commence la Seconde Guerre mondiale, Mussolini ne prend pas parti officiellement bien qu'ayant signé l'Axe avec l'Allemagne. Il attend que la France soit en perdition pour lui déclarer la guerre et récupérer à l'armistice quelques territoires frontaliers. Il faut dire qu'en dépit des déclarations enflammées de Mussolini l'armée italienne, terrestre, maritime ou aérienne, n'a pas la puissance que le régime prétendait. Quand à l'automne 1940, Mussolini fait envahir la Grèce, ses troupes piétinent avant de reculer. En Afrique, l'attaque vers l'Egypte britannique menée depuis la Libye est repoussée. A chaque fois, il faut qu'Hitler envoie des troupes pour sauver la mise à son allié italien.

En 1943, le territoire italien se trouve attaqué d'abord avec le débarquement des Alliés en Sicile puis dans la botte. C'est le moment que choisit le roi Victor-Emmanuel III pour écarter Mussolini et le faire arrêter (juillet 1943). Libéré par un commando allemand, Mussolini constitue un Etat dans le nord de l'Italie, la République de Salo, qui combat aux côtés des Allemands face aux Alliés qu'ont rejoint des troupes italiennes. Le 25 avril 1945, alors qu'il tentait de s'enfuir déguisé en soldat allemand, Mussolini est reconnu par des partisans hostiles à son régime. Il est fusillé le 28 avec sa maîtresse.

KT

N

NAGASAKI [bombardement de]

La ville de Nagasaki est connue comme étant la deuxième ville où s'est produit une explosion nucléaire, 3 jours après Hiroshima, le 9 Août 1945. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la ville de Nagasaki était une ville portuaire où des armes destinées à l'armée japonaise étaient fabriquées. Cependant, elle était également densément peuplée de civils japonais.

La bombe qui a été larguée était différente de celle larguée sur Hiroshima car elle était d'une composition différente : elle était construite autour de plutonium donc était plus puissante. Il y eut pourtant moins de victimes qu'à Hiroshima du fait que la population avait été avertie avant l'impact de l'approche d'un avion militaire américain. Néanmoins, 35 000 personnes furent, malgré tout, tuées sur le coup. Comme cela fut le cas pour le bombardement d'Hiroshima, les séquelles physiques et psychologiques ont été très importantes.

JB / EG / JS / MT

NASSER (Gamal Abdel)

Gamal Abdel Nasser est né le 15 janvier 1918 à Alexandrie en Égypte dans une famille modeste et est mort le 28 septembre 1970 au Caire, dans le même pays. Il a fait partie des dirigeants les plus influents du XX^{e} siècle.

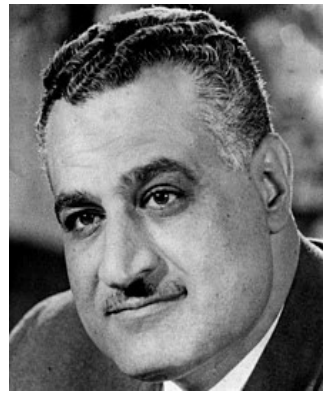
Nasser a commencé sa carrière professionnelle en tant qu'officier, en s'engageant dans le premier conflit israélo-palestinien en 1948, dont il a été considéré comme héros après avoir défendu la ville de Faluja. A son retour, il est choqué par la déconnexion entre le pouvoir royal et la population. Il n'a alors qu'une idée en tête : renverser la monarchie corrompue. Ainsi, alors qu'il redevient instructeur dans l'armée, il fonde le mouvement des « Officiers libres », ce qui va lui permettre, le 22 et 23 juillet 1952, de renverser la monarchie dirigée par le roi Farouk I^{er}. Or Nasser est jeune, peu expérimenté et peu connu du grand public. Il va donc confier la Présidence du Conseil de la Révolution à Mohammed Naguib, et va également le nommer chef des armées. Après quelque mois, une République est instaurée, dont Naguib est le président. Nasser, quant à lui, travaille sur des

réformes agraires et négocie le départ des Britanniques du gouvernement d'Égypte.

Sa soif de pouvoir l'amène le 14 novembre 1954 à renverser Naguib et à s'autoproclamer raïs (président ou chef). Il s'y maintient car il est très populaire dans son pays : il permet le redressement économique de l'Égypte, qu'il veut élever au rang de superpuissance à l'image des États-Unis ou de l'URSS d'un nouveau bloc émergent, le tiers-monde. En effet, lors de la conférence de Bandung en avril 1955 il est présenté comme le leader du monde arabe, et offre ainsi une base arrière au chef du FLN en lutte pour l'indépendance de l'Algérie.

Toujours dans son optique de redresser économiquement son pays, il décide d'entreprendre le chantier d'un nouveau barrage à Assouan. Or ce type d'infrastructure à un coût très élevé. Nasser demande donc une aide financière aux États-Unis, qui refusent. Face à cela, Nasser décide de nationaliser le Canal de Suez, et ainsi recevoir l'intégralité des frais de péage que les bateaux paient en passant. Or cela ne plaît pas au Royaume-Uni et à la France, qui encouragent Israël en octobre 1956 à attaquer l'Égypte et qui envoient des parachutistes sur le canal. Or le refus des États-Unis de participer à ce conflit entraîne le repli des armées franco-britanniques. Cette crise de Suez sera considérée comme une victoire politique majeure pour Nasser.

Fort de cette « victoire », le raïs se rapproche des Soviétiques et crée un parti unique. Les opposants du régime sont traqués par une police politique, à l'image des Frères Musulmans, une organisation islamique dont le chef a été pendu par cette police politique. Ainsi, Nasser crée une dictature, dont il est le chef.



La fin des années 1950 marque le début de la fin de la grandeur de Nasser et de l'Égypte. En effet, pour incarner la renaissance du nationalisme arabe, l'Égypte et la Syrie fusionnent en tant que République Arabe Unie (RAU) le 1er février 1958. Or cette République est dissoute octobre 1961 du fait de l'arrogance des Egyptiens envers les Syriens. Le raïs

envoie également des troupes au Yémen où une guerre civile fait rage, mais il s'y enlise contre le roi Fayçal d'Arabie. En juin 1967, la défaite cuisante de l'Égypte et de ses alliés contre l'Israël durant la guerre des six jours marque définitivement la fin de l'époque de la grandeur de l'Égypte et de Nasser. Sa dernière action importante sur le plan international a été l'acceptation d'un plan américain de paix avec l'État hébreu, en juillet 1970 (plan qui fut rejeté par tous les autres protagonistes du conflit israélo-arabe). Il s'éteindra le 28 septembre 1970 au Caire d'une crise cardiaque, et avec lui, les espoirs d'une renaissance arabe.

MD

NATION

Groupe humain présentant une forte unité culturelle fondée sur la langue, l'Histoire, les traditions, parfois la religion.

NATIONALISATION

Passage d'une entreprise du secteur privé au secteur public. En France, on a connu deux périodes de nationalisation : en 1944-1946 (entreprises ayant collaboré comme Renault, secteur de la banque, de l'assurance, de l'énergie pour favoriser la reconstruction du pays), en 1981. Depuis la première cohabitation (1986-1988) a commencé une période de reflux l'Etat vendant bon nombre de ces entreprises.

NATIONALISME

Attitude politique qui vise à donner toujours la priorité aux intérêts du pays afin d'en renforcer l'importance et la puissance. Les nationalismes se sont exprimés à travers des volontés d'indépendance nationale depuis le XIX^{e} siècle. Ils ont pris une acuité plus forte depuis la fin de la guerre froide (il n'y a plus les deux superpuissances pour en limiter les excès).

NAZISME

Théorie politique du NSDAP (parti national-socialiste des travailleurs allemands) fondé en 1919 et rapidement incarné dans la personne d'Hitler. Le nazisme est un totalitarisme d'extrême-droite antidémocratique, antisémite, xénophobe et nationaliste dont l'objectif principal est d'établir la domination du Reich allemand sur un espace vital correspondant à une grande partie de l'Europe.

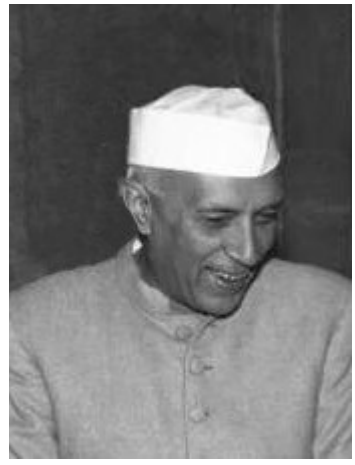
NÉGATIONNISME

Thèse qui remet en cause l'existence du génocide des juifs et des tziganes pendant la Seconde Guerre mondiale.

NEHRU (Jawaharlal)

Jawaharlal Nehru est un homme d'État indien né le 14 novembre 1889 et mort le 27 mai 1964 à l'âge de 74 ans. Fils d'un ancien leader du Congrès (un des principaux partis politiques indiens), il a suivi ses études au Royaume-Uni et devient avocat en 1912. Dès son retour en Inde, il choisit d'intégrer à son tour le Congrès où il lutte pour l'indépendance de l'Inde aux côtés de Gandhi, dont il soutient les idées mais sans la partie religieuse. Il est élu pour la première fois Président du Congrès national indien en 1929 et se refera réélire plusieurs fois. Ses mandats furent coupés de plusieurs emprisonnements (10 ans au total) pour désobéissance civile.

Le 27 juillet 1942, le Congrès rédigea la *Quit India Resolution*, une ébauche exigeant l'indépendance totale de l'Inde vis-à-vis du Royaume-Uni sans quoi une campagne de désobéissance civile serait lancée. Le vote de cette ébauche, le 8 août, eut pour conséquences son emprisonnement ainsi que celui de tous les autres membres importants du Congrès, jusqu'en 1945. Il devient ensuite le chef du gouvernement provisoire indien en 1946 puis, suite à la partition de l'Empire des Indes le 15 août 1947 en deux États : l'Inde et le Pakistan, il devient Premier ministre de l'Inde.



Nehru en 1959

Après l'assassinat de Gandhi en 1948, il est le chef incontesté du nationalisme indien. Il conserve ses fonctions de Premier ministre lorsque l'Inde devient une République, le 26 janvier 1950. Nehru est considéré comme le leader du non-alignement, avec Nasser, et imagine le Tiers monde comme une nouvelle puissance dont l'Inde serait le leader. Il participe activement à plusieurs conférences internationales telles que la conférence de Bandung en 1955 et

celle de Belgrade en 1961. Suite à la défaite de l'Inde lors de la guerre sino-indienne de 1962, son prestige et sa popularité sont atteints. Il demeurera Premier ministre jusqu'à sa mort et réussira à frayer un chemin à sa fille Indira Gandhi qui deviendra à son tour Première ministre.

EJ

NÉOLIBÉRALISME

Le néolibéralisme est un terme qui regroupe des théories libérales et néo-classiques comme celles avancées par l'économiste David Ricardo. Ce sont Margaret Thatcher et Ronald Reagan qui ont mis en pratique ces théories dans les années 1980. Le néolibéralisme représente une idéologie qui défend la privatisation du secteur public et la limitation de l'intervention de l'État dans le système économique au profit du secteur privé. Les néolibéraux prônent la dérégulation des marchés et la libre-concurrence par la délocalisation, le commerce international. D'une façon plus précise le néolibéralisme désigne le renouvellement des thèses économiques libérales qui ont inspiré les politiques économiques des pays occidentaux. Ces politiques, sont devenues dominantes, et ont pour objet de créer un environnement propice à l'afflux des mouvements de capitaux. Le néolibéralisme le fait, par la dérégulation des marchés, la réduction du rôle de l'État, des dépenses publiques et de la fiscalité (en particulier au bénéfice des entreprises), un contrôle strict de l'évolution de la masse monétaire pour prévenir les effets inflationnistes, la privatisation des entreprises publiques et l'abaissement du coût du travail.

L'idéologie néolibérale est le modèle prédominant dans les sociétés occidentales et représente le système économique de nombreux pays européens notamment des pays anglo-saxons, précurseurs dans l'application de cette idéologie. Ces applications concernent un allègement fiscal, le désengagement de l'État, la réduction des dépenses publiques, des impôts, des frais douaniers.

LV

NETANYAHOU (Benyamin)

Homme politique israélien né en 1949 à Tel Aviv. Fils d'un historien nationaliste, il est d'abord diplomate (en particulier ambassadeur auprès des Nations-Unies de 1984 à 1988). Entré en politique au sein du parti de droite du Likoud, il devient premier

ministre en 1996. Battu en 1999, il revient au pouvoir comme ministre d'Ariel Sharon en 2002. Il redevient premier ministre en 2009 en ouvrant sa coalition gouvernementale aux éléments les plus extrémistes de la droite israélienne (nationalistes et ultra-orthodoxes religieux). La politique qu'il mène vise à renforcer sans cesse les positions israéliennes (poursuite de la colonisation) et à repousser la possibilité d'accords de paix avec les Palestiniens ; cela se traduit par un refroidissement important des relations avec les Etats-Unis pendant les deux mandats de Barack Obama. Au moment où le soutien de Donald Trump à Israël devient massif (reconnaissance de Jérusalem comme capitale), Benyamin Netanyahou se trouve rattrapé par des affaires de corruption ; en février 2018, la police réclame son inculpation. Il se maintient cependant au pouvoir. Son incapacité à réussir à former un gouvernement en avril 2021 suite à de nouvelles élections pourrait sonner sa fin politique.

NEW DEAL

La politique du New Deal (« Nouvelle donne ») a été présentée puis mise en place par Franklin D. Roosevelt le 3 mars 1933, suite à la grande dépression aux Etats Unis causée par le krach boursier du 24 octobre 1929. La volonté du 32ème président des Etats-Unis est de réformer les marchés financiers et soutenir l'économie américaine en offrant des emplois aux plus démunis. De ce fait, F.D. Roosevelt va, par sa politique plus sociale, mettre en place les Grands Travaux, permettant de moderniser l'Amérique tout en créant de l'emploi, relançant la vie économique du pays (par exemple l'aménagement de la vallée de la Tennessee). Le New Deal permettra aussi d'établir un Etat providence afin de redistribuer les richesses, mais aussi de prendre en charge différents risques sociaux. Cependant, malgré tous ces avantages, la politique de relance menée par Franklin D. Roosevelt ne plaît pas à tout le monde et est critiquée par une partie de la population. Il y a eu deux New Deals, le premier est nommé « les Cent jours de Roosevelt » en 1933, en améliorant la situation américaine à court terme, et le « Second New Deal » de 1935 à 1938, qui fut bien plus coûteux que le premier et creusa le déficit public. En effet, bien que ce New Deal soit la seule solution viable, il a tout de

même ses limites et ne mettra pas fin à cette crise économique.

IDS / LV / MB

NEW YORK TIMES

Le *New York Times* est un journal quotidien basé dans la ville éponyme, New-York. Il est mondialement connu, lu et distribué.

Le *New York Times* a été fondé en 1851 et est le journal qui compte le plus de prix Pulitzer avec un total de 130 prix. Le journal est surnommé « The Gray Lady » et sa devise placée en haut à gauche de la une est « *All the news that's fit to print* » ce qui signifie en français « Toutes les nouvelles qui sont bonnes à être imprimer ». Le directeur actuel du journal est Arthur Ochs-Sulzberger, Jr. La direction du journal reste entre les mains de la même famille depuis 1896 grâce au Trust Familial Ochs-Sulzberger qui est une fondation permettant aux descendants d'Adolph Ochs de garder le contrôle de la direction.

The New York Times

Après le rachat du quotidien en 1896, Adolph Ochs, son nouveau propriétaire, va entreprendre de distinguer le journal des autres en publiant des nouvelles de bien meilleure qualité à une époque où le reste des journaux se moquaient de la qualité de l'information et n'étaient intéressés que par le chiffre d'affaires. Le journal a reçu son premier prix Pulitzer en 1918 suite à la Première Guerre mondiale pour toutes les informations qu'il avait diffusées durant cette période. Il peut jouer un rôle en politique comme en 1963 quand le journal s'est positionné en faveur du coup d'État contre Juan Bosch en République dominicaine.

En 1996 est lancée la version en ligne du journal ce qui permet encore aujourd'hui de diffuser l'information à encore plus de monde et plus facilement. Le journal est à l'origine du mouvement « metoo » qui a été déclenché après que le *Times* ait publié la première enquête sur Harvey Weinstein. Après les élections américaines de 2016, c'est le *New York Times* qui va révéler l'implication des russes dans ces élections ainsi que le fait que le président Donald Trump ne paie pas d'impôts sur le revenu.

Le quotidien new-yorkais a donc une forte influence sur

l'information et la politique aux États-Unis et dans le monde depuis de nombreuses décennies.

JG

NICE [traité de]

Traité européen signé en février 2001 pour réorganiser l'Union en vue de l'entrée des PECO. Au terme d'âpres discussions (des pays comme l'Espagne ou la Pologne trouvant qu'ils étaient sous-représentés), il aboutit à une réforme de la commission européenne (passage de 20 commissaires à 25 soit un par pays membre) et surtout à une réforme du poids des Etats dans le vote à la majorité qualifiée (par exemple : la France avait avant le traité 10 voix sur 87… Elle en a 29 sur 321 après l'entrée en vigueur du traité en 2004). Faute d'adoption de la Constitution européenne, le traité de Nice est toujours en vigueur.

NIXON (Richard)

Richard Nixon, de son nom complet Richard Milhous Nixon, était un des présidents des États-Unis ; sa présidence a duré du 20 janvier 1969 au 9 août 1974.

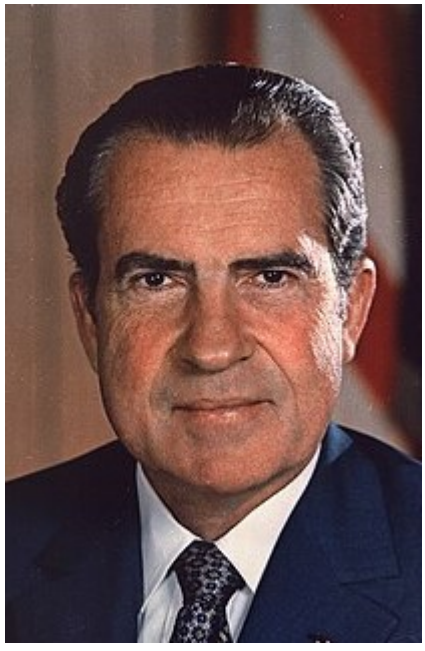
Né le 9 janvier 1913 en Californie et mort le 22 avril 1994, Nixon est un Américain membre du Parti républicain. Il est issu d'une famille modeste, il a étudié à l'université Duke pour devenir juriste. Durant la Seconde Guerre mondiale, il sert dans la marine.

Avant d'être le 37ème président des Etats-Unis, Nixon est élu représentant des Etats-Unis pour la Californie en 1946, puis en 1950 il devient sénateur. Il joue un rôle important dans la découverte de l'affaire d'espionnage Alger Hiss ; elle établit sa réputation d'anticommuniste et lui permet de devenir connu au niveau national. Il occupe la place de vice-président de 1953 à 1961 sur le ticket républicain mené par Dwight D. Eisenhower. Nixon se présente pour la succession d'Eisenhower en 1960 est battu ; c'est John Kennedy qui succède à Eisenhower.

Pourtant en novembre 1968, après plusieurs années de mise en retrait, Nixon est élu à la Maison-Blanche. C'est l'une des rares personnes à accéder à la présidence après avoir perdu une élection présidentielle auparavant.

Pendant ses années de présidence, il accroît l'engagement américain au Vietnam, négocie la fin de l'intervention américaine en 1973. Il rend visite à Mao en République populaire de Chine en 1972 ce qui permet l'ouverture de relations diplomatiques entre les

deux pays. Toujours en 1972, il instaure la Détente et le traité ABM avec l'Union soviétique et fait appliquer la déségrégation dans les écoles du sud. Après le succès de la mission Apollo XI, il réduit le soutien au programme spatial américain car le pays voit sa situation financière se dégrader.



Richard Nixon en 1973

Réélu en 1972, son second mandat est marqué par le premier choc pétrolier et ses conséquences économiques, par la démission du vice-président Spiro Agnew et par les révélations successives sur son implication dans le scandale du Watergate. Suite à cette affaire, Nixon démissionne le 9 août 1974 mais il bénéficie d'une grâce de la part de son successeur Gerald Ford.

IDS

NON-ALIGNEMENT

Mouvement international né à la suite de la conférence de Bandung (1955) qui cherche à réunir tous les pays qui refusent la logique des blocs propre à la guerre froide. Ces pays (majoritairement issus du Tiers Monde) ne visent pas à la neutralité mais à jouer un véritable rôle dans la diplomatie internationale. La Yougoslavie, l'Inde, l'Egypte ou l'Indonésie apparaissent comme les leaders de ce mouvement qui tient sa première réunion à Belgrade en 1961. Au-delà des déclarations de principe, le non-alignement est une attitude difficile à tenir car les pays se rattachant à ce mouvement sont souvent amenés à nouer des relations privilégiées avec un ou l'autre des blocs, ne serait-ce que pour disposer d'armements.

NORMANDIE-NIÉMEN

Le « Normandie-Niémen » est une unité de combat de l'armée de l'air de la Seconde Guerre mondiale. Cette unité fut créée en novembre 1942, après que De Gaulle ait annoncé comme

important que les soldats français servent sur tous les fronts de guerre. Le premier nom de ce groupe d'aviateur et de mécaniciens fut Normandie jusqu'au 21 juillet 1944 avant que Staline le nomme "Niémen" suite à la participation des aviateurs français aux batailles du Niémen. L'unité a reçu de nombreuses distinctions militaires, aussi bien soviétiques que françaises. Aujourd'hui, le régiment de chasse « Normandie-Niémen » est toujours existant et fait partie de la 30e escadre de chasse.

MB / AC / LR / ST

NOUVELLE SOCIETÉ

Projet réformiste porté par Jacques Chaban-Delmas pendant son passage à Matignon (1969-1972). Pour faire face aux blocages sociaux dont mai 68 a été révélateur, le premier ministre entend libéraliser la société (contrôle réduit de l'Etat sur l'information, dialogue social entre patronat et syndicats, intéressement des salariés aux résultats des entreprises…). Ce projet, auquel le président Pompidou était assez peu favorable, finira par provoquer la démission de Chaban-Delmas (1972) et entraînera un retour au conservatisme.

NPI

Sigle (Nouveaux Pays Industrialisés) désignant à l'origine les quatre « Dragons » asiatiques (Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour) qui ont connu une industrialisation rapide à partir des années 60 (elle est fondée sur une production à bas coût exportée vers les pays développés). D'autres pays, asiatiques (les « Bébés tigres ») ou non (Brésil, Mexique, Afrique du Sud), ont été rattachés à ce groupe.

NUIT DE CRISTAL

Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, Adolf Hitler organise un pogrom contre les populations juives sur tout le territoire du Reich dans le but de forcer l'expulsion et l'exode des juifs allemands. Cette manifestation de violence antisémite a été présentée par le régime nazi comme un soulèvement spontané de la population, suite à la mort d'un secrétaire de l'ambassade allemande à Paris causée par un jeune juif polonais. En réalité, ce pogrom fut perpétré par une part mineure de la population, et par une large majorité de SA, de SS, de membres de la Gestapo et même de la jeunesse hitlérienne. Le bilan de cette nuit de violence s'établit à

- plus de 7000 commerces juifs vandalisés

- 200 synagogues et lieux de culte détruite

- une centaine de juifs assassinés

- 30 000 juifs déportés en camps de concentration

NB / PB / JB / ED

NUREMBERG [lois de]

Mises en place le 15 septembre 1935 par Adolf Hitler, les lois de Nuremberg montrent une volonté du parti nazi de mettre en place une politique antisémite et donc d'exclure les juifs de la société allemande en mettant en place un ensemble de trois lois.

- La première loi de Nuremberg définit le drapeau du Reich, les couleurs noires et blanches, ainsi que la croix gammée.

- La deuxième loi s'intitule "Loi sur la citoyenneté du Reich", elle définit le statut de citoyen allemand. Ce dernier doit être de sang allemand et doit servir le Reich et le peuple allemand. Cette loi, excluant les juifs de la citoyenneté, les privait de tout droit politique.

- La dernière loi, la "Loi sur la protection du sang et de l'honneur allemand" met en place de nombreuses interdictions appliquées aux juifs : les mariages entre personnes juives et citoyens allemands ne sont pas reconnus et considérés nuls, les Juifs n'ont pas le droit d'employer des employés de maison de sang allemand âgés de moins de 45 ans et ils n'ont pas le droit d'arborer le drapeau du Reich. Une classification est aussi mise en place pour définir si une personne est juive en fonction de ses parents/grands-parents etc...

NB / PB / JB / ED

O

OBAMA (Barack)

Barack Obama est né en 1961 à Honolulu (Hawaï) d'un père kenyan et d'une mère américaine. Il fut élevé en Indonésie mais fit ses études aux Etats-Unis. Il obtint les diplômes de l'université Columbia à New York ainsi que celui de l'école du droit de Harvard. Il vécut ensuite à Chicago et commença à adhérer aux idées du parti démocrate. Il devint membre du Sénat de l'Illinois (l'État dans lequel se trouve Chicago) de 1997 à 2004. Il fut ensuite nommé sénateur représentant de cet État au sein du Sénat fédéral des États-Unis.

Il devient le premier président afro-américain en 2009 en battant John Mc Cain avec 365 grands électeurs. Le prix Nobel de la paix de 2009 lui est accordé pour sa politique de non-prolifération des armements avec la Russie mais aussi pour ses efforts sur les relations internationales. Les États-Unis étaient alors en guerre contre l'Irak et l'Afghanistan et Obama avait décidé de retirer progressivement les troupes en Irak. Toutefois, ce prix fut critiqué car Obama avait aussi choisi d'intensifier la présence américaine en Afghanistan.

Barack Obama en 2012

Durant son premier mandat, il mit en place un plan de relance de l'économie américaine qui était très ébranlée à cause de la crise de 2008. Il fut réélu pour un second mandat en novembre 2012. Durant cette période, il va à nouveau chercher à faire baisser les tensions internationales. Il finit par retirer les troupes en Afghanistan en 2014, signe des accords sur le nucléaire avec l'Iran et améliore les relations avec Cuba. C'est également sous son mandat que le mariage pour tous fut reconnu aux États-Unis (2015) alors qu'il s'était pourtant prononcé contre au début de sa carrière

politique. Il signa également au nom des États-Unis les accords de Paris. C'est aussi lui qui décida de l'intervention des États-Unis en Syrie afin de lutter contre l'État islamique.

TP

OMAHA

=> DEBARQUEMENT EN NORMANDIE

OMC

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), est une organisation internationale qui est chargée de s'occuper des règles mettant en place le commerce international entre les pays qui la compose. Cette organisation est gérée par les accords de l'OMC qui ont été signés et négociés en avril 1994 à Marrakech par une grande partie des puissances commerciales du monde.

L'OMC a pour but principal de favoriser l'ouverture commerciale. Pour cela, elle cherche à réduire les obstacles au Libre-échange, mais aussi à aider les gouvernements afin qu'ils règlent leurs différends commerciaux et donc à assister les exportateurs, importateurs, et producteurs de marchandises et de services. C'est également un des objectifs du nouvel ordre économique : Le néolibéralisme. En effet celui-ci a pour objectif de favoriser la liberté d'action du capital et des entreprises au plan national et international, c'est à dire de favoriser le libre-échange et la libre circulation des capitaux. Ainsi nous pourrons dire que l'OMC rejoint les idées et incarne la vision néolibérale. L'OMC n'est en effet pas une agence spécialisée de l'ONU, mais entretient cependant de nombreux liens avec cette organisation.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Logo de l'OMC

Cette organisation, qui siège à Genève, voit le jour le 1er janvier 1995 mais le système commercial qu'elle représente a presque un demi-siècle de plus. Elle est avant tout un cadre de négociation, un lieu où les gouvernements membres se rendent pour essayer de résoudre les problèmes commerciaux qui existent entre eux. L'OMC s'occupe des politiques relatives au commerce des marchandises et des services, des biens agricoles et industriels et de la propriété intellectuelle.

LV

ONZE SEPTEMBRE

Le 11 septembre 2001, l'attentat le plus meurtrier de l'Histoire a frappé les États-Unis. Ce quadruple attentat a été perpétré par dix-neuf membres du réseau djihadiste d'Al-Qaïda (dont le chef était Oussama Ben Laden) qui ont détourné quatre avions de ligne pour les écraser contre les deux tours jumelles du World Trade Center à New-York, contre le Pentagone (siège du département de la Défense à Washington DC) et dans un champ en Pennsylvanie. Cet attentat avait pour but pour les djihadistes de détruire des symboles de puissance des États-Unis pour montrer la puissance et l'influence de leur groupe terroriste à l'international.

Le mardi 11 septembre 2001 à 8h14, le premier avion ayant décollé de Boston (vol AA 11) est détourné. L'armée, alertée trop tard, ne parvint pas à arrêter le détournement et à 8h46, le Boeing 767 s'écrase vers le quatre-vingt-dixième étage de la Tour Nord du World Trade Center. C'est aussi l'heure à laquelle un deuxième vol ayant lui aussi décollé de Boston (vol UA 175) est détourné par 5 terroristes. La FAA (*Federal Aviation Administration*) encore une fois informée à une heure trop tardive, se retrouve dans l'incapacité d'arrêter ce détournement et assiste impuissante au crash du deuxième avion sur la Tour Sud du World Trade Center à 9h03. Ce crash est diffusé en direct sur des antennes de télévision du monde entier qui montraient déjà la Tour Nord fumante, ce qui rend la scène encore plus impressionnante. En effet, sur les images des éditions spéciales des journaux télévisés, on voit très clairement le Boeing foncer dans la Tour Sud du World Trade Center et se transformer en boule de feu à son contact. Les images et vidéos de la destruction des tours sont très nombreuses et impressionnantes. On peut voir sur certaines des employés se jetant des tours, optant pour une mort rapide, des gens sortir des tours sanglants et poussiéreux, des pompiers dépassés tentant de sauver le plus de monde possible… A 9h58, la Tour Sud s'effondre, suivie à 10h28 par sa jumelle. Vers 17h30, un autre bâtiment voisin aux tours jumelles s'effondre à cause d'un incendie provoqué par des débris métalliques chauds venant de la Tour Nord. Les attentats à New-York ont fait 2 753 victimes (sans compter les terroristes) qui incluent des employés qui travaillaient dans les tours, les passagers des deux avions et des secouristes.

Un autre avion parti de Washington DC (vol AA 77), détourné à 8h56, s'écrase sur la partie ouest du Pentagone à 9h37, tuant toutes les personnes à bord et une vingtaine de personnes dans le Pentagone pour un total de 184 personnes tuées. Enfin, le dernier vol, détourné à 9h28 (vol UA 93) par des pirates de l'air qui avaient vraisemblablement pour cible la Maison Blanche à Washington DC, s'écrase dans un champ en Pennsylvanie, après que les passagers aient essayé de reprendre le contrôle de l'avion. Une quarantaine de personnes sont décédées lors du crash du vol UA 93.

Le crash sur la Tour sud

Au total, les attentats du 11 septembre 2001 ont fait presque 3000 victimes et environ 6300 blessés et ont profondément touché la population américaine et même celles du monde entier ; et comme l'affirma Georges W. Bush alors président des États-Unis : « Les images des avions s'écrasant dans des bâtiments, des incendies, d'énormes structures s'effondrant nous ont rempli d'incrédulité, d'une tristesse terrible et d'une colère silencieuse mais inébranlable ». Les Américains ont rendu hommage aux victimes de plusieurs façons différentes, par des discours du président américain, des minutes de silence mais aussi par la constitution d'un musée commémoratif à l'ancien emplacement des tours jumelles, pour ne « jamais oublier ».

On peut considérer cet évènement comme historique d'une part, comme on l'a dit, de par la façon dont il a marqué les esprits mais aussi car il a fait l'objet d'éditions spéciales de journaux télévisés qui ont duré près de 24h dans des pays du monde entier. Cet attentat montre que la menace terroriste est présente dans le monde entier, même dans les superpuissances capitalistes comme les États-Unis, et il engage en quelque sorte les pays occidentaux dans la guerre contre Al-Qaïda en Afghanistan et au Moyen-Orient. C'est avec beaucoup de conviction que le président Bush affirme que « les États-Unis chasseront et puniront les responsables de ces actes lâches. » lors de son discours en Louisiane quelques heures après les attaques. Ces attentats ont aussi entraîné un renforcement de la

sécurité dans les aéroports et dans les avions, mais aussi dans tous les bâtiments publics.

CD

OPEP

Cartel (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) fondé en 1960 par cinq grands pays producteurs de pétrole. Elle est à l'origine de l'augmentation des prix du pétrole en 1973 (premier choc pétrolier) mais voit son poids décliner avec l'arrivée de nouveaux producteurs qui ne la rejoignent pas. Ses décisions d'augmenter ou de limiter sa production restent cependant guettées par les marchés.

ORADOUR-SUR-GLANE

Commune du département de la Haute-Vienne dans laquelle la division SS *Das Reich*, en route vers le front de Normandie, commit un massacre le 10 juin 1944. Tous les habitants furent obligés de rejoindre la place du village. Les hommes furent dispersés dans différents lieux où ils furent mitraillés. Les femmes et les enfants sont enfermés dans l'église qui est incendiée.

Les ruines du village d'Oradour ont été laissées dans l'état dans lequel les soldats allemands ont abandonné les lieux en repartant. Une seule personne a survécu au massacre.

ORDONNANCE

Acte législatif (article 38 de la constitution) du gouvernement autorisé par le Parlement et par le Président de la République. L'ordonnance doit permettre au gouvernement de légiférer en urgence.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Organisation internationale créée par la signature de la Charte des Nations Unies à San Francisco (26 juin 1945). Elle comporte à l'origine 51 Etats ayant participé à la guerre contre l'Axe, le nombre des Etats membres augmentant avec la décolonisation. Elle se compose d'une Assemblée générale où chaque Etat membre est représenté, d'un Conseil de Sécurité composé de 15 membres (dont 5 permanents) et d'un secrétariat général. Un grand nombre d'organismes spécialisés lui sont rattachés (UNICEF, FAO, FMI etc…).

Marginalisée pendant la guerre froide du fait du droit de veto dont disposent les deux superpuissances, l'ONU semble pouvoir enfin jouer un rôle important dans la gestion des conflits mondiaux avec la détente des années 80. Cet espoir en un multilatéralisme est vite réduit : dans la guerre du Golfe, si les troupes combattent sous le drapeau de l'ONU, ce sont les Etats-Unis qui jouent le rôle principal ; dans l'ex-Yougoslavie, les forces de l'ONU se révèlent incapables de régler les problèmes et c'est l'OTAN qui impose la paix.

ORTF

En 1964, l'Etat décide de réformer la RTF afin de lui donner de nouveaux statuts et une autonomie plus importante. Le 27 juin 1964, une loi transforme la Radiodiffusion-télévision française en Office de radiodiffusion-télévision française (ORTF) dans le but de moderniser le service public de radio-télévision française en satisfaisant les besoins d'information, de culture, d'éducation et de distraction du public français. Le général de Gaulle souhaitait que la Radiodiffusion-télévision française devienne une institution autonome, suivant ainsi le modèle de la BBC au Royaume-Uni. Contrairement à la RTF, l'ORTF n'était pas placé sous l'autorité directe du Ministère de l'Information mais seulement sous sa tutelle, de manière à pouvoir contrôler le respect de ses obligations en tant que service public (mais dans la réalité le contrôle se poursuit).

C'est à Paris que l'ORTF s'installe. Son siège, aujourd'hui appelé Maison de la Radio, a été inauguré le 14 décembre 1963 par le président de la République, Charles

de Gaulle, pour accueillir cet organisme. Ce grand bâtiment comptait plus de soixante studios d'enregistrements permettant ainsi à l'Office d'assurer pleinement ses fonctions, qui étaient de gérer deux chaînes de télévision ainsi que quatre stations de radio. C'est avec de Gaulle à la présidence qu'une place importante est accordée à la parole et l'information, le général souhaitait un rapport direct avec le pays et était très sensible à l'impact de l'information sur les Français. Le niveau de vie augmente peu à peu, et le petit écran s'installe dans de plus en plus de foyers donnant ainsi une portée plus importante à l'Office. « Nous nous efforcerons tous de faire de l'ORTF un service public de plus en plus digne de la nation française », ces paroles ont été prononcées par Wladimir d'Ormesson, président de l'ORTF.

En mai 1968, alors que de nombreuses révoltes éclatent en France, la télévision reste muette par rapport à ces évènements, elle se veut rassurante et reste à distance du mouvement, s'est pourquoi la neutralité de l'établissement est remise en cause. Les personnels de l'ORTF sont de plus en plus mécontents situation qui s'avive avec la décision du gouvernement de présenter de la publicité de marque sur les antennes nationales. Une grève importante de techniciens et de journalistes employés au sein de l'Office éclate dans la seconde moitié du mois de mai 1968 et dure jusqu'en juillet. Jean-Jacques de Bresson, un proche du général de Gaulle, est placé à la direction de l'ORTF dans le but de reprendre le contrôle ; de nombreuses vedettes de l'écran sont renvoyées du jour au lendemain. Cet épisode fut marquant dans l'évolution du service public de l'audiovisuel. Par la suite, on cherche à donner à l'Office les moyens de son indépendance, en consolidant les ressources de l'établissement.

Avec le tournant politique libéral impulsé par le président de la République Valéry Giscard d'Estaing, son Premier ministre, Jacques Chirac, chargé de la réforme de l'audiovisuel, entreprend durant l'été 1974 des réformes importantes, au rang desquelles figure la suppression de l'ORTF. Il a été démanteléa par la loi du 8 juillet 1974, qui a pris effet le 31 décembre 1974. Le démantèlement de l'Office s'est fait au profit de sept nouveaux organismes autonomes qui sont TF1, Antenne 2, FR3, SFP, INA, RADIOFRANCE, TDF. Le premier ministre affirma que ces nouveaux organismes assureraient une information libre et ouverte et que

les rapports de l'État et des nouvelles unités autonomes devraient se limiter à la désignation des dirigeants.

LP

OSTOPOLITIK

Nom donné à la politique menée par le chancelier ouest-allemand Willy Brandt au début des années 70. Cette politique vise à améliorer les relations de la RFA avec la RDA, la Pologne et l'URSS. La RFA reconnaît par traité les frontières orientales (1970) puis signe un traité fondamental avec la RDA (1972) qui permettra l'entrée des deux Etats allemands à l'ONU. Le geste le plus spectaculaire de cette ouverture à l'Est est cependant le recueillement de Willy Brandt devant le monument élevé à la mémoire des juifs du ghetto de Varsovie.

OTAN

L'OTAN, acronyme signifiant "Organisation du Traité de l'Atlantique Nord", est une organisation intergouvernementale dite "politico-militaire" mise en place et composée par les différents pays ayant signé le traité de l'Atlantique Nord, soit 12 pays européens et d'Amérique du Nord. Ce traité fut signé au début de la Guerre froide, le 4 avril 1949, plus précisément durant le blocus de Berlin orchestré par Staline. La mise en place de la structure militaire intégrée de l'OTAN fut accélérée à cause de l'explosion de la bombe atomique soviétique en 1949 ainsi que du déclenchement de la guerre de Corée en juin 1950.

Dans ce contexte de Guerre froide, le but premier de l'OTAN, dont sont dérivés les autres alliances occidentales, était de faire front commun contre la menace soviétique. L'organisation a pour but de garantir la sécurité et la liberté de ses membres via des moyens militaires et politiques. En effet, l'OTAN constitue un système de défense collective par lequel ses États membres indépendants acceptent de se défendre mutuellement en réponse à une attaque de toute partie extérieure.

Drapeau de l'OTAN

Le siège de l'OTAN était situé près de Paris jusqu'en 1966, date à laquelle la France décide, par la volonté de De Gaulle, de quitter le

commandement intégré. Depuis cette époque, le siège de l'OTAN est situé en Belgique, à Bruxelles.

L'organisation est désormais composée d'une trentaine de membres en ayant intégré d'anciens pays du bloc de l'Est comme la Pologne, la Hongrie ou la Roumanie. La question du financement se pose, et comme on pourrait s'en douter ce sont majoritairement les Etats-Unis qui financent l'OTAN, à hauteur de deux tiers du budget total de tous les Etats qui sont membres. Il faut cependant savoir que chaque Etat membre, en dehors des temps de crise, doit participer à hauteur de 2% de son PIB national.

TH

OTASE

Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est. Elle est créée en 1954 et regroupe militairement les Etats-Unis, deux Etats européens (Royaume-Uni, France) et des Etats de l'Asie du Sud-Est (Thaïlande, Philippines, Nouvelle-Zélande, Pakistan). L'organisation trouve son origine dans la crainte d'un progrès communiste (surtout chinois) dans la région. L'OTASE a été dissoute en 1977.

OVERLORD

=> DEBARQUEMENT EN NORMANDIE

P

PACS

Le PACS (Pacte civil de solidarité) a été créé en 1999 sous le gouvernement de Lionel Jospin. L'idée de cette création existait déjà pendant le second septennat de François Mitterrand au début des années 90 (Contrat d'Union Civile) mais n'avait pas abouti car, contrairement à la majorité des Français, une grande part de la classe politique craignait les réactions à ce type de législation. Une union civile autre que le mariage était en effet vue comme anormale pour tout un courant de pensée traditionnaliste. Dans les débats à l'Assemblée nationale sur l'adoption du PACS, des personnalités de droite comme Christine Boutin ou Philippe de Villiers prophétisent la « fin de la société » si une telle loi était adoptée. La loi est finalement promulguée le 15 novembre 1999.

Le pacte, ou, partenariat enregistré, est selon l'article 515-1 du Code Civil, un contrat conclu entre deux personnes physiques majeures de sexes différents ou de même sexe, pour organiser leur vie commune. Il peut être réalisé soit à la mairie du lieu de résidence commune des partenaires ou chez un notaire, c'est l'officier d'état civil ou le notaire qui procède à son enregistrement et aux formalités de publicité pour qu'il soit inscrit en marge de l'acte de naissance de chacun des partenaires.

Les partenaires de PACS ne bénéficient pas des mêmes avantages qu'un couple marié sauf lorsque la loi le prévoit, en revanche, ils bénéficient des règles applicables au concubin. Les partenaires de pacte ont une obligation de vie commune, ils ont également une obligation d'aide matérielle réciproque et enfin, ils ont une obligation d'assistance réciproque. On notera qu'il n'existe pas d'obligation de fidélité écrite dans le PACS, ce qui diffère des couples mariés. Les partenaires peuvent dans leur convention, aménager les obligations concernant leur participation financière et la propriété de leurs biens.

Le PACS peut être rompu par un seul des partenaires qui fait alors signifier sa décision à l'autre, puis, la transmet soit au notaire ayant enregistré le pacte, soit à la mairie de la résidence commune de conclusion, soit pour ceux ayant été conclus avant novembre 2017 au

greffe du TGI (tribunal de grande instance).

KRF

PACTE DE BAGDAD

Traité d'amitié et de coopération qui en 1955 rapproche l'Irak, le Pakistan, l'Iran, la Turquie et le Royaume-Uni. L'Irak quitte le pacte en 1959 (qui devient le CENTO lequel sera dissout en 1979).

PACTE DE VARSOVIE

Conclu le 14 mai 1955, le Pacte de Varsovie est le pilier de l'ancienne alliance entre les pays d'Europe de l'Est (RDA, Pologne, Hongrie…) et l'URSS.

Cet accord est une réponse de l'Union Soviétique à l'adhésion de la République Fédérale Allemande (ou RFA) à l'OTAN (alliance pro-américaine protégeant les pays européens occidentaux de l'expansionnisme communiste). Il s'ajoute à de nombreux autres traités de coopération de paix et d'amitié.

L'objectif majeur du Pacte de Varsovie est de préparer l'Europe de l'Est à une éventuelle agression de l'Allemagne occidentale. Il sert également de justificatif à l'URSS pour intervenir sur les territoires des pays membres, comme par exemple en Hongrie en 1956 ou encore en Tchécoslovaquie en 1968, en vue de « maintenir » l'unité du bloc communiste européen. Engageant les signataires à se porter soutien mutuellement, c'est l'un des instruments majeurs de l'URSS pendant la Guerre froide, lui assurant une certaine stabilité que ce soit sur le plan militaire, économique ou encore politique.

A son origine en 1955, le Pacte de Varsovie a une capacité de près de 6 millions d'hommes, ce qui témoigne donc de la forte capacité militaire pouvant être mise en place en soutien des pays membres. Mais au fil du temps et avec la fin de la Guerre Froide, le nombre d'hommes diminue. Toutefois, au début des années 70, en dépit du développement de courants nationalistes dans les démocraties populaires, on compte toujours près de 1.2 millions de personnes. En juillet 1976, le pacte de Varsovie connaît un renforcement de ses structures politiques avec la création d'un Comité des ministres des Affaires étrangères des pays membres du pacte, ce qui augmente sa puissance.

Mais cette puissance et cette capacité n'est pas durable et les pays membres quittent progressivement le pacte. En effet, à la fin de l'année 1988, Gorbatchev

parachève la fin du Pacte de Varsovie en instaurant la doctrine « Sinatra ». Celle-ci permet aux Etats membres de gérer eux-mêmes leurs affaires internes et leur accorde la liberté de choix de leurs alliances. Suite à quoi, deux ans plus tard, la Tchécoslovaquie et la Hongrie signent des accords exigeant le retrait des troupes soviétiques de leur territoire. L'unification de l'Allemagne et la fin de la domination soviétique en Europe centrale achèvent d'enterrer le pacte de Varsovie. En février 1991, les structures militaire et politique sont dissoutes par les ministres des Affaires étrangères des membres restants. Le pacte de Varsovie est définitivement enterré le 1er juillet 1991.

EG

PACTE GERMANO-SOVIETIQUE

Traité conclu à la surprise générale entre l'Allemagne nazie et l'URSS le 23 août 1939. L'entente entre les deux dictatures aux idéaux normalement antagonistes, complétée par un traité secret de découpage de la Pologne, fait disparaître l'espoir des Franco-Britanniques en une alliance de revers en cas de guerre contre l'Allemagne. Rassuré par la conclusion de ce pacte signé à Moscou, Hitler peut lancer le 1er septembre ses troupes à l'assaut de la Pologne.

PACTOMANIE

Mot forgé aux Etats-Unis pour critiquer la politique de l'administration Eisenhower qui, dans les années 50, choisit de multiplier les alliances pour encercler le monde communiste (ANZUS, OTASE, CENTO).

PARAPLUIE NUCLÉAIRE

Expression imagée évoquant la protection atomique assurée par les Etats-Unis pour le compte de ses alliés d'Europe occidentale.

PARIS [accords de]

Accords signés à l'hôtel Majestic à Paris entre le secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger et le diplomate nord-vietnamien le Duc Tho le 27 janvier 1973. Ces accords mettent fin à la participation américaine à la guerre du Vietnam.

NB / AD

PARIS [conférence de]

Conférence européenne tenue en octobre 1972. Elle prévoit la construction économique et monétaire et la création d'une

Union européenne parlant d'une seule voie en matière diplomatique et de défense pour le début des années 80. Ces objectifs ambitieux ne seront pas remplis dans les délais prévus du fait de la « crise » économique des années 70 qui conduira à une mise entre parenthèses de la construction européenne

PARITÉ EN POLITIQUE

L'égalité hommes-femmes a pu être grandement améliorée dans la politique française ces dernières décennies grâce à différentes lois. Les femmes ont commencé à être politiquement reconnues dans la société quand le droit de vote leur a été accordé le 21 avril 1944. Cependant elles sont restées sous-représentées dans tous les scrutins de France durant la seconde moitié du XX^{e} siècle. C'est pourquoi Jacques Chirac promet en 1995 un "Observatoire de la parité", une sorte d'institution qui permet de faire respecter la parité dans les différents domaines politiques. Il nomme Roselyne Bachelot comme rapporteuse générale. Le 8 juillet 1999, une réforme, modifiant les articles 3 et 4 de la Constitution, permet l'établissement de quotas en faveur des femmes.

Des lois en 2000 et 2007 complètent ce dispositif. La loi du 6 juin 2000 rend l'égalité obligatoire pour les scrutins de liste et oblige une alternance des candidats. Lors des élections législatives, elle met en place une parité facultative : les partis qui ne présentent pas 50% de candidats de chaque sexe doivent payer une amende. Cette loi présente cependant des lacunes : en effet, elle ne prend pas en compte les villes de moins de 3 500 habitants et autres petites institutions. C'est pourquoi, une autre loi a été promulguée le 31 janvier 2007 afin de féminiser les exécutifs locaux. Les représentants des Conseils Régionaux doivent être de sexe différent de leurs adjoints ou vice-président.e.

Enfin, le 4 août 2014, une nouvelle loi généralise la parité dans tous les secteurs de la vie sociale (comme les mutuelles ou les fédérations sportives). Les résultats de ces lois restent contrastés : les points positifs sont que la parité est devenue un fait dans les conseils municipaux des communes de plus de 1000 habitants (42,4% de femmes), dans les conseils régionaux (48%), départementaux (50,3%) mais aussi au Parlement Européen. En effet, en mai 2019, 39 femmes et 40 hommes ont été élus sur 79 eurodéputés. Les points

négatifs sont, par exemple, que la proportion de femmes maires reste faible (19,8% en 2020), la loi n'imposant pas d'obligations pour les têtes de listes, il n'y a que 4 femmes présidentes de région en tout. Il reste aussi malheureusement des partis politiques qui préfèrent payer les amendes plutôt que d'intégrer des femmes à la place des députés sortants. Marlène Schiappa, qui a été secrétaire d'Etat à l'égalité hommes-femmes jusqu'en 2020, voulait multiplier par cinq les amendes afin de contrer ces mentalités.

EG

PARLEMENT EUROPÉEN

Institution européenne créée à partir du traité de Rome et installé à Strasbourg. Le Parlement n'a dans un premier temps qu'un rôle consultatif et il est composé de personnes nommées par les différents Etats membres. Ses compétences vont se trouver élargies à partir des années 80 après qu'à partir de 1979 ses membres aient été élus au suffrage universel (pour 5 ans). Le Parlement investit les membres de la Commission européenne, peut les forcer à démissionner, approuve le budget.

PARLEMENTARISME

Situation politique, définissant un régime dit parlementaire, dans laquelle le pouvoir législatif (assemblée(s)) contrôle le pouvoir exécutif (gouvernement) qui est responsable devant lui.

PARTENARIAT POUR LA PAIX

Accord conclu par l'Alliance atlantique après la fin de la guerre froide avec d'anciens pays communistes (y compris la Russie en 1994). Il préfigure le plus souvent une entrée au sein de l'OTAN.

PEARL HARBOR [attaque sur]

Le 7 décembre 1941, l'attaque de l'armée japonaise sur la base navale américaine de Pearl Harbor a marqué la Seconde Guerre mondiale.

Depuis les années 30 le Japon menace le Pacifique, chasse gardée des Etats-Unis, et les relations entre les 2 grandes puissances n'ont cessé de se dégrader. Deux ans après le début de la Seconde Guerre mondiale et alors que le conflit a pris une tournure mondiale, les États-Unis sont engagés - mais sans combattre - auprès des Alliés contre la menace

des puissances de l'Axe. Le contrôle de l'océan Pacifique devient alors un enjeu majeur. Les Japonais souhaitent étendre leur influence vers le sud, et menacent certaines positions américaines. Pour affaiblir l'ennemi et le déstabiliser sur le plan économique, les États-Unis instaurent un blocus commercial. En guise de vengeance, l'empereur du Japon Hirohito autorise l'attaque visant à détruire la flotte du Pacifique de l'US Navy et permettre à l'empire du Japon de continuer à établir sa « sphère de coprospérité de la Grande Asie orientale ».

Dans le plus grand secret, à 6h15 du matin, la flotte japonaise, qui était titanesque à l'époque : 6 porte-avions, 2 cuirassés, 3 croiseurs, 9 destroyers et près de 300 avions, se prépare à attaquer le port. C'est seulement aux alentours de 7h que deux soldats américains détectent leur présence mais ils ne seront pas pris au sérieux par un officier.

Le début du raid commence à 7h53. Sont alors visés les bâtiments au mouillage puis les terrains d'aviation. La première vague se retire à 8h40 laissant place à la seconde 15 minutes plus tard qui termine efficacement le travail. Il n'est même pas 10h et l'attaque est déjà finis. Les Américains n'auront même pas eu le temps de lancer une contre-offensive…

L'attaque vue d'un avion japonais

Cette attaque ayant été une surprise totale pour les Américains, les conséquences sont graves. Au plan matériel 180 avions sont détruits et 159 endommagés, 18 bâtiments sont démolis. Au-delà du matériel on estime surtout que l'attaque à fait environ 2400 morts et 1100 blessés. La moitié ayant perdu la vie dans l'explosion et le naufrage du *USS Arizona*. Du coté des Japonais, les pertes humaines et matériels furent beaucoup moins lourdes avec « seulement » 64 morts et une petite partie du matériel endommagé, coulé ou capturé.

Au-delà des pertes, l'attaque de Pearl Harbor à conduit à l'entrée en guerre des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale et à profondément marquée l'histoire américaine. Et finalement bien que l'attaque soit une brillante réussite

tactique elle fut un échec du point de vue stratégique car malgré les pertes, la base resta opérationnelle et les Etats-Unis n'ont pas été trop durablement affaiblis.

Aujourd'hui de nombreuses théories et débats sont en cours affirmant que Roosevelt était au courant de l'attaque et qu'il laissa faire pour provoquer l'indignation de la population et faire entrer son pays dans la guerre. Mais les historiens semblent avoir écarté cette hypothèse. En revanche il est certain que l'impact des pertes subis a été dramatisé pour mobiliser la plus grande partie de l'opinion publique américaine en faveur de la guerre.

LR

PCF

Parti Communiste Français. Il est fondé en décembre 1920 par la scission intervenue à la SFIO au Congrès de Tours (il porte pendant longtemps le nom de SFIC (Section Française de l'Internationale Communiste). Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le PCF est le premier parti en France obtenant environ ¼ des suffrages dans les différentes élections. Cette importance est due à la fois à ses idées qui plaisent au monde ouvrier et au prestige qu'il tire de sa lutte dans la Résistance (tant en France qu'en URSS). Le PCF échoue cependant à prendre le contrôle du pouvoir au lendemain de la guerre (tant par sa présence au Gouvernement provisoire qu'avec les grandes grèves quasi insurrectionnelles de 1947). Membre du Tripartisme qui porte la constitution de la IVè République, le parti communiste s'en trouve évincé au printemps 1947 pour avoir critiqué l'action du gouvernement Ramadier. Dès lors, le PCF redevient une force (puissante) d'opposition au régime. Conservant des liens très étroits avec Moscou, le parti communiste français reste très stalinien jusqu'aux années 70 (Maurice Thorez, Marcel Cachin, Jacques Duclos en sont les principaux dirigeants). En 1972, l'arrivée au secrétariat général de Georges Marchais permet un rapprochement avec les socialistes (Union de la gauche) qui sera rompu dès 1977. En 1981, pourtant, les communistes aident François Mitterrand à accéder à la présidence. Quatre ministres communistes entrent dans le gouvernement Mauroy. Après le tournant de la rigueur, ils ne participent plus aux gouvernements de gauche. Ce passage au pouvoir a cependant marqué le début du déclin du parti communiste qu'on

peut expliquer par les transformations sociales de la France (baisse du nombre des ouvriers) comme par la prise de conscience que le communisme ne peut pas s'imposer dans un pays capitaliste développé. Restant très fidèle aux bases théoriques du communisme, le PCF attend 1994 pour rompre avec l'idée du centralisme démocratique et renouer véritablement avec les socialistes pour former une majorité plurielle qui accède au pouvoir en 1997. Deux ministres et un secrétaire d'Etat communistes siègent au sein du gouvernement Jospin. Le déclin du parti se poursuit et s'amplifie. Robert Hue en 2002, Marie-Georges Buffet en 2007 obtiennent moins de 5 % des voix aux élections présidentielles. Il n'a pas de candidat en propre à l'élection de 2017.

PECO

Acronyme désignant les anciens pays communistes (Pays d'Europe Centrale et Orientale). La plupart d'entre eux sont aujourd'hui entrés dans l'Union européenne.

PENTAGONE

Bâtiment en forme de pentagone (d'où son nom) qui est le centre de commandement de l'armée américaine à Washington. Il a été frappé lors des attentats du 11 septembre 2001.

PERESTROÏKA

La Perestroïka (littéralement la "reconstruction") est un ensemble de réformes économiques et sociales au sein de l'Union soviétique menées par le nouveau secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev de 1985 à 1991. Ces réformes visent l'accélération, la démocratisation et la transparence dans les domaines économiques, sociaux et éthiques. Elles s'inscrivent dans un contexte de fin de guerre froide, guerre marquée par la compétition URSS/USA dans tous les domaines. Cependant, l'URSS avait petit à petit pris du retard par rapport aux USA et n'était plus le "paradis des travailleurs" comme le disait la propagande soviétique. La majorité de la population avait en effet peu de droits et était victime du contrôle des activités culturelles, de surveillance et de répression par exemple. De plus, l'URSS admet un certain retard économique et une pauvreté du fait de la planification et la mauvaise gestion du pays perpétrée depuis Staline, mauvaise

gestion empirée par la corruption politique.

Le parti unique porte Gorbatchev au pouvoir, un homme de 54 ans qui représente une nouvelle génération, rompant avec la direction vieillissante de ce même et unique parti. Gorbatchev va vouloir mettre fin aux principes staliniste habitudes passées du l'URSS en instaurant un grand nombre de mesures politiques et économiques comme :

- la restitution de l'usage des terres aux paysans
- l'autorisation pour les particuliers d'être des auto-entrepreneurs ou de créer des coopératives
- la diminution du rôle du Parti, instauration d'une tolérance politique, intellectuelle et médiatique
- la réforme de la Constitution de 1977 (fonction présidentielle, candidats multiples aux élections).

Gorbatchev espère ainsi redresser l'URSS en instaurant ce qu'il appelle une "économie socialiste de marché" sans tout de même autoriser la propriété privée. En effet, il autorise plutôt une autonomie de gestion de la propriété collective avec une valorisation des initiatives venues des citoyens.

Cette politique fut un échec du fait de l'absence de l'Etat de droit, de dérives mafieuses des structures de pouvoir et de crises politiques.

AB

PESC

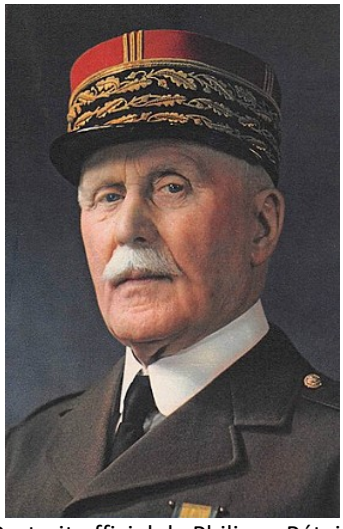
Politique Etrangère et de Sécurité Commune. Définie par le traité de Maastricht, la PESC est devenue le deuxième pilier de l'Union européenne. Elle vise à sauvegarder les valeurs communes, les intérêts fondamentaux et l'indépendance de l'UE, renforcer la sécurité de l'UE et de ses États membres, maintenir la paix et renforcer la sécurité internationale, promouvoir la coopération internationale ; développer et renforcer la démocratie et l'État de droit ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le monde. Réformée par le traité d'Amsterdam

(1997) et au sommet de Nice, elle est cependant difficile à mettre en œuvre tant les intérêts et les options des pays européens peuvent être différents (on l'a vu, par exemple, dans le cas de l'intervention américaine en Irak en 2003…)

PÉTAIN (Philippe)

Né le 24 avril 1856 dans le Pas de Calais, Philippe Pétain est un fils de paysans qui va très rapidement choisir une carrière militaire. Après avoir fait Saint-Cyr (une école d'officiers militaires), Pétain mène une carrière banale, passant lentement les grades. Il s'apprête à prendre sa retraite quand la Première Guerre mondiale éclate en 1914 et le place à la tête d'une brigade d'infanterie. Sa doctrine qui se base sur la supériorité que confère le matériel moderne (artillerie, mitrailleuses...), est opposée à la théorie de l'époque qui était celle de l'offensive à outrance. Il préconise une préparation d'artillerie qui doit affaiblir les positions ennemies. Commandant remarquable tout au long de la Première Guerre mondiale, il se démarque avec sa victoire de la bataille de Verdun pour sa stratégie et son soutien au moral des troupes. Il devient maréchal de France à la fin de 1918, avec une très grande réputation et popularité auprès des Français.

Sa carrière politique ne commença véritablement que quand il est nommé ministre de la guerre en1934, avant d'être nommé ambassadeur en Espagne en 1939. Cependant, le 17 mai 1940, alors que la France est attaquée par les Allemands, fort de sa gloire militaire, Pétain est rappelé au gouvernement. Le 16 juin, il prend la tête du gouvernement et décide de signer l'armistice avec les Allemands (signé le 22 juin). Au milieu du désastre, Pétain apparait comme le seul homme pouvant protéger la France des Allemands. C'est pourquoi députés et sénateurs lui accorde les pleins pouvoirs le 10 juillet 1940. Pétain accuse les partis de gauche de la défaite militaire et fonde le Régime de Vichy sur la base d'un retour à des valeurs anciennes, d'un fort antisémitisme et de la collaboration avec les Allemands. Après la Libération, ses compromissions lui valent d'être condamné à mort. Gracié en considération de son grand âge, il va finir ses jours en prison, à l'île d'Yeu en juillet 1951 à 95 ans.



Portrait officiel de Philippe Pétain (1941)

NB / PB / JB / ED

PÉTROLE

Le pétrole est une huile minérale pompée dans les sols ou dans les fonds marins. Ce composé organique provient d'un long processus d'origine naturelle, c'est un amas de végétaux ou d'organismes enseveli sous la Terre dans de certaines conditions géologiques qui amènent après plusieurs millions d'années, à la formation de pétrole.

L'exploitation de cette énergie fossile permet de créer une multitude de produits dérivés grâce au raffinement. Les produits dérivés du pétrole sont de véritables piliers de l'industrie mondiale. En effet, ils sont utilisés en tant que carburant, en tant que produit pour créer par exemple du plastique, du synthétique, ou même du goudron.

Le pétrole est l'énergie la plus utilisée dans le monde, elle représente plus de 36 % de l'utilisation mondiale. Cette ressource, rare, reste cependant très controversée, tant parce qu'elle est source de conflit, mais également pour son impact écologique.

AG

PHARE

Acronyme (Poland and Hungary Assistance for the Restructuring of Economy) désignant les différents programmes de l'Union européenne destinés à favoriser le rapprochement des PECO des « normes » économiques européennes. Ces programmes auront eu pour conséquence un relâchement des relations des pays d'Europe occidentale avec les PSEM.

PINAY (Antoine)

Homme politique français (1891-1994). Industriel entré en politique, il devient député en 1936 et vote les pleins pouvoirs à Pétain (1940). Il est un des chefs du groupe des Indépendants sous la Quatrième République, plusieurs fois ministre

des Travaux. Président du Conseil (1952), il rétablit la situation financière (plan Pinay) et gagne une popularité durable. Ministre des Affaires étrangères (1955-56), puis ministre des finances (1958-60), il crée le nouveau franc. Il reste après son retrait de la vie politique un personnage écouté.

PLAFOND DE VERRE

Le plafond de verre désigne la barrière invisible qui existe entre les femmes et les postes hauts placés de la société. C'est-à-dire qu'il y a bel et bien un frein qui fait obstacle à leur ascension professionnelle. On parlait de cela dans domaine de l'emploi mais désormais, cette expression est utilisée dans bien d'autres situations. Les femmes sont, en effet, bien trop souvent jugées incompétentes et arrivent très difficilement là où les hommes parviennent plus aisément.

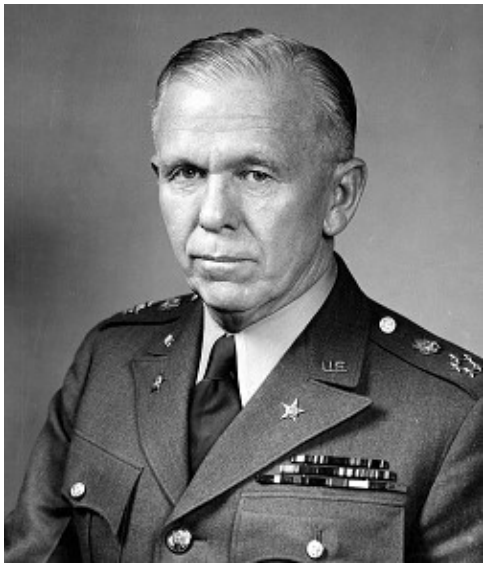
Par exemple, en politique, les femmes sont sans cesse critiquées, car soit elles n'ont pas le profil de leader, soit elles l'ont mais elles n'ont pas celui qu'une femme doit représenter, à savoir s'occuper des enfants. Elles doivent donc apprendre à combiner les deux, tandis que les hommes n'en ont pas besoin. Cela est dû aux inégalités entre hommes et femmes qui persistent encore aujourd'hui. C'est en combattant quotidiennement qu'elles sont peu à peu effacées. Le XXème siècle marque une période de grandes avancées dans ce domaine-là. La dépénalisation de l'avortement en est un parfait exemple.

MT

PLAN MARSHALL

Le plan Marshall, officiellement appelé "*European recovery Program*" après son élaboration, fut un programme américain de prêts accordés aux différents Etats européens dans une optique de reconstruction (des villes, installations... détruites lors de la Seconde Guerre mondiale). Il fut discuté lors de la conférence de Paris de Juin 1947, signé par 16 pays (ceux qui ont échappé en 1945 à l'occupation soviétique) le 20 septembre 1947 et le président américain démocrate Harry Truman le 3 avril 1948. Ce plan se distingue par son ampleur : près de 173 milliards de dollars de 2020 ou encore 4% du PNB américain sur 4 ans à l'époque. Afin d'éviter l'erreur du traité de Versailles qui faisait payer la défaite aux Allemands, ce plan a été préféré au plan Morgenthau qui avait une optique

similaire. Ainsi, le plan doit son surnom aux journalistes (même si paradoxalement, cet événement passa presque inaperçu) qui, après le discours du secrétaire d'État des États-Unis le 5 juin 1947 qui exposait ce plan, le général George Marshall, l'ont nommé du nom de ce militaire. Le plan se distingue également de la politique des États-Unis menée jusqu'en 1947 qui consistait à réduire les capacités de production de l'Allemagne, empêchant la reprise européenne.



George Marshall

Le plan Marshall provoqua cependant la contestation de l'aile républicaine au Congrès (qui prônait une politique isolationniste) ; celle-ci se ravisa suite au basculement de la Tchécoslovaquie dans l'aire d'influence soviétique après un coup d'Etat communiste en février 1948.

Ainsi, le plan de reconstruction sera guidé par les pays européens qui se sont accordés au sein de l'OECE pour faire des propositions qui seront examinées par l'Administration de Coopération Économique. Dans un contexte de guerre froide, les Soviétiques créent un organisme en opposition qui lie les pays d'Europe de l'est en 1949, le Comecon et rejettent le plan Marshall. En effet, Staline craignait le plan Marshall et, en conséquent, exerça des pressions contre les pays occupés par les Soviétiques qui montrait un intérêt pour ce plan d'aide.

Le plan Marshall permit la reconstruction de l'Europe occidentale en la stimulant mais aussi évita la récession américaine à cause d'une surproduction massive qu'aurait pu entraîner la cessation des hostilités. Cependant, il divisa les États européens qui étaient appelés à choisir leur camp (USA ou URSS) et, dans ce sens, on peut considérer que l'année 1947 marque le début de la guerre froide.

AB

PLAN QUINQUENNAL

Document qui, dans le monde communiste, fixe pour cinq

années les objectifs de production à atteindre dans tous les secteurs économiques.

PLAN SCHUMAN

=> DECLARATION SCHUMAN

POGROM

Pogrom signifie “dévaster, démolir violemment” en russe. Historiquement, ce mot est utilisé pour désigner des attaques violentes contre des juifs. Le premier incident à avoir été qualifié de pogrom est l’émeute anti-juive à Odessa, en Ukraine, en 1821.

Après l'accession des nazis au pouvoir en Allemagne en 1933, Adolf Hitler découragea publiquement le « désordre » et les actes de violence. En réalité cependant, la violence de rue contre les Juifs fut tolérée voire encouragée à certaines périodes après que les dirigeants nazis aient estimé qu'elle « préparait » la population aux sévères mesures antisémites mises en œuvre officiellement pour « restaurer l'ordre ». Par exemple, la Nuit de Cristal, campagne de violence antisémite orchestrée par les dirigeants nazis la nuit du 9 au 10 novembre 1938, fut l'aboutissement d'une longue période de violences menées contre les Juifs. L'été qui précéda l'annonce des lois raciales de Nuremberg de septembre 1935 vit de nombreuses violences contre les Juifs dans différentes villes allemandes, dont des incendies de synagogues, des destructions de maisons et d'entreprises appartenant à des Juifs et des agressions physiques sur des personnes. La Nuit de Cristal fut de loin le plus grand de ces pogroms ainsi que le plus destructeur et le plus orchestré.

NB / PB / JB / ED

POINT [Le]

Le Point est créé en 1972. C’est un magazine d’actualité hebdomadaire français. Il s’inspire du magazine américain « Time magazine » ou de « Newsweek ». Le Point est un news magazine de qualité ; en effet, le 6 avril 201,1 il a été nommé par Frédéric Mitterrand, grand vainqueur des magazines de l’année. Ce magazine remporte le concours pour l’exigence éditoriale qui donne la place au débat politique. Le Point est reconnu pour ses reportages à l’étranger, ses rubriques politique et culturelles.

Le Point a aussi une relation particulière avec Nicolas Sarkozy. En effet si sa ligne électorale du magazine est plutôt orientée vers le centre droite, le magazine n'hésite pas à critiquer les excès de celui-ci (sachant qu'il le soutenait avant) avec des unes comme « Super Sarko, en fait il trop ? », « Nicolas Bonaparte »…

Le Point a connu deux améliorations de sa formule, la première en janvier 1994 (format agrandi, prix en baisse) et une deuxième en Janvier 2001 afin de le moderniser (nouveau logo, format élargi, nouvelles rubriques…).

Aujourd'hui, le PDG du magazine est Cyrille Duval, le directeur de la publication est Franz-Olivier Giesber, et enfin le directeur de la rédaction est Etienne Gernelle.

On peut trouver tout type de rubrique comme la politique, l'international, l'économie, Tech & Net, la Culture, Débats, Sciences, Santé, Sports, Lifestyle, Afrique ou encore Podcast.

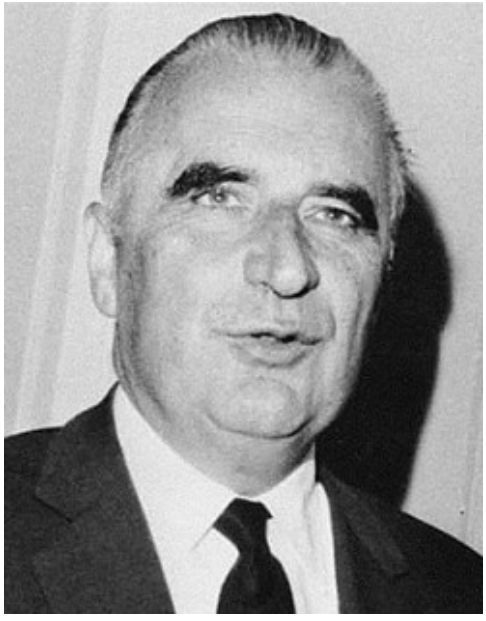
EG

POLITIQUE

Ensemble de tout ce qui touche au « gouvernement de la cité » (forme et organisation des pouvoirs, élections, gouvernement etc…).

POMPIDOU (Georges)

Né en 1911 dans le Cantal, Georges Pompidou est d'abord un enseignant, spécialiste de la langue et des œuvres françaises. A la Libération, il devient l'homme de confiance du général de Gaulle dont il dirige le cabinet. Pendant la période où celui-ci s'éloigne du pouvoir, il exerce des fonctions importantes à la banque Rothschild. Mais c'est après le retour de De Gaulle en juin 1958 que la véritable carrière politique de Georges Pompidou commence. Il occupe différents rôles dans la vie politique française : il est Premier ministre de 1962 à 1968, puis député de 1968 à 1969 avant d'être Président de la République de 1969 à 1974.



Georges Pompidou en 1969

George Pompidou incarne les dernières années des Trente glorieuses qui fut une période de forte croissance économique et d'augmentation du niveau de vie de 1946 à 1974 dans les pays développés de l'époque.

Comme président, il était proche des idées gaullistes ayant été le Premier Ministre du général de Gaulle. Sa politique comme chef du gouvernement puis de l'Etat a fortement modernisé la France par la mise en place d'aménagements, par la Création de la DATAR (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'action régionale). On lui doit la création de l'aéroport Paris-Charles-De-Gaulle, la création de stations de sport d'hiver (plan Neige) et le développement du réseau routier. Son gouvernement a également beaucoup investi dans les secteurs agroalimentaires, de l'automobile, de l'aéronautique et des télécommunications ce qui a permis la modernisation de la France voulue depuis 1946.

Au plan international, George Pompidou a tenté un rééquilibrage entre les États-Unis du président Nixon et l'URSS de Brejnev. Sur le plan européen il crée le SME, Serpent monétaire européen, qui permettait un taux de change stable entre les monnaies des différents pays de la CEE Communauté économique européenne. Il a aussi autorisé le Royaume-Uni à rejoindre la CEE en opposition avec le choix de Charles de Gaulle de leur interdire l'entrée.

Atteint d'une maladie incurable, Georges Pompidou doit ralentir ses activités à partir de 1973 tandis que le traitement médical transforme son apparence. Les Français ignorent cependant l'existence de sa maladie et apprennent avec surprise la nouvelle de sa mort le 2 avril 1974 alors qu'il n'avait officiellement qu'une simple grippe.

JB

POPULISME

Courant politique qui oppose les intérêts des élites et de la population. Il cherche donc à plaire à la population en répondant à leur sentiment d'exclusion et en proposant des idées simplistes. C'est ce courant qui a donné vie au mouvement contemporain du national populisme que l'on peut rapprocher de personnalités comme Trump, Erdogan ou Bolsonaro même si une grande partie de la classe politique use plus ou moins de ces valeurs pour fédérer.

JB

POTSDAM [conférence de]

Conférence tripartite tenue près de Berlin entre le 17 juillet et le 2 août 1945. Elle réunit à l'ouverture Staline pour l'URSS, Truman pour les Etats-Unis et Churchill pour le Royaume-Uni (celui-ci est cependant remplacé par Attlee après avoir perdu les élections). Décide du sort de l'Allemagne qui est divisée et démilitarisée et prépare celui du Japon qui perdra toutes ses conquêtes. Fixe les nouvelles frontières de l'Europe orientale sanctionnant ainsi les gains territoriaux de l'URSS. Marque pour la première fois des tensions entre l'URSS et les Etats-Unis

POUTINE (Vladimir)

Un nouveau régime politique naît et fonde la Russie en 1991 suite à la disparition de l'URSS. Dès sa fondation, la Fédération de Russie entre dans une crise économique et sociale. En 1999, le président Boris Eltsine, soupçonné de fraudes électorales et de santé fragile, décide de démissionner. En attendant les élections 2000, il choisit Vladimir Poutine en tant que président par intérim. Ancien agent du KGB puis chef du FSB et premier ministre, le nom de ce natif de Léningrad (7 octobre 1952) était quasiment méconnu de la population. En asseyant son autorité dans le pays, Poutine a fait grandir sa côte de popularité et se voit donc élu au premier tour des élections présidentielles du 26 mars 2000 de Russie.

Grâce à son élection, il renforce l'autorité de l'État, réduit l'autorité des régions et enlève les libertés totales précédemment accordées aux oligarques russes. L'expression « oligarques russes » est généralement employée dans la presse occidentale pour décrire les hommes d'affaires russes ou les personnages puissants. Il est ensuite revenu sur les acquis sociaux de l'ère soviétique en reculant l'âge de la retraite, réduisant le nombre

d'hôpitaux ou encore en modifiant les impôts sur le revenu de manière à ce qu'un homme d'affaire milliardaire doive payer le même pourcentage d'impôts qu'un simple salarié russe.

Poutine se maintient au pouvoir depuis 2000. Au bout de deux mandats de 4 ans, il ne pouvait plus se représenter. Alors il a fait élire Dimitri Medvedev, son ancien chef du gouvernement, dont il est devenu le chef du gouvernement. En 2012, il peut se faire réélire mais pour un mandat désormais de 6 ans. A nouveau réélu en 2018, il fait modifier la constitution pour pouvoir se représenter encore deux fois de plus.

Vladimir Poutine en 2018

Aujourd'hui, il continue de véhiculer cette image de dirigeant autoritaire et crée une sorte de culte de la personnalité grâce notamment à la propagande, ce qui le rend populaire auprès des Russes. Il est vu comme un père protecteur de la nation et n'hésite pas à s'inscrire dans la lignée des tsars ou… de Staline. Il se met en scène jouant de la musique, s'occupant des animaux ou encore en train de faire du sport.

Vladimir Poutine est cependant controversé. En effet, il a de nombreux détracteurs comme l'opposant Alexeï Navalny ou bien les Femen Il est aussi accusé d'ingérence par mes services secrets américains (à propos des présidentielles de 2016 et 2020) ou Macron par exemple. Le déploiement dans le monde la chaîne de télévision *Russia Today* participe de cette volonté de contrôle des opinions publiques. Poutine est pour beaucoup l'homme le plus puissant de la planète.

ER

POUVOIR EXÉCUTIF

Pouvoir de faire appliquer les lois. Il est généralement partagé entre le chef de l'Etat et le gouvernement.

POUVOIR LÉGISLATIF

Pouvoir de voter les lois et le budget. Il est généralement confié à une (ou plusieurs) assemblée (s).

PRAVDA

Fondée en mai 1912, la Pravda est un journal soviétique qui, à l'époque de l'Union soviétique, était la publication officielle du Parti communiste (de 1918 à 1991).

Après la chute de l'URSS, la rédaction fut dissoute mais son titre fut ensuite repris par des journalistes de ce même journal afin de devenir le journal officiel du KPRF (parti communiste), principal opposant à Poutine, le président russe actuel.

AB

PREMIER MINISTRE

Chef du gouvernement sous la V^{e} République, il n'est que le « premier » des ministres car, hors période de cohabitation, c'est le Président de la République qui impulse la politique nationale. Il est nommé en fonction de la majorité à l'Assemblée nationale.

Liste des premiers ministres

- Michel Debré (1959-1962)
- Georges Pompidou (1962-1968)
- Maurice Couve de Murville (1968-1969)
- Jacques Chaban-Delmas (1969-1972)
- Pierre Messmer (1972-1974)
- Jacques Chirac (1974-1976)
- Raymond Barre (1976-1981)
- Pierre Mauroy (1981-1984)
- Laurent Fabius (1984-1986)
- Jacques Chirac (1986-1988)
- Michel Rocard (1988-1991)
- Edith Cresson (1991-1992)
- Pierre Bérégovoy (1992-1993)
- Edouard Balladur (1993-1995)
- Alain Juppé (1995-1997)
- Lionel Jospin (1997-2002)
- Jean-Pierre Raffarin (2002-2005)
- Dominique de Villepin (2005-2007)
- François Fillon (2007-2012)
- Jean-Marc Ayrault (2012-2014)
- Manuel Valls (2014-2016)
- Bernard Cazeneuve (2016-2017)
- Edouard Philippe (2017-2020)
- Jean Castex (2020-…)

PRÉSIDENTS DE LA RÉPUBLIQUE

Chef de l'Etat en France sous les III^{e}, IV^{e} et V^{e} républiques. Il est élu pour 7 ans jusqu'à la réforme de 2000 qui fait adopter le quinquennat. Sous la Troisième et la Quatrième République, il est élu par le Parlement réuni en Congrès à Versailles. Au début de la Cinquième République, il est élu par un large

collège électoral de 80 000 notables avant qu'en 1962 le général de Gaulle fasse adopter l'élection du président au suffrage universel. Même en période de cohabitation, le président garde des prérogatives importantes, notamment en matière de politique extérieure (il représente la France et est le chef des armées). [10]

Liste des présidents de la République depuis les années 30

- Paul Doumer (1931-1932)
- Albert Lebrun (1932-1940)
- Vincent Auriol (1947-1954)
- René Coty (1954-1958)
- Charles de Gaulle (1959-1969)
- Georges Pompidou (1969-1974)
- Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)
- François Mitterrand (1981-1995)
- Jacques Chirac (1995-2007)
- Nicolas Sarkozy (2007-2012)
- François Hollande (2012-2017)
- Emmanuel Macron (2017-…)

PRESIDENT DU CONSEIL

Nom porté par le chef du gouvernement sous la III^{e} et la IV^{e} République. Le Président du Conseil est alors le personnage le plus important de l'exécutif face à un chef de l'Etat, le Président de la République, sans véritable pouvoir.

PRINTEMPS DE PRAGUE

Le Printemps de Prague désigne une courte période entre janvier et août 1968. En Tchécoslovaquie, durant cette période, le nouveau représentant du parti communiste, Alexander Dubček, tente de réformer le pays. Alors que le pays, jusqu'en 1948, présentait une véritable tradition démocratique, la Tchécoslovaquie est, en janvier 1968, dirigée par le parti communiste qui instaure un régime autoritaire. En effet depuis la crise politique du Coup de Prague (février 1948) la Tchécoslovaquie est une République socialiste.

C'est avec l'arrivée au pouvoir de Dubček que le modèle politique du pays va pouvoir devenir d'avantage libéral. Pour mener à bien son projet de réforme et donc assouplir le régime, le nouveau chef du parti va introduire ce qu'il appelle « socialisme à visage humain ». Ce dernier est mis en place grâce à l'introduction des libertés de la presse, d'expression et de circulation. De plus l'économie est décentralisée et réorganisée. Ainsi, les entreprises regagnent leur autonomie et des structures sociales et politiques reprennent leurs fonctions (c'est notamment le cas du parlement qui reprend la main sur des points administratifs). Ces

réformes favorisent le multipartisme et limitent le pouvoir de la police d'Etat dans le but de démocratiser le pays. De plus, la censure est supprimée, ce qui accroit encore ces libertés et l'intérêt libéral des réorganisations. En cherchant à affirmer les libertés et droits fondamentaux, Dubček veut former un cadre socialiste capable de rivaliser avec le modèle capitaliste occidental. Il existe alors en 1968, en Tchécoslovaquie, une évolution vers une organisation fédérale.

Le programme de Dubček prend bien soin de ne pas remettre en cause le système communiste dans son ensemble lorsqu'il souligne le caractère dépassé de certains points de la doctrine dite marxiste-léniniste. Malgré cette volonté, cette période de réforme qu'est le Printemps de Prague provoque la réaction de l'URSS qui envoie des chars et des soldats dans le but d'imposer une normalisation. Par conséquent ce début de libéralisme s'achève avec l'invasion des troupes du Pacte de Varsovie.

Finalement, dès le remplacement de Dubček au printemps suivant, la plupart des réformes libérales sont abandonnées. Le Printemps de Prague n'a donc été qu'une parenthèse dans l'histoire de la Tchécoslovaquie.

MB

PROCES DE MOSCOU

Les Grands Procès de Moscou sont une série de procès politiques organisés par Staline entre août 1936 et mars 1938 dans le cadre des Grandes Purges (ou Grande Terreur). L'objectif de ces procès était d'éliminer tous les opposants staliniens (bolchéviks de la Révolution d'octobre, rivaux politiques, membres de l'Armée Rouge etc...). Les accusations étaient basées sur la création de faux dossiers par la NKVD pour truquer les procès. La propagande était également utilisée pour faire circuler les rumeurs et les fausses accusations afin de discréditer les accusés aux yeux de la population.

Les 3 principaux procès se sont déroulés en public et sont connus sous les noms de P*rocès des 16*, *Procès des 17* et enfin *Procès des 21* ou *Procès des droitiers et du bloc des trotskystes* (16,17 et 21 correspondent aux nombres d'accusés principaux).

Le bilan des Grands Procès de Moscou fut radical : presque tous les accusés furent condamnés à mort et exécutés. Par exemple, un tiers des officiers de l'Armée Rouge et la plupart des bolchéviks de 1917 furent exécutés. Le principal

opposant de Staline, Léon Trotsky, échappa aux procès en raison de son exil mais il fut tué quelques années plus tard en 1940 au Mexique.

CD/MD/MF/EJ

PROCÈS DE NUREMBERG

Le 20 novembre 1945 s'ouvre le plus grand procès de l'histoire : le procès de Nuremberg, il jugera les responsables du régime nazi. Le choix de la ville de Nuremberg par les pays vainqueurs se justifie par le fait qu'il s'agissait d'une ville clé pour les nazis, dans laquelle les lois racistes de Nuremberg ont été adoptées par le IIIème Reich.

Lors de l'ouverture du procès, seuls 21 des plus hauts dirigeants nazis et criminels de guerre comparaissent devant le tribunal militaire international constitué par des juges français, anglais, soviétiques et américains pour avoir préparé le massacre et voulu la mort de plus de 5 millions de personnes. Parmi eux, Hermann Göring, maréchal du Reich ou Rudolf Hess, proche d'Hitler. L'ensemble de ses dirigeants plaideront non-coupables, et il faudra plus de 10 mois pour juger et punir l'ensemble des responsables, auxquels s'ajouteront des médecins et des militaires, tous complices.

Huit des accusés du Procès de Nuremberg

Les prévenus sont accusés de complot, de crimes contre la paix et contre l'humanité et de crimes de guerre ; ils ont ainsi violé les droits fondamentaux de l'homme. De plus, pour la première fois, des Institutions seront jugés telles que la SS et la Gestapo. Le 1er octobre 1946, le verdict tombe : 12 accusés sont condamnés à mort, les autres à de la prison (parfois à vie) et 3 sont acquittés.

A l'issue du procès, l'ONU promulgue la déclaration universelle des droits de l'homme le 10 décembre 1948. L'incrimination crime contre l'humanité à quant à elle été créée lors du procès même si la question du génocide est peu abordée pendant le procès.

SB

PROCHE-ORIENT

Zone géographique incluse dans le Moyen-Orient qui correspond aux régions de l'Est méditerranéen jusqu'à la Syrie et la Jordanie. La région connaît de fortes tensions en raison de l'existence depuis 1948 de l'Etat d'Israël.

PROGRAMME DU CNR

Le Programme du CNR, titré « Les jours heureux », est un texte adopté par le Conseil National de la Résistance le 15 mars 1944. Formé par la volonté du général de Gaulle en 1943, le CNR regroupait les représentants de mouvements de résistance, de partis politiques et de syndicats. Ce texte visait à préparer la France d'après la guerre.

Le programme du CNR comprend deux parties : un « plan d'action immédiate » qui vise à organiser la Résistance française lorsque viendra le jour de la Libération et des « mesures à appliquer dès la libération du territoire ». Parmi ces mesures, on trouve des mesures politiques (établir le Gouvernement Provisoire de la République Française dirigé par le général de Gaulle ; veiller au châtiment des traitres ; rétablir la démocratie, le suffrage universel, la liberté de l'information). Des mesures économiques sont également prévues : éviction des « grandes féodalités économiques » (c'est-à-dire des grandes familles dirigeant des entreprises ou du contrôle d'un secteur par plusieurs acteurs), participation des travailleurs aux décisions, développement des coopératives de production). Enfin on prévoit des mesures sociales comme la garantie du pouvoir d'achat, rajustement des salaires, droit au travail et droit au repos, retraites, sécurité de l'emploi…).

Le programme du CNR, pour ce qui concerna sa seconde partie, fut adopté par le Gouvernement Provisoire de la République Française en juillet 1944. Des mesures comme les nationalisations de secteurs essentiels de l'économie (énergie, transports, banques…) ou la création de la Sécurité sociale furent rapidement adoptées et ont favorisé le redressement de la France après la guerre.

JB

PROMOTION VOLTAIRE

Nom de la promotion de l'ENA (1978-80) au sein de laquelle se trouvait François Hollande (futur Président de la République), Dominique de Villepin (Premier ministre), Ségolène Royal (plusieurs

fois ministre et candidat à la présidentielle en 2007), Michel Sapin (plusieurs fois ministre), Renaud Donnadieu de Vabre (ministre) et de nombreux autres exerçant de hautes fonctions dans l'Etat ou le secteur privé.

PROPAGANDE

La propagande vise à influencer ou conditionner l'opinion par tous les moyens (cinéma, tracts, publicité, affiches, journaux, radio, bandes dessinées, enseignement à l'école…). Elle était donc essentielle afin que chaque pays puisse imposer ses idéologies à son peuple.

Couverture d'un comics américain (1943)

C'est en partie grâce à la propagande que la Seconde Guerre mondiale était une guerre totale. Ainsi, celle-ci permettait aux différents « camps » de légitimer la guerre auprès de leurs populations, d'encourager les soldats à s'engager, de diaboliser l'ennemi, d'inclure les civils dans la guerre et de lutter contre les opposants.

AB / SB / AD / AR

PROPORTIONNELLE

Type de scrutin dans lequel chaque parti obtient un nombre de représentants proportionnel aux nombres de suffrages qui se sont portés sur lui. La proportionnelle est plus représentative des divers courants politiques d'un pays mais elle peine à dégager des majorités de gouvernement solides

PURGE

Dans le domaine politique, une purge est l'élimination au sein d'un parti, de l'armée ou d'un groupe quelconque de personnes supposées représenter une opposition interne.

PURIFICATION ETHNIQUE

Politique menée en ex-Yougoslavie dans le but

d'homogénéiser la population d'une région par des déplacements de personnes ou par des massacres.

PUTSCH DES GÉNÉRAUX

Nom donné au coup de force des généraux Salan, Challe, Zeller et Jouhaud en avril 1961 qui s'opposent à la politique de de Gaulle en Algérie. Partisans du maintien de l'Algérie dans la France, ils se posent comme autorité en Algérie. Le général de Gaulle réplique par un discours à la nation où il stigmatise un « quarteron de généraux en retraite », prend les pleins pouvoirs et appelle l'armée à ne pas obéir aux putschistes. Au bout de quelques jours, le putsch échoue, Challe et Zeller se rendent tandis que Salan et Jouhaud rejoignent la clandestinité et l'OAS.

Q

QUARANTE HEURES

En 1936, c'est la première fois qu'un parti socialiste arrive au pouvoir de la France. Il s'en suit alors une vague de grèves des ouvriers voulant d'importantes réformes sociales. Les réunions entre le pouvoir et les syndicats patronaux furent pour la première fois à l'avantage des ouvriers. En effet, la loi des 40 heures fait référence en France à une loi votée sous le gouvernement du Front populaire en 1936 avec Léon Blum à sa tête. Cette loi fait passer le nombre d'heures de travail par semaine de 48 heures à 40 heures sans aucune diminution de salaires.

Le but était de réduire à 40 heures la durée hebdomadaire légale afin de mieux répartir le travail existant encore pendant cette période de crise économique pour faire reculer le chômage et la misère qu'il provoquait en particulier dans les villes industrielles. Les salariés employés ne perdraient pas de salaire puisque les 40 heures étaient payées 48. Les chômeurs devraient être embauchés afin de remplir les heures abandonnées par leurs collègues ayant du travail. Les nouveaux travailleurs ayant ainsi des revenus consommeraient plus, ce qui relancerait la production, donc augmenterait les embauches. Cette loi sera cependant supprimée par le gouvernement qui prendra la suite de Léon Blum en 1938. Pour Paul Reynaud, ministre des finances, « Il faut remettre la France au travail »…

EG / AG / TP / KRF

QUATRE MODERNISATIONS

Politique lancée en 1978 par Deng Xiaoping afin de faire entrer la Chine parmi les grandes puissances. Elle repose sur des progrès à accomplir dans le domaine de l'industrie, de l'agriculture, des sciences et des technologies, de la défense. Elle est à la base du spectaculaire décollage économique de la Chine (création de Zones économiques spéciales pour attirer les grandes firmes internationales) avec des principes économiques assez proches parfois du néolibéralisme (par exemple avec l'idée qu'il faut accepter que quelques-uns s'enrichissent d'abord avant que cette richesse profite à tout le monde).

QUATRIÈME RÉPUBLIQUE

Le GPRF (Gouvernement Provisoire de la République Française) met en place en 1945 une assemblée constituante : des élections législatives se font le même jour qu'un référendum demandant si l'assemblée nouvellement créée pourra rédiger une nouvelle constitution (et donc abandonner le système de la IIIe République). Les Français répondent "oui" à 96%. De Gaulle est nommé chef d'Etat mais il démissionne en janvier 1946 face à l'impossibilité de créer une constitution capable de regrouper toutes les exigences des différents partis. Une constitution sera tout de même rédigée mais elle sera rejetée par référendum (53% de "non"). L'Assemblée est dissoute et une nouvelle élection pour former une seconde assemblée constituante a lieu en juin. Cette deuxième assemblée va rédiger une autre constitution qui sera, cette fois, approuvée par référendum le 13 octobre 1946. C'est le début de la quatrième République.

La Quatrième République est créée en suivant les grandes lignes du programme du CNR rédigé en 1944.Toutefois, dès le départ, ce nouveau système compte de nombreux opposants dont Charles de Gaulle. La constitution garantit un pouvoir législatif bien plus important que le pouvoir exécutif : le Président de la République est élu par le Parlement. Ce dernier est constitué de deux assemblées : l'Assemblée nationale et le Conseil de la République. Le Président de la République désigne le Président du conseil ainsi que son gouvernement. Il peut dissoudre l'Assemblée Nationale. Mais cette dernière reste l'institution la plus puissante de la Quatrième République car c'est elle seule qui vote les lois. De plus, elle contrôle le Président du Conseil et le gouvernement. Les femmes font (enfin) partie des électeurs : le suffrage devient vraiment universel. L'Assemblée nationale est élue par un suffrage direct mais le Conseil de la République est élu par des grands électeurs. Ainsi le pouvoir législatif vient bien des volontés du peuple.

Vincent Auriol, premier Président de la Quatrième République (1947-1954)

Ce régime va très rapidement montrer ses limites :il est caractérisé par une grande instabilité gouvernementale. Les gouvernements et Présidents du Conseil se succèdent sans grande efficacité. En effet, il est très compliqué d'obtenir des majorités à l'Assemblée et les différents gouvernements démissionnent l'un après l'autre. Une coalition entre différents partis fut initialement créée. Elle regroupait le Parti communiste français (PCF) ; la SFIO (socialistes) ainsi que le MRP (parti démocrate-chrétien). Ainsi, un système de tripartisme se met en place mais cette coalition ne durera pas : en mai 1947, le PCF est exclu du gouvernement car il est accusé d'être trop proche de l'URSS. Ces tensions vont s'amplifier lors des conflits de décolonisation. Lors de la guerre d'Algérie, la Quatrième République fut désignée responsable de l'incapacité à trouver une solution (la défaite lors de la guerre d'Indochine ayant déjà ébranlé la confiance des Français). Elle est appelée à disparaître le 13 mai 1958, lorsque les Français d'Alger réclament le retour de De Gaulle. Il est alors vu en effet comme l'espoir pour mettre fin à cette crise ; les Français d'Algérie voient en de Gaulle un homme fort qui ne cédera pas face aux Algériens. Celui-ci devint chef du gouvernement le 1er juin 1958 et la IVème République est officiellement Terminée le 8 janvier 1959, lorsque de Gaulle devint Président de la République.

TP

QUESTION DE CONFIANCE

Procédure par laquelle un gouvernement demande l'approbation de sa politique au Parlement. Elle a été énormément été utilisée sous la Quatrième République (164 fois en 24 gouvernements) alors qu'elle était destinée à être exceptionnelle.

R

RACES INFÉRIEURES

Théorie issue notamment de la période coloniale (quand il était du devoir des races supérieures de civiliser les races inférieures) mais reprise par des courants d'extrême-droite aux Etats-Unis comme en Europe pour exclure certaines populations. En Allemagne, cette théorisation édictée dans Mein Kampf d'Hitler « justifie » des mesures comme les lois de Nuremberg (1935) puis la « Solution finale » (1942).

RADIO

Moyen de communication développé à la fin du XIX^{e} siècle et dont l'utilisation fut d'abord réservée à l'armée. La radio se développe dans l'entre-deux-guerres mais avec des appareils lourds. Il faut attendre les années 50-60 pour que l'utilisation de transistors (le mot passe pour désigner ces postes de radio légers) permette la mobilité et la multiplication de ces récepteurs. C'est l'époque reine de la radio. Celle-ci connaît un déclin relatif avec la généralisation des téléviseurs, retrouve un attrait lors de la naissance des radios libres. Désormais accessible grâce à des appareils encore plus petits (baladeurs), elle se prépare à une nouvelle mutation avec la naissance de la radio numérique. Les dernières mesures d'audience en 2021 montrent cependant un affaiblissement croissant de l'écoute des radios par les Français.

RADIOS LIBRES

Nom donné aux radios qui, après la victoire de la gauche en 1981 et la fin du monopole d'Etat sur la radio, se mirent à émettre sur la bande FM. Elles contribuèrent à diffuser artistes, musiques et idées jusqu'alors peu entendues sur les ondes. Progressivement cependant, les radios qui devaient être limitées en puissance d'émission furent rachetées par de grands groupes (NRJ…).

RADIO PÉRIPHÉRIQUE

Apparues dans les années 1920, les radios périphériques désignent les radios dont l'émetteur est situé en dehors du territoire français mais que l'on peut écouter partout en France. Les plus connues sont Europe 1, RTL et RMC. Elles

servaient de 1945 à 1981 à contourner le monopole d'Etat de la radio en France.

NB

RAP

Au début des années 1970 dans les ghettos aux États-Unis, apparaît le rap. C'est un mouvement culturel et un style musical issu du hip-hop. Il est très présent dans les quartiers populaires et devient de plus en plus connu dans les années 1980. Le rap s'est ainsi répandu dans le monde. En effet, dès les années 1990, ce style musical issu des populations noirs américaines s'est démocratisé, en touchant par exemple les populations blanches.

MF

REAGAN (Ronald)

Ronald Reagan est un des hommes politiques les plus importants des années 1970-1980.

Ronald Reagan est né le 6 février 1911 et grandit dans l'État de l'Illinois américain, il quitte sa famille pour commencer une brève carrière dans la radio et le cinéma de 1937 à 1964. Il commente des matchs de football américain, se fait remarquer et part à Hollywood où il devient une vedette de films de série B.

Il appartient par ses parents au parti démocrate depuis sa jeunesse, mais décide de rejoindre officiellement le parti républicain en 1962. Le 27 octobre 1964, il prononce un discours qui reste célèbre pendant de longues années. Reagan impressionne par sa vision politique et son charisme ; ce discours participe à le faire élire en 1966 en tant que gouverneur de l'Etat de Californie pour 8 ans. Durant cette période, il montre sa volonté de faire baisser le niveau de chômage et donc de personnes aidées financièrement par l'État, ainsi que d'étouffer les mouvements grandissants contre la guerre du Vietnam.

En 1969, Reagan signe le *Family Law Act*, la première législation autorisant le divorce sans faute aux États-Unis. Il est réélu gouverneur en 1970, et conserve son poste jusqu'en 1975.

Après une campagne active en 1980 prônant une économie et une vie privée plus forte (ce qui s'oppose à la vision de l'Etat-Providence), Ronald Reagan est élu président des Etats-Unis en 1980 et entre en fonction le 20 janvier 1981, devenant le 40ème président des Etats-Unis. Il « vend » également aux Américains la promesse d'une politique extérieure plus agressive du pays face à l'URSS ; son slogan,

« America is back », vise à rompre avec la supposée mollesse de la présidence Carter.

Reagan favorise pendant sa présidence une économie stimulée par une forte réduction d'impôts. Par le *Recovery Tax Act* de 1981, ainsi qu'un budget militaire important qui augmente de 40% de 1981 à 1985, ses actions renvoient à une politique étrangère agressive et impérialiste. Il est réélu en novembre 1984 et commence son deuxième mandat en janvier 1985. De nouvelles politiques sont lancées pour la guerre contre les drogues. Il se rend dans 65 villes dans 33 États pour alerter la jeunesse des dangers de ces substances.

Ces deux mandats seront aussi marqués par une menace terroriste d'islamistes extrêmes mais surtout soviétique. Ces tensions mèneront à des actions militaires telles que le bombardement de la Libye, gouvernée par Kadhafi, en 1986 ou un débarquement des forces américaines sur la petite île de la Grenade.

Les tensions s'apaisent néanmoins : Reagan et Gorbatchev signent le traité INF à la Maison-Blanche en 1987, un traité qui interdit l'utilisation de certains missiles balistiques et prévoit leur destruction contrôlée.

Ronald Reagan en 1987

A la fin de son second mandat en 1989, Ronald Reagan voit sa santé s'aggraver. Il part en retraite avec sa femme et meurt d'une pneumonie le 5 juin 2004.

AD

RÉCESSION

Phase de ralentissement très net de la croissance économique, voire de croissance négative (sur plus de deux trimestres).

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Phénomène écologique correspondant à l'augmentation de la température à la surface de la Terre. Le phénomène a été d'autant plus marquant ces 60 dernières années avec une augmentation d'environ 2° contre 0,5° pour les 500 années précédentes.

L'expression de « réchauffement climatique » ne fait pas seulement référence à l'augmentation des températures mais plus largement au changement de celles-ci. C'est pourquoi l'expression de « changement climatique » est plus adéquate aux yeux des chercheurs.

Concrètement, ce changement climatique peut provoquer des tempêtes de neige, la fonte des glaces, l'assèchement accru des zones arides, la raréfaction des pluies, des phénomènes météorologiques violents et même perturber l'équilibre des océans.

Ces conséquences désastreuses pour la Terre (et ses habitants) sont selon de nombreuses recherches scientifiques dues à 90 % aux gaz à effets de serre produit par l'homme.

Bien qu'il reste nié par un certain nombre de personnes dans le monde, le réchauffement climatiques et à ce jour un des enjeux majeurs des politiques internationales. Des événements fondateurs comme le Sommet de la Terre à Rio en 1992 ou la signature du Protocole de Kyoto (1997), la tenue régulière de COP (Conference of Parties) montrent cette volonté de faire évoluer les choses… mais les résistances demeurent très importantes.

LR

RÉFÉRENDUM

Question posée par le Président de la République au peuple français qui doit répondre par « oui » ou « non ». Le référendum est inscrit dans la constitution de la Cinquième République afin de permettre au général de Gaulle de s'adresser directement aux Français par-dessus les assemblées.

REPRÉSAILLES MASSIVES

Théorie militaire et atomique américaine dans les années 50. Elle prévoit que toute attaque contre eux ou un de leurs alliés se soldera par une réplique nucléaire importante contre l'agresseur. Cette théorie disparaît rapidement du fait de ses conséquences de plus en plus dévastatrices avec l'augmentation du stock d'armes atomiques dans les deux camps. [2a]

RÉPUBLICAIN [parti]

Parti politique américain (symbole : l'éléphant) qui rencontre un plus grand succès dans les Etats du nord du pays. Regroupant des

personnes de sensibilités parfois assez différentes, il est cependant plus conservateur que le parti démocrate et attaché à un ultralibéralisme depuis l'époque de Reagan. Depuis 1945, les présidents républicains ont été David Dwight Eisenhower, Richard Nixon, Gerald Ford, Ronald Reagan, George H. Bush et George W. Bush. L'irruption de Donald Trump dans le paysage politique américain a conduit à une remise en question au sein du parti entre une ligne plus traditionnelle et une ligne trumpienne extrémiste et conspirationniste. Même après la défaite de Trump en novembre 2020 celle-ci tend à s'imposer.

RÉPUBLIQUE

Forme de gouvernement dans laquelle le chef de l'Etat n'est pas un monarque (« république » n'est pas un synonyme de démocratie !).

RÉSEAU

Organisation de la Résistance française qui mène de manière secrète des actions contre l'occupant allemand. Il peut s'agir aussi bien d'actions de renseignement (espionnage) que de sabotages ou d'aide à l'évasion de pilotes alliés abattus en France. Ces réseaux pouvaient être formé par des Français mais certains dépendaient des services secrets du Royaume-Uni tel le réseau Pat O'Leary devenu réseau Françoise.

RÉSISTANCE

De manière un peu mythique, on fait débuter la Résistance avec l'appel du général de Gaulle depuis Londres le 18 juin 1940. Dans la réalité, cet appel fut peu entendu en France et il n'est pas à l'origine des premières organisations de résistance intérieure. La conviction de De Gaulle est que la guerre n'est pas gagnée par les Allemands car ceux-ci devront faire face tôt ou tard à la puissance des Etats-Unis et à l'immensité russe. Il va donc grouper autour de lui ceux qu'on appellera les « Français Libres » et qui adopteront comme symbole, en plus du drapeau tricolore, la croix de Lorraine. S'il reçoit très vite le soutien de Winston Churchill qui, parce que le Royaume-Uni est seul désormais en guerre contre l'Axe, cherche le plus de soutien possible, ses relations seront toujours plus compliquées avec le président américain Roosevelt qui tient de Gaulle pour un dictateur en puissance. Il faudra donc à de Gaulle beaucoup de fermeté pour

continuer à mener la barque de la France libre face aux obstacles que Roosevelt, et parfois Churchill, dresseront sur sa route. Le ralliement progressif des territoires de l'empire colonial est décisif dans la prise en compte par les Alliés d'une France libre (devenue France combattante en juillet 1942) d'où émane en 1944 le Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF).

Les Français Libres se forment à partir de soldats français restés en Angleterre ou se trouvant dans l'empire colonial français, de Français désireux de poursuivre la lutte qui « s'évadent » de France en passant en Espagne ou par la mer (comme les hommes de l'île de Sein en Bretagne) ou de Français qui vivaient en dehors du territoire national (comme le futur as français de la guerre, Pierre Clostermann qui étudiait aux Etats-Unis). Parfois, les membres de Forces Françaises Libres sont intégrés dans des unités britanniques (des aviateurs dans la Royal Air Force par exemple) ; parfois se constituent des unités spécifiquement françaises comme la 2ème Division Blindée commandée par le général Leclerc qui libère Paris et Strasbourg en 1944 ou l'escadrille Normandie-Niemen qui combat aux côtés de l'Armée rouge sur le front de l'Est. La France Libre accueille aussi des femmes qui exercent différentes fonctions au sein du Corps des Volontaires Françaises.

Dans la résistance intérieure, il faut distinguer les réseaux, qui sont plus des structures d'actions (espionnage, évasion, sabotages…) et les mouvements qui ont plus une action politique (propagande par voie de tracts ou de journaux). Au début, ces structures sont faibles car elles manquent de moyens (argent, armes, contacts…) ; elles ne se renforcent et ne s'organisent que progressivement, restant cependant toujours à la merci d'une dénonciation ou d'une négligence tragique d'un membre qui conduit à la disparition de tout ou partie de la structure secrète. Cette résistance demeure donc très divisée (même lorsqu'à partir de juin 1941 les communistes y arrivent en nombre) jusqu'à ce qu'à partir de 1942, elle s'accorde sur l'opposition aux Allemands mais aussi au régime de Vichy. Cette unification, voulue par le général de Gaulle pour renforcer son rôle au moment où il est contesté notamment par les Américains, est cependant difficile à réaliser car les différents mouvements n'entendent pas perdre leur autonomie et rejettent pour beaucoup la présence de mouvements liés à des partis politiques. Il faut l'action patiente

de l'envoyé du général de Gaulle, Jean Moulin, pour parvenir à une unification des mouvements de la zone Sud au sein des MUR (Mouvements Unis de la Résistance) en janvier 1943 puis à la formation du CNR (Conseil National de la Résistance) qui regroupe huit mouvements de résistance et six tendances politiques (mai 1943). L'année 1943 marque une augmentation des effectifs au sein de la résistance intérieure du fait de la création du STO mais celle-ci demeure souvent encore sous-équipée (il faut attendre la préparation du débarquement en Normandie pour que la situation s'améliore un peu). Le 1er février 1944 sont créées les FFI (Forces Françaises de l'Intérieur) qui se fondront en septembre 1944 au sein de l'armée de De Lattre de Tassigny débarquée en Provence en août.

RÉVOLUTION CULTURELLE

Soulèvement de la jeunesse chinoise orchestré par Mao Zedong à partir de 1966. Ce mouvement a un but politique pour Mao Zedong, se débarrasser de ceux qui l'ont marginalisé après l'échec du Grand Bond en avant. Il s'appuie pour y parvenir sur le mouvement des Gardes rouges. Cette jeunesse fanatisée et nourrie aux préceptes du « petit livre rouge » va terroriser le pays et écarter des rouages du pouvoir tous ceux qui s'opposaient à Mao Zedong. A partir de 1968, le mouvement se réduit avec une reprise en main de la part du pouvoir maoïste même si, officiellement, cette Révolution culturelle se poursuit jusqu'à la mort de Mao Zedong.

RÉVOLUTION DES ŒILLETS

La Révolution des Œillets est le nom donné à la révolution qui à suivi le coup d'état militaire au Portugal qui s'est déroulé le 25 avril 1974. Le nom fait référence à la fleur que portaient les révolutionnaires en signe de ralliement.

Cette révolution est engendrée par le mouvement contestataire, le MFA (Mouvement des Forces Armés), formé par les jeunes militaires en 1973 en opposition à la dictature en place dans le pays. La dictature salazariste (du nom du premier dictateur) formée en réponse à la crise des années trente est un régime autoritaire représenté en cette période par Marcelo Caetano qui cherche à garder les colonies portugaises en dépit du coût militaire et humain des guerres faces aux révoltes indépendantistes.

Le MFA cherche donc à abolir le conservatisme moral et le manque de liberté. Pour mettre en place la révolution ils occupent des points stratégiques de la capitale de manière synchronisée et mettent la pression au dictateur. Face à l'ultimatum lancé, Marcelo Caetano se rend ce qui va amener à la période de « Processus révolutionnaire en cours » qui va redonner le droit de vote à la population et donne le droit d'auto-détermination des colonies ce qui va leur permettre de déclarer leur indépendance.

Aujourd'hui le 25 avril est un jour férié et symbole liberté au Portugal.

JB

RÉVOLUTION ISLAMIQUE

La révolution islamique, aussi appelée Révolution iranienne, ou Révolution de 1979, se déroule du 7 janvier au 11 février 1979 en Iran. Cette révolution populaire est provoquée par un mécontentement populaire vis-à-vis de la politique du Shah (empereur de l'Iran), de l'impérialisme américain, ainsi que de la diminution de l'influence de l'Islam.

En 1953, le shah Mohammed Reza Pahlavi reprend le pouvoir en Iran douze ans après le départ de son père forcé à l'abdication. Le gouvernement de Pahlavi a de bonnes relations avec les Etats-Unis, mais est très contesté à cause de sa corruption ainsi que des pratiques violentes du SAVAK, les services secrets iraniens, provocant sa condamnation de la part de nombreux membres de la communauté internationale.

L'opposition se renforce alors en Iran, autant du côté des mouvements populaires tiers-mondistes et nationalistes, et le clergé acquiert progressivement une importante influence politique et religieuse. Cette montée de l'opposition s'accompagne donc d'une forte répression de la part du Shah. Le règne du Shah est considéré comme une tyrannie par l'ayatollah Rouhollah Khomeiny, l'un des leaders de l'opposition religieuse, qui est arrêté, puis exilé de l'Iran en 1964, il continue de répandre une propagande anti impérialiste depuis l'étranger.

Les dégâts causés par les manifestations de février à mai 1978 frappent l'économie iranienne. Le Shah impose à l'été 1978 des mesures d'austérité provoquant le gel des salaires ainsi que l'annulation de plusieurs projets publics ; aggravant le chômage et le ressentiment de la population, forçant la classe ouvrière à se

joindre à la classe moyenne et aux étudiants. La violence progresse encore en septembre 1978, les protestations à l'encontre du régime se font de plus en plus nombreuses. En réponse à cela, le Shah met en place la loi martiale le soir du 7 septembre.

Le lendemain, le 8 septembre, des protestations massives ont lieu a Téhéran, violemment réprimées par l'armée, qui ouvre le feu sur la foule. Le bilan du massacre donné par l'armée est de 87 morts et 205 blessés, tandis que l'opposition dénombre plus de 4 000 morts, dont 500 pour la seule Place Jaleh, en plein centre de la ville. Cette violence fait perdre au régime le peu de soutiens qui lui restait et radicalise fortement l'opposition au Shah. En octobre de la même année, une grève massive gèle l'économie du pays (l'industrie pétrolière, vitale à la survie économique de l'Iran, se retrouve bloquée).

Le paroxysme de la violence est atteint en décembre 1978, des manifestants sont tués chaque jour dans les rues de tout le pays. Malade et affaibli sur le plan intérieur, le souverain s'éloigne pour un temps et quitte l'Iran avec sa famille le 26 janvier (il meurt au Caire le 27 juillet 1980).

Retour de l'ayatollah Khomeiny (février 1979)

Le 1er février 1979, la foule iranienne en délire accueille celui qui est déjà le guide suprême de sa révolution : l'ayatollah Ruhollah Khomeiny, après quinze années d'exil passées en Irak, puis en France. Cette Révolution fait s'effondrer les fondements de l'ordre pro-occidental instauré par le Shah. Le 11 février 1979, la République islamique est proclamée à Téhéran.

PB

RÉVOLUTION NATIONALE

La « Révolution nationale » est la politique prônée et mise en place par Pétain après sa prise du

pouvoir en juillet 1940. Il s'agit d'un retour aux valeurs d'avant 1789 : hormis le drapeau tricolore, les symboles républicains sont supprimés (la devise « Liberté Egalité Fraternité » est remplacée par « Travail Famille Patrie » qui exalte la soumission de l'individu à l'Etat).

RIDEAU DE FER

Nom donné par Winston Churchill à la séparation entre le monde occidental et le monde communiste en Europe. Déjà présente dans un télégramme à Truman en 1945, l'expression est rendue publique dans le discours de Churchill à Fulton en 1946. Dans les faits, le Rideau de fer était l'ensemble des obstacles courant à la frontière occidentale des démocraties populaires. Longtemps hermétique, il commença à se déchirer en 1989 lorsque la Hongrie autorisa ses ressortissants à franchir la frontière avec l'Autriche. Le Rideau de fer disparut rapidement avec la fin de la guerre froide.

RIGUEUR [politique de]

Politique économique qui privilégie la réduction des dépenses de l'Etat afin d'assainir les comptes de la nation et de lutter contre l'inflation (« désinflation compétitive »). De telles politiques ont notamment été menées sous les gouvernements Barre, Fabius ou Chirac (1986-88).

RMC

Radio Monte-Carlo, fondée en 1943, est à l'origine une radio périphérique créée à des fins purement politiques. En effet, les Allemands font diffuser en France, dès mars 1944, un programme de propagande contrôlé par leur *Propagandastaffel*. Avec le débarquement dans le sud de la France, les émissions s'arrêtent. La France reprend alors les parts de l'Allemagne pour relancer cette radio et diffuser de propres programmes dès 1945. RMC ne cesse d'augmenter son audience grâce à l'évolution permanente de ses émetteurs d'ondes qui agrandissent les zones d'écoutes.

C'est en 1965 que Radio Monte-Carlo entre dans le monde des grandes radios et ouvre ses premiers studios à Paris. Les émissions quotidiennes deviennent populaires, RMC est même considéré comme « la radio des vacances » dans le sud de la France grâce à son programme de divertissements. Suite à une augmentation considérable de l'audience (de 7% à 14% des

auditeurs), la radio ouvre quatre programmes spécifiques de 1978 à 1981, comme RMC Rock ou encore RMC Classique, visant les touristes de la Côte d'Azur et diffusés en modulation de fréquence (FM). De plus, se crée une autre radio qui émet sur une partie de l'Italie tandis qu'on ouvre de nombreux bureaux régionaux dans les grandes villes de France comme Toulouse, Lyon ou encore Nice.

Mais en 1981, du fait de l'apparition des radios libres, RMC perd son « monopole » sur le sud de la France et perd ainsi un certain nombre d'auditeurs ; la radio s'aventure alors au nord de la France, mais sans succès.

La radio commence à avoir des problèmes financiers, perd ses principaux animateurs et arrête alors de nombreux programmes. La Cour des comptes adresse un avertissement sévère à RMC pour sa mauvaise gestion ; l'Etat cherche même à récupérer la radio pour l'intégrer au secteur public. En grave difficulté, RMC se voit alors contrainte de fermer les bureaux régionaux.

L'audience remonte avec le retour de Jean Pierre Foucault en 1994, elle se stabilise autour de 4% et revient dans les années 2000 à son rôle de radio généraliste.

Depuis sa reprise en 2001 par Alain Weill, cette radio fait partie du groupe NextRadio avec BFM TV. En juin 2001, la radio change de nom et devient RMC info, pour devenir l'année suivante une radio centrée sur les talk-shows, selon le modèle américain. Son nouveau slogan est dès lors « info, talk, sport ».

Logo actuel de RMC

A partir de mars 2020, RMC info a cessé d'émettre sur les grandes ondes pour faire des économies.

EM

ROCARD (Michel)

Michel Rocard est un homme politique et haut fonctionnaire français. Né le 23 août 1930 à Courbevoie et mort le 2 juillet 2016 à Paris, il est très actif dans la vie politique française, militant socialiste dès 1949, il se présente à l'élection présidentielle de 1969 en tant que candidat du Parti Socialiste Unifié (PSU) mais n'obtient que 3.6% des voix, puis est élu député

des Yvelines. En 1974, Michel Rocard rejoint le Parti Socialiste où il fait longtemps figure de rival, puis de successeur, de François Mitterrand, en soutenant l'idée d'une « deuxième gauche » plus réformiste (leurs revendications se fondent plus sur le milieu associatif et syndical) et anticommuniste.

Michel Rocard enchaîne plusieurs hauts postes politiques jusqu'à sa mort en 2016 : premier ministre sous Mitterrand de 1988 à 1991, puis premier secrétaire du Parti Socialiste de 1993 à 1994, député européen de 1994 à 2009 (mais aussi sénateur des Yvelines de 1995 à 1997) et enfin ambassadeur chargé de la négociation internationale pour les pôles Arctique et Antarctique de 2009 à sa mort en 2016.

Rocard entre en politique par refus des guerres coloniales, surtout celle d'Algérie (1954-1962), il qualifie d'ailleurs d'assassin François Mitterrand, le ministre de la Justice de l'époque, qui refusait 80 % des demandes de grâce de condamnés à mort algériens. Envoyé en Algérie en 1958 en tant qu'inspecteur des finances, il découvre que des milliers d'Algériens risquent la famine dans l'indifférence apparente des autorités. Il rédige pour la SFIO (parti politique socialiste français) un rapport dénonçant les camps de regroupement dans lesquels étaient « parqués » deux millions de paysans, soit la moitié de la population algérienne rurale. Enfin, il se voit confier une enquête officieuse sur ces camps de regroupement (jusque-là passés sous silence) de septembre à novembre 1958, il en fera un rapport qui sera par la suite distribué au général De Gaulle ainsi qu'à son proche entourage.

Michel Rocard en 1981

Michel Rocard est nommé Premier ministre en juin 1988 lors du deuxième mandat de François Mitterrand, pour donner suite à la volonté de ce dernier de créer une « France unie » en rassemblant les deux gauches. Rocard est un acteur essentiel dans la conclusion des Accords Matignon qui accordent un statut transitoire à la Nouvelle Calédonie, permettent d'apaiser les tensions entre les indépendantistes

et les loyalistes. Ces accords sont approuvés en novembre 1988.

En tant que chef du gouvernement, il est à l'origine de plusieurs réformes sociales : la création du RMI (revenu minimum d'insertion), 2 000 francs soit 300 euros versés sans condition aux plus pauvres. Il fait ensuite adopter la CSG, la contribution sociale généralisée, un prélèvement obligatoire pour renflouer les comptes de la Sécurité sociale.

PB

ROCK N' ROLL

Le rock n' roll est un genre musical venant des États-Unis qui a émergé dans la fin des années 1940 et au début des années 1950. C'est un genre très populaire qui a influencé les modes de vies, la mode et les attitudes à la fin du XX^{e}. Ainsi de nombreux chanteurs de rock n' roll sont mondialement connus tel que Elvis Presley, « The King of the Rock and Roll ».

MF

ROLL BACK

Doctrine formulée par le président américain Eisenhower après son élection en 1952. Elle repose sur l'idée que l'endiguement (doctrine Truman) est insuffisant et qu'il faut faire reculer le communisme, regagner des pays. Dans les faits, cette doctrine se révèle impossible à mettre en œuvre du fait de l'augmentation du nombre et de la puissance des armes nucléaires.

ROME [traités de]

Le traité de Rome est un ensemble de deux traités qui ont été signés simultanément le 25 mars 1657 à Rome par les représentants des six pays membres : le traité de la Communauté économique européenne (CEE) et celui de la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom). La communauté européenne comprend, à ce moment-là, l'Allemagne (RFA), la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Le traité de la Communauté économique européenne ou CEE comprend plusieurs grandes thématiques qui permettent une politique d'union économique des pays membres. Une de ces thématiques est le marché commun que forment les six pays membres avec ce traité. Ce marché commun garantit une union douanière, c'est-à-dire un même système de taxe à l'étranger : chaque pays recevra la même taxe lorsqu'ils achèteront le

même produit à un même pays extérieur à la CEE. Elle interdit également les ententes entre les concurrents : un accord ou une concertation entre plusieurs entreprises dominant le marché sur le niveau des prix ou la quantité de la production ne peut être admis au sein de l'UE et il est interdit également les aides d'Etat pour la concurrence sur le marché commun ; des règles communes sont également imposées sur toutes les taxes. Des politiques communes ont également été mises en place notamment en agriculture en garantissant une stabilité des prix ou un niveau de vie équitable pour tous les agriculteurs par exemple. Les premières lois pour l'emploi et la protection sociale avec le fonds social européen ainsi qu'une politique commune des transports ont été mises en place.

Grâce à ce traité de nouvelles institutions ont vu le jour comme le Conseil des Ministres ou la Commission européenne, l'un étant une sorte de gouvernement européen et l'autre une assemblée où les ministres de chaque pays membre résolvent une question (transport, agriculture...). Le traité de Rome crée également une Assemblée européenne, le Comité économique et social européen (CESE) pour émettre des avis sur les propositions de lois et enfin la Cour de Justice des communautés européennes qui veille à ce que les lois soient appliquées partout de la même manière.

Le traité de la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom), quant à lui, développe l'énergie nucléaire des États membres et favorise la recherche et les investissements dans ce domaine. Il assure l'approvisionnement en combustibles nucléaires et instaure des normes élevées de protection et de sécurité.

EG

ROOSEVELT (Franklin Delano)

Né le 30 Janvier 1882 à New York et mort le 12 avril 1945 à Warm Springs en Géorgie a été un homme d'Etat et a été le 32ème président des Etats Unis. Il est le lointain cousin de Theodore Roosevelt, le 26ème président des Etats-Unis. Issu du grand monde new yorkais, il entre en politique au début du XXe siècle et occupe le poste de secrétaire adjoint à la Marine pendant la période de la Première Guerre mondiale. De 1929 à 1932, Franklin Delano Roosevelt est gouverneur démocrate de l'État de New York et mène dans cet État une politique novatrice : il agit en

faveur des campagnes et accorde des aides financières aux chômeurs. Le 8 Novembre 1932, Roosevelt est élu à la présidence des États-Unis ; il met aussitôt en place une politique de relance avec le New Deal suite à la crise boursière d'octobre 1929 à Wall Street. Cette politique aura permis une amélioration de la situation économique du pays.

Roosevelt est l'un des principaux acteurs de la Seconde Guerre mondiale. En effet, il lança le programme de Lend-Lease (Prêt-Bail) avec l'accord de la Chambre des Représentants des Etats-Unis afin de faire parvenir des armes aux forces alliées. Cependant, suite à l'attaque surprise de Pearl Harbor (décembre 1941), Franklin D. Roosevelt conduit son pays au cours de la guerre face aux forces de l'Axe. Il tient un rôle de premier plan dans la transformation du monde à la sortie du conflit en inspirant la fondation de l'organisation des Nations Unies.
Il reste plus de 12 ans à la présidence et ne finit pas son mandat, car il décède d'une hémorragie cérébrale. Suite à cette longévité en tant que président, le Congrès Américain votera un nombre de mandat maximal (deux, consécutifs ou non).

IDS / LV / MB

RPF

Mouvement politique (Rassemblement du Peuple Français) fondé par le général de Gaulle en avril 1947 pour s'opposer aux institutions et au fonctionnement de la Quatrième République. Il obtient un succès éclatant aux élections municipales de 1947 mais connaît un rapide essoufflement. Le système des apparentements aux législatives suivantes joue contre le RPF qui s'oppose à la logique de l'alliance entre partis. En 1953, comprenant qu'il ne pourra pas revenir au pouvoir grâce aux succès électoraux du RPF, le général de Gaulle dissout le mouvement.

RPR

Parti politique français (Rassemblement Pour la République) créé en 1976 pour accompagner les ambitions de Jacques Chirac. Il succède à l'UDR et défend une ligne plutôt conservatrice. Il est jusqu'à sa disparition et son remplacement par l'UMP la principale force politique de droite que ce soit dans l'opposition ou lors des périodes de cohabitation avec François Mitterrand.

RTL

RTL est l'une des chaînes de radio les plus connues en France. Elle est l'une des plus anciennes et reste pourtant toujours autant écoutée par les auditeurs. Elle a réalisé sa meilleure année en 2020 en atteignant son plus gros score d'audience et rassemble chaque jour plus de 6 563 000 auditeurs dont la moyenne d'âge tourne autour de 57 ans. Elle est dirigée par Bert Habest du groupe M6 depuis 2017.

RTL voit le jour en 1933 sous le nom de Radio Luxembourg grâce à un émetteur luxembourgeois installé précisément à Junglinster au Grand-duché du Luxembourg et grâce à des capitaux français. Elle émet en plusieurs langues dans la majorité de l'Europe puis finit par diffuser uniquement en français à partir de 1950. En 1966, elle change de nom pour celui sous lequel on la connait aujourd'hui. C'est-à-dire RTL qui signifie Radio Télé Luxembourg. Alors que depuis le début, la station émet depuis ses studios dans la Villa Louvigny au Luxembourg, elle installe en 1936 quelques studios en France puis déménage définitivement en 1991 dans l'hexagone et émet en modulation de fréquence dès 1986.

RTL est depuis le début une chaîne de radio populaire, elle diffuse de l'information mais aussi du divertissement avec des musiques et des émissions quotidiennes dont « Les Grosses têtes » par exemple.

RTL, à travers ses diverses émissions, fait passer différents types d'informations. Il y a les

informations classiques avec l'émission « Le journal RTL » ou des informations sportives avec « Le journal des sports » et aussi des émissions politiques avec « Le grand jury » par exemple. RTL attire d'ailleurs une majorité d'auditeurs de droite et du FN.

Aujourd'hui, comme la plupart des radios, on peut retrouver toutes les diffusions sur internet, ici sur RTL.fr. Mais cela ne fait pas baisser son audience à la radio qui continue de plaire à ses nombreux auditeurs fidèles.

ADT

RUSSIA TODAY

RT, aussi appelée Russia Today, est une chaîne de télévision d'information internationale dont le siège social se situe à Moscou, en Russie. Créée en 2005, elle fut diffusée dans le monde entier à partir de 2007 et est aujourd'hui présente en Europe, en Asie et en Amérique.

RT est une chaîne qui est accusée par les autres médias d'être un moyen de propagande au service du gouvernement russe, en pratiquant la désinformation et le complotisme. En effet, elle s'oppose dans ses reportages aux politiques européennes, américaines et de l'OTAN, s'alignant sur les positions du gouvernement russe. RT propose aussi des programmes locaux et adaptés aux pays où ils sont diffusés mais restent aussi accusés de propagande au communisme.

MB

RUSSIE

La Russie est un Etat fédéral situé entre l'Europe et l'Asie du Nord. Les 3/4 de ses habitants vivent sur son territoire européen. Par conséquent, la deuxième partie du pays, d'une superficie pourtant nettement supérieur, est très peu peuplée.

La Russie est réapparue en tant qu'Etat indépendant avec l'explosion de l'URSS en 1991. Depuis 1922, elle s'était fondue au sein de l'Union soviétique dont elle était toutefois l'élément dominant. Le retour de la Russie s'incarne dans la personne de Boris Eltsine qui était à la tête de la fédération à la fin de la période soviétique et s'était notamment fait remarquer par son

rôle dans l'échec du coup d'Etat contre Gorbatchev en août 1991. Eltsine dirige la Russie indépendante jusqu'en 2000. Sa période au pouvoir est marquée par l'ouverture du pays au capitalisme libéral ce qui pose de nombreux problèmes que ne peuvent pas résoudre à elles seules les richesses de ce vaste pays.

La puissance de la Russie dans le monde actuel repose notamment sur ses importantes ressources minières et énergétiques. Riche en houille, fer, nickel et diamant par exemple, la Russie est aussi le premier producteur mondial de pétrole et le premier exportateur de gaz naturel. Nous avons également son industrie métallurgique lourde, développée dans l'aéronautique, l'armement et l'énergie que le pays a hérité de son passé soviétique.

La puissance de son armée est due elle aussi au passé puisqu'elle provient en partie de l'efficacité de l'ancienne Armée Rouge. Cette dernière est notamment à l'origine de son arsenal nucléaire qui représente une force de dissuasion majeure.

Une nouvelle constitution a été instaurée suite à une crise constitutionnelle en 1993. La Russie est un Etat fédéral et d'une république présidentielle. Mais alors que le projet initial apparaissait à visée démocratique, un tournant s'opère fin 1999 avec la démission de Boris Eltsine et l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Celui-ci transforme progressivement le régime politique en système autoritaire illibéral dans lequel les opposants sont inquiétés voire victime de mystérieux accidents. Poutine est certes élu au suffrage universel mais il joue avec la constitution. Après ses deux mandats en 2008, il ne peut plus se représenter. Il fait élire son premier ministre Dimitri Medvedev et devient le premier ministre de celui-ci. Après le mandat de Medvedev, il peut à nouveau se faire réélire, puis porte la durée du mandat présidentiel de 4 à 6 ans (2012) avant de faire disparaître de la constitution par référendum la limite de deux mandats consécutifs.

Un temps à l'écart des affaires du monde, la Russie a retrouvé son importance par la volonté de Vladimir Poutine. C'est lui qui est à l'origine de la constitution en 2011 des BRICS (groupe de puissances émergentes : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Il exalte de plus en plus la période soviétique et contribue à une réhabilitation de Staline. Le rôle de la Russie dans les élections américaines, les tentatives de déstabilisation de régimes

démocratiques occidentaux (par exemple à travers la chaîne *Russia Today*) prouvent que le projet de Poutine est de refaire de la Russie une grande puissance.

MB

RWANDA [génocide au]

Depuis les années 1960, le Rwanda connaît une grande rivalité entre deux ethnies : les Hutus et les Tutsis. Le 6 avril 1994, le président hutu Habyarimana est assassiné. Un gouvernement intérimaire rwandais, composé uniquement de hutus extrémistes, se met en place et commande le début de l'extermination des Hutus modérés et des Tutsis. Cette décision fut prise à cause de l'influence du *Hutu Power* : cette idéologie réclamait le génocide des Tutsis. Ainsi, un tiers de la population tutsi est tuée lors des trois premières semaines du génocide.

Toutefois, le Front Patriotique Rwandais (FPR), mouvement armé tutsi créé en 1987, va commencer à envahir le Rwanda le lendemain du début du génocide et remporte victoire sur victoire durant les différentes offensives. Les Hutus furent alors mis en déroute et 2 millions de Hutus vont fuir le pays du 13 au 17 juillet. Le FPR parviendra à reprendre le contrôle total du pays à Gisenyi le 17 juillet, marquant la fin de la guerre.

La France est intervenue avec l'opération *Turquoise* du 23 juin au 21 août. Mais bien que le but originel de cette opération ait été de limiter les massacres dans une attitude neutre, cette intervention fut critiquée car elle semblait être en faveur des Hutus. En effet, la France a été accusée de protéger les Hutus en déroute car elle était alliée au président Habyarimana. La commission Duclert, mise en place par le président Macron, a rendu des conclusions en 2021 fort peu honorables pour le rôle de la France au Rwanda.

Au total, ce sont les trois quarts de la population Tutsi qui ont été massacré. Ce génocide a causé plus de 800 000 morts.

TP

S

S.A.

La Section d'assaut (en Allemand *Sturmabteilung*) ou chemises brunes est une organisation paramilitaire créée en 1921 par Adolf Hitler. Elle regroupe d'anciens militaires anticapitalistes de la Première Guerre mondiale qui cherchaient à passer outre le traité de Versailles qui limitait le nombre de militaires allemands. Leur rôle était d'éloigner du pouvoir les concurrents à Hitler comme les communistes. Mais ils furent mis au second plan lors de l'arrivée au pouvoir d'Hitler en 1933 et perdirent de l'influence auprès du dictateur face à l'armée régulière. Lors de La Nuit des Longs couteaux en 1934 beaucoup furent assassinés et la section d'assaut fut démantelée.

NB / PB / JB / ED

SADDAM HUSSEIN

Saddam Hussein est un homme d'État irakien, né le 28 avril 1937, il a été président de l'Irak du 16 juillet 1979 au 9 avril 2003.

Il a, dans un premier temps, rejoint le parti socialiste et laïc Baas, avec lequel il réalise un coup d'Etat le 17 juillet 1968 qui porte le parti au pouvoir et il devient donc responsable de la sécurité. A l'issue de cela, en 1973, Saddam Hussein devient général, et finalement, en 1979 Président de l'Irak en se servant notamment de la violence et en menaçant l'ancien président.

Saddam Hussein en 1980

Une fois au pouvoir il se transforme rapidement en dictateur, tous les ennemis politiques sont exécutés sous la couverture de "morts naturelles" ou "d'accidents qui restent aux yeux de tous suspects. Par ailleurs, plusieurs milliers de Kurdes, considérés eux aussi comme des ennemis, seront déportés ou exterminés. On parlera alors d'un génocide. Les chiites sont également persécutés par l'administration sunnite de Saddam Hussein. Ils sont alors arrêtés à de

nombreuses reprises et certains même assassinés en prison.

Avide de pouvoir et d'étendre sa puissance sur l'ensemble du Golfe, il déclare le 22 septembre 1980 la guerre à l'Iran pour une longue guerre qui dure jusqu'en 1988 et épuise son pays. En cherchant à se relancer par l'annexion du riche émirat du Koweït (août 1990), il se place au ban des nations (y compris des pays du Golfe) et se voit obligé de faire face à une coalition internationale sous drapeau de l'ONU. Cette guerre du Golfe est un désastre pour l'Irak qui doit se retirer du Koweït et voit son armée taillée en pièces. Cependant, Saddam conserve son pouvoir après la fin des combats.

Après les attentats du 11 septembre 2001, les Etats-Unis entendent punir les « états-voyous » parmi lesquels ils placent l'Irak de Saddam Hussein. Ils déclarent la guerre à l'Irak le 20 mars 2003 sous prétexte d'une lutte contre le terrorisme et d'élimination d'armes de destruction massives. Son armée rapidement vaincue, Saddam Hussein fuit, se cache mais est retrouvé par les Américains en décembre 2003. Remis aux Irakiens, il est jugé et exécuté le 30 décembre 2006.

SB

SALT I [accords]

Accords de limitation des armes stratégiques (*Strategic Arms Limitation Talks*) signés en 1972 entre les Etats-Unis et l'URSS. Ces accords s'inscrivent dans le cadre de la Détente entre les deux superpuissances.

SALT II [accords]

Accords de limitation des armes stratégiques (*Strategic Arms Limitation Talks*) signés en 1979 entre les Etats-Unis et l'URSS. Les accords ne seront pas ratifiés du fait de l'entrée des Soviétiques en Afghanistan à la fin de 1979 mais globalement respectés. En limitant les missiles intercontinentaux, ces accords ouvraient la voie au développement des Euromissiles.

SARKOZY (Nicolas)

Nicolas Sarkozy ou de son véritable nom Nicolas Sarközy de Nagy-Bocsa naît à Paris le 28 janvier 1955. Cet homme d'Etat était à l'origine avocat mais sa passion pour la politique finit par le rattraper ; ainsi à l'âge de 28 ans il devient l'un des plus jeunes maires de France. Parallèlement, dès 1988 il occupe la place de député des Hauts-de-Seine pour la suite devenir porte-parole

du gouvernement, ministre du Budget et ministre de la Communication ; de ce fait il approche de plus en plus des plus hautes responsabilités.

Par la suite, Nicolas Sarkozy devient ministre de l'Intérieur ; c'est dès 2004 qu'il accède au poste de président de l'UMP puis par la suite il occupe le poste de ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Finalement, en 2007 Nicolas Sarkozy atteint l'apogée de sa carrière car il est élu président de la République française le 16 mai 2007 et son mandat touche à sa fin le 15 mai 2012. Sa présidence fut notamment marquée par une crise financière et économique ; parmi les principales lois votées, figurent la loi d'autonomie des universités et la réforme des retraites ayant pour conséquence de nombreuses manifestations. Il est aussi à l'origine de la résolution du problème institutionnel européen avec la conclusion du traité de Lisbonne (décembre 2007)

Nicolas Sarkozy en 2010

Après avoir quitté l'Elysée, Nicolas Sarkozy siège un temps au Conseil constitutionnel avant en 2014 de diriger une nouvelle fois l'UMP qu'il renomme Les Républicains. C'est en 2016 qu'il se met en retrait une nouvelle fois après avoir échoué à la primaire des Républicains pour la présidentielle de 2017. Il doit faire face à de nombreuses affaires judiciaires qui l'ont récemment amené à être condamné en première instance à un an de prison pour corruption et trafic d'influence.

ST

SATELLITE ARTIFICIEL

Engin conçu par l'homme placé en orbite autour de la Terre soit pour des raisons scientifiques

(étude de la planète), militaires (observation) ou de communication (transfert d'informations). Le premier satellite mis en orbite fut Spoutnik I (par l'URSS) en octobre 1957. On estime qu'il y a aujourd'hui plus de 2500 satellites en orbite autour de la Terre

SCHENGEN [traité de]

Traité signé en juin 1985 entre la France, l'Allemagne et les pays du Benelux qui prévoit la suppression des contrôles d'identités aux frontières des pays signataires (ce qui définit un espace de libre circulation appelé Espace Schengen). L'application du principe de libre circulation a commencé à se faire en 1995 entre sept pays ; il concerne aujourd'hui 25 Etats (23 pays de l'Union (Royaume-Uni et Irlande ne sont pas concernés) plus l'Islande et la Norvège).

SECONDE GUERRE MONDIALE

Le 1er septembre 1939 débute le conflit le plus meurtrier de l'histoire : la Seconde guerre mondiale qui a duré jusqu'au 2 septembre 1945. Durant cette guerre, deux camps se sont opposés. En 1939, le camp des Alliés était formé par la Pologne, la France, le Royaume-Uni et son empire (Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Canada...) et le camp de l'Axe était composé de l'Allemagne et de l'Italie.

Deux pactes signés en 1939 marquent le début des alliances de ce conflit mondial. Le pacte d'Acier, signé à Berlin le 22 mai, est un pacte d'assistance militaire offensif entre l'Allemagne nazie qui a annexé l'Autriche et la Tchécoslovaquie et l'Italie fasciste qui a annexé l'Albanie. Ce traité a scellé officiellement l'union des forces de l'Axe suite au rapprochement des deux pays pendant la guerre d'Espagne qui s'est achevée le 1er avril 1939. Le pacte germano-soviétique a, quant à lui, été signé le 23 août 1939 pour poser un accord diplomatique et militaire et pour mettre en place un engagement de neutralité en cas de conflit. Ainsi l'Union soviétique et l'Allemagne étaient alliés au début du conflit.

Le 1er septembre 1939, l'armée allemande (appelée Wehrmacht) dirigée par Adolf Hitler a envahi la Pologne sans avoir esquissé la moindre déclaration de guerre. Au cours de la même journée, la France, le Royaume-Uni ou encore l'Union soviétique déclarent la mobilisation générale ; c'est le début de la Seconde Guerre mondiale. Le 3 septembre, soit deux jours après l'invasion de la Pologne, la France et le Royaume-Uni

déclarent officiellement la guerre à l'Allemagne. Poussés par leurs populations, les dirigeants français et britanniques prennent conscience qu'une solution diplomatique et des négociations avec l'Allemagne ne sont plus envisageables. Cependant la stratégie adoptée par les deux pays est défensive. Ils restent donc abrités derrière la frontière belge et la ligne Maginot (une ligne de fortification bâtie le long de la frontière franco-allemande). C'est le début de la "drôle de guerre", une période avec quasiment aucun combat qui a duré huit mois.

Que ce soit en Allemagne avec Hitler, en Italie avec Mussolini ou en Union soviétique avec Staline, les régimes sont totalitaires et les violences se multiplient, notamment envers les juifs et les tsiganes. En effet, dès 1939 les premiers ghettos ont été mis en place. L'importance de l'idéologie a été amplifiée et les chefs des pays ont utilisé la propagande pour embrigader la population et pour propager le culte de la personnalité. C'est la poursuite de cette dérive autoritaire qui a mené à une guerre totale d'anéantissement jusqu'en 1945.

MB

Un an après le début de la Seconde Guerre mondiale, la situation militaire tourne au désastre pour la France et le Royaume-Uni. Au cours du mois de mai 1940, la « drôle de guerre » prend fin brusquement avec l'offensive allemande. C'est le début de la guerre éclair. Dès le 10 mai 1940, les forces allemandes entrent en Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas, avant de s'attaquer à la France. Elles font leur entrée dans Paris le 14 juin. La capitale est alors déclarée ouverte : la ville est occupée. Trois jours plus tard, le maréchal Pétain est appelé à la tête du gouvernement français et encourage la fin des combats.

Sa position dans cette guerre s'oppose ainsi à de nombreux français dont le général de Gaulle qui, depuis Londres lance un appel via la BBC (18 juin 1940). Il soutient la poursuite des combats contre l'Allemagne nazie. C'est le début de la Résistance (cette dernière sera notamment soutenue par Churchill qui reconnaîtra la légitimité du général de Gaulle en août 1940).

Néanmoins, la France est vaincue le 22 juin 1940 et la signature de l'armistice rend officielle la défaite française face aux nazis. Le pays est alors divisé en deux zones : la zone occupée au Nord du pays et la zone libre au Sud de la Loire. Le 2 juillet 1940, le gouvernement de Pétain s'installe à Vichy (zone libre). Une nouvelle

devise voit alors le jour : « Travail, Famille, Patrie ». Le maréchal Pétain obtient les pleins pouvoirs le 10 juillet suite à la mise en place d'une loi constitutionnelle par l'Assemblée nationale. Ce dernier instaure alors l'État Français et met ainsi fin à la IIIe République.

Dans le courant de l'année 1940, de nombreuses alliances se sont créées entre les pays européens. Les alliés, composés depuis 1939 par la Pologne, la France, le Royaume-Uni et son empire, sont rejoints en avril 1940 par la Norvège et le Danemark, puis, par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas envahis en mai. Face à eux, le camp de l'Axe, composé de l'Allemagne, du Japon et de l'Italie, unis par le biais du pacte tripartite, est rejoint fin 1940 par la Hongrie, la Slovaquie, la Bulgarie et la Roumanie.

L'avancée allemande se trouve cependant arrêtée avec l'échec d'un débarquement envisagé au Royaume-Uni à la fin de l'été. La bataille d'Angleterre au-dessus de la Manche et du sud-est du Royaume-Uni empêche l'aviation allemande de se rendre maîtresse du ciel, condition essentielle pour pouvoir faire traverser les troupes à travers la Manche. A l'automne, Mussolini, jaloux des succès allemands, décident de se lancer à la conquête de la Grèce mais ses troupes piétinent.

Le 24 octobre 1940, Pétain et Hitler se rencontrent à Montoire. La collaboration entre les deux pays est alors mise en place. La fin de cette année 1940 se clôture en France par l'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne.

EG

La Seconde Guerre mondiale dans l'année 1941 peut se résumer en trois différents grands événements : l'opération Barbarossa, la Charte de l'Atlantique et l'attaque de Pearl Harbor.

Pour commencer, nous allons suivre l'ordre chronologique et présenter l'opération Barbarossa du 22 juin 1941. Cette opération est l'invasion par le IIIe Reich de l'Union Soviétique malgré un traité de non-agression entre les deux Etats et ce sera la première défaite de la Wehrmacht allemande. En effet, après la bataille de Moscou, premier revirement militaire de la Seconde Guerre mondiale qui est dû en partie par le nombre de soldats Russe et les conditions météorologiques auxquels les allemands n'étaient pas préparés, le Reich Allemand bat en retraite. L'opération Barbarossa amène donc à la bataille terrestre la plus importante durant la Seconde

Guerre mondiale voire même de l'histoire de l'humanité.

Le deuxième événement majeur de l'année 1941 est la Charte de l'Atlantique, qui fait suite à la Conférence de l'Atlantique s'étant déroulée sur l'USS *Augusta* entre le président américain Franklin Delano Roosevelt et le premier ministre britannique Winston Churchill. La Charte de l'Atlantique est un document regroupant une série de principes permettant le maintien de la paix et la sécurité internationale. Cette déclaration faite le 14 août 1941 portait aussi sur les principes fondamentaux de la justice internationale et les conditions de travail, de progrès économique et la sécurité mondiale. En effet, la Charte de l'Atlantique était surtout un message d'espérance, une promesse de coopération car elle fut signée le 24 septembre par l'URSS mais aussi par les pays européens occupés par l'ennemi tels que la Grèce, les Pays-Bas, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Norvège, le Luxembourg, la Belgique et la France. Cette Charte servit de base à la Déclaration des Nations unies ainsi qu'à la Charte des Nations unies et fut signée par les représentants de 26 pays en guerre contre le IIIe Reich.

Le troisième et dernier événement marquant de l'année 1941 est l'attaque de Pearl Harbor, une attaque surprise menée par les forces aéronavales japonaises contre la base américaine de Pearl Harbor le 7 décembre 1941. En effet, l'empire du Japon a envoyé plusieurs vagues d'avions dès le début de la journée, et dès la première vague à 6h30, des bombes nippones furent larguées sur le sol américain. La seconde vague, venue seulement une heure après la première, fut la plus destructrice et empêcha l'armée américaine de se défendre car les hangars d'avions de la base aérienne de Pearl Harbor et des navires furent détruits. La seule défense possible pour l'armée américaine fut celle portée par les US-Marines à l'aide de leurs cuirassés avec l'artillerie antiaérienne, permettant l'élimination d'une vingtaine d'avions et empêchant les forces aéronavales japonaises de mener une troisième vague. Cette attaque provoqua l'entrée des Etats-Unis dans la Seconde Guerre mondiale aux côtés des Alliés.

MB

L'année 1942 est souvent présentée comme le tournant de la Seconde Guerre Mondiale en faveur

des Alliés malgré un début d'année très mouvementé.

La Solution Finale est le plan d'extermination des juifs pendant le troisième Reich d'Allemagne avec la "Shoah par balles" en première phase. En janvier 1942, la deuxième phase de la Solution Finale débute après la Conférence de Wannsee qui aborde les modalités de ce massacre. La Shoah par balles n'est, pour les Nazis, pas rentable du point de vue du temps que cela prend et du nombre de munitions investies. C'est aussi un "problème" car le moral des troupes baisse et les bourreaux tombent dans la dépression et n'en peuvent plus des massacres. Au printemps, Reinhard Heydrich, le chef de la Gestapo, met en place le Aktion Reinhard qui permet de transformer les camps de concentration en Pologne en camps d'extermination. Le processus de gazage est ainsi mis en place dans ces camps afin de remplacer les balles. Ce système aura fait environ 2 millions de victimes, polonaise majoritairement... Quasiment 90% des juifs polonais ont donc étés assassinés.

Ce n'est qu'à partir du mois de mai 1942 que la situation va tourner en faveur des Alliés (USA (Etats-Unis), France libre, Royaume-Uni, URSS...). Dans la Mer de Corail, au nord-est de l'Australie, la bataille aéronavale est remportée par les USA. En juin, au cœur de l'Océan Pacifique, l'amiral américain Nimitz détruit les plus beaux porte-avions de la flotte japonaise à Midway. L'avance japonaise est alors stoppée à Guadalcanal dans les îles Salomon en novembre.

Hitler a lancé le plan Barbarossa en juin 1941 qui a permis de commencer la conquête de l'URSS par le troisième Reich, c'est alors que l'URSS est devenue une alliée des Occidentaux. L'offensive allemande a été stoppée à Stalingrad, le même mois où l'avance japonaise a été stoppée. A la fin de l'année 1942, en Afrique et mer Méditerranée, les Allemands ont battu en retraite, l'Italie a perdu toutes ses conquêtes (Erythrée, Ethiopie, Libye), la résistance française se renforce fortement et le régime de Vichy est discrédité après l'occupation de la zone Sud de la France. En Asie et dans le Pacifique, les USA ont repris l'initiative et l'avantage.

EG

L'année 1944 est comme divisée en deux morceaux. Le débarquement du 6 juin en est le tournant majeur. Après plusieurs victoires des Alliés, notamment la bataille de Stalingrad en 1943, la perspective d'une reconquête de

l'Europe est de plus en plus imaginable. Les forces opposées à l'Axe commencent en effet à réfléchir au monde de l'après-guerre.

La création du programme du Conseil National de la Résistance (CNR), le 15 mars, en est l'exemple parfait. Son but est d'organiser, dans un premier temps, la Résistance jusqu'à la Libération et, dans un second temps, la vie d'après. C'est le début de l'obtention de nombreux acquis sociaux, comme le droit de vote des femmes, le 21 avril, ou l'adoption d'ordonnances relatives à la liberté de la presse, le 6 mai. Un Gouvernement provisoire de la République française est même créé le 3 juin, à partir du Comité français de Libération nationale. Il est dirigé par le général De Gaulle et il sera plus tard reconnu par la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'URSS. Le 22 juillet, les accords de Breton Woods sont promulgués. Ils réunissent les 44 pays alliés pour définir une organisation économique et un système financier d'après-guerre. Ils sont responsables, entre autres, de la création du fonds monétaire international (FMI) et de la banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).

Concernant le déroulement de la guerre, début juin la BBC annonce l'imminence d'un débarquement. C'est donc le 6 juin que les troupes américaines, britanniques et canadiennes, aidées par de nombreuses autres nations, accostent sur les plages de Normandie. Plus de 150 000 soldats sont mobilisés ce jour-là. Suite à cela et grâce à l'effet de surprise, les Alliés parviennent à avancer dans les terres, libérant petit à petit les villes françaises.

Pour se venger de la progression ennemie et des attaques à répétition de la part de la Résistance intérieure, les SS vont s'attaquer à la population locale. Le 9 juin, 99 hommes sont pendus à Tulle et le 10, ce sont les habitants d'Oradour-sur-Glane qui sont massacrés. Ainsi, du côté de l'Axe, comme du côté des Alliés, les attaques se multiplient. Hitler est victime, le 20 juillet, d'une tentative d'assassinat, qui échoue.

La bataille continue avec le débarquement des troupes alliées en Provence le 15 août. Et c'est le 25 que les militaires entrent dans Paris et contraignent les dirigeant allemands à signer leur capitulation. Puis, petit à petit, c'est la France entière ainsi que les pays riverains qui sont libérés de l'emprise nazie.

La guerre n'est tout de même pas terminée. Les États-Unis continuent de combattre l'Axe dans le Pacifique, par exemple. C'est pour cela que du 23 au 26 octobre, la plus grande bataille navale de l'histoire fait perdre la moitié de leur marine aux Japonais dans le golfe de Leyte, au large des Philippines. Mais, en France c'est la Libération et la fin du régime de Vichy qui sont célébrés avec notamment le défilé de De Gaulle et Churchill sur les Champs-Elysées le 11 novembre.

MT

L'année 1945 est l'année de la victoire des Alliés sur tous les fronts.

A l'Ouest, après avoir contenu la contre-offensive allemande lancée dans les Ardennes en décembre 1944, les Alliés peuvent reprendre l'offensive. Celle-ci butte toutefois sur le Rhin qu'ils ne peuvent franchir qu'en mars 1945. Pendant ce temps, à l'Est, les Soviétiques avancent rapidement après l'effondrement des lignes de défense allemande en janvier 1945 ; Varsovie et Cracovie sont prises les 18 et 19 janvier. Le déséquilibre de la situation sur les deux fronts principaux en Europe explique la position de force dont profite Staline lors de la conférence de Yalta (4-11 février 1945) qui définit les zones d'occupation respectives des trois grands en Allemagne. Peu de temps après cependant, le franchissement du Rhin permet aux Occidentaux d'accélérer et d'atteindre fin avril la Tchécoslovaquie où il rencontre les troupes soviétiques. Un peu plus au nord, la bataille pour Berlin a été déclenchée. Le 30 avril, au moment où les Soviétiques entrent dans la ville, Hitler se suicide. Le nouveau gouvernement allemand accepte alors de capituler. Une capitulation faite en deux fois : le 7 mai à Reims puis le 8 mai à Berlin. Les combats sont terminés en Europe.

En Asie et dans le Pacifique, la fin des combats apparaît plus hypothétique lorsque commence l'année 1945. Les Japonais tiennent encore d'importants territoires et contrôlent des lieux de production de ressources essentielles. Pourtant leur potentiel militaire est fortement entamé : perte de la plupart des grands porte-avions, aviation dépassée et pilotes de plus en plus inexpérimentés. Les raids de B29 sur le Japon commencent pour leur part à limiter les capacités de production d'armement du pays. La difficulté pour les Américains est qu'il faut conquérir île par île et que la résistance japonaise est acharnée. En février, les Américains entament la reconquête des Philippines. Entre

mai et juillet, les Australiens reprennent l'île de Bornéo. Plus à l'Est, l'île d'Iwo Jima et ses 21 km² dure sur février et mars. Le 1er avril, une imposante flotte de porte-avions américains et britanniques s'avance vers Okinawa pour débarquer ; les Japonais répliquent par le lancement d'opérations de kamikazes et par l'engagement de ce qu'il reste de leur flotte. A la fin de la bataille d'Okinawa, la flotte japonaise a quasiment cessé d'exister.

Reste cependant le plus difficile : prendre pied sur les quatre îles principales du Japon. Dans les états-majors alliés, on s'attend à une résistance forcenée des militaires mais aussi des civils. Les plans prévus tablent pour une fin de la guerre dans le Pacifique en 1946 ou 1947. Ce n'est pas, comme on l'a longtemps dit, la seule raison qui explique le recours à l'arme atomique contre le Japon mais il est clair que les bombardements d'Hiroshima (6 août) et Nagasaki (9 août) poussent à accepter la demande de capitulation faite par les Alliés à la conférence de Potsdam. Gouvernement et militaires japonais apparaissent divisés face à cette capitulation. L'acceptation par les Américains du maintien de la monarchie impériale au Japon est l'élément qui amène au discours de Hirohito qui annonce la capitulation japonaise le 14 août. Celle-ci est signée le 2 septembre 1945 sur le cuirassé *Missouri* en baie de Tokyo.

Dans les faits, la guerre se poursuit cependant tant que des traités ne sont pas signés. L'Italie signe un traité de paix en 1947, le Japon en 1951 pendant la guerre de Corée. Quant à l'Allemagne, d'un point de vue officiel, la Seconde Guerre mondiale se termine pour elle avec le traité 2+4 de 1990…

SECRÉTAIRE D'ÉTAT

Sans précision particulière, le terme de Secrétaire d'Etat désigne aux Etats-Unis le chef de la diplomatie américaine (équivalent du ministre des Affaires étrangères)

SÉCURITÉ SOCIALE

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la France se retrouve dans un état désastreux, tout le pays est à reconstruire. La situation sanitaire et démographique est préoccupante. En effet, le parc immobilier connaît une crise sans mesures, la pauvreté se développe avec une grande partie des personnes âgées qui ne touchent pas de retraites, la mortalité infantile est très forte.

C'est dans ce contexte que les ordonnances du 4 et du 19 Octobre 1945 donnent naissance à la Sécurité sociale, un ensemble de dispositifs et d'institutions majoritairement publics qui ont pour fonction de protéger les individus des conséquences d'évènements ou de situations diverses, généralement qualifiées de risques sociaux (comme, par exemple, la santé). Ces ordonnances sont donc mises en place sous le gouvernement de Gaulle en particulier par Ambroise Croizat, un homme politique communiste français. Croizat fut de 1945 à 1946 ministre du Travail et, suite à la création de la sécurité sociale, fut nommé ministre du Travail et de la Sécurité sociale durant l'année 1946 jusqu'en 1947 mais sous divers gouvernements.

La réflexion qui a mené à ces ordonnances s'appuie sur le programme du CNR, le Conseil National de la Résistance qui prônait "un plan complet de sécurité sociale visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail". Ce plan dépasse les clivages politiques au lendemain de la guerre et répond à la nécessité de reconstruire la France. Ses acteurs sont en effet d'orientations politiques diverses (communistes, gaullistes, …).

La sécurité sociale est alors un système unifié et universel qui regroupe les régimes déjà existants avant la guerre avec de nouveaux créés pour répondre aux besoins d'après-guerre. On constate par exemple la création de l'assurance maladie en 1946 mais aussi d'un système de retraite élargi, etc.... La Sécurité sociale ne cesse d'être approfondie au fil des années et s'appuie sur un système de cotisations sociales prélevées sur les salaires des Français et est donc un système de solidarité qui s'inscrit dans une révolution sociale voulue par le CNR et devant donner naissance à une république sociale. La Sécurité sociale, même si elle est parfois attaquée, reste aujourd'hui un fondement de la société et de l'économie française.

AB

SEMAINE DES QUARANTE HEURES

=> QUARANTE HEURES

SÉNAT

Nom de la chambre haute en France à la fin de la Quatrième République et sous la Cinquième République. Les sénateurs sont longtemps élus pour 9 ans au suffrage indirect (par des grands

électeurs qui sont des élus locaux) et sont renouvelés par tiers. La durée de leur mandat est aujourd'hui réduite à 6 ans.

SÉNAT

Nom de la chambre haute aux Etats-Unis. Chaque Etat du pays envoie deux sénateurs à Washington quelle que soit son importance.

SEPTENNAT

Période pour laquelle un président est élu de la Troisième République jusqu'en 2002 (réforme votée en 2000). La longue durée s'explique par la volonté dans les années 1870 d'attendre la mort du comte de Chambord, héritier du trône, avant de pouvoir rétablir la monarchie en France. Seul François Mitterrand a accompli deux septennats complets.

SERVICE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE

=> STO

SFIO

Le sigle SFIO signifie Section Française de l'Internationale Ouvrière. Il s'agit d'un parti politique socialiste français créé en 1905 qui disparait aux alentours de 1969 en devenant le Parti socialiste.

Ce parti doit en grande partie sa création à Jean Jaurès, socialiste, qui a joué un rôle fondamental dans son élaboration en rapprochant les différentes tendances du socialisme français. Ce rassemblement est à la fois une victoire des révolutionnaires, groupe dominant, et une victoire des partisans de Jean Jaurès. Ceux-ci représentent le tiers de la direction même si Jaurès lui-même n'y siège pas car les élus ne peuvent en être membres.

Opposant au capitalisme mais soutenant la République, la SFIO est ébranlée par l'assassinat de Jean Jaurès en juillet 1914 mais se rallie à l'entrée en guerre. La Première Guerre mondiale et la Révolution en Russie creusent cependant une divergence fondamentale entre les révolutionnaires qui veulent renverser le système politique et économique et les réformistes qui veulent changer les choses par la participation à la vie politique. Au Congrès de Tours (décembre 1920), la majorité révolutionnaire crée le Parti Communiste Français et prend le contrôle de l'Humanité, le quotidien socialiste fondé par Jaurès. C'est Léon Blum qui devient la figure principale du parti. Celui-ci choisit de jouer le jeu républicain,

soutenant par exemple des gouvernements radicaux mais sans jamais faire entrer ses membres dans les ministères. La situation change avec la montée des périls dans les années 30. Face à la crise et au progrès des ligues d'extrême-droite, Blum se dit prêt à assurer le pouvoir en cas de victoire électorale de la coalition du Front populaire. Début 1936, Blum devient président du Conseil et mène une politique nouvelle marquée par des lois sociales novatrices. Toutefois, l'expérience du Front populaire ne dure que deux ans et les socialistes français se divisent bientôt sur la question de la pertinence d'une entrée en guerre contre l'Allemagne.

À l'inverse des autres partis socialistes européens, la SFIO est un parti peu centralisé, laissant une grande autonomie à ses élus et aux échelons locaux. Sa direction dispose de peu de moyens humains et financiers d'autant que, contrairement à ses homologues britannique et allemand, il ne peut s'appuyer sur les organisations syndicales qui défendent leur indépendance.

Elle fait partie des groupes politiques qui participent à la Résistance et est au cœur des gouvernements du Tripartisme, puis de la Troisième force après la Seconde Guerre mondiale. Ecartée des affaires à partir de 1951, elle retrouve la direction du gouvernement avec Guy Mollet en 1956 mais elle se divise sur la question de la guerre d'Algérie, puis du soutien à de Gaulle et à la Cinquième République en 1958. Elle disparaît avec la création du Parti Socialiste au début des années 70.

EG / AG / TP / KRF / TB

SHOAH

Mot hébreu signifiant « catastrophe ». Il désigne le génocide des juifs dans les camps d'extermination pendant la Seconde Guerre mondiale. Le mot a été « popularisé » en France par le titre du long documentaire de Claude Lanzmann en 1985.

SHOAH PAR BALLES

=> EINSTAZGRUPPEN

SIDA

Le SIDA (ou Syndrome d'immunodéficience acquise) est un ensemble des symptômes les plus graves causés par le VIH. Ce virus s'il n'est pas traité provoque une dégradation au fil du temps du système immunitaire (= le système de protection du corps contre les maladies) de son hôte. Cela favorise

le développement de maladies "opportunistes" et mortelles qui, chez une personne non infectée, auraient pu être soignées facilement. Bien qu'il soit apparu à la fin des années 70 aux Etats-Unis, aucun vaccin n'existe et nous ne pouvons pas guérir du VIH. Des traitements existent heureusement et permettent aux individus séropositifs de vivre sans atteindre le stade avancé de la maladie et leur permettent aussi de ne pas transmettre la maladie. La méthode de transmission principale est lors des relations sexuelles et en bien plus faible proportion par l'usage de drogues (seringues contaminées) ou de la mère enceinte à l'enfant. Les moyens les plus efficaces de ne pas contaminer son partenaire restent le préservatif et la prise d'un traitement.

En France, plus de 150 000 personnes sont séropositives. Environ 600 personnes par an découvrent qu'ils sont porteurs du VIH, chiffre qui baisse lentement au fil des années grâce à la prévention, aux dépistages (gratuits) et aux traitements. En revanche, nous constatons de fortes inégalités entre les individus infectés et la population : En effet, alors que les homosexuels correspondent à une part de 3 à 10% de la population, ils représentent 43% des contaminés. Les personnes nées à l'étranger, les homosexuels masculins ou les 25-50 ans sont aussi particulièrement surreprésentés dans ces chiffres. Finalement, d'un point de vue géographique, l'Ile de France, la Guyane et la Guadeloupe sont des régions ayant une forte proportion de porteurs.

L'épidémie du SIDA a provoqué en France, comme dans d'autres pays, des réactions contrastées. Pour une partie de l'opinion, les malades du SIDA étaient assimilés systématiquement à des drogués ou des personnes à l'attitude déviante. Ce genre d'attitude, outre qu'elles tendaient à exclure les malades et à les incriminer, a contribué à maintenir pendant longtemps une vision dangereuse de l'épidémie puisque beaucoup pensaient qu'ils ne pouvaient être atteints.

NB

SIGNES RELIGIEUX A L'ECOLE [loi sur la]

Le contexte qui précède la loi sur les signes religieux de 2004 est un débat houleux depuis très longtemps sur la laïcité. En effet, en France depuis 1801 l'Etat était lié à l'Eglise catholique par le concordat. Mais cela pose problème au XIX^{e} siècle dans un contexte de division

de la France avec d'un côté, les Français favorables à la domination de l'Eglise catholique et de l'autre les Républicains indifférents quant à l'Eglise. La France trouve un équilibre au XX^{e} siècle avec la séparation des Églises et de l'Etat en 1905. La République laïque se fonde sur la liberté (de croire ou de ne pas croire, ou de changer de religion), sur l'égalité quelle que soit la religion devant la loi, sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat et enfin sur la neutralité de l'Etat (les agents de l'Etat et des services publics doivent se montrer neutre).

En 2004, une loi sur la laïcité est votée suite à différents incidents dans des établissements scolaires et est promulguée le 15 mars. Elle interdit aux élèves des écoles, collèges et lycées publics le port de toutes manifestations ostentatoires de leur religion. Toutefois, ils peuvent porter des signes religieux dans la limite où ils sont discrets. Cette loi vise à préserver les enfants de toute pression religieuse. Cependant les écoles privées et les universités ne sont pas concernées. Il en va de même pour les intervenants extérieurs comme les parents d'élèves.

Mais il reste des débats quant à l'application de cette loi. En effet, c'est aux chefs d'établissements des écoles, collèges et lycées publiques d'interpréter eux-mêmes la loi pour sanctionner ou non un cas de manifestation religieuse. Une question se pose donc : faut-il réécrire la loi pour éviter toute confusion ? Pour l'instant, l'Education nationale soutient que cela vient d'un problème de compréhension de la loi.

ER

SIX JOURS [guerre des]

La Guerre des Six jours est une guerre qui a débuté le lundi 5 juin 1967 et duré jusqu'au samedi 10 juin 1967. Celle-ci a opposé Israël aux armées égyptienne, jordanienne, libanaise et syrienne. Ces quatre armées comprennent un commandement unifié depuis mai 1966 et sont déjà mobilisés depuis fin mai 1967.

La guerre est provoquée par le blocage du détroit de Tiran aux navires israéliens le 23 mai ; ceux-ci ne peuvent plus accéder à la mer Rouge et les Israéliens considèrent cet acte comme un *casus belli*. Le 5 juin Israël lance sa première offensive terrestre et aérienne contre l'Egypte avant l'attaque des armées arabes. La puissance israélienne lui permet de résister aux attaques aériennes jordaniennes sur Jérusalem-Ouest.

Le 6 juin, les trois quarts de l'aviation égyptienne sont détruits et l'armée israélienne encercle Jérusalem-Est. Le commandement de Tsahal, l'armée israélienne, poursuit l'offensive qui permet en quelques jours d'occuper le désert du Sinaï à l'est de l'Egypte, la Cisjordanie et Jérusalem-Est, le plateau du Golan qui appartient à la Syrie. La guerre se termine le 10 juin par un cessez-le-feu général proclamé à 18 heures. Les Israéliens ont remporté cette victoire foudroyante en perdant seulement 800 hommes contre 20 000 pour les armées arabes.

Dans cette guerre gagne beaucoup. L'Etat juif quintuple sa superficie administrant désormais plus d'un million de Palestiniens. Le 22 novembre 1967, l'ONU adopte la résolution 242 qui demande aux forces israéliennes de se retirer de ce qu'on appellera désormais les « territoires occupés ».

ST

SOCIALISME DE MARCHÉ

Le socialisme de marché vise à ce que les moyens de production soient détenus par l'Etat en laissant pour autant une certaine flexibilité aux entreprises, notamment pour la prise de décision au sein-même de l'entreprise. Ce système économique a été mis en place par Deng Xiaoping qui libéralise donc l'économie chinoise tout en gardant les fondements politiques propres au communisme.

SB

SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION

Type de situation développée dans les pays riches après la Seconde Guerre mondiale qui voit augmenter le confort matériel de populations (une part moindre des dépenses est consacrée au logement et à l'alimentation, ce qui permet d'acheter d'autres types de produit). La société de consommation a été critiquée à partir des années 60 pour ses effets néfastes tant sur l'environnement (une production croissante entraînant des effets polluants croissants) qu'au plan culturel.

SOCIÉTÉ DUALE

Situation d'une société dans laquelle les écarts de richesse s'accroissent et conduisent à la coexistence de populations aisées et de populations fortement précarisées.

SOCIÉTÉ POST-INDUSTRIELLE

Société dans laquelle les services occupent la majorité de la population active. Elle est caractéristique aujourd'hui des pays développés.

SOEKARNO

=> SUKARNO

SOFT POWER

Forme de puissance passant par la diffusion d'idées, de connaissances et de valeurs de manière non contraignante, par la séduction que peuvent offrir notamment des images télévisées.

SOYOUZ

Soyouz est une famille de vaisseaux spatiaux soviétiques qui, depuis 1967, sont l'unique moyen russe d'emmener en orbite des cosmonautes. Soyouz, développé par l'agence Roscosmos, a permis d'assurer la relève des équipages et l'acheminement des vivres à bord des stations soviétiques Saliout et Mir, et, jusqu'à encore aujourd'hui avec la Station Spatiale Internationale (ISS).

MB

SPOUTNIK

Satellite artificiel soviétique mis en orbite terrestre en octobre 1957. Son lancement amena les Américains à douter de leur puissance et contribua au renforcement de leur programme spatial.

S.S.

Les SS ou la *Schutzstaffel* sont une organisation nazie créée en 1925 dont le rôle était initialement d'assurer la sécurité d'Hitler. Leur chef fut de 1929 à 1945 Heinrich Himmler. Après l'arrivée au pouvoir d'Hitler en 1933 l'organisation obtient de nombreuses nouvelles tâches. Comme la répression des opposants par des renseignements à travers le RSHA. Cela va permettre de remplir les camps de concentration qui furent contrôlés par la branche de l'*Allgemeine* SS. D'autre part les SS organisent la police par l'*Ordnungspolizei*. Et ils disposent aussi des commandos militaires de la *Waffen* SS. Les SS contrôlent en fait la plupart des forces armées nazies.

NB / PB / JB / ED

STALINE (Iossif Vissarionovitch Djougachvili dit Joseph)

Homme d'État soviétique né le 18 décembre 1878 (ou 1879) à Gori en Géorgie. Ancien élève d'un séminaire orthodoxe, il milite dès 1898 dans la social-démocratie géorgienne (parti politique ouvrier clandestin) pour ensuite prendre le parti des bolcheviques. En 1917, il se rallie aux « thèses d'avril » de Lénine et assure la direction du parti bolchevique quand Lénine part en Finlande. Il met ensuite en place une politique de centralisation (politique où toutes les décisions sont prises dans un même lieu pour garantir l'égalité de traitement des administrés, inspirée de la Révolution Française) et devient Secrétaire Général du parti à partir de 1922. Il élimine tous ses concurrents à la succession de Lénine. Dès 1929, il met en place une politique de collectivisation des terres qui va avoir pour conséquence la déportation de millions de koulaks dans des goulags. Pour développer l'industrie lourde, Staline met en place la planification d'objectifs sur 5 ans en ayant recours au travail forcé et en imposant l'idéologie soviétique. Durant cette période, il élimine tous ces opposants grâce à la police politique et aux Grands Procès de Moscou.

Malgré la rupture du pacte germano-soviétique de l'Allemagne et l'attaque de cette dernière en URSS (juin 1941), Staline redresse la situation en faisant appel au sentiment patriotique de ses populations mais aussi en maintenant perpétuellement dans la terreur tous les chefs de l'Armée rouge. Il impose une résistance à tout prix à l'avancée des unités allemandes, ordonne le déplacement des usines vers l'Est et réclame sans cesse à ses alliés occidentaux l'ouverture d'un second front. A plusieurs reprises l'URSS est proche de l'effondrement mais Staline obtient toujours un sursaut souvent en sacrifiant des dizaines de milliers de soldats. A partir de

l'échec allemand à Stalingrad, ville symbole qui ne pouvait pas tomber aux amins d'Hitler, l'Armée rouge prend l'offensive à son tour. Les victoires qu'elle remporte jusqu'à la prise de Berlin au début de mai 1945 mettent Staline en position de force face aux Occidentaux (conférence de Yalta en février 1945). En libérant les pays européens de l'Est, Staline peut réussir à les placer sous l'influence soviétique obtenant ainsi un glacis protecteur pour l'URSS.

La Guerre froide renforce sa conviction d'une URSS encerclée et menacée par les capitalistes… et empêche donc toute négociation entre les deux blocs jusqu'à sa mort le 5 mars 1953.

CD/MD/MF/EJ/TB

STALINGRAD [bataille de]

La bataille de Stalingrad, ayant opposé les armées allemandes et soviétiques d'août 1942 à janvier 1943, est considérée comme un tournant majeur de la Seconde Guerre mondiale. Cette bataille est l'un des épisodes les plus marquants de l'histoire militaire du XX^{e} siècle. Ce combat titanesque dans lequel les deux grandes puissances ont engagé des moyens humains et militaires considérables se termine par une victoire décisive de l'Armée rouge qui marque un arrêt dans la progression du Troisième Reich en Union soviétique.

EG / AG / TP / KRF

STATUT DES JUIFS

Loi du 3 octobre 1940 adoptée par le régime de Vichy dirigé par le maréchal (modifiée le 2 juin 1941). Le statut des juifs contient un ensemble de mesures antisémites qui privent les juifs de l'exercice de certains métiers. Le gouvernement de Pétain y donne une définition de qui est juif qui est encore plus sévère que celle des Allemands.

STO

Le service de travail obligatoire s'inscrit dans la continuité de "la Relève" (qui avait pour but d'envoyer des travailleurs français en Allemagne contre des prisonniers de guerre) et de la conscription obligatoire. Le STO fut instauré avec la loi du 16 février 1943 par Pierre Laval, sous l'impulsion du commissaire pour l'emploi de la main d'œuvre du Reich, Fritz Sauckel qui demandait 250 000 ouvriers.

Avec la mise en place du STO, les jeunes hommes nés entre

1920 et 1922, soit ceux âgés de 20 à 22 ans sont réquisitionnés. Les Allemands étant envoyés sur le front russe ce sont donc les français qui prennent leur place et sont forcés de servir de main d'œuvre à l'Allemagne. La mise en place de cette loi a marqué une rupture entre le régime de Vichy et la population. En effet, le STO était très impopulaire et a vu de nombreux réfractaires apparaître. La délation et l'utilisation des forces de l'ordre ont été largement préconisés, ce qui à conduit de nombreux jeunes à se réfugier dans les maquis et rejoindre la Résistance afin d'échapper à cette réquisition. Au total, entre juin 1942 et août 1943, plus de 600 000 Français furent envoyés en Allemagne.

Affiche de propagande réalisée par les services allemand et vichyste en avril 1943

RG

SUD RADIO

Sud Radio a été créée en 1958. A cette époque-là le nom était « Andorradio» puisqu'elle était basée en Andorre pour contourner la loi française qui interdisait les stations commerciales et privées sur le territoire national. Andorradio et une autre station sont autorisées à émettre depuis l'Andorre durant vingt ans à partir du 29 mars 1961 suite à un accord avec le Conseil des Vallées d'Andorre. L'autre station sera « Radio Andorre » qui émettra en Espagne et à l'international.

Le nom « Sud Radio » naîtra en 1966, l'émetteur se situera au Pic blanc et ainsi avec la puissance plus importante dont elle sera dotée, la radio sera très écoutée dans les régions Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon ainsi qu'en Aquitaine.

En novembre 1981, Sud Radio recevra l'autorisation d'émettre depuis Gauré. Elle sera autorisée à émettre sur la bande FM française qu'à partir de mars 1986.

Afin de mieux se développer la radio émettra en Andorre ainsi que depuis Labège et Paris. En 1994, la radio couvre 22 départements du sud de la France son chiffre d'affaires dépassera 100 millions de francs en 1995. En 2000, toutes les émissions pourront être diffusées en numérique. En 2001, quatre

fréquences seront attribuées à Sud Radio en Auvergne-Limousin. Sud Radio sera vendue à Sudporters en 18 novembre 2005. Les studios seront à Labège en 2008 avec un correspondant permanent à Marseille afin d'avoir une audience supplémentaire.

Logo actuel de Sud Radio

En 2017, son activité sera entièrement regroupée à Courbevoie près de Paris. Elle est diffusée en région parisienne ainsi que dans le sud de la France, c'est une radio sociale, politique, sportive et de débat. Sud Radio est dirigée par Fiducial Médias depuis septembre 2013, elle est également membre du Syndicat des radios indépendantes. Avec la crise sanitaire actuelle, Youtube menace en avril 2021 de fermer la chaine de Sud Radio car elle ferait circuler de fausses informations et elle ferait également des théories complotistes. Il y a effectivement une énorme différente entre la radio musicale et de détente des années 70 et la radio du début des années 2020 qui cherche, comme d'autres, à créer la polémique sous couvert de défendre les intérêts du peuple comme pendant la crise des Gilets jaunes (ceux-ci étaient particulièrement soutenus par une antenne devenue populiste et anti-élites).

LSM

SUEZ [crise de]

Cette crise de Suez a lieu en 1956 sur le territoire égyptien, à la suite de la nationalisation du Canal par l'Égypte. En effet, le canal de Suez, construit à l'est du territoire égyptien, est un espace de transit majeur dans les commerces mondiaux, un point de passage stratégique pour le commerce pétrolier ; il forme un raccourci direct entre la mer Rouge et la mer Méditerranée.

Après son coup d'État pour prendre le pouvoir en 1956, Nasser devient le premier président de la République égyptien. Il nationalise directement le Canal de Suez, dans le but de financer la modernisation de son pays, de le reconstruire, mais également de couper l'accès à ce

canal pour Israël. La privatisation du Canal permet de taxer les passages de bateaux et ainsi de relancer l'économie du pays.

Le canal était possédé et dirigé par des Britanniques et des Français qui l'avaient financé lors de sa construction initiale au XIX^{e} siècle. Les puissances britanniques et françaises, affaiblies après la Seconde Guerre mondiale, ne peuvent pas affronter directement l'Égypte qui commence à se rapprocher de l'Union soviétique. Elles organisent une opération conjointe (et secrète) avec Israël. L'armée israélienne attaquera la zone du canal ce qui permettra une intervention franco-britannique destinée à sécuriser la zone (et à en reprendre le contrôle). L'opération est lancée par les Israéliens le 29 octobre 1956 ; le 5 novembre, les troupes franco-britanniques débarquent pour prendre le contrôle du canal de Suez… Succès ? Non car les logiques de la guerre froide s'imposent.

Ce conflit montre que la France est désormais soumise à l'autorité et aux décisions prises par la superpuissance américaine. Lorsque l'Union soviétique menace la France, le Royaume-Uni et l'Israël, les trois pays demandent une aide des États-Unis. Dans un contexte d'élection présidentielle, les États-Unis ne veulent pas d'un conflit supplémentaire, ils demandent donc aux différents pays de se retirer rapidement de la zone du canal. Ne pouvant se défendre sans l'aide de la superpuissance américaine, les Franco-Britanniques se voient dans l'obligation de se retirer et de laisser le Canal de Suez à l'Égypte.

Ce conflit autour du Canal de Suez et son échec font entrer la France dans une crise morale qui vient s'ajouter aux tourments de la guerre menée en Algérie. Cependant, suite à cette crise, la France va adopter des ambitions différentes de celle du Royaume-Uni qui s'aligne sur les Etats-Unis en tous points. Charles de Gaulle va, après son élection en 1958, mettre au point une réelle force de dissuasion nucléaire française, pour éviter d'être dépendant d'autres pays et pouvoir se défendre seul.

AG

SUKARNO

Soekarno ou Sukarno, de son vrai nom Koesno Sosrodihardjo, est né le 6 juin 1901 à Surabaya en Indonésie.

Depuis 1800, la Hollande a fait des Indes orientales néerlandaises une de ses colonies. Sukarno a connu pendant son enfance le « racisme hollandais »

que cette domination a engendré contre la population locale, mais aussi la misère et la maladie, le typhus sévissait à ce moment-là. En 1926, il refuse de se soumettre aux colonisateurs et fonde alors le Parti National Indonésien, il est emprisonné en 1933 puis exilé. Les Japonais, qui avaient envahi l'Indonésie, retrouvent Sukarno et lui proposent de devenir le président de l'Indonésie que les Japonais avaient soumise. Il proclame donc l'indépendance de l'Indonésie le 17 août 1945 et s'en proclame président de la République. Il conduit la guerre de décolonisation face aux Pays-Bas jusqu'en 1949.

Sukarno fait tomber progressivement le pays qu'il gouverne dans un régime autoritaire après 1948 et ajourne les élections qui auraient dû avoir lieu en 1959. En 1963, il se proclame président à vie.

Le coup d'Etat du parti communiste en 1965 donne la possibilité aux militaires de mettre en échec Sukarno. Ils le destituent ainsi progressivement de ses fonctions et titres pour le remplacer par Suharto en 1968. Il meurt le 21 juin 1970 dans un hôpital de Jakarta en Indonésie.

EG

SUNNITES

Musulmans qui suivent les préceptes de la tradition (Sunna). Ils forment le courant majoritaire au sein de l'islam (90 % des musulmans) mais sont minoritaires en Irak (même si le pouvoir de Saddam Hussein se rattachait à ce courant) et surtout en Iran.

SUPRANATIONALITÉ

Principe qui voit une autorité s'établir au-dessus de l'autorité des gouvernements nationaux.

SWORD

=> DEBARQUEMENT EN NORMANDIE

T

TALIBANS

Etudiants en religion des écoles du sud-ouest de l'Afghanistan. Ils s'emparent du pouvoir en Afghanistan en 1996 et imposent la charia dans le pays (refus de tout ce qui fait la vie moderne, de la démocratie ou des autres religions). Chassés de Kaboul à la fin de 2001 avec l'intervention américaine, ils continuent à mener une active guérilla contre les troupes occidentales.

TÉLÉPHONE ROUGE

Nom sous lequel on désigne le système de communication directe entre le Kremlin et la Maison Blanche. Ce système a été mis en place en 1963, au lendemain de la crise des fusées de Cuba, et symbolise en quelque sorte la Détente et la « co-gestion » du monde par les deux superpuissances.

TÉLÉVISION

Moyen de communication audio-visuel. Mise au point dans l'entre-deux-guerres, la télévision se développe plus rapidement aux Etats-Unis alors que le nombre de postes peine à croître en France dans les années 50. L'offre de programmes est alors limitée car il n'y a qu'une chaîne en noir et blanc et qui ne diffuse qu'en soirée. Les années 60 marquent le décollage de la télévision : « l'étrange lucarne » entre dans les foyers mais reste fortement contrôlée par le pouvoir pour qui elle est « la voix de la France ». Au milieu des années 80, il n'y a encore que trois chaînes nationales lorsque François Mitterrand autorise la création de nouvelles chaînes qui seront commerciales et échappent donc au contrôle direct de l'Etat (ce seront Canal Plus, La Cinq et TV6). L'arrivée de la diffusion numérique par satellite, puis de la TNT, va faire exploser le nombre des chaînes de télévision depuis le milieu des années 90.

TERRITOIRES OCCUPÉS

Nom donné aux territoires essentiellement peuplés de Palestiniens dont Israël a pris le contrôle pendant la guerre des Six jours (1967). Ils comprennent le plateau du Golan (appartenant à la Syrie), la bande de Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem Est. La

bande de Gaza et la Cisjordanie sont passés sous l'autorité palestinienne à la suite des accords de Washington (1993).

TF1

Au milieu des années 70, il existe trois chaînes de télévision publique (appartenant à l'État français) dont « Télévision Française 1 », plus connue sous son sigle TF1. C'est la première et la plus ancienne chaîne de télévision généraliste nationale française créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le nom TF1 est, lui, apparu le 6 janvier 1975 suite à l'éclatement de l'ORTF. Au fur et à mesure du temps la chaîne a évolué, tout d'abord elle était publique puis privatisée par le groupe industriel Bouygues (1987).

TF1 est la première chaîne de France et même d'Europe en termes d'audiences. Cependant, elle a vu ses audiences divisées à cause de la multiplication de chaînes concurrentes sur la TNT puis sur les satellites et internet.

Le siège social est situé à Paris dans la tour TF1 à Boulogne-Billancourt dans les Hauts-de-Seine. Différentes chaînes appartiennent au même groupe TF1 telles que TF1 séries films, Histoire TV, LCI, TFX, TMC…

La chaîne diffuse de nombreuses émissions de divertissement à des heures journalières ciblant tous publics, tous âge, toutes catégories socio-professionnel, toutes régions... telles que des dessins animés, des séries « Demain nous appartient », des jeux « Les Douze coups de Midi, The Voice, », du sport comme des matchs de football, des émissions politiques, des films, de la télé-réalité et surtout les journaux de 13h et 20h qui comptabilisent plus de 7 millions de téléspectateurs chaque jour.

Tour TF1 à Boulogne-Billancourt

Pendant les journaux télévisés, les journalistes présentent

l'actualité de la journée et des reportages nationaux et internationaux. Par exemple, l'événement de Notre Dame de Paris qui a beaucoup fait parler. En quelques minutes, l'information circule sous forme de bouche à oreille et envahie la plateforme des réseaux sociaux. Le journal s'empare donc de l'information et la diffuse de façon à tenir au courant toutes les générations françaises. Les Français préfèrent regarder et croire les journaux télévisés plutôt que les réseaux sociaux qui eux relatent des informations bien souvent fausses, amplifiées ou infondées. Le succès pendant de longues années du journal très populiste de 13 heures présenté par Jean-Pierre Pernaut montre le poids de l'information orientée de la chaîne la plus regardée en France.

LP

THATCHER (Margaret)

Née le 13 octobre 1925 à Grantham, dans le Lincolnshire en Angleterre d'un épicier et d'une couturière et morte le 8 avril 2013 à Londres, Margaret Thatcher fait partie des personnages les plus importants mais aussi les plus controversés du XX^{e} siècle.

Ayant eu une enfance paisible malgré l'éducation stricte que lui donnaient ses parents, Margaret Roberts passe une licence de chimie à Oxford en 1946, pour ensuite rejoindre l'association des étudiants conservateurs d'Oxford dont elle devient la présidente. En 1950, elle commence des études juridiques. C'est durant cette période qu'elle rencontre Dennis Thatcher, avec qui elle se mariera en 1951 et a des jumeaux en 1953, Carol et Mark.

Au sein du parti conservateur, elle progresse dans la hiérarchie et est élue en 1959 à la Chambre des Communes. En 1970, elle devient Ministre de l'éducation. A ce poste, Thatcher défend l'idée d'une baisse de la pression fiscale et chasse les dépenses inutiles. En 1975, elle devient la première femme à prendre la tête du parti conservateur. Margaret Thatcher est pour le libéralisme économique et veut rabaisser le rôle de l'État et des syndicats pour raviver le sens de l'effort et de la réussite individuelle au sein de la population.

Son ennemi principal, c'est l'URSS qu'elle ne s'empêche pas de critiquer dans de nombreux discours. Cette haine est réciproque, ce qui lui vaut pour la première fois le surnom de Dame de fer dans les journaux soviétiques. Ce surnom sera rapidement employé partout

dans le monde et la suivra jusqu'à sa mort en 2013.

Pendant l'hiver 1978-79, une flambée de grèves et de contestations se déclare dans le pays, ce qui la conduit le 4 mai 1979 à devenir la première femme Premier Ministre du Royaume-Uni. Dès le début de son mandat, elle doit faire face à des vagues de contestations en Irlande du Nord, où 9 prisonniers décident d'entamer une grève de la faim. Ils cèdent après que l'un d'entre eux ait perdu la vie, au bout de 172 jours ce qui montre le caractère intransigeant de Thatcher.

Le printemps 1982 peut être considéré comme un tournant dans son mandat. En effet, les îles Malouines en Atlantique sud ayant été envahies par l'Argentine, elle décide d'y envoyer des troupes anglaises afin de reconquérir ce territoire. La victoire rapide des Anglais refait l'unité nationale et permet à La Dame de fer d'être largement réélue aux élections de 1983. Elle continue alors de rabaisser le rôle de l'État en encourageant la privatisation des entreprises comme *British Airways*. Or les convictions ultra-libérales et anti-construction européenne de Thatcher ne sont pas partagées par tout le monde, ce qui lui vaut en 1984 d'être la cible d'une attaque à la bombe. Sa popularité reste malgré tout plutôt haute ce qui lui permet de ne pas céder lors de la grande grève des mineurs en 1984-85 et de fermer les mines non-rentables. Malgré ses efforts et l'augmentation de la productivité, la précarité augmente, l'industrie britannique est en déclin et si l'économie reprend des couleurs, c'est seulement grâce à la City de Londres et la gestion des finances.

Sur le plan international, Margaret Thatcher est proche de Ronald Reagan, avec qui elle partage un anticommunisme viscéral, mais est moins appréciée en Europe. En effet, sa requête qui demande à ce que le Royaume-Uni récupère une partie de l'argent versé au budget de la Commission Européenne

excède les autres membres, comme François Mitterrand, alors président français.

En novembre 1990, elle est contrainte à la démission par sa propre majorité parlementaire pour avoir fait voter un impôt extrêmement impopulaire, la *poll tax*, laissant ainsi sa place à John Major. En 2002, après avoir donné de nombreuses conférences, elle se retire de la vie publique pour ménager sa santé. Très affectée par la mort de son mari en 2003, elle meurt le 8 avril 2013 d'une attaque cérébrale, à Londres.

MD

TIANANMEN [massacre de la place]

Les manifestations de Tiananmen sont des mouvements culturels d'étudiants qui dénoncent la corruption au sein de la Chine et souhaitent de nouvelles réformes politiques et démocratiques. Leur objectif est l'obtention, dans une Chine qui commence à se développer de manière rapide, de la cinquième modernisation c'est-à-dire la démocratie.

Ces manifestations ont lieu sur la place centrale de la ville de Pékin, du 15 avril 1989 au 4 juin 1989. Une statue représentant la déesse de la démocratie est érigée sur la place où sont rassemblés des milliers de civils (notamment des étudiants). Au fur et à mesure, les manifestations prennent une grande ampleur et s'étendent dans plusieurs villes de Chines.

Apres plusieurs négociations avec les manifestants, le gouvernement chinois décide d'instaurer la loi martiale le 20 mai 1989 et fait intervenir l'armée de manière brutale à partir du 4 juin 1989. L'arrivée de l'armée va provoquer un massacre dans le pays avec plusieurs milliers de morts et d'arrestations.

La répression voulue par le gouvernement chinois provoque une condamnation internationale. Cette condamnation amène de nombreux pays et entreprises à remettre en cause leurs relations économiques avec la Chine… Mais six mois plus tard, les affaires reprennent comme si rien ne s'était passé.

AR

TIERS-MONDE

Expression forgée en 1952 par Alfred Sauvy pour désigner les pays qui, bien que majoritaire démographiquement, ont un rôle insignifiant dans la marche du monde du fait de leurs faiblesses économiques et politiques (notamment par rapport aux deux

blocs qui s'affrontent dans la guerre froide). L'unité du Tiers Monde qui avait été rêvée, notamment après la conférence de Bandung, s'est révélée illusoire du fait des rivalités entre les Etats issus de la décolonisation. Les différences de stratégie de développement ont conduit à des écarts croissants entre les continents : enrichissement des Etats pétroliers, croissance importante en Amérique latine, décollage d'un grand nombre de pays de l'Est asiatique, faiblesse de l'Afrique.

TORCH [Opération]

Opération de débarquement des Alliés en Afrique du Nord (Maroc et Algérie) au cours de la Seconde Guerre mondiale (8 novembre 1942). Organisée par le général Eisenhower, elle est menée par des troupes venue du Royaume-Uni et des Etats-Unis. L'objectif est à la fois d'essayer de prendre à revers les troupes de l'Axe présentes en Afrique du Nord (Tunisie et Libye) tout en installant un point de départ pour une offensive en Italie qui ouvrirait un second front en Europe réclamé régulièrement par Staline. Le débarquement crée une situation compliquée car une partie des troupes vichystes présentes choisissent de résister militairement à l'opération alliée.

TOTALITARISME

Mot désignant les régimes politiques dictatoriaux qui ont en commun la volonté de créer un homme nouveau, endoctriné et embrigadé, totalement soumis à l'Etat et au pouvoir du chef.

TREIZE MAI 1958

Avant d'essayer de comprendre ce qu'il s'est passé dans la journée du 13 mai 1958, il faut connaître le contexte et la situation dans laquelle est plongée l'Algérie à cette époque.

Depuis 1954 se déroule une guerre d'indépendance opposant les indépendantistes, représentés par le FNL, et l'armée française soutenue par les Français originaires de métropole, appelés les "pieds noirs". Ces derniers, qui représentent une minorité, sont favorables à la conservation de l'Algérie en tant que colonie française. Cependant, à Paris, les avis se divisent au sein du gouvernement et de l'opinion publique sur la question algérienne. C'est pourquoi les Français d'Algérie veulent empêcher la mise en place du nouveau gouvernement Pflimlin

par crainte d'une possible émancipation de l'Algérie.

C'est dans ce contexte de tensions et de chaos politique que se déroule l'événement qui sera appelé "Le coup d'État du 13 mai 1958". Profitant de manifestations contre des actions du FLN et contre la volonté du gouvernement français d'instaurer un cessez-le -feu avec les indépendantistes, Les partisans de l'Algérie Française ont envahi avec le soutien de l'armée le bâtiment du gouvernement général. Un Comité de Salut Public est nommé sous la présidence du général Jacques Massu. Alors que Pierre Pflimlin est investi en France a la tête du gouvernement après un mois sans ministère, le comité réclame le retour de de Gaulle au pouvoir, espérant conserver grâce à lui les départements algériens attachés à la France.

Sous la menace populaire et le risque de soulèvement, le Parlement cède fin mai et le Général de Gaulle est finalement investi le 1er juin en tant que Président du conseil avec les pleins pouvoirs pour réformer la constitution. Cela est perçu comme une victoire par les partisans de l'Algérie française, mais après avoir mis en place la constitution de la Cinquième République, de Gaulle laissera finalement le choix au peuple algérien de son avenir en 1962, choix qui sera bien entendu en faveur de l'indépendance.

NB

TRENTE GLORIEUSES

Nom donné par l'économiste Jean Fourastié à la longue période de croissance économique connue après la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années 70. Les Trente Glorieuses sont marquées dans les pays occidentaux par l'enrichissement de la population et le développement de la société de consommation.

TRIPARTISME

Coalition entre 1945 et 1947 des trois principaux partis français au lendemain de la guerre : le PCF, la SFIO et le MRP. Le tripartisme cesse en mai 1947 avec le début de la guerre froide et le renvoi des ministres communistes par Paul Ramadier.

TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Régime politique de la France proclamé le 4 septembre 1870 après la chute du Second Empire. Cette nouvelle république connaît une naissance compliquée (défaite face à la Prusse ;

soulèvement de la Commune de Paris ; majorité monarchiste) et prend d'abord une forme provisoire (adoption de lois constitutionnelles seulement en 1875). A partir de 1879, le contrôle de tous les organes du régime revient enfin aux Républicains. Ce sont d'abord les Républicains modérés (dit « opportunistes ») qui gouvernent avant que ne parviennent au pouvoir en 1902 les Républicains radicaux qui transforment la France en République laïque (loi de décembre 1905). La République traverse sans vrais troubles la Première Guerre mondiale mais se retrouve attaquée dans la situation troublée des années 30 (journée du 6 février 1934). Elle disparaît sans être officiellement supprimée le 10 juillet 1940 lorsque, dans le contexte de la défaite militaire face à l'Allemagne, Philippe Pétain obtient les pleins pouvoirs.

TRUMAN (Harry)

Président des Etats-Unis de 1945 à 1953, Harry Truman a exercé ses fonctions pendant la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début de la Guerre froide.

Né le 8 mai 1884 dans le Missouri dans une famille d'agriculteurs, Harry Truman fait des études dans une école de commerce avant de partir combattre en France pendant la Première Guerre mondiale. A son retour, il entame une carrière politique au sein du parti démocrate. En 1934, il devient sénateur du Missouri et siège désormais au Congrès à Washington. Il y crée le comité Truman qui enquête sur les gaspillages, fraudes et corruption dans les contrats militaires. Cela lui permet d'être connu et l'amène à être élu en 1944 comme vice-président de Franklin Delano Roosevelt.

C'est à la suite de la mort de celui-ci le 12 avril 1945 qu'Harry Truman accède à la présidence des Etats-Unis. Il effectue quasiment deux mandats terminant celui de Roosevelt à peine entamé avant

d'être élu de justesse en novembre 1948. Ses huit années de présidence ont été marquées par de multiples actions.

Truman doit d'abord terminer la Seconde Guerre mondiale. Il poursuit la politique de Roosevelt qui donne naissance à l'ONU, participe à la conférence de Potsdam (juillet-août 1945) mais prend surtout la décision d'utiliser la bombe atomique contre le Japon afin de terminer la guerre plus vite.

En 1947, Truman va faire le choix très important de ne pas faire revenir les Etats-Unis à l'isolationnisme mais, au contraire, d'être interventionniste en plein accord avec les alliés européens. Le 5 mars 1947, il pose les principes de la doctrine Truman. Celle-ci a pour volonté d'endiguer de façon active l'influence croissante des Soviétiques dans le monde (« *containment* »). Elle s'accompagne d'une politique d'assistance militaire et économique aux pays désireux de se reconstruire et de résister aux communistes ; c'est le plan Marshall d'avril 1947. Il doit donc faire face aux premières crises de la guerre froide : le blocus de Berlin et le pont aérien mis en place pour y résister ; la guerre de Corée qui commence en 1950. C'est également sous sa présidence qu'est créé l'OTAN en 1949.

Harry Truman est aussi l'homme du *Fair Deal*, un plan destiné à mieux protéger les Américains. Toutefois ces actions ne lui apportèrent pas une popularité suffisante pour tenter de se faire réélire en novembre 1952. Truman se retira alors dans le Missouri où il vécut modestement faute de pensions de retraite alors pour les anciens présidents. Il mourut le 26 décembre 1972.

AC

TRUMP (Donald)

Né le 14 juin 1946 à New York, Donald Trump est le fils d'un riche promoteur immobilier. Il reprend l'entreprise familiale, la fait prospérer et la diversifie (casinos, terrains de golf, hôtels et résidences de luxe, médias, organisation d'événements). Il impose sa personnalité égocentrique et provocatrice, aimant la polémique et le scandale ; ainsi, de nombreux lieux lui appartenant sont rebaptisés à son nom comme la *Trump Tower* de New York. C'est cette personnalité qui est mise en avant dans l'émission de téléréalité *The Apprentice* qu'il produit et anime à partir de 2004 ; l'émission consiste à observer la lutte entre différents candidats qui cherchent à obtenir un poste de cadre supérieur dans

une de ses compagnies. Cependant, la réputation de réussite de Trump apparaît quelque peu fantasmée : ses entreprises sont souvent endettées et plusieurs font de retentissantes faillites.

Trump commence à avoir une action politique en soutenant Ronald Reagan (qu'il admire tout comme Richard Nixon) alors qu'il était jusque-là plutôt étiqueté comme proche des Démocrates. Il adhère un temps à l'éphémère Parti de la Réforme dont il envisage d'être la candidat à la présidentielle en 2000. Il redevient ensuite démocrate à l'époque de la présidence de George W. Bush, soutient Hillary Clinton à la primaire de 2008 mais revient dans le camp républicain avec l'élection de Barack Obama.

Donald Trump en 2017

Le 16 juin 2015, Donald Trump annonce sa candidature à la présidentielle de 2016. Son slogan de campagne (*Make America Great Again*) se rattache au souvenir de la campagne de Ronald Reagan. Cette candidature va être longtemps traitée comme purement anecdotique, la majeure partie des experts estimant que Trump ne pourra pas sortir vainqueur des primaires du Parti républicain. Or, le langage direct, les prises de position « cash » (sur l'immigration par exemple) de Donald Trump le font grimper rapidement dans les sondages d'opinion des partisans des Républicains. Mi-avril 2016, il apparaît comme le vainqueur des primaires républicaines. Là où le parti cherchait un candidat modéré, il se retrouve avec un candidat extrémiste dans lequel beaucoup des cadres ne se reconnaissent pas. Le 16 juillet 2016, Trump est investi avec Mike Pence comme candidat à la vice-présidence.

Le même manque de perspicacité va se poursuivre durant la campagne électorale. La plupart des observateurs estiment encore la veille du vote qu'Hillary Clinton ne peut être battue (30 sondages seulement sur 376 le donnent vainqueurs pendant la campagne). La victoire de Trump le 8 novembre 2016 est un véritable choc. Tout au

long de sa campagne, il n'a cessé de radicaliser son discours, affirmant par avance que les élections sont truquées, multipliant les contre-vérités à coups de tweets. Avec 306 grands électeurs sur 538, Trump est élu alors qu'il a été largement dominé dans le vote populaire. Ce sont ses victoires dans quelques Etats particulièrement ciblés (et avec le soutien, on le sait aujourd'hui, de la Russie) qui lui assurent la présidence.

Donald Trump a mené une campagne populiste en se présentant comme l'adversaire des élites (que symbolisait à ses yeux sa rivale Hillary Clinton). La mise en œuvre de sa politique suit la même voie. Annonces tonitruantes sur Twitter, remise en cause de nombreux accords signés par les Etats-Unis (Accords de Paris sur le climat ; accord international sur la question du nucléaire iranien…) et de leur appartenance aux grandes organisations internationales (UNESCO, OMS…). Sur la question de l'immigration venue d'Amérique latine, il lance la poursuite de construction d'un mur à la frontière mexicaine (qu'il imagine même faire financer par le Mexique)… et qui finalement ne progresse pas tant que ça durant son mandat faute de financement réel. Il restreint également l'immigration depuis certains pays musulmans et impose une surveillance renforcée lors des entrées dans le pays. Le racisme est clairement, même s'il s'en défend, un des éléments de la politique de Trump. En revanche, les relations sont cordiales avec Israël ; Trump décide, au mépris des décisions de l'ONU, de reconnaître Jérusalem comme la capitale de l'Etat hébreu. Parmi les pays arabes de la région, l'Iran est particulièrement visé tandis que les relations sont plutôt bonnes avec les pétromonarchies. Avec les puissances occidentales, les relations sont assez tumultueuses. Trump fait le service minimum et se permet souvent de critiquer ses partenaires une fois terminés les sommets du G7. Mais il est un pays qui concentre toute l'attention de Donald Trump, c'est la Chine avec laquelle il entame une véritable guerre commerciale. C'est peut-être pour se trouver de nouveaux alliés dans la région que Trump mène une offensive de rapprochement avec la Corée du Nord de Kim Jung-un. Là aussi, la politique de Trump apparaît illisible : alors qu'il se vante de la qualité des discussions et des accords conclus, le dictateur coréen continue ses provocations sur fond de lancement de missiles ou d'explosions nucléaires souterraines.

Les quatre années de la présidence Trump apparaissent comme un moment de brouillage des traditions diplomatiques mondiales ; chaque initiative du président américain provoque généralement la consternation. Cela devient encore plus évident lorsque se développement la pandémie de covid-19. La politique de Trump en la matière ne permet pas d'enrayer la progression de l'épidémie : les confinements ne sont décidés que localement, le port du masque est longtemps présenté comme inutile… Les médecins qui occupent les plus hautes responsabilités dans le domaine sanitaire aux Etats-Unis sont généralement consternés et impuissants face aux annonces de Donald Trump. Et lorsque l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) critique cette gestion, le Président américain quitte purement et simplement l'organisation. A la fin de 2020, les Etats-Unis comptaient plus de 300 000 de la pandémie.

Pendant la progression de la pandémie, Donald Trump prépare sa réélection en tenant, devant des foules immenses et rarement masquées de grands meetings dans lequel il annonce, comme en 2016, que l'élection sera truquée par l'establishment et les forces qui lui sont hostiles. Le 3 novembre 2020, on pense d'abord que Trump va être réélu mais cette fois les Etats décisifs basculent du côté de son adversaires, le démocrate Joe Biden. Trump refuse pourtant de reconnaître sa défaite, pousse ses partisans à intenter des recours pour que les bulletins soient recomptés. Attitude jamais vue jusque-là, Trump refuse d'être présent à la cérémonie d'entrée en fonction de Joe Biden en janvier 2021. Il considère toujours avoir été volé de sa victoire en juin 2021.

Face à Donald Trump, l'opinion publique internationale a souvent réagi en criant « au fou ! ». Les observateurs de la politique américaine ont montré à quel point ce type de réaction était favorable au discours de Trump. Celui-ci agit avec un parfait cynisme comme dans son jeu de téléréalité, mène la politique du pays comme il le faisait dans ses entreprises, pratique le mensonge pour faire basculer dans une sorte de monde alternatif qu'il construit par ses affirmations. La meilleure preuve que toute l'action menée par Trump est calculée est que, depuis sa défaite, il a entrepris de mettre pleinement la main sur le Parti républicain en écartant les tenants d'une vision traditionnelle de la lutte politique. L'idée de la victoire volée devient le fait qui rassemble et qui justifie l'organisation d'événements comme

la tentative du 6 janvier 2021 contre le Congrès. Donald Trump est déjà en campagne pour 2024. Pour son compte ou pour celui d'un membre de sa famille.

CD /EJ

TSAHAL

Tsahal est le nom donné à l'armée de défense d'Israël. Ce non à été officiellement donné le 26 mai 1948. Le gouvernement israélien a choisi ce nom car il pose le principe que le rôle de l'armée israélienne est la défense du territoire… et non d'aller à la conquête d'autres territoires.

IDS

TUNNEL SOUS LA MANCHE

Le Tunnel sous la Manche est un tunnel ferroviaire long de 50,5 kilomètres qui relie Coquelles, une ville du Nord de la France a Folkestone au Sud-Est de l'Angleterre.

L'inauguration du tunnel a été faite assez récemment, il y a environ 25 ans, mais l'idée de ce projet est née bien avant, en 1802, lorsqu'un ingénieur français nommé Albert Mathieu-Favier émet l'idée de ce tunnel reliant la France et l'Angleterre ; à cause des guerres napoléoniennes le projet est abandonné. Trente ans plus tard, en 1833 un autre ingénieur français reprend l'idée du tunnel sous la Manche et, 35 ans plus tard, en 1867, Napoléon III et la reine Victoria approuvent le projet, projet qui sera même présenté à l'Exposition universelle de Paris. En 1880, les premières tentatives pour créer le tunnel sont faites, mais seront abandonnées 3 ans plus tard à la suite de contestations.

En 1973 le président français Georges Pompidou et le premier ministre britannique Edward Heath signent le traité de *Chequers* autrement nommé "traité du tunnel sous la Manche". Après cela, les travaux pour la construction du tunnel sont engagés, mais seront arrêtés deux ans après.

En 1981, François Mitterrand arrive au pouvoir en France et relance le projet. En 1987, les travaux commencent pour de bon. 140 000 t de rails et poutres provisoires, 55 000 mètres cube de boues évacuées, 6 000 tonnes de rails installés, 170 000 mètres cube de béton coulé, tels sont les chiffres gigantesques de cet aménagement. Le tunnel final est constitué en réalité de trois tunnels, un de service et deux ferroviaires, pour un budget final de 15 milliards d'euros, le double du budget initialement prévu.

En 1993 les travaux sont terminés et le 6 mai 1994, Mitterrand et la reine Elizabeth II inaugurent le tunnel. A partir de là des passagers ainsi que des marchandises ont pu être embarqués et traverser la Manche dans un temps de 35 minutes.

Quelques petits incidents mineurs ont eu lieu dans le tunnel, il y a eu quatre incidents et quelques pannes de train lors de l'hiver 2009. Malgré cela, un nombre conséquent de passagers et de marchandises traverse la Manche dans l'Eurotunnel. Depuis 2013, 20 millions de passagers empruntent le Tunnel sous la Manche chaque année.

Un Eurostar à la sortie du Tunnel

L'Eurotunnel emploie 3500 personnes et a un chiffre d'affaires conséquent (environ 1 milliard d'euros en 2018. Le chiffre d'affaires a progressé de 60% en dix ans. Chaque année, Eurotunnel transporte 2,7 millions de voiture, 1,7 millions de camions et 22 millions de passagers et permet un quart des échanges commerciaux entre la rance et le Royaume-Uni. La pandémie de covid-19 qui limite les déplacements et le Brexit ont cependant depuis 2020 un impact négatif sur les résultats d'Eurotunnel et de la compagnie Eurostar (trains à grande vitesse empruntant le Tunnel)

CT

U

U2

Avion espion américain construit par Lockheed et mis en service en 1957. Il a joué notamment un rôle dans la crise de Cuba en 1962. Il est en 2021 toujours en service avec des versions sans cesse agrandies et modernisées.

UDF

Fédération de partis politiques français du centre autour de la personne de Valéry Giscard d'Estaing constituée en vue des élections législatives de 1978 et pour éviter au RPR de Jacques Chirac de s'imposer à droite. L'UDF a progressivement décliné dans les années 2000 (avec la formation de l'UMP) puis a explosé après les présidentielles de 2007.

UMP

Parti politique français dont le but initial était de rassembler la droite qui soutenait Jacques Chirac à la présidentielle de 2002 (Union pour la Majorité Présidentielle). Après l'élection, le parti devient Union pour un Mouvement Populaire et accueille en son sein d'anciens membres de l'UDF. Le parti glisse alors sous la direction de Nicolas Sarkozy qui l'utilise comme machine de guerre pour sa candidature à la présidentielle de 2007. Depuis la défaite de Nicolas Sarkozy, l'UMP est en proie à une « guerre des chefs » que le retour en politique de Nicolas Sarkozy en 2014 a encore ravivé. L'UMP s'est transformé en un nouveau parti appelé Les Républicains en 2015.

UNESCO

Organisation dépendante de l'ONU fondée en novembre 1945. Elle œuvre en faveur de la culture, de la science et de l'éducation. Les Etats-Unis ont à plusieurs reprises fait part de leur défiance à l'égard de cette organisation la suspectant à l'époque de la guerre froide de faire le jeu du communisme. En 2011, l'administration Bush avait décidé de ne plus verser sa quote-part au financement de l'UNESCO après l'admission de la Palestine. L'administration Trump est allée encore plus loin en s'en retirant en juillet 2017, l'organisation ayant été jugée par les Etats-Unis comme ouvertement anti-israélienne.

UNILATÉRALISME

Situation dans laquelle une décision importante est prise par un Etat en fonction de ses propres intérêts et contre l'avis de la majorité de la communauté internationale. L'intervention américaine en Irak en 2003 est un exemple d'action unilatérale.

UNION DE LA GAUCHE

Stratégie politique adoptée en 1972 par les socialistes, les communistes et les radicaux de gauche en vue d'accéder au pouvoir. Elle se fonde sur un programme commun de gouvernement (réformes économiques et sociales) et la promesse de désistements aux élections en faveur du candidat le mieux placé.

UNION FRANCAISE

Cadre juridique remplaçant l'empire colonial défini en 1946 dans la constitution de la Quatrième République. Dans ce cadre nouveau, le code de l'indigénat est aboli. L'Union française comprend la République française (métropoles et DOM-TOM) et les territoires et Etats associés (ceux-ci ayant une nationalité et un système politique propres).

UNR / UDR

Parti politique fondé en 1958 pour soutenir la politique du général de Gaulle (Union pour la Nouvelle République). Son nom évoluera à plusieurs reprises jusqu'au milieu des années 70 et la prise de contrôle du parti gaulliste par Jacques Chirac. Elle portera les noms d'UD-Vè en 1967, puis d'UDR (Union pour la Défense de la République puis Union des Démocrates pour la République) à partir de 1968. Le parti n'obtiendra jamais véritablement la majorité absolue mais trouvera des alliés dans les partis du centre-droit pour gouverner.

URSS

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Fondée officiellement en 1922 par le regroupement de républiques issues de l'ancien empire tsariste, l'URSS est un Etat communiste. Ayant développé une économie de type socialiste, basée sur la nationalisation des moyens de production, la collectivisation des terres et une planification quinquennale (donnant la priorité aux industries lourdes), l'URSS de Staline est devenue en 1940 la 3è puissance industrielle mondiale (mais au prix de conditions de vie

difficiles pour la population). Attaquée par les forces allemandes en 1941, l'URSS subit d'importantes défaites avant que la mise en œuvre du « rouleau compresseur russe » (importance démographique permettant de faire face à des pertes énormes, matériel militaire produit en grande quantité même s'il n'est pas toujours de qualité) ne permette d'inverser la tendance et aux Soviétiques de prendre Berlin.

L'URSS, bien qu'amoindrie économiquement (une grande partie du pays a été détruite) et démographiquement (population masculine durablement réduite), sort en position de force de la Seconde Guerre mondiale : elle a lutté héroïquement face aux Allemands, elle a repoussé ses frontières vers l'Ouest et constitué un glacis protecteur en imposant un contrôle des pays d'Europe orientale. Elle est devenue une des deux superpuissances. Cette situation apparaît cependant précaire aux yeux de Staline qui demeure persuadé que les Etats capitalistes souhaitent la disparition de l'URSS et entreprennent de l'encercler. De là, le raidissement de l'attitude soviétique à partir de la fin des combats en Europe et de l'annonce de la possession de l'arme atomique par les Américains. L'Allemagne est au cœur des divergences qui se creusent entre Soviétiques et Occidentaux et le blocus de Berlin, entamé par la volonté de Staline en mai 1948, monte que la rupture est désormais consommée.

Dans sa sphère d'influence (les « démocraties populaires »), l'URSS impose son autorité, sert de modèle pour les institutions comme pour l'organisation économique (le russe devient même la deuxième langue vivante apprise à l'école). Elle organise le bloc à partir du Kominform, puis à travers des organisations comme le COMECON ou le Pacte de Varsovie. On retrouve également dans ces pays les mêmes pratiques de purge politique qu'en URSS. Staline renforce encore cette pratique en mettant fin à de supposés complots qui lui permettent d'éliminer certains adversaires supposés.

L'URSS n'est pas intervenue dans la guerre de Corée mais a fourni du matériel militaire aux Chinois, preuve qu'elle tenait un rôle certain dans le conflit. La mort de Staline (mars 1953) permit d'ailleurs de débloquer la situation et de parvenir à un cessez-le-feu. Pour succéder au camarade Staline, plusieurs membres de la tête du parti s'opposèrent. Alors que Malenkov semblait en position favorable, c'est Nikita Khrouchtchev

qui accède finalement à la tête du parti communiste et impose une nouvelle lecture de l'URSS et du monde. En URSS, Khrouchtchev lance un grand programme de mise en valeur de terres agricoles, mobilise l'industrie lourde pour fournir des engins agricoles. Il présente également devant le XXème congrès du parti (1956) un rapport qui condamne les agissements de Staline (le « culte de la personnalité » notamment). Dans la confrontation avec les Etats-Unis, il fait preuve d'une attitude plus souple, prônant la coexistence pacifique ce qui permet de faire évoluer certains problèmes en suspens depuis la fin de la guerre (le sort de l'Autriche en particulier).

Les résultats du passage de Khrouchtchev à la tête de l'URSS furent en partie responsables de son éviction en 1964. La politique agricole menée ne parvint pas à accroître de manière spectaculaire la production et le pays demeurait dans une situation difficile. Des mouvements de contestation s'étaient levés dans les pays frères (en RDA en 1953, en Hongrie en 1956). La coexistence pacifique n'empêchait pas la tenue de crises (celle de Cuba put apparaître par son issue comme un échec pour l'URSS). Brejnev prit donc la place de Khrouchtchev et dut faire face à un monde communiste qui changeait (concurrence de la Chine, contestation en Tchécoslovaquie et en Pologne, naissance d'une dissidence en URSS même). La période brejnévienne apparaît donc comme une période de gel de la situation issue de la guerre (Détente fondée sur l'acceptation d'un monde bipolaire ; absence de véritables réformes de fond pour faire évoluer l'économie et la société soviétique). Les dernières années du pouvoir de Brejnev sont marquées par le durcissement des relations Est-Ouest mais aussi par une immobilité encore accrue du fait de la maladie du secrétaire général du parti.

La mort de Brejnev va amener à la tête de l'URSS deux dirigeants âgés, au milieu d'une lutte entre clans (les brejnéviens et les modernistes). Youri Andropov ne reste qu'un peu plus d'an au pouvoir (1982-1984) sans que les orientations de modernisation du pays aient pu être mis en œuvre. Son rival brejnévien, Constantin Tchernenko lui succède pour un an seulement (1984-1985), il poursuit le raidissement diplomatique de l'URSS (boycott des jeux olympiques de Los Angeles). A sa mort, Mikhaïl Gorbatchev accède au pouvoir, écarte Andreï Gromyko, maître de la diplomatie soviétique depuis

Khrouchtchev, et propose d'emblée des réformes.

L'Union soviétique est épuisée par des décennies de course aux armements et Gorbatchev entend mener une restructuration (perestroïka) de l'économie du pays. Celle-ci doit s'accompagner d'une transparence (glasnost) de manière à ce que les critiques contre le fonctionnement défaillant du système puisse se faire entendre. En 1989, cette logique aboutit à un début de démocratisation du pays avec des élections libres. Cette politique a également conduit à un dégel spectaculaire avec les Etats-Unis se traduisant par les premiers accords de désarmement (armement nucléaire puis classique). Cependant, la politique voulue par Gorbatchev produit surtout des difficultés pour les habitants de l'URSS (augmentation des prix), refait naître les nationalismes et sape les bases même du régime. Alors que les libéraux trouvent que Gorbatchev ne va pas assez loin, les conservateurs s'inquiètent et tentent un coup d'Etat en août 1991. Celui-ci échoue mais finit de discréditer Gorbatchev tout en posant en recours Boris Eltsine qui a joué un rôle déterminant dans l'échec du putsch. Désormais, les dirigeants des différentes républiques se considèrent comme de véritables chefs d'Etat preuve d'une explosion de l'URSS. En décembre 1991, la déclaration de Minsk signe la fin de l'URSS. Mikhaïl Gorbatchev n'a plus qu'à prendre acte et démissionner le 25 décembre.

UTAH

=> DEBARQUEMENT EN NORMANDIE

V

VARSOVIE [pacte de]

=> PACTE DE VARSOVIE

VEIL (Simone)

Simone Veil est un personnage remarquable, ayant eu une vie pas des plus faciles. Simone Veil est une icône de la lutte pour les droits de femmes et contre la discrimination à leur égard.

Elle vient au monde en 1927, dans une famille juive, ce qui ne paraît pas vraiment être la bonne époque pour naître dans une famille appartenant à cette religion. Elle sera déportée dans le camp de concentration d'Auschwitz dès l'âge de 16 ans. Elle y perdra des membres de sa famille proche, son père, sa mère, et son frère, mais s'en sortira avec ses deux sœurs. Elle aura ainsi l'occasion d'entreprendre des études de droit et de science politique, pour entrer dans la magistrature en tant que haut fonctionnaire.

En 1974, Simone Veil accède au poste de ministre de la Santé à la suite de la décision du président Valéry Giscard d'Estaing. Il la chargera de faire adopter la loi qui dépénalise le recours à l'IVG, l'interruption volontaire de grossesse. En 1979, Simone Veil sera la première personne élue à la présidence du Parlement européen au suffrage universel ; elle occupera cette fonction de 1979 à 1982 et y sera considérée comme une illustration de la réconciliation de l'Allemagne et de la France. Elle siégera au Conseil constitutionnel de 1998 à 2007, avant d'intégrer l'Académie française en 2008.

Simone Veil en 1984

Simone Veil meurt le 30 juin 2017. Sur décision du président Emmanuel Macron, elle a fait son entrée au Panthéon avec son époux le 1er juillet 2018.

AG

VERTS

Mouvement écologiste plutôt situé à gauche dont l'importance politique s'est accrue au cours des années 80 et 90 avant de décliner dans les années 2000 du fait de rivalités internes. Les Verts, sans cesser d'être traversés par des courants contraires, sont apparus en 2020 comme les vainqueurs des élections municipales en prenant la tête de grandes métropoles comme Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Besançon ou Tours.

VICHY [régime de]

Nom donné de manière courante à l'Etat français fondé après que Philippe Pétain ait obtenu les pleins pouvoirs en juillet 1940.

VICTOR-EMMANUEL III

Roi d'Italie né le 11 novembre 1869 à Naples. Il succède en 1900 à son père Humbert Ier assassiné par un anarchiste. Pendant la Première Guerre mondiale, il incarne la nation en guerre en étant très présent sur le front. En 1922, il se trouve obligé d'appeler Mussolini au pouvoir ; peu à peu il va se trouver rejeté dans l'ombre. En 1943, il décide de mettre fin au pouvoir de Mussolini, le fait arrêter et négocie un arrêt des combats avec les Alliés avant d'entrer en guerre à leurs côtés. Il abandonne le pouvoir à son fils Humbert en 1944 pour essayer de sauver la monarchie. En 1946, après la proclamation de la République, il part en exil en Egypte où il meurt le 28 décembre 1947. Ses restes ont été rapatriés en Italie en 2017.

VICTORY PROGRAM

Le Victory Program est annoncé le 6 janvier 1942 par le président des Etats-Unis, Franklin D. Roosevelt. Il s'agit d'un plan d'économie de guerre cherchant à transformer l'économie américaine afin qu'elle devienne "L'arsenal des Alliés" au cours de la Seconde Guerre mondiale. Pour y parvenir les Etats-Unis vont produire des quantités exponentielles de matériel de guerre. Les personnes en charge de sa réalisation sont Henry Stimson et Frank Knox, respectivement Ministre de la Guerre et Ministre de la Marine.

On peut affirmer que ce programme est un succès. Mais comment ont-ils fait pour obtenir une telle réussite ? Les Américains ont utilisé la "préfabrication", soit l'assemblage de pièces avant la fabrication finale, ainsi que la "standardisation" qui leur permet

de créer des pièces identiques pour différents modèles d'un même type de véhicules (chars, avions, etc...). Grâce à ces techniques, les Américains gagnent un temps considérable, les bateaux transportant du matériel (les *liberty ships*) sont construits en seulement 12 jours contre plus d'un mois avant l'avènement de ce programme. C'est notamment grâce à ce programme que les Etats-Unis sont devenus la première puissance militaire dans le monde.

TH

VIETNAM [guerre du]

La guerre du Vietnam est un conflit lié à la guerre froide qui oppose pendant une dizaine d'années le Vietnam du Sud soutenu par les Etats-Unis au Vietnam du Nord appuyé par les pays communistes et qui dispose de combattants appelés Viet-Congs sur le territoire du Vietnam du Sud.

Après la fin de la guerre d'Indochine en 1954, le Vietnam s'est donc trouvé séparé en deux pays chacun étant soutenu par un des camps du monde bipolaire de la guerre froide. Au début des années 60, pour contrer les Viet-Congs qui menacent le pouvoir en place au Vietnam du Sud, le président américain Kennedy envoie des troupes déguisées en conseillers militaires. Mais l'insurrection communiste prend de plus en plus d'ampleur. Dès le 4 août 1964, les premiers raids aériens américains sont lancés contre les positions du Viet-Cong au Vietnam du Sud ; à partir de 1965, des raids de B 52 commencent à frapper les bases arrière situées au Vietnam du Nord.

Mais la guerre menée par les Américains au Vietnam n'est pas seulement aérienne. Des troupes de plus en plus nombreuses sont envoyés combattre en Asie. En 1968, près de 500 000 soldats américains sont sur place mais ils demeurent très inférieurs en nombre aux millions de combattants du Viet-Cong. Les Américains utilisent pour essayer de vaincre des armes chimiques à très grande échelle comme le napalm ou l'agent orange. Ces « armes » sont très dangereuses à court et long terme aussi bien pour les combattants que pour les populations.

Attaque américaine au napalm

En février 1968, à la suite d'une contre-offensive du Viet-Cong (offensive du Tet), la guerre parvient à un tournant majeur. L'échec militaire, l'opinion publique américaine très défavorable à la guerre et les crimes de guerre commis par les soldats américains conduisent à un début de retrait en 1970 puis à l'ouverture de discussions secrètes. En 1973, les accords de Paris mettent fin à la participation américaine au conflit qui se poursuit encore pendant deux ans jusqu'à la chute de Saïgon, capitale du Vietnam du Sud, en 1975. La guerre a fait 3,8 millions de morts parmi les Vietnamiens et 58 000 du côté des Américains. Toutefois, ces chiffres ne prennent pas en compte le grand nombre de blessés, mutilés et victimes des produits chimiques déversés par l'armée américaine.

NB / AD

VOJD

Nom donné à Joseph Staline. Il correspond à l'idée d'un chef, d'un guide.

MB / AC / LR / ST

W

WALL STREET

Aujourd'hui connue comme étant le symbole international américain de la bourse, Wall Street (ou « rue du mur ») était, historiquement, une rue nommée ainsi en référence au mur d'enceinte du 17e siècle délimitant le territoire des Néerlandais à New York. Comme elle traverse le quartier financier de la ville, le terme Wall Street désigne aujourd'hui par extension la Bourse de New York (tout comme la City à Londres). Elle abrite donc la bourse de New York et, tout autour, les sièges des principales banques américaines.

Le jeudi 24 octobre 1929, la Bourse de Wall Street connaît un violent krach boursier faisant fortement et rapidement chuter la valeur des actions. En effet, ce même jour, 13 millions d'actions sont échangées dans la journée. La chute de l'indice reprend le lundi suivant et se poursuit jusqu'en juin 1932.

JB / EG / JS / MT

WASHINGTON [traité de]

Le traité de Washington de 1987, aussi appelé Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) est un traité signé entre les Etats-Unis et l'URSS à la fin de la Guerre froide ; il porte sur le démantèlement et l'élimination d'une catégorie de missiles nucléaires. Ce traité convie aussi à un échange de données entre les deux États, permettant de savoir combien de missiles sont déployés ou non et par quels moyens ils peuvent être lancés mais aussi l'inspection des missiles par les forces adverses afin d'assurer le bon déroulement de l'accord.

Au début de la Guerre froide et après l'explosion des bombes nucléaires américaines pendant la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis d'Amérique avaient le monopole nucléaire et se servaient de ce pouvoir afin de dissuader l'URSS de tout acte de guerre. Cependant, lorsque l'URSS parvint à accéder à l'arme atomique en 1949, une tension s'installa entre les deux superpuissances, cumulant à elles-seules au sommet de cette guerre plus de 62 000 armes nucléaires en 1986. Avec les différentes crises qui se sont déroulées pendant cette période (Guerre de Corée, crise de Cuba), les armes nucléaires auraient

pu, d'après des rapports récents, mener à l'extinction progressive de l'espèce humaine.

Signature du traité de Washington

C'est donc suite aux traités SALT I (1972) et SALT II (1979), qui avaient uniquement pour but de limiter les armes stratégiques américaines et soviétiques et non de les supprimer, que le traité de Washington de 1987 fut proposé. Il fut signé le 8 décembre 1987 dans la capitale américaine, entre le président américain, Ronald Reagan et le secrétaire du Parti Communiste d'URSS, Mikhaïl Gorbatchev. Ce traité entra en vigueur le 1er juin 1988 et entraîna une baisse considérable de missiles et armes nucléaires (<40 000 en 1994, date d'entrée en vigueur du traité suivant, START I).

MB

WASHINGTON POST

Le *Washington Post* est un quotidien américain traitant de sujets d'information divers. Le journal est fondé en 1877 par Stilson Hutchins, un journaliste pro-démocrate. Le journal se développe petit à petit sans connaitre de grand succès. Mais après que le banquier Eugene Meyer ait racheté le *Post* en 1933, ce dernier va connaitre un succès croissant, se développant à l'international. En 1963, la direction du journal passe dans les mains de Katharine Meyer Graham, fille de Eugene Meyer, après le décès de son mari, Phil Graham. Elle va occuper des postes importants au Post pendant plus de 30 ans. En 2013, le journal est racheté par Jeff Bezos, président et directeur d'Amazon. Le journal a toujours gardé une ligne éditoriale plutôt centriste, même si au fil de son histoire on a pu voir quelques déviations à droite ou à gauche.

Depuis qu'il s'est fait connaitre dans les années 30, le journal s'est toujours battu pour la vérité. Le *Post* a en effet traité quelques sujets ayant fait scandale, comme la publication d'extraits des *Pentagon Papers* en 1971, des dossiers confidentiels américains dévoilant la terrible gestion de la Guerre du Vietnam par plusieurs présidents américains. Il dévoila également en 1972 le scandale du Watergate, une affaire qui mènera à la démission du président Nixon

deux ans plus tard. De nos jours, le journal est très important sur le plan américain mais également à échelle internationale. Il est d'ailleurs imprimé à un peu moins de 500 000 exemplaires par jour au Etats-Unis. Le *Post* est fortement axé sur la politique intérieure américaine. Depuis 2020, le journal fait l'objet de critiques d'autres journalistes, souvent étrangers, qui dénoncent la manière très pro-américaine qu'a le journal de traiter l'information, comme lorsqu'il a qualifié la destruction par les Américains d'un avion iranien d' « erreur » et d'acte « compréhensible et justifié ».

TP

WATERGATE

Scandale politique survenue aux Etats-Unis entre 1972 et 1974. Tout part de la découverte par un vigile de personnes en train de poser des micros dans l'immeuble du Watergate où est établi le Quartier général de la campagne démocrate pour la présidentielle de novembre 1972. L'affaire finit par remonter, notamment grâce à l'enquête de deux journalistes du *Washington Post* jusqu'à l'entourage de Richard Nixon. Sommé par la justice de remettre des bandes magnétiques sur lesquelles sont enregistrées des conversations tenues dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche, Nixon fait trainer, refuse et se trouve dans une position tellement difficile qu'il est contraint de démissionner début août 1974 pour éviter le vote d'une destitution.

WEHRMACHT

Nom porté par l'armée de terre allemande pendant la Seconde Guerre mondiale.

WELFARE STATE

Système inspiré des idées mises en application aux Etats-Unis lors du New Deal. Il donne un rôle social important à l'Etat qui protège la population en lui assurant des protections contre la maladie, le chômage ou la précarité.

WEYGAND (Maxime)

Né à Bruxelles le 21 janvier 1867, Maxime Weygand a des origines familiales obscures (il serait selon certains le fils du roi des Belges ou de la veuve de l'empereur du Mexique). Il est reçu à Saint-Cyr et rejoint la cavalerie. Officier brillant pendant la Première Guerre mondiale, il est nommé chef d'état-major du général Foch et en devient son plus proche collaborateur. Il

assiste à ses côtés à la signature de l'armistice à Rethondes (11 novembre 1918) Dans l'entre-deux guerres, il sert à Varsovie puis en Syrie avant de devenir chef d'état-major général de l'armée en 1930 et est élu à l'Académie française.

En mai 1940, pendant la débâcle française, il devient commandant en chef des armées. Il prépare et signe l'armistice en tenant le gouvernement responsable de la défaite et participe au gouvernement de Vichy pendant deux mois. Par la suite, à cause de ses contacts avec les Américains, il est déporté lors de l'invasion de la zone libre jusqu'en 1945. Weygand, mort le 28 janvier 1965, demeure une des figures majeures de l'histoire militaire du XX^{e} siècle.

NB / PB / JB / ED

WORLD TRADE CENTER

Nom donné à l'ensemble immobilier composé principalement de deux tours (presque) jumelles édifiées au début des années 70 dans le quartier de Manhattan à New York. C'est alors un des principaux centres financiers et commerciaux de New York. Déjà victimes d'un attentat en 1993, les deux tours sont détruites suite à l'action terroriste du 11 septembre 2001. Le site est depuis désigné sous le nom de *Ground Zero*. La tour One World Trade Center, premier élément du nouveau complexe immobilier développé sur le site, a été inaugurée en novembre 2014 ; elle est aussi connue sous le nom de *Freedom Tower*.

X

XI JINPING

Jusqu'à Xi Jinping, la Chine semblait sur la voie d'une démocratisation progressive. Mais depuis son arrivée à la tête du pays, le système politique chinois a acquis une rigidité inquiétante.

Né le 15 juin 1953, Xi Jinping est le fils de l'ancien vice-premier ministre et ancien vice-président de l'assemblée populaire Xi Zhongxun mais aussi compagnon de route de Mao Zedong, écarté du pouvoir en 1962. La compagne de Xi est générale dans l'armée populaire de libération et leur fille étudie actuellement à Harvard.

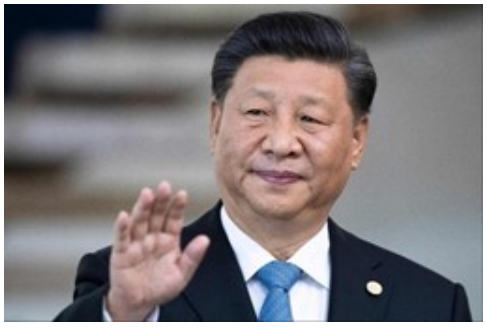
Pendant la Révolution culturelle Xi Jinping dirigea une brigade de gardes rouges dans le Shaanxi puis travailla dans la pauvre province de Shaanxi où il vécut jusqu'à ses 22 ans. Après ça il s'enfuit de l'ancienne base révolutionnaire de son père et est envoyé dans un camp de travail pour avoir déserté. En 1971 il rejoignit la ligue de la jeunesse chinoise puis le parti communiste chinois ou il entama des études d'ingénieur et obtint son diplôme.

En 1982 il accède à sa première affectation en tant que premier secrétaire d'un comté du Hebei. Il continuera d'exercer des responsabilités dans les provinces côtières jusqu'en 1999 ou il deviendra gouverneur du Fuijan et cherchera à attirer des capitaux de Taiwan. De 2002 à 2007 il sera secrétaire du parti de Zheijang où il combattra la corruption et promouvra l'écologie.

Le 22 octobre 2007, l'élection au Comité permanent du Bureau politique du Parti communiste chinois lui ouvre les portes du pouvoir suprême. Cet organe compte neuf membres surnommés les « sept empereurs » et un parmi les 7 devient président de la République. Enfin en octobre 2010, il est nommé vice-président de la Commission militaire centrale du Parti communiste chinois

Le 14 mars 2013, l'Assemblée nationale populaire le porte à la présidence de la République pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois, en remplacement de Hu Jintao. Son influence au sein du parti communiste est donc très importante et Xi est considéré comme le chef de file de la faction des Princes rouges constitués des descendants des anciens du régime.

Au terme d'un premier mandat très actif, Xi Jinping put renforcer ses pouvoirs au point d'obtenir le 26 octobre 2016 le titre de « leader central » du Parti. Mieux encore, le 24 mars 2017, le XIX^{e} Congrès du Parti communiste chinois a inscrit la « pensée Xi Jinping » dans la Charte du Parti, un honneur jusque-là réservé à Mao et Deng Xiaping. De plus, le 5 mars 2018, l'Assemblée nationale populaire a modifié la Constitution et supprimé la limitation à deux mandats présidentiels, on pourra donc facilement envisager que Xi Jinping reste au pouvoir lors de l'élection de 2022, voire rester président à vie comme il l'a annoncé.



Depuis Xi, les citoyens Chinois sont évalués par un système de "crédit social". Les "bons" citoyens et citoyennes acquièrent des droits, les "mauvais" citoyens se les voient retirer. De plus depuis son arrivée au pouvoir le Parti communiste chinois a lancé une campagne contre la diffusion des "valeurs de l'Occident" et notamment la démocratie. Le Président prône "un grand renouveau de la nation" et veut que les élèves apprennent les valeurs du communisme dès leur plus jeune âge.

Selon l'ONG Amnesty International, Xi Jinping a accentué en 2018 "la répression de l'expression d'opinions pacifiques". L'organisation dénonce également les détentions massives dans la région du Xinjiang, au nord-ouest, de musulmans appartenant à la minorité ouïghoure.

Xi Jinping prend donc rang parmi les grands chefs autoritaires et nationalistes qui ont émergé en ce début du XXIe siècle en Eurasie : Poutine en Russie, Erdogan en Turquie, Modi en Inde...

LR

Y

YALTA [conférence de]

En février 1945, alors que la Seconde Guerre mondiale n'est pas encore terminée, les dirigeants des pays de la Grande Alliance, Roosevelt (Etats-Unis), Churchill (Royaume-Uni) et Staline (URSS) se réunissent secrètement à Yalta, en Crimée pour préparer l'après-guerre avec un retour à la paix en Europe. La France n'est pas invitée lors de cette conférence car le dirigeant américain n'apprécie pas le général de Gaulle car il pense que ce dernier veut instaurer une dictature en France.

Churchill, Roosevelt et Staline à Yalta

Les trois grandes puissances alliées décident à travers les accords de Yalta, dans un premier temps, les nouvelles frontières de l'Allemagne, et cherchent à trouver un terrain d'entente sur la délimitation de l'Allemagne et aussi de la Pologne. Or, il s'avère que les démarcations de l'Allemagne et de la Pologne provoquent des tensions avec Joseph Staline. En effet, Staline se sent exclu du réaménagement de la Pologne après la guerre, et réclame le droit d'intervenir dans les affaires de ce pays qu'il considère davantage rattaché à l'URSS qu'aux pays occidentaux. Il y a aussi la délimitation d'une nouvelle Allemagne qui est partagée en 3 zones distinctes pour chacune des puissances internationales, ainsi que la France. Par la suite, un plan de dénazification a été élaboré, et de la même manière la reconstruction de la vie politique et économique nationale.

Bien que cette conférence ait pour but de rétablir l'ordre dans les pays touchés par la guerre, les tensions entre l'URSS et les pays occidentaux liées à la Pologne inquiètent le Premier ministre britannique Churchill qui le confiera ultérieurement au président américain Truman successeur de Roosevelt en avril. On peut considérer que la guerre froide commence déjà à Yalta.

AR

Z

ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE

Les Zones Economiques Spéciales (ZES) sont des zones géographiques possédant des réglementations économiques différentes du reste du pays, dans le but d'attirer des entreprises ou des investisseurs étrangers. Les plus célèbres ZES ont été créées en République populaire de Chine au début des années 80, sous le gouvernement de Deng Xiaoping. A l'heure actuelle, trois pays sur quatre possèdent au moins une ZES, et le monde en compte environ 4300.

ED

ZONE LIBRE

La zone libre est un terme qui voit le jour pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle apparaît après la signature de l'armistice du 22 juin 1940 et correspond à la partie de territoire français située au sud de la ligne de démarcation. De l'autre côté de cette ligne se trouve la zone occupée par l'armée allemande. La zone libre est sous l'autorité du gouvernement de Vichy dirigé par le maréchal Pétain.

L'Allemagne s'empare donc d'une partie de la France, la zone occupée, et impose au maréchal Pétain la ligne de démarcation entre cette zone et la zone libre. Alors que la convention stipule que la zone occupée doit se soumettre aux réglementations des autorités militaires allemandes, la zone libre quant à elle n'y est pas contrainte. C'est le 11 novembre 1942 que La zone libre sera envahie par les Allemands et les Italiens, à la suite de l'opération *Torch*, au cours de l'opération Anton. Dès lors, la zone libre est appelée « zone sud » et la zone occupée est appelée « zone nord ».

LV

ZONE OCCUPÉE

La zone occupée est la partie de la France où les troupes allemandes sont stationnées de 1940 à 1942. En effet, après ce qu'on a appelé la Drôle de Guerre, de 1939 à 1940, , les Allemands ont attaqué par surprise les Français. Les troupes françaises déstabilisées ont donc dû subir une écrasante défaite en mai 1940, ce qui a conduit, le 22 juin 1940, à la signature d'un armistice. Cet armistice, signé entre le représentant du Troisième Reich

allemand et celui du gouvernement français, instaure une ligne de démarcation entre la zone occupée (le Nord et la côte Atlantique française) et la zone libre (le Sud).

Des subdivisions sont néanmoins instaurées dans la zone occupée, ne donnant pas le même statut aux différentes régions. L'Alsace-Moselle est ainsi annexée par le Troisième Reich et le Nord Pas-de-Calais est placé sous l'administration militaire allemande de Bruxelles. Ces deux zones sont déclarées « interdites », tout comme le littoral Manche-Atlantique, large de 10km, réservé pour le « Mur de l'Atlantique ». La souveraineté française s'exerce sur l'ensemble du territoire, même sur la zone occupée, même si la convention d'armistice stipule que l'Allemagne exerce ses droits de puissance occupante.

La zone occupée devient en novembre 1942 la « zone nord » après que les troupes allemandes aient envahi la « zone libre » suite au débarquement allié en Afrique du Nord.

MD

ZHOU ENLAI

Zhou Enlai est né le 5 mars 1898 en Chine et mort le 8 janvier 1976. Il est devenu le premier ministre de la République Populaire de Chine sous la présidence de Mao Zedong dès octobre 1949 et ce jusqu'à sa mort. Il a joué un rôle important dans la consolidation du contrôle du pouvoir du Partie communiste chinois. Il a aussi permis le développement de l'économie de la République Populaire de Chine. Zhou Enlai est également ministre des affaires étrangères de 1949 à 1958. C'est à ce titre qu'il participe à la conférence de Bandung en 1955.

Zhou Enlai rejoint le Parti Communiste Chinois (PCC) dès 1922 et devient le directeur du département politique de l'Académie militaire de Huangpu à partir de 1924. Il est à la fin de sa vie vice-président de ce parti de 1973 jusqu'en 1976. Il a successivement occupé les fonctions de secrétaire du Comité central du PCC et de vice-président de la Commission militaire révolutionnaire du Comité central du PCC. Zhou Enlai aura de nombreux rôles en plus de tous ceux cités précédemment. Il est président de la Conférence consultative politique du peuple chinois de 1954 jusqu'en 1976. Et pendant cette même période sera membre de l'Assemblée nationale.

Zhou Enlai en 1966

Durant les années 60, Zhou Enlai parvient à survivre aux purges des grands dirigeants pendant la Révolution culturelle. Il veut réduire les dommages des Gardes Rouges, c'est-à-dire de l'ensemble des étudiant qui militent en faveur de cette Révolution Culturelle. Ce sont les efforts fait par Zhou Enlai qui l'ont rendu populaire après ces événements. Entre 1971 et 1972, Enlai et la Bande des Quatre mènent une lutte interne pour prendre la direction de la Chine. Malheureusement la santé de Zhou Enlai s'aggrave et il meurt 8 mois avant Mao Zedong. Hua Guofeng lui succède mais c'est finalement Deng Xiaoping, l'allié de Zhou Enlai, qui s'impose finalement à la place de Mao Zedong et peut mener la politique économique d'ouverture sur le monde imaginée par Zhou Enlai.

LV

ZUCKERBERG (Mark)

Mark Eliott Zuckerberg est né le 14 mai 1984 dans l'Etat de New York aux Etats-Unis. Fils de parents médecins, il commence dès le collège à écrire des programmes informatiques et sort en 2004 la première version de Facebook avec trois autres personnes. Le réseau social connait un succès immédiat dans son université, avant qu'il ne soit ouvert à d'autres universités puis au monde. Cependant, un procès est intenté par des étudiants de Harvard contre lui et Facebook à cause de la ressemblance du réseau avec un de leur projet auquel Mark participait. Le procès se règle à l'amiable avec une compensation de 65 millions de dollars.

Suite au succès de Facebook, Zuckerberg devient rapidement une des plus jeunes et plus grosses fortunes du monde avec dès 2010 près de 7 milliards de dollars selon Forbes. Il est au cœur de nombreuses polémiques et procès au sujet du traitement des données personnelles par Facebook.

NB

BIBLIOGRAPHIE & SITOGRAPHIE

Le travail réalisé par les élèves a surtout été effectué à partir d'internet. Même lorsque des ouvrages papier étaient disponibles en classe, c'est via le smartphone ou l'ordinateur de la région que les recherches étaient effectuées.

Les sites les plus utilisés ont été :

- ⇒ Wikipedia
- ⇒ Herodote.net
- ⇒ L'histoire par l'image
- ⇒ Encyclopédie Larousse en ligne
- ⇒ Histweb
- ⇒ Kronobase.org

Les ouvrages disponibles et pouvant avoir été utilisés :

- ⇒ Manuels scolaires d'Histoire de Première (différents éditeurs)
- ⇒ Dictionnaire encyclopédique Mourre, Bordas
- ⇒ Dictionnaire des personnages historiques, Livre de poche